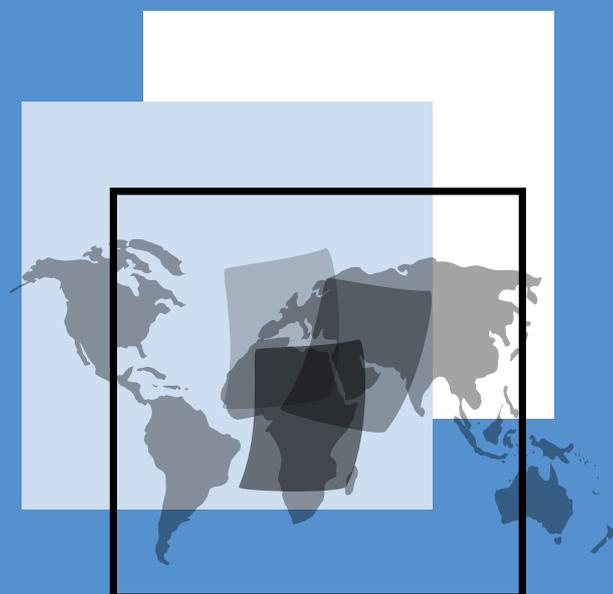




Bureau
international
du Travail

Genève

Application des normes internationales du travail, 2016 (II)



au 31 décembre 2015

Document d'information
sur les ratifications
et les activités normatives

Conférence internationale du Travail, 105^e session, 2016

Document d'information sur les ratifications et les activités normatives

(au 31 décembre 2015)

Troisième question à l'ordre du jour:
Informations et rapports sur l'application
des conventions et recommandations

Rapport III (Partie 2)

Bureau international du Travail, Genève

ISBN 978-92-2-229713-9 (imprimé)
ISBN 978-92-2-229714-6 (pdf Web)
ISSN 0251-3218

Première édition 2016

Tableaux générés par la base de données APPLIS
www.ilo.org/normes

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits numériques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des plates-formes de distribution numérique. On peut aussi se les procurer directement en passant commande auprès de ilo@turpin-distribution.com. Pour plus d'information, consultez notre site Web www.ilo.org/publns ou écrivez à l'adresse ilopubs@ilo.org.

Note au lecteur

Le document d'information sur les ratifications et les activités normatives (Rapport III (Partie 2)) offre une vue d'ensemble des développements intervenus dans le domaine des normes internationales du travail au cours de l'année 2015. Il complète les informations contenues dans le rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (Rapport III (Partie 1A)). La Partie I de ce document contient des informations générales sur les développements récents intervenus dans le domaine des normes internationales du travail, sur les procédures constitutionnelles et autres procédures liées au contrôle de l'application des normes ainsi que sur l'assistance technique dans le domaine des normes. La Partie II comprend, sous forme de tableaux, l'ensemble des informations sur la ratification des conventions et des protocoles. Enfin, la Partie III présente, sous forme de tableaux, les «profils par pays» qui rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes, pour chaque pays.

Table des matières

	<i>Page</i>
Note au lecteur.....	iii
Partie I. Informations générales sur les normes internationales du travail.....	1
Politique normative.....	1
A. Amélioration des activités normatives	1
1. Evolutions résultant des discussions au sein du Conseil d'administration	1
2. Amélioration de l'accès au système normatif et de la visibilité de ce système	3
3. Instrument d'amendement de 1997 à la Constitution de l'OIT	3
B. Ordre du jour des prochaines sessions de la Conférence internationale du Travail	4
Procédures constitutionnelles et autres	6
A. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT.....	6
B. Réclamations présentées en vertu de l'article 24 de la Constitution	9
C. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale.....	11
Assistance et coopération techniques.....	12
A. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions	12
B. Coopération technique fournie par les bureaux extérieurs	13
1. Afrique	13
2. Amériques	17
3. Etats arabes	18
4. Asie.....	22
5. Europe.....	24
6. Centre international de formation de l'OIT (Turin)	25
C. Activités promotionnelles	27
D. Campagne pour la ratification du protocole sur le travail forcé.....	32
Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail.....	33
A. Système des Nations Unies.....	33
B. Conseil de l'Europe.....	35

Annexes à la Partie I

I.	Informations générales.....	37
II.	Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997.....	39
Partie II.	Liste des ratifications par convention et protocole.....	43
Partie III.	Profils par pays.....	185
Annexe.	Liste des conventions et protocoles adoptés par session.....	295

Partie I. Informations générales sur les normes internationales du travail

Politique normative

A. Amélioration des activités normatives

1. Evolutions résultant des discussions au sein du Conseil d'administration

La politique normative et l'Initiative sur les normes de l'OIT

1. La Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008 (la Déclaration de 2008), proclame que l'Organisation doit faire de sa politique normative la pierre angulaire de ses activités en la rendant plus pertinente pour le monde du travail, et s'assurer que les normes remplissent bien leur rôle dans la réalisation des objectifs constitutionnels de l'OIT.
2. En novembre 2010, un consensus s'est dégagé au sein du Conseil d'administration sur le fait que la politique normative de l'OIT comportait les éléments suivants:
 - la détermination des meilleurs moyens de tenir à jour le corpus de normes;
 - le recensement des normes qui doivent être révisées ou faire l'objet d'une autre mesure;
 - le recensement et la promotion des normes à jour;
 - la recherche de nouvelles thématiques et de nouvelles approches dans le domaine de l'action normative; et
 - l'élaboration et l'adoption de normes.
3. En novembre 2011, le Conseil d'administration a approuvé la mise en place d'un mécanisme d'examen des normes (MEN) afin de contribuer à la mise en œuvre de la politique normative de l'OIT, telle qu'elle est définie dans la Déclaration de 2008, et de renforcer le consensus tripartite sur le rôle des normes internationales du travail dans la réalisation des objectifs de l'Organisation. L'objectif général du MEN est de permettre à l'OIT de disposer d'un corpus solide, clairement défini et à jour de normes internationales du travail lui permettant de répondre aux mutations du monde du travail, aux fins de la protection des travailleurs et compte tenu des besoins des entreprises durables. Dans son rapport à la 102^e session (2013) de la Conférence, le Directeur général a proposé de faire figurer parmi les initiatives du centenaire une Initiative sur les normes ayant pour but de «renforcer le consensus tripartite sur un système de contrôle faisant autorité et améliorer la

pertinence des normes internationales du travail au moyen d'un mécanisme d'examen des normes»¹.

4. Lors de sa 323^e session (mars 2015), dans le cadre de sa discussion concernant l'initiative sur les normes, le Conseil d'administration:

...

- e) a décidé de créer, dans le cadre du mécanisme d'examen des normes, un groupe de travail tripartite composé de 32 membres, 16 représentant les gouvernements, 8 représentant les employeurs et 8 représentant les travailleurs, qui se réuniront une fois par an pendant une semaine;
- f) a demandé au Directeur général de préparer, pour ce groupe de travail tripartite, un projet de mandat qui sera présenté pour examen et décision au Conseil d'administration à sa 325^e session (octobre-novembre 2015);
- g) a décidé que ce groupe de travail tripartite fera rapport au Conseil d'administration à sa 325^e session (octobre-novembre 2015) sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du mécanisme d'examen des normes;
- h) a demandé au président de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (CEACR), le juge Abdul Koroma (Sierra Leone), et au président du Comité de la liberté syndicale, le professeur Paul van der Heijden (Pays-Bas), de préparer ensemble un rapport qui sera présenté à la 326^e session (mars 2016) du Conseil d'administration, sur l'interaction, le fonctionnement et l'amélioration possible des différentes procédures de contrôle découlant des articles 22, 23, 24 et 26 de la Constitution de l'OIT et du mécanisme de traitement des plaintes relatives à la liberté syndicale²;

...

5. Suite à des consultations tripartites en octobre 2015, lors de sa 325^e session (octobre-novembre 2015), le Conseil d'administration: a approuvé le mandat du Groupe de travail tripartite du MEN; a nommé M. Jan Farzan (Allemagne) président du groupe de travail; a décidé de convoquer en 2016 deux réunions du Groupe de travail tripartite du MEN, une réunion avant sa 326^e session et l'autre avant sa 328^e session; a décidé d'entreprendre une évaluation initiale du fonctionnement du Groupe de travail tripartite du MEN au plus tard en mars 2017. Durant les consultations tripartites, il a été décidé que le programme de travail du Groupe de travail tripartite serait déterminé lors de la première réunion de ce dernier en février 2016.

Autres activités normatives

Choix des conventions et recommandations devant faire l'objet de rapports au titre de l'article 19 de la Constitution de l'OIT

6. A sa 325^e session (octobre-novembre 2015), le Conseil d'administration a décidé de convier les gouvernements à présenter des rapports en vertu de l'article 19 de la Constitution: a) sur les instruments relatifs au temps de travail en 2017; et b) sur la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012, en 2018. Le Conseil d'administration a, en outre, demandé au Bureau de préparer: a) le formulaire de rapport concernant les instruments relatifs au temps de travail pour examen à sa 326^e session (mars 2016); et b) le formulaire de rapport concernant la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012, pour examen à sa 328^e session (novembre 2016).

¹ BIT: *Vers le centenaire de l'OIT: Réalités, renouveau et engagement tripartite*, rapport du Directeur général, Conférence internationale du Travail, 102^e session, Genève, 2013, rapport I(A), paragr. 155 2).

² La décision peut être consultée dans son intégralité à l'adresse suivante: www.ilo.org/gb/decisions/GB325-decision/lang--fr/index.htm.

2. Amélioration de l'accès au système normatif et de la visibilité de ce système

7. Les bases de données du département, NORMLEX (sur les normes internationales du travail) et NATLEX (sur la législation nationale du travail), restent les bases de données les plus consultées du BIT, en interne comme en externe. Selon de récentes statistiques, NORMLEX compte en moyenne 90 000 utilisateurs par mois, avec 120 000 sessions, ce qui représente 340 000 pages consultées. Quant à NATLEX, application publique dont la refonte intégrant une interface moderne a été lancée début 2015, plus de 3 400 nouvelles entrées ont été enregistrées dans la base de données en 2015, soit en moyenne 280 par mois. Concernant la mise en œuvre du système de NORMES pour la présentation de rapports en ligne, il convient de rappeler que ce système a été, à l'issue d'une période d'essai, étendu à tous les Etats Membres de l'OIT souhaitant utiliser cette nouvelle fonctionnalité pour présenter leurs rapports au titre de l'année 2015; 25 pays ont choisi de l'utiliser en 2014, et un peu plus en 2015.

8. En termes de diffusion de l'information sur les normes internationales du travail, NORMES a publié plusieurs ouvrages en 2015, notamment un *Recueil des conventions et recommandations internationales du travail* (disponible en anglais, français et espagnol), une deuxième édition révisée de la *Compilation des instruments sur le travail maritime* (disponible en anglais, en français et en espagnol), une quatrième édition révisée des *Questions fréquentes concernant la convention du travail maritime, 2006* (disponible en anglais, français et espagnol), une brochure intitulée *The story of the ILO's Promotion of Cooperatives Recommendation, 2002 (No. 193)*. Dans le cadre de l'un des domaines de première importance identifiés par l'OIT, le département a également publié une étude intitulée *Unacceptable forms of work and serious gaps identified by the ILO supervisory bodies in the implementation of ILO Conventions: contextualization and analysis of prominent cases* [disponible en anglais]. Par ailleurs, depuis 2015, les rapports de la CEACR sont également disponibles sous trois formats électroniques différents, permettant un accès avec les tablettes et les smartphones.

3. Instrument d'amendement de 1997 à la Constitution de l'OIT

9. L'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997, qui a pour but de permettre à la Conférence d'abroger les conventions devenues obsolètes, est entré en vigueur le 8 octobre 2015, lorsque le Directeur général a enregistré l'acceptation de cet instrument par les Iles Cook³. Le Conseil d'administration à sa session d'octobre-novembre 2015 a décidé de placer à l'agenda de la Conférence en 2017 la question de l'abrogation des conventions (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919, convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921, convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929, convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934, convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937, et convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939.

³ Voir, à l'annexe II, la liste des pays qui ont ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement.

B. Ordre du jour des prochaines sessions de la Conférence internationale du Travail

10. Les questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence sont soit des questions inscrites d'office, soit des questions ad hoc. Les questions que le Conseil d'administration doit inscrire d'office à l'ordre du jour de la Conférence tous les ans sont les suivantes:

- rapports du Président du Conseil d'administration et du Directeur général;
- questions financières et budgétaires; et
- informations et rapports sur l'application des conventions et recommandations.

11. Il est également d'usage d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence trois questions techniques à examiner dans le cadre d'une discussion générale ou en vue d'une action normative. En principe, les questions normatives font l'objet d'une double discussion, mais le Conseil d'administration peut décider qu'elles seront examinées dans le cadre d'une simple discussion. Les questions techniques à inscrire à l'ordre du jour de la Conférence sont examinées à deux sessions successives du Conseil d'administration.

12. La Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008, et son suivi ont instauré un dispositif de discussions récurrentes par la Conférence en vue de permettre à l'OIT de mieux comprendre la situation et les besoins divers de ses Membres en rapport avec chacun de ses objectifs stratégiques, d'y répondre de manière plus efficace en utilisant l'ensemble des moyens d'action disponibles et d'ajuster en conséquence les priorités et programmes d'action. Le Conseil d'administration a décidé que les discussions récurrentes suivraient un cycle de sept ans, l'emploi, les principes et droits fondamentaux au travail et la protection sociale étant examinés deux fois par cycle, et le dialogue social une seule fois.

13. Le cycle actuel de sept ans sera terminé suite à la deuxième discussion récurrente sur les principes et droits fondamentaux au travail lors de la 106^e session (2017) de la Conférence.

14. Lors de sa 322^e session (novembre 2014), le Conseil d'administration a adopté le concept d'une approche stratégique et cohérente de l'établissement de l'ordre du jour de la Conférence pour les 106^e (2017), 107^e (2018) et 108^e (2019) sessions de la Conférence, eu égard notamment aux éléments suivants: l'opportunité fournie par la préparation de la session du centenaire de la Conférence (2019), le renforcement de la cohérence entre l'ordre du jour de la Conférence et les autres processus qui contribuent à l'orientation stratégique de l'OIT, l'appropriation tripartite et la nécessité d'assurer une souplesse suffisante dans le choix des questions à l'ordre du jour de la Conférence⁴. Lors de sa 323^e session (mars 2015), le Conseil d'administration a fourni des orientations supplémentaires en ce qui concerne la mise en œuvre de l'approche stratégique et cohérente, y compris la marche à suivre pour l'élaboration de l'agenda de la Conférence. Lors de sa 325^e session (octobre-novembre 2015), le Conseil d'administration a décidé:

- a) de compléter l'ordre du jour de la 106^e session de la Conférence (juin 2017) en choisissant d'y inscrire une question sur les migrations de main-d'œuvre en vue d'une discussion générale;

⁴ Documents GB.322/INS/2 et GB.322/PV, paragr. 17.

- b) d'inscrire à l'ordre du jour de la 107^e session (juin 2018) de la Conférence une question sur «La violence contre les femmes et les hommes dans le monde du travail» en vue d'une action normative;
- c) d'organiser une réunion tripartite d'experts chargée de donner des orientations sur la base desquelles le Conseil d'administration examinera, à sa 328^e session (novembre 2016), les préparations pour la première discussion par la Conférence des possibles instruments.

Le Conseil d'administration a également décidé:

- a) d'inscrire, à titre provisoire, à l'ordre du jour de la 105^e session (juin 2016) de la Conférence une question sur l'approbation des propositions d'amendements au code de la convention du travail maritime, 2006, sous réserve de la présentation d'éventuels amendements adoptés par la Commission tripartite spéciale en février 2016, parallèlement à l'adoption des amendements à apporter aux annexes de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, tels qu'ils seront proposés par la commission tripartite maritime ad hoc en février 2016; et
- b) d'inscrire à l'ordre du jour de la 106^e session de la Conférence (juin 2017) une question concernant l'abrogation des conventions n^{os} 4, 15, 28, 41, 60 et 67.

Tableau I. Questions techniques inscrites à l'ordre du jour de la Conférence

105 ^e session (juin 2016)	106 ^e session (juin 2017)	107 ^e session (juin 2018)
1. Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales – discussion générale	1. Le travail décent au service de la paix, de la sécurité et de la résilience aux catastrophes: révision de la recommandation (n° 71) sur l'emploi (transition de la guerre à la paix), 1944 – action normative, procédure de double discussion (seconde discussion)	1. La violence contre les femmes et les hommes dans le monde du travail en vue d'une action normative
2. Le travail décent au service de la paix, de la sécurité et de la résilience aux catastrophes: révision de la recommandation (n° 71) sur l'emploi (transition de la guerre à la paix), 1944 – action normative, procédure de double discussion (première discussion)	2. Discussion récurrente sur l'objectif stratégique des principes et droits fondamentaux au travail, en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008	
3. Evaluation de l'impact de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008	3. Les migrations de main-d'œuvre (discussion générale)	
4. Questions maritimes: <ul style="list-style-type: none"> – Approbation des amendements au code de la convention du travail maritime, 2006 – Adoption des amendements aux annexes de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003 	4. Abrogation de six conventions internationales du travail (n ^{os} 4, 15, 28, 41, 60 et 67)	

15. Lors de sa 325^e session (octobre-novembre 2015), le Conseil d'administration a également décidé de différer la décision relative à un nouveau cycle de discussions récurrentes à sa session de juin 2016 ou novembre 2016 dans l'attente de l'évaluation de l'impact de la Déclaration de 2008 par la Conférence en juin 2016.

Procédures constitutionnelles et autres

A. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

Fidji

16. A sa 319^e session (octobre 2013), le Conseil d'administration a déclaré recevable la plainte présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT par des délégués des travailleurs à la 102^e session (2013) de la Conférence internationale du Travail contre le gouvernement des Fidji pour non-respect de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948. A sa 320^e session (mars 2014), compte tenu des inquiétudes que continuait de susciter la situation des syndicats aux Fidji, le Conseil d'administration: i) a prié une fois encore le gouvernement des Fidji d'accepter d'accueillir la mission de contacts directs du BIT, dotée du mandat précédemment convenu sur la base des conclusions et recommandations du Comité de la liberté syndicale dans le cas n° 2723; et ii) a décidé que, si la mission de contacts directs n'avait pas lieu à temps pour qu'un rapport soit soumis au Conseil d'administration lors de sa 322^e session (novembre 2014), celui-ci devrait constituer lors de ladite session une commission d'enquête en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT. La mission de contacts directs, conduite par le juge Abdul G. Koroma, s'est déroulée du 7 au 11 octobre 2014. Compte tenu des informations contenues dans son rapport, le Conseil d'administration a décidé, en novembre 2014, de reporter une nouvelle fois la décision de constituer une commission d'enquête et a invité le gouvernement à apporter un complément d'information concernant la plainte.

17. Le 25 mars 2015, un accord tripartite a été signé à Genève par le gouvernement de la République des Fidji, le Congrès des syndicats des Fidji (FTUC) et la Fédération du commerce et des employeurs des Fidji (FCEF). Cet accord reconnaît que la révision de la législation du travail, y compris la promulgation sur les relations de travail, doit être réalisée par le Conseil consultatif sur les relations de travail en vue d'en garantir la conformité avec les conventions fondamentales de l'OIT et en vue de présenter un projet de loi au Parlement pour approbation et mise en œuvre avant fin octobre 2015. En application de l'accord tripartite, le Conseil d'administration a demandé, en mars 2015, au gouvernement et aux partenaires sociaux de lui présenter un rapport conjoint de mise en œuvre à sa 324^e session (juin 2015). Deux rapports distincts ont été présentés le 2 juin 2015, l'un émanant du gouvernement et de la FCEF et l'autre du FTUC, et le 15 octobre 2015, l'un émanant du gouvernement, des représentants des employeurs, y compris la FCEF, et d'une organisation de travailleurs (l'Association des travailleurs de l'électricité des Fidji), et l'autre – un rapport de mise en œuvre – du FTUC. Déplorant l'incapacité persistante de lui soumettre un rapport conjoint de mise en œuvre, le Conseil d'administration: a) a appelé le gouvernement des Fidji à accepter une mission tripartite chargée d'examiner les obstacles persistants entravant la soumission d'un rapport conjoint de mise en œuvre et d'examiner toutes questions en suspens à propos de la plainte déposée en vertu de l'article 26; b) a décidé que, si la mission tripartite n'avait pas lieu à temps pour qu'un rapport soit soumis à sa 326^e session (mars 2016), cette dernière devrait alors prendre une décision concernant la constitution d'une commission d'enquête en vertu de l'article 26; et c) a inscrit cette question à l'ordre du jour de sa 326^e session.

Guatemala

18. Par une déclaration adressée à la 101^e session (juin 2012) de la Conférence, 10 délégués travailleurs ont présenté une plainte contre le gouvernement du Guatemala fondée sur l'article 26 de la Constitution de l'OIT, invoquant le non-respect de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948. Après avoir déclaré, à sa 316^e session (novembre 2012), la plainte recevable, le Conseil d'administration a décidé, à sa 317^e session (mars 2013), de reporter à sa 319^e session (octobre 2013) la décision de constituer une commission d'enquête qui serait chargée d'examiner cette plainte. La décision du Conseil d'administration était motivée par le protocole d'accord conclu le 26 mars 2013 entre le groupe des travailleurs du Conseil d'administration du BIT et le gouvernement du Guatemala. Pour donner suite à ce protocole, une représentation de l'OIT a été établie au Guatemala au début du mois de juillet 2013, et il a été convenu qu'une mission tripartite de haut niveau se rendrait dans le pays pour s'assurer de son application.

19. A sa 319^e session (octobre 2013), le Conseil d'administration a décidé de reporter, à sa 320^e session (mars 2014), la décision de constituer une commission d'enquête, compte tenu des conclusions de la mission tripartite de haut niveau s'étant rendue au Guatemala du 23 au 27 septembre 2013 et de la feuille de route adoptée par le gouvernement en consultation avec les partenaires sociaux du pays pour accélérer la mise en œuvre du protocole d'accord mentionné ci-dessus.

20. A ses 320^e (mars 2014), 322^e (novembre 2014) et 323^e (mars 2015) sessions, le Conseil d'administration a décidé de reporter à nouveau la décision de constituer une commission d'enquête, compte tenu des informations apportées par les mandants tripartites du Guatemala concernant la mise en œuvre du protocole d'accord et de la feuille de route, ainsi que des rapports de plusieurs missions réalisées par le Département des normes internationales du travail du BIT. A sa 325^e session (octobre-novembre 2015), compte tenu des informations communiquées par le gouvernement et par les organisations de travailleurs et d'employeurs du Guatemala, et prenant acte en particulier de la demande de la Commission tripartite des questions internationales du travail et du Président de la République visant à prolonger et à renforcer la présence et l'action du représentant spécial du Directeur général du BIT dans le pays, le Conseil d'administration a décidé de reporter une nouvelle fois la décision de constituer une commission d'enquête à sa 326^e session (mars 2016). De plus, le Conseil d'administration a instamment prié le gouvernement de: i) prendre de manière immédiate toutes les mesures nécessaires à la pleine application de la feuille de route, y compris les points prioritaires qui appellent toujours des mesures urgentes et complémentaires; ii) de fournir des informations sur le suivi donné aux indicateurs clés déterminés en mai 2015 par les mandants tripartites du Guatemala; et iii) a invité les mandants tripartites du Guatemala à parvenir à un accord avec le Bureau avant la fin de l'année 2015 sur la nature d'un mandat élargi du représentant spécial du BIT dans le pays.

Qatar

21. A la 103^e session de la Conférence internationale du Travail, le Directeur général du Bureau international du Travail a reçu une communication datée du 12 juin 2014, signée par 12 délégués des travailleurs, dans laquelle les intéressés, invoquant l'article 26 de la Constitution de l'OIT, ont présenté une plainte contre le gouvernement du Qatar pour violation de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947.

22. Selon cette plainte, le travail forcé touche environ 1,5 million de travailleurs migrants. Dès lors qu'ils commencent à chercher un travail au Qatar, les travailleurs migrants sont embrigadés dans un système particulièrement abusif qui relève du recours au travail forcé par les employeurs. Ce phénomène prend la forme de substitution des contrats de travail, de frais de recrutement (qui obligent de nombreux travailleurs migrants à contracter des prêts conséquents assortis d'intérêts élevés) et de la confiscation de passeports. La plainte fait également valoir que le gouvernement ne dispose pas d'un cadre juridique suffisamment protecteur des droits des travailleurs migrants au regard du droit international et n'applique pas les protections juridiques existantes. La plainte fait enfin valoir que peu de progrès ont été accomplis en faveur d'une mise en conformité de la législation et de la pratique avec les dispositions de la convention n° 29 et de la convention n° 81.

23. A sa 322^e session (novembre 2014), le Conseil d'administration, donnant suite à la recommandation de son bureau concluant à la recevabilité de la plainte, a demandé au Directeur général de transmettre la plainte au gouvernement et d'inviter ce dernier, ainsi que les organisations d'employeurs et de travailleurs du Qatar, à présenter ses observations avant le 31 janvier 2015. Le Conseil d'administration a également reporté la décision de constituer une commission d'enquête à sa 323^e session (mars 2015)⁵.

24. Le 16 janvier 2015, au nom du gouvernement du Qatar, le ministère du Travail et des Affaires sociales a invité le Département des normes internationales du travail à dépêcher une mission de haut niveau dans le pays. La mission s'est déroulée du 7 au 11 février 2015.

25. A sa 323^e session (mars 2015), à la lumière des informations fournies par le gouvernement dans une communication datée du 26 janvier 2015, des éléments contenus dans le rapport de la mission de haut niveau et des discussions ayant eu lieu au sein du Conseil d'administration, ce dernier a décidé: *a)* de demander au gouvernement du Qatar de lui soumettre pour examen à sa 325^e session (octobre-novembre 2015) des informations sur les mesures qu'il a prises pour traiter toutes les questions soulevées dans la plainte; *b)* de reporter à sa 325^e session (octobre-novembre 2015) tout nouvel examen de la question de la constitution d'une commission d'enquête, à la lumière des informations mentionnées à l'alinéa *a)* ci-dessus⁶.

26. A sa 325^e session (octobre-novembre 2015), compte tenu des rapports soumis par le gouvernement sur les mesures adoptées pour traiter les questions soulevées dans la plainte, le Conseil d'administration a décidé d'inviter le gouvernement du Qatar à recevoir une visite tripartite de haut niveau avant sa 326^e session (mars 2016), en vue d'évaluer toutes les mesures adoptées pour traiter l'ensemble des questions soulevées dans la plainte. Le Conseil d'administration a également décidé, compte tenu des informations mentionnées ci-dessus, de reporter à sa 326^e session (mars 2016) tout nouvel examen de la constitution d'une commission d'enquête.

République bolivarienne du Venezuela

27. Au cours de la 104^e session de la Conférence (juin 2015), par une communication datée du 13 juin 2015, 20 délégués des employeurs ont présenté une plainte contre le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, pour violation des conventions (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928, (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du

⁵ Document GB.322/INS/14/1.

⁶ Document GB.323/INS/8.

droit syndical, 1948, et (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976. A sa 325^e session (octobre-novembre 2015), le Conseil d'administration, donnant suite à la recommandation de son bureau qui a conclu que la plainte était recevable, a prié le Directeur général de transmettre la plainte au gouvernement et de l'inviter à communiquer ses observations sur la plainte, et a inscrit la question à l'ordre du jour de sa 326^e session (mars 2016).

B. Réclamations présentées en vertu de l'article 24 de la Constitution

28. Des réclamations peuvent être déposées en vertu de l'article 24 de la Constitution par des organisations d'employeurs et de travailleurs, alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention n'a pas fait respecter cette convention sur son territoire. Une fois déclarées recevables, les réclamations sont examinées par un comité tripartite établi par le Conseil d'administration. Le tableau ci-dessous indique les développements récents concernant les réclamations.

Pays	Convention	Organisations plaignantes	Statut de la réclamation
Bolivie, Etat plurinational de	Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958	Centrale des travailleurs de Bolivie (COB)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 324 ^e session (juin 2015). Document GB.324/INS/7/6.
Chili	Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933; convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933	Collège des professeurs du Chili A.G.	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 323 ^e session (mars 2015). Document GB.323/INS/11/5.
Chili	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Premier syndicat interentreprises de boulangers Mapuche de Santiago	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 320 ^e session (mars 2014).
Chili	Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006	Collège des professeurs du Chili A.G.	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 320 ^e session (mars 2014).
Colombie	Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958; convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976	Confédération générale du travail (CGT)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 323 ^e session (mars 2015).
Croatie	Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935	Association des syndicats des retraités de Serbie (USPS)	La recevabilité sera examinée par le Conseil d'administration à sa 326 ^e session (mars 2016).
Emirats arabes unis	Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	Confédération syndicale internationale (CSI)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 322 ^e session (novembre 2014).

Pays	Convention	Organisations plaignantes	Statut de la réclamation
Espagne	Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957	Association professionnelle Forum judiciaire indépendant	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 322 ^e session (novembre 2014).
Espagne	Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970	Union générale des travailleurs (UGT); Confédération syndicale de commissions ouvrières (CCOO)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 322 ^e session (novembre 2014).
France	Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957	Confédération générale du travail Force ouvrière (FO)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 322 ^e session (novembre 2014).
Moldova, République de	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947	Confédération nationale des syndicats de Moldova (NCTUM)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 323 ^e session (mars 2015). Document GB.323/INS/11/6.
Pérou	Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930; convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957	Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 325 ^e session (octobre-novembre 2015).
Pérou	Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958	Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 323 ^e session (mars 2015).
Pérou	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Confédération syndicale internationale (CSI), Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP), Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 323 ^e session (mars 2015).
Pologne	Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958	Alliance polonaise des syndicats	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 325 ^e session (octobre-novembre 2015). Document GB.325/INS/15/10.
Pologne	Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952	Syndicat indépendant et autonome «Solidarnosc» (NSZZ «Solidarnosc»)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 323 ^e session (mars 2015).
Portugal	Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973	Syndicat des aconiers, des débardeurs et des employés chargés de la vérification du Portugal central et méridional; Syndicat XXI – Association syndicale du personnel administratif, des techniciens, et exploitants aux terminaux de cargaison des conteneurs du port de Sines; Syndicat des débardeurs du port d'Aveiro; et Syndicat des aconiers, des débardeurs et des employés chargés de la vérification du port de Caniçal	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 324 ^e session (juin 2015). Document GB.324/INS/7/8.

Pays	Convention	Organisations plaignantes	Statut de la réclamation
Portugal	Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930; convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958	Fédération nationale des syndicats des travailleurs des services sociaux du secteur public (FNSTFPS)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 322 ^e session (novembre 2014).
Portugal	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947; convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969; convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981	Syndicat des inspecteurs du travail (SIT)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 324 ^e session (juin 2015). Document GB.324/INS/7/5.
Qatar	Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958	Confédération syndicale internationale (CSI); Fédération internationale des ouvriers du transport	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 324 ^e session (juin 2015). Document GB.324/INS/7/9.
Royaume-Uni	Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	Syndicats UNISON, GMB et Napo	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 325 ^e session (octobre-novembre 2015). Document GB.325/INS/15/8.
Ukraine	Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949	Fédération des syndicats d'Ukraine, Fédération des travailleurs des transports d'Ukraine, Association des syndicats autonomes panukrainiens, Association des syndicats panukrainiens et des associations syndicales «lednist», Confédération des syndicats indépendants d'Ukraine, Fédération des syndicats des travailleurs des petites et moyennes entreprises d'Ukraine	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 324 ^e session (juin 2015).

C. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale

29. A ses dernières réunions (mars, juin et novembre 2015), le Comité de la liberté syndicale a été saisi de plus de 203 cas concernant 60 pays appartenant à toutes les régions du monde. Il a présenté à leur sujet des conclusions intérimaires ou définitives, ou en a ajourné l'examen, dans l'attente d'informations de la part des gouvernements (374^e, 375^e et 376^e rapports). Un grand nombre de ces cas ont été examinés par le Comité de la liberté syndicale à plusieurs reprises. Il a par ailleurs été saisi de plus de 7 nouveaux cas depuis la dernière session de la commission d'experts. Le comité a attiré l'attention de la commission d'experts sur les questions législatives soulevées dans les cas n^{os} 2786 (République dominicaine), 2970 (Equateur), 3004 (Tchad), 3025 (Egypte), 3029 (Etat plurinational de Bolivie), 3044 (Croatie) et 3113 (Somalie).

Assistance et coopération techniques

A. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions

Bangladesh

30. Lors de la 103^e session de la Conférence internationale du Travail (juin 2014), la Commission de l'application des normes (Commission de la Conférence) a discuté de l'application par le Bangladesh de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et a invité le gouvernement à accepter une mission de contacts directs qui devait faire rapport à la CEACR. Le gouvernement a reçu la mission de contacts directs en octobre 2015, laquelle était dirigée par une experte membre de la commission d'experts. Au cours de sa visite à Dacca, la mission a tenu des réunions avec un large éventail de parties prenantes et a recueilli des informations sur le suivi donné aux conclusions de 2014 de la Commission de la Conférence concernant l'application de la convention n° 81 au Bangladesh, y compris les mesures prises ou envisagées afin de mettre en œuvre ces conclusions et les difficultés rencontrées pour y faire face. Lors de sa dernière session en novembre-décembre 2015, la commission a réexaminé l'application de la convention par le Bangladesh.

Equateur

31. Une mission technique du BIT s'est rendue en Equateur en juin 2015, en réponse à une invitation du gouvernement suite à la discussion qui a eu lieu au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail en juin 2014, concernant l'application par l'Equateur de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Le mandat de la mission, d'abord centré sur la convention n° 98, a été étendu avec l'accord du gouvernement aux questions législatives soulevées par la CEACR en ce qui concerne l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et aux questions soulevées par le Comité de la liberté syndicale dans plusieurs cas soulevés par les syndicats du pays. Les réunions de la mission avec le gouvernement, et les organes législatif et judiciaire ainsi qu'avec les partenaires sociaux ont permis de recueillir des informations et des avis actualisés sur l'état de la mise en œuvre des conventions susmentionnées ainsi que sur les initiatives prises ou envisagées afin d'obtenir la pleine application de ces dernières. Le rapport de la mission, qui a été soumis aux mandants tripartites dans le pays en avril 2015, a été porté à l'attention de la CEACR à sa dernière session de novembre-décembre 2015, lors de l'examen des rapports du gouvernement sur les conventions n^{os} 87 et 98.

B. Coopération technique fournie par les bureaux extérieurs

1. Afrique

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Afrique du Sud (juin 2015)	Spécialiste des normes et des statistiques (ETD Pretoria)	Protection de la maternité	Atelier sur la protection de la maternité	Congrès des syndicats sud-africains (COSATU)	Appui au COSATU dans son action en faveur de la ratification de la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000.
Afrique du Sud (septembre 2015)	Spécialistes des normes et des statistiques (ETD Pretoria)	Rapports sur les normes, la mise en œuvre et la ratification	Atelier tripartite	Partenaires du NEDLAC	Appui au pays pour donner effet aux conventions ratifiées et aux conventions (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978, et convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985.
Bénin (juin 2015)	Spécialiste des normes; spécialistes ACTRAV, ACT/EMP (ETD Dakar) et FUNDAMENTALS	Formes de travail inacceptables dans le secteur de l'artisanat minier	Atelier de validation	Mandants tripartites, acteurs de l'artisanat minier, ONG	Valider les résultats de l'enquête réalisée dans ce domaine et formuler des recommandations simples et concrètes pour éliminer ces formes inacceptables de travail, recommandations qui serviront d'orientation pour la rédaction d'un document de projet qui pourra par la suite être soumis à des bailleurs potentiels.
Bénin (novembre 2015)	OIT Abidjan	Normes internationales du travail	Sensibilisation, atelier de validation	Institutions de formation, représentants des travailleurs et des employeurs	Informers sur les principes et droits fondamentaux au travail et les normes internationales du travail.
Botswana (février 2015)	ETD Pretoria	Programme de travail de la SADC	Participation à la réunion annuelle de la SADC sur le travail et l'emploi	Partenaires tripartites de la SADC	Promotion du programme de travail de la SADC en matière de normes internationales du travail.
Burkina Faso (mars 2015)	Spécialiste des normes; spécialiste ACTRAV, (ETD Dakar)	Sécurité sociale	Atelier de validation, formation	Organisations syndicales, assesseurs, travailleurs	Validation du manuel sur la législation sociale à l'usage des représentants du personnel (représentants syndicaux, délégués du personnel, assesseurs, membres travailleurs des organes paritaires et tripartites); formation des assesseurs sur la base dudit manuel; correction, édition, publication, dissémination par les centrales syndicales; exercice pilote visant à vérifier la pertinence de l'outil et les corrections à y apporter.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Burkina Faso (mai 2015)	Spécialiste des normes (ETD Dakar)	Normes internationales du travail	Séminaire, activité de sensibilisation	Avocats	Séminaire de sensibilisation des avocats d'Afrique francophone au droit international du travail organisé avec le Centre international de formation en Afrique des avocats francophones (CIFAF). Sensibilisation aux travaux des organes de contrôle de l'OIT sur les conventions fondamentales pour qu'ils puissent s'y référer dans leurs plaidoiries. Activité financée par le projet français de coopération technique intitulé PAMODEC (promotion de la Déclaration de 1998).
Cameroun (février-mai 2015)	Spécialiste des normes (ETD Yaoundé), IPEC	Travail des enfants	Séminaires	Participation tripartite élargie	Le BIT a apporté des appuis financiers et techniques pour organiser les activités d'élaboration et de validation du Plan national d'action de lutte contre les pires formes de travail des enfants (PANETEC). L'un des résultats a été la création d'un Comité directeur de lutte contre le travail des enfants (opérationnel depuis mai 2015). Suivi en relation avec les recommandations de la Commission de l'application des normes de la Conférence.
Cameroun (mars-juillet 2015)	Spécialiste des normes (ETD Yaoundé)	Normes internationales du travail	Cours, renforcement des capacités	Etudiants MASTER I et II	Dans le cadre d'un partenariat avec l'Université de Yaoundé II, un cours sur les normes internationales du travail (NIT) de 25 heures a été dispensé par le spécialiste des normes. Une expérience similaire a été menée dans le domaine du dialogue social et de l'administration du travail. L'objectif est de toucher un vaste public et d'intégrer l'enseignement des NIT au niveau universitaire.
Cameroun (avril 2015)	Spécialiste des normes (ETD Yaoundé)	Peuples indigènes et tribaux	Séminaire	Participation tripartite élargie	Atelier portant sur l'identification des populations autochtones. Suivi avec les agences concernées des Nations Unies, les ministères des Affaires sociales et des Relations extérieures, pour aboutir à une définition inclusive conforme aux instruments internationaux.
Cameroun (mai 2015)	Spécialiste des normes (ETD Yaoundé)	Peuples indigènes et tribaux	Séminaire	Journalistes et représentants de populations autochtones	Aboutissement d'un processus participatif visant à renforcer les capacités des professionnels des médias sur la problématique autochtone. Suivi: publication en langues française et anglaise d'un guide sur le sujet (version anglaise http://www.ilo.org/gender/Informationresources/Publications/WCMS_438854/lang--en/index.htm ; version française: http://www.ilo.org/gender/Informationresources/Publications/WCMS_438856/lang--fr/index.htm).

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Cameroun (mai-octobre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Yaoundé), GED	Peuples indigènes et tribaux	Formation	Populations autochtones	Programme de formation de stagiaires autochtones financé par la Commission européenne et encadré par le Centre pour l'environnement et le développement (CED), afin de favoriser l'émergence de nouveaux leaders sur la question autochtone.
Cameroun (juillet 2015)	Spécialiste des normes (ETD Yaoundé), Projet interagences, Partenariat des Nations Unies pour les peuples autochtones (UNIPP)	Peuples indigènes et tribaux	Sensibilisation	Mandants, société civile, partenaires au développement	Tournage de deux documentaires sur les droits des peuples autochtones avec un accent sur la situation des réfugiés autochtones d'origine centrafricaine dans la région est du Cameroun. Suivi: diffusion des documentaires et activités de plaider pour une meilleure protection des populations concernées.
Cameroun (juillet 2015)	Spécialiste des normes (ETD Yaoundé), GED	Peuples indigènes et tribaux	Campagne de sensibilisation	Tous publics	Publication de l'édition «anniversaire» du recueil sur la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, et Déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones de 2007.
Cameroun (juillet 2015)	Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, spécialiste des normes (ETD Yaoundé), Projet d'appui à la promotion de l'emploi et à la réduction de la pauvreté (APERP/Yaoundé)	Sécurité sociale, travailleurs domestiques	Atelier, renforcement des capacités	Participation tripartite élargie	Renforcement des capacités des mandants en vue de la ratification de la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, de la convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975, et de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011.
Côte d'Ivoire (avril 2015)	Spécialiste des normes (ETD Dakar)	Travail maritime	Ateliers de validation, activités de sensibilisation	Gens de mer, armateurs, différents départements ministériels concernés	Plaidoyer pour la ratification de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006). L'analyse des lacunes disponible permet aux autorités de savoir où se situent les lacunes, et des propositions d'amendements ont même été discutées lors de l'atelier. Il existe également une analyse disponible sur la convention n° 188, et il avait été question de valider cette étude en 2016.
Ethiopie (mars 2015)	NORMES	Travail forcé, travail des enfants, liberté syndicale et négociation collective	Formation, atelier	Mandants tripartites	Renforcer les capacités et les connaissances en ce qui concerne les normes et l'application effective des lois nationales. L'atelier visait à attirer l'attention sur les lacunes législatives identifiées par la CEACR et les moyens de les combler. Trois plans d'action ont été adoptés: i) travail des enfants; ii) travail forcé; et iii) liberté syndicale.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Gabon (mars 2015)	Spécialiste des normes (ETD Yaoundé)	Travail des enfants, travailleurs domestiques	Séminaire, renforcement des capacités	Mandants tripartites	Atelier de renforcement des capacités en vue de l'adoption d'un plan d'action sur l'élimination du travail des enfants dans le travail domestique. Validation des études portant sur le cadre juridique et l'analyse situationnelle du phénomène au Gabon.
Lesotho (juin 2015)	Spécialistes des migrations et des normes	Travailleurs migrants et domestiques	Atelier	Mandants tripartites et nombreux autres représentants du ministère	Assistance au pays pour remplir le questionnaire relatif à l'étude d'ensemble sur les travailleurs migrants et en vue de la ratification de la convention n° 189.
Malawi (février-novembre 2015)	Spécialiste des normes accompagné d'un spécialiste des statistiques; spécialistes d'ACT/EMP, d'ACTRAV, de la SST, des PME et de la finance solidaire (ETD Pretoria), et spécialiste d'IPEC au Malawi; FUNDAMENTALS, siège	Formes de travail inacceptables	Etude sur le métagage dans le secteur du tabac et atelier de validation	Mandants tripartites de l'OIT, ministères techniques concernés et autres acteurs officiels, ONG	Cartographie des conditions de travail des «métayers» dans le secteur du tabac via une analyse juridique et une analyse économique en vue d'identifier les obstacles économiques. Validation des résultats et recommandations de l'atelier pour dégager les pistes pour l'avenir.
Malawi (août-octobre 2015)	Spécialistes normes et administration du travail (ETD Pretoria)	Normes, convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978	Analyse des lacunes (atelier de validation en 2016)	Mandants tripartites de l'OIT	Analyse des lacunes de la législation et de la pratique malawites au regard de la convention n° 151 en vue d'une ratification.
Namibie (avril 2015)	IPEC (siège) avec un spécialiste des normes (ETD Pretoria)	Travail des enfants	Atelier	Atelier tripartite pour appuyer les efforts du pays dans la lutte contre le travail des enfants	Sensibilisation des mandants au travail domestique des enfants.
Namibie (décembre 2015)	Spécialiste des normes (Pretoria), SECTOR et NORMES, siège	Normes, convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007, et convention du travail maritime, 2006	Analyse des lacunes finalisée, atelier de validation (décembre 2016)	Mandants tripartites de l'OIT et acteurs du secteur maritime et de la pêche	Appui au pays pour la ratification de la MLC et de la convention n° 188.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Sénégal (juillet 2015)	Spécialiste des normes (ETD Dakar), spécialiste SST	Sécurité et santé au travail	Activité de sensibilisation	Ministère du Travail, représentants des employeurs, des travailleurs et de la société civile	Plaidoyer pour la ratification des conventions (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, et (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, après l'adoption d'une politique nationale de SST, le lancement d'une analyse des lacunes ainsi que l'élaboration future d'un programme de SST.
Sénégal (octobre 2015)	ETD Dakar	Sécurité sociale	Atelier de validation	Mandants tripartites	Adoption d'une norme lors de la réunion du Comité consultatif national du travail et de la sécurité sociale.
Swaziland (novembre 2015)	ETD Pretoria	Formation des médias sur les questions relatives à l'OIT	Atelier sur les questions relatives à l'OIT, notamment les normes	Médias swazis, mandants tripartites	Sensibilisation des médias.
Zambie (novembre 2015)	Spécialistes des normes (siège), des statistiques et d'ACT/EMP (ETD Pretoria)	Protocole de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	Campagne de ratification du protocole de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	Mandants de la SADC	Promotion de la ratification du protocole.
Zimbabwe (septembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Pretoria) et consultant	Normes	Sensibilisation aux normes	Juges du tribunal du travail	Permettre aux juges du tribunal du travail de tenir compte, s'il y a lieu, des normes internationales du travail dans leurs décisions.
Zimbabwe (novembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Pretoria)	Normes, protocole de la convention n° 29	Sensibilisation au protocole de la convention n° 29	Mandants tripartites et représentants de nombreux ministères	Promotion de la ratification du protocole.

2. Amériques

Activités nationales

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Chili (janvier-septembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Santiago)	Peuples autochtones	Services de conseil	Gouvernement, Congrès	Révision des dispositions du Code du travail relatives aux peuples autochtones: consultations et représentativité.
Chili (janvier-septembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Santiago)	Egalité de rémunération	Services de conseil, suivi des commentaires de la CEACR	Participation tripartite élargie	Tables rondes visant à expliquer le principe de l'«égalité de rémunération pour un travail de valeur égale». Feuille de route pour modifier la législation et l'harmoniser avec les dispositions de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Chili (août 2015)	Spécialiste des normes (ETD Santiago)	Liberté syndicale et négociation collective	Services de conseil	Ministère du Travail	Révision des dispositions du Code du travail relatives à la liberté syndicale et à la négociation collective.
Colombie (janvier-septembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Lima)	Normes internationales du travail	Suivi des commentaires de la CEACR, services de conseil	Ministère du Travail	Engagement de transmettre à la CEACR les informations demandées. Renforcement du dialogue social tripartite.
Paraguay (janvier-septembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Santiago)	Travailleurs domestiques	Services de conseil	Ministère du Travail	Aide à la rédaction d'un projet de dispositions du Code du travail conformes à la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011.
Paraguay (août 2015)	Spécialiste des normes (ETD Santiago)	Travail forcé	Services de conseil	Ministère du Travail	Révision du plan d'action national visant à promouvoir les droits fondamentaux.
Pérou (janvier-septembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Lima)	Normes internationales du travail	Suivi des commentaires de la CEACR, services de conseil	Ministère du Travail	Engagement de transmettre à la CEACR les informations demandées.

Activités interrégionales

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Mexique (février 2015)	Spécialiste des normes (ETD New Delhi)	Protection des travailleurs	Activités de promotion, formation	Mandants tripartites, universitaires	Exercice comparatif Sud-Sud sur la protection des travailleurs, réunions avec les syndicats et des universitaires.

3. Etats arabes

Activités nationales

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Iraq (octobre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Beyrouth)	Normes internationales du travail	Atelier	Ministère du Travail et Commission parlementaire sur le travail	Présentation des normes internationales du travail, notamment en vue de les intégrer au projet de Code du travail et d'assurer une formation sur la présentation de rapports et les autres exigences statutaires.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Iraq (octobre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Beyrouth), NORMES, LABOURLAW	Normes, présentation de rapports, droit du travail	Atelier	Ministère du Travail, Commission parlementaire sur le travail et partenaires sociaux	Cet atelier avait pour objectif de: i) présenter et examiner l'application des normes internationales du travail, en particulier celles concernant les principes et droits fondamentaux au travail; ii) examiner les questions concernant l'interaction de l'Iraq avec le système de contrôle de l'OIT, y compris la présentation de rapports sur les conventions de l'OIT; iii) examiner le lien entre les normes internationales du travail et le nouveau Code du travail, ainsi que les stratégies de mise en œuvre dudit code au regard des normes internationales fondamentales. L'atelier a permis aux participants de mieux comprendre les normes clés et les moyens de les mettre en œuvre plus efficacement au niveau national, notamment par leur prise en compte adéquate dans l'élaboration du règlement de mise en œuvre de la nouvelle loi sur le travail. Un atelier de suivi est prévu en Iraq en avril 2016 au titre des activités de coopération technique pour l'élaboration d'une stratégie de mise en œuvre du nouveau Code du travail.
Jordanie (février 2015)	Spécialiste des normes, spécialiste d'ACT/EMP, spécialiste d'ACTRAV (ETD Beyrouth)	Négociation collective	Sensibilisation, activités promotionnelles	Mandants tripartites	Mission de sensibilisation aux principes de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et discussions tripartites pour explorer les secteurs pilotes en matière de négociation collective.
Koweït (octobre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Beyrouth)	Normes internationales du travail	Atelier	Gouvernement	Offrir un aperçu des normes internationales du travail et des principes et droits fondamentaux au travail.
Koweït (novembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Beyrouth)	Egalité, non-discrimination	Atelier	Gouvernement	Offrir un aperçu de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, et des instruments connexes pertinents en matière d'égalité.
Liban (octobre-novembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Beyrouth)	Accès des travailleurs migrants à la justice	Projet	Juges, fonctionnaires du ministère du Travail, étudiants en droit, organisations de la société civile	L'objectif global de ce projet était d'examiner, avec les acteurs libanais concernés, les moyens d'assurer une meilleure protection des droits des travailleurs migrants, y compris et en particulier des travailleurs domestiques, et de fournir des conseils et des formations connexes sur les mesures susceptibles d'améliorer l'appui juridique et administratif. Le projet visait en particulier à améliorer la compréhension des principaux défis rencontrés par l'organe judiciaire, les avocats et les organes chargés de l'application des lois, et à suggérer des recommandations pour dépasser ces difficultés. Les discussions et les activités de formation ont

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
					globalement contribué non seulement à renforcer les capacités à traiter les questions relatives aux travailleurs migrants et à sensibiliser aux buts et principes de la convention n° 189, mais également à identifier les problèmes et à formuler des recommandations pour y remédier, notamment en ce qui concerne le nécessaire examen du cadre juridique, conformément aux engagements internationaux du Liban et à la diffusion d'informations pertinentes aux travailleurs migrants, à leurs employeurs et aux autres acteurs concernés.
Oman (mars 2015)	Spécialiste des normes, spécialiste d'ACT/EMP (ETD Beyrouth)	Normes internationales du travail et entreprises	Atelier sur les politiques de ressources humaines fondées sur les normes	Chambre de commerce	Sensibiliser les professionnels des ressources humaines des grandes entreprises à la pertinence et l'importance des normes internationales du travail pour l'élaboration et l'application des politiques de ressources humaines.
Oman (juillet 2015)	Spécialiste des normes (ETD Beyrouth), NORMES	Normes internationales du travail, négociation collective et travail maritime	Atelier	Mandants tripartites	Présentation générale des normes internationales du travail et des principes et droits fondamentaux au travail et formation sur ces questions à l'intention du ministère de la Main-d'œuvre et des représentants des partenaires sociaux. L'atelier sur les normes a réuni 55 participants et a permis d'améliorer leur compréhension des principaux enjeux et concepts, et de les engager dans un dialogue constructif. Les réunions organisées au cours des deux jours qui ont suivi ont contribué à clarifier les demandes des partenaires omanais laissées en suspens concernant les implications d'une éventuelle ratification de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006). Un engagement plus ferme en faveur de la ratification de la convention n° 98 a été obtenu du ministère, et un accord est intervenu sur de nouvelles mesures pour la ratification de la MLC, 2006, notamment un atelier conjoint réunissant l'autorité publique de l'assurance sociale, le ministère de la Main-d'œuvre et le ministère des Transports, ainsi que la formation des inspecteurs du travail.
Territoires palestiniens occupés (avril 2015)	Spécialiste des normes, spécialiste d'ACTRAV (ETD Beyrouth)	Liberté syndicale	Atelier	Syndicats	Présentation des normes internationales du travail en matière de liberté syndicale, en vue de leur intégration dans le projet de loi sur les syndicats grâce à une campagne syndicale efficace.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Territoires palestiniens occupés (mai 2015)	Spécialiste des normes (ETD Beyrouth), NORMES	Liberté syndicale	Atelier	Mandants tripartites	Présentation et discussion des normes internationales du travail et des principes et droits fondamentaux au travail et de leur nécessaire intégration au processus de réforme en cours de la législation du travail. Une discussion a de plus eu lieu dans un cadre tripartite sur les normes de l'OIT relatives à la liberté syndicale, en vue d'aboutir à un accord sur leur intégration au projet de loi sur les syndicats.
Territoires palestiniens occupés (août 2015)	Spécialiste des normes (ETD Beyrouth), OIT-Jérusalem	Droit au travail, conditions de travail	Atelier	Autorité palestinienne, HCDH, UNICEF	Discussion, sous l'angle des normes de l'OIT pertinentes, sur les dispositions relatives au travail du Protocole international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et des autres traités relatifs aux droits de l'homme auxquels les territoires palestiniens occupés ont adhéré en 2014.
Territoires palestiniens occupés (décembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Beyrouth), OIT-Jérusalem	Normes internationales du travail	Atelier	Ministère du Travail, partenaires sociaux, société civile	L'atelier a permis: i) de fournir une formation aux membres de la Commission nationale de la réforme et aux commissions techniques en matière de normes internationales du travail pertinentes, tout en sensibilisant les partenaires dans leur ensemble; et ii) de générer un large consensus des mandants tripartites et au-delà sur le processus de réforme. Outre un large consensus sur la voie à suivre, l'atelier a permis à des acteurs plus nombreux de s'inscrire dans le processus de réforme et d'accroître la sensibilisation et la connaissance des principes et droits fondamentaux au travail et des autres normes internationales du travail pertinentes. L'atelier sera suivi de notes et d'activités de formation plus ciblées, et des formations seront dispensées aux commissions techniques chargées de la réforme dans leurs domaines respectifs de spécialisation.

Activités interrégionales

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Jordanie, Liban, Yémen, Iraq, territoires palestiniens occupés (mars 2015)	Spécialiste des normes (Beyrouth), IPEC, Unité du droit du travail du siège	Travail des enfants	Atelier, renforcement des capacités	Mandants tripartites	Atelier visant à offrir aux participants des orientations sur la présentation de leurs rapports sur les conventions (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, en vue de renforcer leurs capacités dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants.

4. Asie

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Bangladesh (octobre 2015)	NORMES, spécialiste des normes (ETD New Delhi)	Inspection du travail	Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes	Mandants tripartites	Recueil d'informations sur la suite donnée aux conclusions de 2014 de la Commission de la Conférence sur l'application de la convention n° 81.
Cambodge (juillet 2015)	Spécialiste des normes (ETD Bangkok)	Liberté syndicale	Services de conseil	Mandants tripartites	Finalisation d'une loi sur les syndicats destinée à répondre aux questions législatives en suspens concernant les dispositions de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948.
Chine (avril 2015)	NORMES, SOCPRO	Sécurité sociale	Activités de promotion	Mandants tripartites	Promotion de la ratification de la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952.
Inde (mars 2015)	Spécialiste des normes (ETD New Delhi), GED	Travail des enfants, travail forcé	Atelier de validation	Participation tripartite élargie	Validation d'une étude portant sur le travail forcé et le travail des enfants dans le secteur de l'habillement dans le sud de l'Inde.
Inde (avril 2015)	Spécialiste des normes (ETD New Delhi)	Travail forcé	Formation	Mandants tripartites	Projet sur le travail en servitude pour dettes.
Inde (juillet 2015)	Spécialiste des normes (ETD New Delhi)	Domaine de première importance 8	Atelier de validation	Participation tripartite élargie	Validation d'une étude comparative sur les <i>devadasi</i> (viol et prostitution forcée liés à la caste).
Inde (août 2015)	Spécialiste des normes (ETD New Delhi)	Discrimination	Activités de promotion	Universitaires	Contribution au chapitre sur les femmes et le travail du rapport 2014-15 sur l'exclusion en Inde.
Inde (août-octobre 2015)	Spécialiste des normes (ETD New Delhi)	Normes internationales du travail	Activités de promotion, services consultatifs techniques, formation	Mandants tripartites, universitaires	Exposé sur le processus de réforme de la législation du travail, appui à la réforme du marché du travail.
Inde (novembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD New Delhi), DECLARATION	Travail forcé	Activités de promotion	Mandants tripartites	Ensemble d'études sur la discrimination et le travail forcé des femmes et de certaines castes.
Indonésie (septembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Bangkok)	Pêcheurs	Services de conseil	Mandants tripartites	Adoption d'une analyse des lacunes et d'une feuille de route élémentaire pour la ratification de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Rép. démocratique populaire lao (juillet 2015)	Spécialiste des normes (ETD Bangkok), NORMES	Inspection du travail	Activités promotionnelles	Mandants tripartites	Analyse des lacunes de la législation et de la pratique nationales au regard de la convention n° 81 en vue de faciliter la ratification et la mise en œuvre de la convention et validation dans le cadre d'un atelier tripartite.
Maldives, République des (mai 2015)	Spécialiste des normes (ETD New Delhi)	Travail maritime	Formation, établissement de rapports	Mandants tripartites	Recevoir des rapports périodiques de qualité sur l'application de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006).
Mongolie (mai 2015)	NORMES	Sécurité sociale	Activités de promotion	Mandants tripartites	Validation des conclusions d'une analyse des lacunes de la législation nationale au regard de la convention, en vue d'identifier les parties de la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, à ratifier.
Myanmar (mars 2015)	Spécialiste des normes (ETD Bangkok)	Travail des enfants	Formation, renforcement des capacités, établissement de rapports	Fonctionnaires en charge des rapports	Présentation d'exposés sur les obligations constitutionnelles en matière de rapports et accompagnement du groupe cible dans le cadre des premiers formulaires de rapport concernant les conventions (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, en vue de contribuer à l'établissement des premiers rapports dans les délais impartis.
Myanmar (mai 2015)	NORMES	Sécurité sociale	Services de conseil	Mandants tripartites	Conseils au gouvernement sur la réforme de la législation en cours concernant la sécurité sociale, au regard des dispositions de la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952.
Népal (septembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD New Delhi), CIF-OIT	Peuples indigènes et tribaux	Formation	Journalistes	Séminaire à l'intention des journalistes sur les normes internationales du travail relatives aux peuples indigènes (convention (n° 69) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989).
Pakistan (janvier 2015)	Spécialiste des normes (ETD New Delhi)	Normes internationales du travail	Etablissement de rapports, formation	Mandants tripartites	Recevoir des rapports périodiques de qualité.
Pakistan (octobre 2015)	Spécialiste des normes (ETD New Delhi)	Normes internationales du travail	Renforcement des capacités	Participation tripartite élargie	Renforcer les programmes par pays de promotion du travail décent.
Philippines (juillet 2015)	Spécialiste des normes (ETD Bangkok)	Pêcheurs	Services de conseil	Mandants tripartites	Adoption d'une feuille de route élémentaire et d'un plan d'action pour la ratification de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Sri Lanka (octobre 2015)	Spécialiste des normes (ETD New Delhi)	Normes internationales du travail	Renforcement des capacités	Participation tripartite élargie	Renforcer les programmes par pays de promotion du travail décent.
Timor-Leste (septembre 2015)	Spécialiste des normes (ETD Bangkok)	Travail maritime	Services de conseil	Mandants tripartites	Améliorer la compréhension des prescriptions de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), aide à la préparation de la ratification de la convention.

5. Europe

Activités nationales

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Moldova, République de (juillet 2015)	NORMES	Inspection du travail	Renforcement des capacités	Mandants tripartites	Atelier tripartite pour assister le gouvernement de la République de Moldova dans la mise en œuvre de la convention n° 81, dans le cadre du suivi d'une réclamation au titre de l'article 24.
Ukraine (avril 2015)	NORMES, LABADMIN/OSH, EUROPE	Inspection du travail	Services consultatifs	Mandants tripartites	Atelier organisé portant sur la réforme du système d'inspection du travail dans le pays et mettant particulièrement l'accent sur les conventions n°s 81 et 129.
Ouzbékistan (mai 2015)	NORMES, FUNDAMENTALS, RESEARCH	Travail forcé	Services de conseil, atelier	Mandants tripartites	Atelier tripartite sur les indicateurs de travail forcé. L'atelier visait à : i) améliorer la compréhension des mandants tripartites ouzbeks du concept de travail forcé (conventions (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957) et des commentaires de la CEACR; ii) présenter la méthode pour concevoir une enquête de mesure du travail forcé et des indicateurs de travail forcé; et iii) réfléchir à la manière d'adapter cette méthode et ces indicateurs au contexte national.
Ouzbékistan (août 2015)	NORMES, FUNDAMENTALS, conseiller technique principal PPTD et conseiller technique principal du projet de la Banque mondiale	Travail forcé	Services de conseil, table ronde	Mandants tripartites	Table ronde tripartite sur la mise en œuvre du PPTD avec la participation de représentants de la Banque mondiale et de l'Union européenne. La table ronde avait pour objectif la diffusion des résultats de l'enquête qualitative sur le travail forcé et la conception d'un plan d'action pour lutter contre le travail forcé conjointement avec les mandants tripartites.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Ouzbékistan (novembre 2015)	NORMES, FUNDAMENTALS, conseiller technique principal du PPTD et conseiller technique principal du projet de la Banque mondiale	Travail forcé, travail des enfants	Services consultatifs	Mandants tripartites	Table ronde tripartite sur la diffusion des résultats du suivi par une tierce partie du recours au travail des enfants et au travail forcé pendant la récolte de coton de 2015, réalisé par le BIT pour la Banque mondiale dans des domaines particuliers du projet de la Banque mondiale.

Activités interrégionales

Pays/dates	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Allemagne (mars 2015)	NORMES	Travail forcé (Académie de droit européen – ERA)	Activités de promotion	Participation tripartite élargie	Présentation et promotion du protocole sur le travail forcé récemment adopté.
France (juillet 2015)	NORMES	Travail forcé (Conseil de l'Europe)	Activités de promotion	Participation tripartite élargie	Présentation et promotion du protocole sur le travail forcé récemment adopté. Partage de connaissances avec le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA). Explication des travaux des organes de contrôle de l'OIT.

6. Centre international de formation de l'OIT (Turin)

Pays	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Bénin	ETD Dakar	Système des normes internationales du travail	Formation	Fonctionnaires en charge de la rédaction des rapports	Recevoir des rapports périodiques de qualité.
Burkina Faso	ETD Dakar	Système des normes internationales du travail	Formation	Fonctionnaires chargés de l'unité de rédaction des rapports	Recevoir des rapports périodiques de qualité.

Pays	Bureau de l'OIT/ spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Indonésie	ETD Bangkok	Système des normes internationales du travail	Formation, renforcement des capacités	Mandants tripartites	Approfondir la connaissance de certaines normes internationales du travail, du système de contrôle de l'OIT et des obligations en matière de rapports.
Turin	Turin	Système des normes internationales du travail	Formation	Magistrats	Formation demandée lors d'un colloque sur les normes internationales du travail qui a eu lieu en Zambie en 2013.

C. Activités promotionnelles

a) Activités pour une ratification rapide et étendue et une mise en œuvre effective de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

32. En septembre 2006, le Bureau international du Travail a adopté un plan d'action sur cinq ans (2006-2011) visant à promouvoir une ratification large et rapide de la convention, ainsi que son application effective. La stratégie adoptée a donné d'excellents résultats pour ce qui est du premier objectif puisque la MLC, 2006, est entrée en vigueur le 20 août 2013, devenant ainsi un instrument international contraignant pour les 30 premiers Membres dont la ratification avait été enregistrée en date du 20 août 2012⁷. Pour les Membres dont la ratification a été enregistrée après le 20 août 2012, et conformément au paragraphe 4 de son article VIII, la MLC, 2006, entrera en vigueur douze mois après la date de l'enregistrement de cette ratification par le Directeur général. Au 31 décembre 2015, le nombre de ratifications d'instruments reçues et enregistrées est de 70, ce qui représente au total plus de 80 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale.

33. En avril 2014, la Commission tripartite spéciale instituée en vertu de l'article XIII de la MLC, 2006, a tenu sa première réunion et adopté un ensemble de propositions d'amendement au code de la convention faisant obligation aux armateurs de mettre en place une garantie financière en cas d'abandon des gens de mer ou encore en vue de l'indemnisation des gens de mer et de leur famille en cas de décès ou d'incapacité de longue durée des gens de mer résultant d'un accident du travail ou d'un risque professionnel.

34. En juin 2014, lors de la 103^e session de la Conférence, les mandants ont voté massivement en faveur de ces amendements⁸. Ceux-ci ont par la suite été communiqués aux Etats Membres pour qu'ils les examinent en application de la «procédure d'acceptation tacite» prévue à l'article XV, paragraphe 7, de la MLC, 2006, relative à l'amendement du code de la convention. Les amendements adoptés entreront en vigueur au début de 2017, sauf désaccord important des gouvernements des Etats ayant ratifié la convention⁹.

⁷ Les ratifications des 30 Membres suivants avaient été enregistrées en date du 20 août 2012 et représentaient au total près de 60 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale (par ordre de ratification): Libéria, Iles Marshall, Bahamas, Panama, Norvège, Bosnie-Herzégovine, Espagne, Croatie, Bulgarie, Canada, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suisse, Bénin, Singapour, Danemark (ratification élargie aux îles Féroé), Antigua-et-Barbuda, Lettonie, Luxembourg, Kiribati, Pays-Bas, Australie, Saint-Kitts-et-Nevis, Tuvalu, Togo, Pologne, Palaos, Suède, Chypre, Fédération de Russie et Philippines.

⁸ Les textes adoptés sont accessibles à l'adresse suivante: http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/103/reports/committee-reports/WCMS_248906/lang--fr/index.htm.

⁹ Les paragraphes 7 et 8 de l'article XV de la MLC, 2006, énoncent les principes applicables à l'entrée en vigueur des amendements au Code en vertu de la procédure d'acceptation tacite:

«7. Un amendement approuvé par la Conférence est réputé avoir été accepté sauf si, avant la fin du délai prescrit, plus de 40 pour cent des Membres ayant ratifié la convention et représentant 40 pour cent au moins de la jauge brute de la flotte marchande des Membres ayant ratifié la convention expriment formellement leur désaccord auprès du Directeur général.

8. Un amendement réputé avoir été accepté entre en vigueur six mois après la fin du délai fixé pour tous les Membres ayant déjà ratifié la convention, sauf ceux ayant exprimé formellement leur désaccord conformément aux dispositions du paragraphe 7 du présent article et n'ayant pas retiré ce désaccord ...».

35. La seconde réunion de la Commission tripartite spéciale se tiendra du 8 au 10 février 2016. Le groupe des représentants des armateurs a soumis des propositions d'amendement relatives au renouvellement du certificat de travail maritime. Le groupe des représentants des gens de mer a, quant à lui, soumis des propositions d'amendement relatives, d'une part, au paiement du salaire en cas de prise en otage des gens de mer et, d'autre part, au harcèlement à bord des navires ¹⁰.

36. Il convient de rappeler également que la Sous-commission sur les salaires des gens de mer de la Commission paritaire maritime s'est réunie en février 2014 et qu'elle a mis à jour le montant mensuel du salaire de base des matelots qualifiés. Ce montant est passé de 585 à 592 dollars E.-U. à compter du 1^{er} janvier 2015 et passera à 614 dollars E.-U. à compter du 1^{er} janvier 2016.

37. Outre l'entrée en vigueur de la MLC, 2006, le plan d'action vise un second objectif, à savoir la mise en œuvre effective de l'instrument au niveau national, ce qui suppose de renforcer les capacités des systèmes d'inspection du travail maritime dans les Etats du pavillon et dans les Etats du port bien avant que la convention n'y entre en vigueur. On espère, avec ce renforcement anticipé des capacités d'inspection, que les pays qui ratifieront la MLC, 2006, seront mieux à même de venir à bout de la tâche colossale que représentent l'inspection et la certification des navires avant l'entrée en vigueur de la convention.

38. A cet effet, le Bureau a développé un ensemble cohérent et complet de formations et ateliers qui s'inscrivent pour la plupart dans le cadre de l'Académie du travail maritime créée par le Centre de Turin. Lancée en 2011, l'Académie du travail maritime de l'OIT offre un programme de cinq formations spécialisées (parcours 1 à 5). Quatre formations sont venues s'ajouter à la formation de formateurs et d'inspecteurs maritimes sur l'application de la MLC, 2006 (parcours 1); elles s'adressent: aux conseillers juridiques qui interviendront dans la transposition des dispositions de la MLC, 2006, dans la législation nationale (parcours 2); aux armateurs, exploitants de navires et aux officiers de marine (parcours 3); aux représentants des gens de mer (parcours 4); et au secteur des croisières (parcours 5). En outre, un sixième parcours a été récemment développé en collaboration avec les institutions partenaires dans les pays fournisseurs de main-d'œuvre et les Etats du pavillon employant des marins étrangers.

39. Depuis début 2015, cinq activités ont été organisées: un atelier de sensibilisation pour l'Afrique centrale (61 participants); un atelier pour les juristes (17 participants); une formation de formateurs et d'inspecteurs maritimes (26 participants); ainsi que deux activités de sensibilisation pour un important opérateur dans le secteur des croisières (20 participants). Depuis le lancement de l'Académie du travail maritime, 1 024 experts ont été formés, y compris 418 inspecteurs maritimes (parcours 1). Les évaluations des activités conduites dans le cadre de l'académie font ressortir des résultats au-dessus de la moyenne et les études d'impacts menées sur une base régulière ont démontré l'effet multiplicateur de ces formations, avec 11 299 nouveaux experts formés par les inspecteurs ayant suivi le parcours 1 jusqu'en 2012.

40. Le Bureau a également répondu aux demandes d'assistance des Membres souhaitant se doter des moyens nécessaires pour mener à bien les travaux législatifs préalables à la ratification de la MLC, 2006, ce qui l'a amené notamment à coordonner son action avec celle des bureaux régionaux ou sous-régionaux de l'OIT afin d'aider de

¹⁰ Les informations sur cette réunion, et notamment le texte des propositions d'amendement soumis, sont disponibles à partir de l'adresse suivante: <http://www.ilo.org/global/standards/maritime-labour-convention/special-tripartite-committee/lang--fr/index.htm>.

nombreux pays à analyser les lacunes de leur législation. Il a par ailleurs apporté une assistance technique aux mandants tripartites sous la forme d'ateliers nationaux. Ainsi, un atelier tripartite a eu lieu en Côte d'Ivoire et en Egypte (avril 2015) ainsi qu'à Oman (juillet 2015) sur les principales dispositions de la MLC, 2006.

41. On rappellera pour finir que, du 4 au 6 février 2015, une réunion tripartite d'experts concernant la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2013, s'est tenue à Genève. Ayant pris note de la conclusion générale et des recommandations formulées par la réunion tripartite d'experts, le Conseil d'administration a décidé à sa 323^e session, en mars 2015, de constituer une commission tripartite maritime ad hoc et d'en convoquer une réunion chargée d'élaborer des propositions d'amendement à la convention n° 185. Cette réunion aura lieu du 10 au 12 février 2016.

b) Plan d'action visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs à travers une large ratification et une mise en œuvre effective de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

42. Le plan d'action 2011-2016 visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs a été adopté en novembre 2010. Une réunion tripartite d'experts a eu lieu du 21 au 25 septembre 2015 pour examiner le texte de directives pour l'inspection par l'Etat du pavillon au titre de la convention n° 188. Par ailleurs, entre janvier et août 2015, des analyses comparatives ont été réalisées pour plusieurs pays¹¹ afin d'analyser leur législation et d'en identifier les aspects qui pourraient ne pas être en conformité avec les dispositions de la convention n° 188.

c) Plan d'action pour parvenir à une large ratification et à une mise en œuvre effective des instruments relatifs à la sécurité et la santé au travail (convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, son protocole de 2002, et convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006)

43. Le plan d'action visant à une large ratification et une mise en œuvre effective des trois principaux instruments relatifs à la sécurité et à la santé au travail (SST) a été adopté par le Conseil d'administration en mars 2010 et couvre la période 2010-2016. Des activités ont été réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, notamment la fourniture d'une assistance technique aux pays et la conception d'outils de promotion. L'assistance technique a pris la forme d'analyses de projets de loi et de la formulation de conseils juridiques relatifs aux principaux instruments relatifs à la SST, notamment des analyses des lacunes de la législation et de la pratique nationales au regard des conventions pertinentes, et une assistance à la formulation de politiques, de stratégies et de profils en matière de SST au niveau national.

44. Au cours de l'année écoulée, les pays ci-après ont bénéficié d'analyses et de recommandations concernant des projets de loi ou de conseils juridiques relatifs aux conventions relatives à la SST: Albanie, Arménie, Bangladesh, Iles Caïmanes, Grenade, Jamaïque, Kazakhstan, Pakistan, Pérou et Rwanda. Des activités de coopération technique visant à promouvoir la création d'une culture de la prévention en matière de SST ont été menées à bien sous la forme de consultations tripartites, de services consultatifs ou d'ateliers dans les pays suivants: Afghanistan, Azerbaïdjan, Bangladesh,

¹¹ Guinée-Bissau, Indonésie, Kiribati, Madagascar, Namibie, Philippines.

Bénin, Chine, Emirats arabes unis, Ghana, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, République démocratique populaire lao, République des Maldives, Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Pakistan, territoires palestiniens occupés, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Fédération de Russie, Sénégal, Tadjikistan, République-Unie de Tanzanie, Timor-Leste, Viet Nam et Zambie.

45. Une assistance technique visant à l'élaboration de politiques nationales de SST a été fournie au Chili, à l'Ethiopie et au Pérou. Des profils nationaux de SST ont été élaborés au Bangladesh et au Brunéi Darussalam. Certains pays comme Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam ont mis en œuvre les deuxième et troisième programmes nationaux en matière de SST après avoir analysé l'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre du premier programme. Il s'agit d'exemples de bonnes pratiques en matière d'approche systémique de la SST au niveau national.

46. De plus, en Turquie, un projet d'assistance technique sur la sécurité et santé au travail a été mis en œuvre par le BIT en 2015 (et sera poursuivi en 2016) pour faciliter l'amélioration de la SST conformément aux engagements internationaux découlant en particulier de la convention n° 155 dans le secteur minier et de la construction, en consultation avec les mandants tripartites. Un profil national de SST a été réalisé et examiné dans un contexte tripartite. A la suite des commentaires de la CEACR de 2014 sur les conventions n°s 81, 155 et 161, le système national de collecte de données sur les accidents du travail et, en particulier, les maladies professionnelles a été examiné lors de trois ateliers avec les partenaires sociaux et les acteurs concernés. Dans le secteur minier, une étude a été commandée pour examiner les dispositions contractuelles du secteur d'un point de vue interdisciplinaire et a débouché sur des recommandations évaluées dans un cadre tripartite. Le 23 mars 2015, la Turquie a ratifié la convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988, et la convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995, et des analyses des lacunes ont été réalisées et examinées dans un cadre tripartite. Un nouveau projet du BIT est mis en place et porte, entre autres, sur: i) l'élaboration d'un programme de formation à l'intention de l'organe judiciaire sur les normes de l'OIT, organisé avec le Centre international de formation de Turin (CIF-OIT de Turin); et ii) des activités sur le rôle et la fonction des experts de la sécurité au travail et des experts de la santé, au titre du suivi des commentaires formulés par la CEACR en 2014 et 2015.

47. Concernant les activités au niveau mondial, la commémoration de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, le 28 avril 2015, avait pour thème «Joignez-vous à la construction d'une culture de la prévention en matière de SST» et a été marquée par l'organisation d'événements dans plusieurs pays. Un stage de formation international sur les programmes et les systèmes nationaux de SST a été organisé au Centre de formation de l'OIT à Turin de novembre à décembre 2014, en vue de promouvoir la convention n° 155, son protocole de 2002 et la convention n° 187, ainsi que leur mise en œuvre pratique. Afin d'encourager l'échange d'expériences entre pays, le BIT a réalisé une page Internet unique présentant l'ensemble des politiques, profils et programmes nationaux existants en matière de SST. Au niveau régional, un atelier de l'ASEAN sur le Programme national de SST a été organisé au Viet Nam en 2014. La même année, ACTRAV a également organisé, en Indonésie, en 2014, un Colloque sur le rôle des syndicats dans la promotion de la SST dans la région Asie-Pacifique, afin de promouvoir la mise en œuvre du plan d'action.

48. Depuis l'adoption du plan d'action, 36 nouvelles ratifications de la convention n° 155 et de son protocole de 2002 ou de la convention n° 187¹² (y compris 8 ratifications en 2015) sont intervenues, ainsi que 34 ratifications¹³ d'autres conventions à jour relatives à la SST.

d) **Plan d'action pour une large ratification et une application effective des conventions de gouvernance**

49. Le plan d'action, qui couvre la période 2010-2016, a été adopté par le Conseil d'administration en novembre 2009¹⁴. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, le Bureau encourage activement tant la ratification des conventions relatives à l'inspection du travail que l'application de ces instruments et, pour ce faire, procède à des évaluations des besoins, organise des activités de formation, fournit des conseils aux gouvernements et apporte son appui au dialogue social sur l'inspection du travail.

50. Le Bureau a fourni à de nombreux pays une assistance consistant en l'examen de projets de loi et en la formulation de recommandations les concernant ou en la fourniture de conseils juridiques concernant les conventions sur l'inspection du travail. Les pays suivants figurent parmi les pays bénéficiaires: Algérie, Angola, Arménie, Bangladesh, Chili, Iles Caïmanes, Grenade, Jamaïque, Kazakhstan, Pakistan et Rwanda.

51. Au titre de l'assistance technique, diverses activités ont été organisées, comme des réunions de haut niveau, des ateliers tripartites et des sessions de formation. On citera, parmi les thématiques couvertes, la mise en place de systèmes efficaces d'inspection du travail, la planification en matière d'inspection du travail, le partage de pratiques en matière d'inspection du travail dans différents pays, les enquêtes sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, l'instauration d'une culture de la prévention en matière de sécurité et de santé au travail, le travail des enfants, la prise en compte des questions hommes-femmes dans les inspections du travail, l'économie informelle et le travail non déclaré. De telles activités d'assistance technique ont été réalisées en Bosnie-Herzégovine, au Burkina Faso, en Chine, en Géorgie, en Haïti, au Monténégro, au Soudan, dans les territoires palestiniens occupés et en Turquie. En outre, un atelier a été organisé en Ukraine en avril 2015, portant sur la réforme du système d'inspection du travail dans le pays et mettant particulièrement l'accent sur les conventions n°s 81 et 129. Une analyse des lacunes de la législation et de la pratique nationales au regard de la

¹² **Convention n° 155:** Argentine (13.01.14), Belgique (28.11.11), Gabon (28.07.15), Grenade (26.06.12), Guyane (17.09.12), Maurice (25.07.14), Ukraine (04.01.12) et Zambie (23.12.13). **Protocole de la convention n° 155:** Argentine (13.01.14), Australie (10.08.11), Portugal (12.11.10) et Slovénie (01.03.10). **Convention n° 187:** Albanie (24.04.12), Allemagne (21.07.10), Argentine (13.01.14), Autriche (20.05.10), Bosnie-Herzégovine (09.03.10), Canada (13.06.11), Chili (27.04.11), République dominicaine (15.09.15), France (29.10.14), Indonésie (31.08.15), Iraq (21.12.15), Kazakhstan (03.02.15), ex-République yougoslave de Macédoine (03.10.12), Malaisie (07.06.12), Maurice (19.11.12), Monténégro (18.09.15), Norvège (09.11.2015), Fédération de Russie (24.02.11), Singapour (11.06.12), Slovénie (12.02.14), Togo (30.03.12), Turquie (16.01.14), Viet Nam (16.05.14) et Zambie (23.12.13).

¹³ **Convention n° 115:** République de Corée (07.11.11) et Lituanie (27.05.13). **Convention n° 127:** Honduras (13.04.12) et Inde (26.03.10). **Convention n° 139:** République de Corée (07.11.11) et Ukraine (17.06.10). **Convention n° 161:** Belgique (28.02.11), Bulgarie (01.03.12), Gabon (28.07.15) et Ukraine (17.06.10). **Convention n° 162:** Australie (10.08.11), Kazakhstan (05.04.11) et Maroc (13.04.11). **Convention n° 167:** Albanie (24.04.13), Etat plurinational de Bolivie (10.02.15), Gabon (28.07.15), Monténégro (18.09.2015) et Turquie (23.03.15). **Convention n° 170:** Finlande (21.01.14). **Convention n° 174:** Finlande (28.02.13), Fédération de Russie (10.02.12), Slovénie (01.03.10) et Ukraine (15.06.11). **Convention n° 176:** Belgique (02.10.12), Maroc (04.06.13), Mongolie (26.11.15), Fédération de Russie (19.07.13), Slovénie (01.03.10), Turquie (23.03.15), Ukraine (15.06.11) et Uruguay (05.06.14). **Convention n° 184:** Belgique (10.11.2015), Ghana (06.06.11) et Portugal (08.11.12).

¹⁴ Documents GB.303/PV, paragr. 253 i); GB.306/LILS/6(&Corr.); GB.306/PV, paragr. 208 b).

convention n° 81 en République démocratique populaire lao a été réalisée puis validée lors d'un atelier tripartite en juillet 2015 en vue de faciliter la ratification et la mise en œuvre de la convention. Enfin, un atelier tripartite pour assister le gouvernement de la République de Moldova dans la mise en œuvre de la convention n° 81 a été organisé en juillet 2015, dans le cadre du suivi d'une réclamation au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT.

52. D'autres activités visant à promouvoir la ratification et l'application des conventions relatives à l'inspection du travail sont actuellement réalisées dans le cadre du domaine de première importance sur le renforcement de la conformité des lieux de travail par l'inspection du travail. Une phase pilote a été lancée dans trois pays (Burkina Faso, Colombie et Viet Nam), et une phase de déploiement dans d'autres pays et régions est prévue.

53. Depuis l'adoption du plan d'action, 4 nouvelles ratifications de la convention n° 81¹⁵ et 5 nouvelles ratifications de la convention n° 129¹⁶ sont intervenues. La convention n° 122 a en outre été ratifiée par 8 pays¹⁷ et la convention n° 144 par 16 pays¹⁸.

D. Campagne pour la ratification du protocole sur le travail forcé

54. Un an après l'adoption du protocole à la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et de la recommandation qui l'accompagne, la 104^e session de la Conférence internationale du Travail (CIT) présentait une excellente occasion pour mobiliser et obtenir le soutien des délégués à la CIT pour une campagne mondiale visant à mettre fin à l'esclavage moderne. Cette campagne – «50 for freedom» – menée par l'OIT, en collaboration avec l'OIE et la CSI, a été lancée le 12 juin 2015 par le lauréat du prix Nobel de la paix, Kailash Satyarthi. Elle a pour but de promouvoir la ratification et la mise en œuvre du protocole sur le travail forcé et de recueillir les 50 premières ratifications d'ici à 2018. Jusqu'au 31 décembre 2015, la Mauritanie, le Niger, la Norvège et le Royaume-Uni ont ratifié le protocole, lequel entrera en vigueur le 9 novembre 2016.

¹⁵ Afrique du Sud (20.06.13), République tchèque (16.03.11), Togo (30.03.12) et Zambie (23.12.13).

¹⁶ Fidji (18.01.10), Saint-Vincent-et-les Grenadines (09.11.10), République tchèque (16.03.11), Togo (30.03.12) et Zambie (23.12.13).

¹⁷ **Convention n° 122:** Fidji (18.01.10), Rwanda (05.08.10), Saint-Vincent-et-les Grenadines (09.11.10), Suisse (11.02.13), Tchad (05.06.15), Togo (30.03.12), Trinité-et-Tobago (19.08.13) et Viet Nam (11.06.12).

¹⁸ Afghanistan (07.04.10), Canada (13.06.11), Comores (06.06.14), Ethiopie (06.06.11), Ghana (06.06.11), Honduras (12.06.12), Israël (21.01.10), République démocratique populaire lao (29.10.10), Maroc (16.05.13), Panama (11.06.15), Fédération de Russie (18.12.14), Saint-Vincent-et-les Grenadines (09.10.10), Singapour (04.10.10), Slovénie (29.06.11), Tadjikistan (23.01.14), Tunisie (11.02.14). En outre, la convention a été déclarée applicable sur le territoire non métropolitain de Sint Maarten en 2013.

Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail

A. Système des Nations Unies

55. Dans le cadre de la coopération instaurée avec d'autres organisations internationales sur les questions concernant le contrôle de l'application d'instruments internationaux portant sur des sujets d'intérêt commun, il est demandé aux Nations Unies, à certaines institutions spécialisées, ainsi qu'à d'autres organisations intergouvernementales avec lesquelles l'OIT a conclu des arrangements spéciaux, d'indiquer si elles possèdent des informations sur l'application des conventions. La liste des conventions concernées et des organisations internationales consultées est la suivante:

- convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957, et convention (n° 169) relative aux peuples autochtones et tribaux, 1989: Organisation des Nations Unies (ONU), Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale de la santé (OMS) et Institut interaméricain d'affaires autochtones de l'Organisation des Etats américains;
- convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960: Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA);
- convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962: ONU, HCDH, FAO et UNESCO;
- convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970, et convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976: Organisation maritime internationale (OMI);
- convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975: ONU, HCDH et FAO;
- convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975: UNESCO;
- convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975: ONU, HCDH, UNESCO et OMS;
- convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977: OMS.

56. Les normes internationales du travail et les dispositions correspondantes des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme se complètent et se renforcent mutuellement. Par conséquent, une coopération étroite entre l'OIT et les Nations Unies en ce qui concerne ces traités est une stratégie importante pour accroître l'influence des normes de l'OIT et garantir la concordance et la cohérence dans le système des Nations Unies en ce qui concerne les droits de l'homme au travail. Dans ce contexte, il est également important de rappeler que, à la lumière des enseignements tirés de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la réflexion a continué à l'échelle mondiale sur la forme que devrait prendre un programme pour l'après-2015 afin d'incarner les valeurs fondamentales que sont les droits de l'homme, l'égalité et la durabilité. Le 25 septembre 2015, le Sommet du développement durable des Nations Unies a adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable et ses

17 objectifs de développement durable (ODD). L'objectif 8 est particulièrement important puisqu'il a pour but de «promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous». Cet objectif souligne non seulement l'importance particulière de l'Agenda du travail décent en vue d'un développement durable. Par ailleurs, la protection des droits au travail, tels qu'ils sont consacrés dans les huit conventions fondamentales de l'OIT et la Déclaration de 1998 de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail – qui se fondent sur les principes reconnus dans la Constitution de l'OIT –, est reflétée dans les cibles associées aux objectifs, avec un accent particulier sur les mesures immédiates et effectives pour éradiquer le travail forcé, assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants, ainsi que la promotion de l'égalité au travail tout en garantissant une égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. En ce qui concerne l'élaboration des mécanismes-cadres de soutien qui visent à mettre en œuvre effectivement et contrôler les progrès réalisés dans le cadre des ODD, le cadre de l'OIT peut servir de source d'inspiration quant à la façon dont les mécanismes de reddition peuvent fonctionner – du niveau mondial au niveau national. A cet égard, le mécanisme de contrôle de l'OIT peut contribuer et être utilisé dans les efforts pour atteindre les cibles et objectifs pertinents qui sont associés à la réalisation du travail décent pour tous.

57. Le Bureau a continué de participer activement aux travaux du mécanisme d'intégration des droits de l'homme du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), qui est devenu le Groupe de travail des droits de l'homme à compter de janvier 2015 et dont l'objectif général est de faire des droits de l'homme un élément central des activités de développement des Nations Unies. L'OIT est représentée au Comité de gestion des ressources du GNUD, lequel a approuvé des propositions tendant à créer ou à étendre plusieurs postes de conseillers aux droits de l'homme aux niveaux national et régional.

Coopération avec les organes créés en vertu de la Charte des Nations Unies et ceux chargés de la surveillance de l'application des traités sur les droits de l'homme

58. Le Bureau a continué de développer des activités avec les organes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme chargés de contrôler l'application des instruments suivants:

- ❑ Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- ❑ Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- ❑ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- ❑ Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- ❑ Convention relative aux droits de l'enfant;
- ❑ Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille;
- ❑ Convention relative aux droits des personnes handicapées.

59. Le Bureau soumet régulièrement aux différents organes créés en vertu de la charte et ceux chargés de la surveillance de l'application des traités des rapports contenant des informations concernant les normes de l'OIT pour les pays qu'ils examinent. Ces rapports comprennent des informations sur la ratification des conventions de l'OIT ayant

un lien avec les dispositions des traités respectifs des Nations Unies sur les droits de l'homme, des résumés des conclusions et recommandations des organes de contrôle de l'OIT et, le cas échéant, des renseignements sur l'assistance technique fournie par le BIT. De plus, des représentants du Bureau participent aux sessions des organes de surveillance de l'application des traités et fournissent oralement des informations et des avis sur certains pays ou sujets. Le Bureau contribue aussi aux activités de certains groupes de travail ou aux sessions de ces organes de surveillance (Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), etc.) et formule des commentaires d'ordre général concernant des questions qui relèvent de la compétence de l'OIT (par exemple, Comité des droits économiques, sociaux et culturels, projet d'observation générale sur le droit à des conditions équitables et satisfaisantes de travail).

60. Le Bureau poursuit ses activités de promotion des normes internationales du travail dans le contexte du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Dans le cadre de l'examen périodique universel, le Bureau appelle régulièrement l'attention du Secrétariat de l'ONU sur les rapports émanant des organes de contrôle de l'OIT. La documentation préparée par le secrétariat aux fins de l'examen périodique universel comprend des informations au sujet de la ratification des conventions fondamentales de l'OIT par les pays faisant l'objet de cet examen, ainsi que des références aux commentaires de la commission d'experts. Le Bureau apporte également sa contribution aux activités d'autres mécanismes et missions établis par le Conseil des droits de l'homme, notamment aux travaux des rapporteurs spéciaux. On soulignera tout particulièrement la contribution du Bureau à l'élaboration en 2015 du rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme relatif à la réalisation du droit au travail.

Coopération avec d'autres organes et entités des Nations Unies

61. L'OIT continue de développer des relations avec l'Organisation maritime internationale (OMI). Les mandats des deux organisations sont complémentaires dans le domaine de la marine marchande: l'OIT est responsable des questions sociales et relatives au travail, tandis que l'OMI se charge des autres aspects. L'OMI a reconnu officiellement la MLC, 2006, comme le quatrième pilier de la réglementation maritime internationale, aux côtés de trois conventions de l'OMI portant respectivement sur la sécurité des navires; les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille; et la prévention de la pollution de la mer (conventions SOLAS, STCW et MARPOL). L'OMI encourage également la ratification de la MLC, 2006, par ses Etats membres. Par ailleurs, l'OIT collabore avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) dans le cadre de l'application de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003. Cette convention prévoit en effet que les documents d'identité des gens de mer doivent être conformes à certaines spécifications établies par l'OACI.

B. Conseil de l'Europe

Code européen de sécurité sociale et son Protocole

62. Conformément à la procédure de contrôle établie en vertu de l'article 74, paragraphe 4, du Code européen de sécurité sociale et des arrangements pris entre l'OIT et le Conseil de l'Europe, la commission d'experts sera à nouveau appelée à examiner un certain nombre de rapports concernant l'application du Code et, le cas échéant, de son

Protocole. Les conclusions de la commission sur ces rapports seront communiquées au Conseil de l'Europe. Par ailleurs, des représentants de l'OIT ont participé, en qualité de conseillers techniques, à la réunion du Comité gouvernemental de la Charte sociale européenne et du Code européen de sécurité sociale à Strasbourg (France) en mai 2015. Le comité gouvernemental a examiné l'application du Code et du Protocole sur la base des conclusions de la commission d'experts de l'OIT, lesquelles ont par la suite été approuvées par le biais de résolutions sur l'application de ces instruments dans les pays concernés adoptées par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe. Dans le but d'améliorer l'application et la supervision des dispositions pertinentes du Code, l'OIT a procédé à un examen des méthodologies utilisées par les Etats parties au Code pour définir le salaire de référence pour le calcul des prestations et une étude comparative des dispositions statutaires concernant le droit de réclamation et d'appel en matière de sécurité sociale. En outre, pour les besoins d'un contrôle de l'application du Code basé sur des faits, le Bureau a développé des notes techniques sur l'état d'application des dispositions relatives à la sécurité sociale de conventions internationales en matière de droits sociaux pour l'ensemble des 21 pays ayant ratifié le Code.

Charte sociale européenne

63. En vertu de l'article 26 de la Charte sociale européenne, l'OIT participe, à titre consultatif, aux sessions du Comité européen des droits sociaux chargé du contrôle de l'application de la charte et de la charte révisée. Ainsi, un échange de vues avec le Comité européen a eu lieu à l'occasion de sa 274^e session en septembre 2015, à Strasbourg (France), sur le thème des droits des travailleurs migrants.

Annexe I. Informations générales

Informations sur les ratifications, les dénonciations et les déclarations d'application

Ratifications

Depuis le 1^{er} janvier 2015, **54** ratifications de conventions internationales du travail ont été enregistrées, ce qui porte le nombre de ratifications à **8 022** au 31 décembre 2015. En outre, la ratification d'un protocole par deux pays a été également enregistrée.

Pays	Numéro de la convention ou protocole
Belgique	156, 159, 184 et 189
Etat plurinational de Bolivie	167
Bosnie-Herzégovine	151
Cabo Verde	Convention du travail maritime, 2006
Chili	189
Chine	Convention du travail maritime, 2006
Cuba	182
République dominicaine	187 et 189
Finlande	189
France	181 et 188
Gabon	155, 161 et 167
Géorgie	185
Iles Cook	11, 14, 29, 99 et 105
Inde	185 et convention du travail maritime, 2006
Indonésie	187
Iraq	187
Kazakhstan	26, 95 et 187
République des Maldives	185
Mexique	138
Mongolie	88, 176, 181 et convention du travail maritime, 2006
Monténégro	167, convention du travail maritime, 2006, et 187
Niger	150, 181 et P029
Norvège	183, 187 et P029
Panama	144 et 189
Portugal	189
Roumanie	Convention du travail maritime, 2006
Saint-Vincent-et-les Grenadines	102
Tchad	102 et 122
Turquie	167 et 176
Ukraine	117

Annexe II. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997 ¹

125 ratifications/acceptations

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Afghanistan	Ratification	7 avril 2010
Afrique du Sud	Ratification	1 ^{er} octobre 2007
Albanie	Ratification	30 juin 1999
Algérie	Ratification	4 avril 2007
Antigua-et-Barbuda	Acceptation	17 avril 2000
Arabie saoudite	Acceptation	16 novembre 1998
Argentine	Acceptation	12 mars 2002
Australie	Ratification	11 octobre 2001
Autriche	Ratification	10 novembre 2000
Azerbaïdjan	Ratification	9 août 2000
Bahreïn	Acceptation	2 mars 1998
Bangladesh	Ratification	9 août 2000
Barbade	Ratification	8 avril 1998
Belgique	Ratification	13 mars 2007
Bénin	Ratification	15 février 2006
Bosnie-Herzégovine	Ratification	26 mai 2010
Botswana	Acceptation	26 novembre 2002
Brésil	Ratification	8 février 2010
Brunéi Darussalam	Acceptation	14 juin 2007
Bulgarie	Ratification	23 mars 1999
Burkina Faso	Ratification	28 octobre 2009
Cabo Verde	Acceptation	9 juin 2008
Cambodge	Ratification	27 mars 2007
Cameroun	Ratification	18 décembre 2009

¹ Cet instrument est entré en vigueur lorsqu'il a été ratifié/accepté par deux tiers des Membres de l'Organisation (c'est-à-dire 124 sur 185), y compris cinq des dix Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable.

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Canada	Acceptation	10 février 1998
Chili	Ratification	14 février 2005
Chine	Acceptation	24 juin 1998
Chypre	Ratification	12 octobre 1998
Comores	Ratification	17 mars 2004
Congo	Ratification	23 août 2002
République de Corée	Acceptation	12 décembre 1997
Croatie	Ratification	3 juillet 2008
Cuba	Ratification	17 février 2003
Danemark	Ratification	2 août 2001
République dominicaine	Ratification	15 juin 1999
Dominique	Ratification	15 avril 1998
Egypte	Ratification	18 février 1999
Emirats arabes unis	Ratification	20 mai 1999
Equateur	Acceptation	21 août 1998
Erythrée	Acceptation	23 septembre 2009
Espagne	Ratification	8 novembre 1999
Estonie	Ratification	12 février 2002
Ethiopie	Ratification	24 mars 1999
Fidji	Ratification	18 janvier 2010
Finlande	Acceptation	12 janvier 1998
France	Acceptation	11 septembre 2001
Guatemala	Ratification	29 février 2008
Guinée	Ratification	23 février 2004
Guinée-Bissau	Acceptation	18 août 2006
Guyana	Ratification	11 mai 2006
Hongrie	Ratification	26 mai 1998
Iles Cook	Acceptation	8 octobre 2015
Iles Salomon	Ratification	13 avril 2012
Inde	Ratification	24 mars 1999
Indonésie	Acceptation	3 décembre 2015
Irlande	Ratification	22 avril 1999
Islande	Ratification	22 novembre 1999
Israël	Ratification	1 ^{er} février 2008
Italie	Ratification	28 septembre 2000
Jamaïque	Ratification	17 décembre 2008
Japon	Acceptation	18 juin 2001
Jordanie	Ratification	6 janvier 1999
Koweït	Ratification	2 octobre 1998
République démocratique populaire lao	Acceptation	1 ^{er} juin 2007

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Lettonie	Acceptation	6 février 2009
Liban	Ratification	4 juin 1999
Libye	Ratification	26 mai 1999
Lituanie	Ratification	3 mars 2004
Luxembourg	Ratification	12 juin 2002
Malaisie	Acceptation	9 novembre 1998
Malawi	Ratification	17 mai 1999
Mali	Acceptation	16 décembre 2014
Malte	Acceptation	27 septembre 2000
Maroc	Ratification	15 octobre 2001
Maurice	Ratification	29 avril 1998
Mauritanie	Acceptation	25 janvier 2006
Mexique	Acceptation	25 juin 1998
République de Moldova	Ratification	21 septembre 1999
Mongolie	Ratification	16 septembre 2010
Monténégro	Acceptation	12 juin 2007
Mozambique	Acceptation	15 septembre 2008
Namibie	Ratification	27 janvier 1999
Népal	Ratification	30 septembre 1998
Nicaragua	Ratification	11 août 1999
Nigéria	Ratification	14 juin 2004
Norvège	Ratification	11 juin 1999
Nouvelle-Zélande	Ratification	25 mai 1999
Oman	Ratification	22 avril 2010
Pakistan	Ratification	8 mars 1999
Panama	Ratification	10 août 1999
Pays-Bas	Acceptation	29 mars 2007
Pérou	Ratification	16 juillet 1999
Philippines	Ratification	26 janvier 2006
Pologne	Ratification	9 octobre 2007
Portugal	Ratification	3 mai 1999
Qatar	Ratification	8 mai 1998
Roumanie	Ratification	31 mai 1999
Royaume-Uni	Ratification	23 mars 2000
Saint-Kitts-et-Nevis	Ratification	2 novembre 2006
Saint-Marin	Ratification	20 mars 1998
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Ratification	25 septembre 2000
Samoa	Ratification	26 octobre 2007
Serbie	Ratification	16 septembre 2009
Seychelles	Ratification	28 octobre 2005

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Singapour	Acceptation	6 mai 1999
Slovaquie	Ratification	26 août 1998
Slovénie	Ratification	29 juin 2011
Soudan du Sud	Acceptation	30 novembre 2012
Sri Lanka	Ratification	27 novembre 1998
Suède	Ratification	10 février 1999
Suisse	Ratification	28 juin 2000
Suriname	Acceptation	12 avril 2006
République arabe syrienne	Acceptation	1 ^{er} août 2000
Tadjikistan	Ratification	10 mai 1999
République tchèque	Ratification	6 décembre 1999
Thaïlande	Ratification	8 février 1999
Togo	Acceptation	1 ^{er} juin 2000
Trinité-et-Tobago	Ratification	23 octobre 2000
Tunisie	Acceptation	6 juillet 2007
Turquie	Ratification	23 février 2000
Vanuatu	Acceptation	21 septembre 2007
Viet Nam	Acceptation	15 mai 2006
Yémen	Acceptation	11 août 2000
Zambie	Ratification	23 décembre 1998
Zimbabwe	Ratification	9 avril 2003
Total: 125/186		

Partie II. Liste des ratifications par convention * et protocole

* N'apparaissent pas dans la liste les conventions qui ont été retirées par la Conférence internationale du Travail en juin 2000 ni les conventions qui n'entreront jamais en vigueur du fait de l'adoption et de l'entrée en vigueur de nouvelles conventions les révisant. Le nombre total de ratifications de chaque convention comprend l'ensemble des ratifications enregistrées depuis l'adoption de la convention concernée, indépendamment de toute dénonciation ultérieure.

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

52 ratifications

Angola	04.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	30.11.1933
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	06.09.1926	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bulgarie	14.02.1922	Burundi	30.07.1971	Canada	21.03.1935
Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Costa Rica	01.03.1982	Cuba	20.09.1934	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	04.02.1933	Egypte	10.05.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Espagne	22.02.1929	Ghana	19.06.1973	Grèce	19.11.1920
Guatemala	14.06.1988	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Inde	14.07.1921	Iraq	24.08.1965
Israël	26.06.1951	Koweït	21.09.1961	Liban	01.06.1977
Libye	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Malte	09.06.1988	Mozambique	06.06.1977	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Pakistan	14.07.1921	Paraguay	21.03.1966
Portugal	03.07.1928	Pérou	08.11.1945	Roumanie	13.06.1921
Slovaquie	01.01.1993	Syrienne, République arabe	10.05.1960	Tchèque, République	01.01.1993
Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

Autriche	12.06.1924	France	02.06.1927	Italie	06.10.1924
Lettonie	15.08.1925				

Dénoncée

Nouvelle-Zélande	29.03.1938				
	<i>Dénoncée le 09.06.1989</i>				

Convention (n° 2) sur le chômage, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1921

57 ratifications

Afrique du Sud	20.02.1924	Allemagne	06.06.1925	Argentine	30.11.1933
Australie	15.06.1972	Autriche	12.06.1924	Belgique	25.08.1930
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chili	31.05.1933
Chypre	08.10.1965	Colombie	20.06.1933	Corée, République de	07.11.2011
Danemark	13.10.1921	Djibouti	03.08.1978	Egypte	03.07.1954
Equateur	05.02.1962	Espagne	04.07.1923	Estonie	20.12.1922
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	19.10.1921
France	25.08.1925	Grèce	19.11.1920	Guyana	08.06.1966

Hongrie	01.03.1928	Irlande	04.09.1925	Islande	17.02.1958
Italie	10.04.1923	Japon	23.11.1922	Kenya	13.01.1964
Luxembourg	16.04.1928	Malte	04.01.1965	Maroc	14.10.1960
Maurice	02.12.1969	Monténégro	03.06.2006	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	23.11.1921	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Papouasie	01.05.1976	Pays-Bas	06.02.1932	Pologne	21.06.1924
Nouvelle-Guinée					
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Serbie	24.11.2000
Seychelles	06.02.1978	Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957
Suisse	09.10.1922	Suède	27.09.1921	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Turquie	14.07.1950	Ukraine	16.05.1994	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944

Dénoncée

Bulgarie	14.02.1922	Inde	14.07.1921	Uruguay	06.06.1933
	<i>Dénoncée le 20.07.1960</i>		<i>Dénoncée le 16.04.1938</i>		<i>Dénoncée le 11.11.1982</i>

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

34 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	31.10.1927	Argentine	30.11.1933
Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
Centrafricaine, République	09.06.1964	Colombie	20.06.1933	Croatie	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Espagne	04.07.1923
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	16.12.1950	Gabon	13.06.1961
Grèce	19.11.1920	Guinée	12.12.1966	Italie	22.10.1952
Lettonie	03.06.1926	Libye	27.05.1971	Luxembourg	16.04.1928
Mauritanie	08.11.1963	Nicaragua	12.04.1934	Panama	03.06.1958
Roumanie	13.06.1921	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944		

Dénoncée

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	26.04.1934	Chili	15.09.1925
	<i>Dénoncée le 14.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 26.07.1961</i>		<i>Dénoncée le 03.10.1997</i>
Hongrie	19.04.1928	Monténégro	03.06.2006	Serbie	24.11.2000
	<i>Dénoncée le 25.05.2010</i>		<i>Dénoncée le 11.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 02.12.2011</i>
Slovénie	29.05.1992	Uruguay	06.06.1933		
	<i>Dénoncée le 01.03.2010</i>		<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>		

Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

58 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Angola	04.06.1976	Bangladesh	22.06.1972
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Bénin	12.12.1960
Cambodge	24.02.1969	Centrafricaine, République	27.10.1960	Colombie	20.06.1933
Cuba	06.08.1928	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Espagne	29.09.1932
Gabon	14.10.1960	Guinée - Bissau	21.02.1977	Inde	14.07.1921
Madagascar	01.11.1960	Mali	22.09.1960	Maroc	13.06.1956
Niger	27.02.1961	Pakistan	14.07.1921	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Sénégal	04.11.1960	Tchad	10.11.1960
Togo	07.06.1960				

Dénoncée

Afrique du Sud	01.11.1921	Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933
	<i>Dénoncée le 20.10.1935</i>		<i>Dénoncée le 11.08.1964</i>		<i>Dénoncée le 03.03.1992</i>
Autriche	12.06.1924	Belgique	12.07.1924	Brésil	26.04.1934
	<i>Dénoncée le 26.07.2001</i>		<i>Dénoncée le 13.08.1937</i>		<i>Dénoncée le 12.05.1937</i>
Bulgarie	14.02.1922	Cameroun	07.06.1960	Chili	08.10.1931
	<i>Dénoncée le 20.07.1960</i>		<i>Dénoncée le 11.04.1975</i>		<i>Dénoncée le 27.08.1976</i>
Congo	10.11.1960	France	14.05.1925	Grèce	19.11.1920
	<i>Dénoncée le 04.06.1971</i>		<i>Dénoncée le 08.11.1955</i>		<i>Dénoncée le 30.06.1936</i>
Guinée	21.01.1959	Hongrie	19.04.1928	Irlande	04.09.1925
	<i>Dénoncée le 28.05.1968</i>		<i>Dénoncée le 18.12.1936</i>		<i>Dénoncée le 15.03.1937</i>
Italie	10.04.1923	Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	Lituanie	19.06.1931
	<i>Dénoncée le 06.08.2001</i>		<i>Dénoncée le 04.06.2014</i>		<i>Dénoncée le 11.11.2003</i>
Luxembourg	16.04.1928	Malte	09.06.1988	Mauritanie	20.06.1961
	<i>Dénoncée le 19.02.1982</i>		<i>Dénoncée le 11.02.1991</i>		<i>Dénoncée le 02.08.1965</i>
Myanmar	14.07.1921	Nicaragua	12.04.1934	Pays-Bas	04.09.1922
	<i>Dénoncée le 09.11.1961</i>		<i>Dénoncée le 03.02.2014</i>		<i>Dénoncée le 12.06.1937</i>
Portugal	10.05.1932	Pérou	08.11.1945	Roumanie	13.06.1921
	<i>Dénoncée le 08.12.1993</i>		<i>Dénoncée le 05.02.1997</i>		<i>Dénoncée le 28.05.1957</i>
Royaume-Uni	14.07.1921	Sri Lanka	08.10.1951	Suisse	09.10.1922
	<i>Dénoncée le 25.01.1937</i>		<i>Dénoncée le 16.02.1954</i>		<i>Dénoncée le 04.06.1936</i>
Tunisie	15.05.1957	Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	07.03.1933
	<i>Dénoncée le 24.05.1974</i>		<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>		<i>Dénoncée le 20.11.1944</i>

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

72 ratifications

Inde	09.09.1955	Sainte-Lucie	14.05.1980		
				Dénoncée	
Bulgarie	14.02.1922	Uruguay	06.06.1933		
	<i>Dénoncée le 20.07.1960</i>		<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>		
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)					
Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933	Autriche	26.02.1936
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 11.11.1996</i>		<i>Dénoncée le 18.09.2000</i>
Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Belgique	12.07.1924
	<i>Dénoncée le 31.10.2001</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2000</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954	Brésil	26.04.1934
	<i>Dénoncée le 06.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.06.1997</i>		<i>Dénoncée le 28.06.2001</i>
Burkina Faso	21.11.1960	Bénin	12.12.1960	Cameroun	07.06.1960
	<i>Dénoncée le 11.02.1999</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2001</i>		<i>Dénoncée le 13.08.2001</i>
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
	<i>Dénoncée le 28.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 01.02.1999</i>		<i>Dénoncée le 02.02.2001</i>
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Cuba	06.08.1928
	<i>Dénoncée le 17.03.2004</i>		<i>Dénoncée le 26.11.1999</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	04.01.1923	Djibouti	03.08.1978
	<i>Dénoncée le 07.02.2003</i>		<i>Dénoncée le 13.11.1997</i>		<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>
Dominicaine, République	04.02.1933	Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922
	<i>Dénoncée le 15.06.1999</i>		<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2008</i>
Fidji	19.04.1974	France	29.04.1939	Gabon	14.10.1960
	<i>Dénoncée le 03.01.2003</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 25.10.2011</i>
Grenade	09.07.1979	Grèce	19.11.1920	Guinée	21.01.1959
	<i>Dénoncée le 14.05.2003</i>		<i>Dénoncée le 14.03.1986</i>		<i>Dénoncée le 06.06.2003</i>
Guyana	08.06.1966	Haïti	12.04.1957	Irlande	04.09.1925
	<i>Dénoncée le 15.04.1998</i>		<i>Dénoncée le 03.06.2009</i>		<i>Dénoncée le 22.06.1978</i>
Israël	23.12.1953	Japon	07.08.1926	Kenya	13.01.1964
	<i>Dénoncée le 21.06.1979</i>		<i>Dénoncée le 05.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	03.06.1926	Luxembourg	16.04.1928
	<i>Dénoncée le 14.06.2001</i>		<i>Dénoncée le 02.06.2007</i>		<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>
Madagascar	01.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 31.05.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.03.2002</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1988</i>
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Nicaragua	12.04.1934
	<i>Dénoncée le 30.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 03.12.2001</i>		<i>Dénoncée le 02.11.1981</i>
Niger	27.02.1961	Norvège	07.07.1937	Ouganda	04.06.1963
	<i>Dénoncée le 04.12.1978</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>		<i>Dénoncée le 25.03.2003</i>

Pays-Bas	21.07.1928	Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921
	<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>		<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>
Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	06.02.1978
	<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 25.07.2007</i>		<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 07.11.2006</i>		<i>Dénoncée le 29.09.1997</i>
Sri Lanka	27.09.1951	Suisse	09.10.1922	Swaziland	26.04.1978
	<i>Dénoncée le 11.02.2000</i>		<i>Dénoncée le 17.08.1999</i>		<i>Dénoncée le 23.10.2002</i>
Sénégal	04.11.1960	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964	Tchad	10.11.1960
	<i>Dénoncée le 15.12.1999</i>		<i>Dénoncée le 16.12.1998</i>		<i>Dénoncée le 21.03.2005</i>
Tchèque, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944
	<i>Dénoncée le 26.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 16.03.1984</i>		<i>Dénoncée le 15.07.1987</i>
Viet Nam	03.10.1994	Zambie	02.12.1964		
	<i>Dénoncée le 24.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 09.02.1976</i>		

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

59 ratifications

Albanie	17.03.1932	Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976
Argentine	30.11.1933	Autriche	12.06.1924	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	12.07.1924	Bésil	26.04.1934	Bulgarie	14.02.1922
Burkina Faso	21.11.1960	Bénin	12.12.1960	Cambodge	24.02.1969
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	13.04.1983
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Cuba	06.08.1928
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	04.01.1923	Espagne	29.09.1932
Estonie	20.12.1922	France	25.08.1925	Gabon	14.10.1960
Grèce	19.11.1920	Guinée - Bissau	21.02.1977	Hongrie	19.04.1928
Inde	14.07.1921	Irlande	04.09.1925	Italie	10.04.1923
Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	Lettonie	03.06.1926	Lituanie	19.06.1931
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	01.11.1960	Mali	22.09.1960
Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Pakistan	14.07.1921	Pologne	21.06.1924
Portugal	10.05.1932	Roumanie	13.06.1921	Suisse	09.10.1922
Sénégal	04.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	07.06.1960
Venezuela, République bolivarienne du	07.03.1933	Viet Nam	03.10.1994		

				Dénoncée
Cameroun	07.06.1960	Djibouti	03.08.1978	Guinée 21.01.1959
	<i>Dénoncée le 11.04.1975</i>		<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>	<i>Dénoncée le 28.05.1968</i>
Mexique	20.05.1937	Pays-Bas	17.03.1924	Royaume-Uni 14.07.1921
	<i>Dénoncée le 20.06.1956</i>		<i>Dénoncée le 22.10.1954</i>	<i>Dénoncée le 04.10.1947</i>
Sri Lanka	26.10.1950	Tunisie	12.01.1959	Uruguay 06.06.1933
	<i>Dénoncée le 16.02.1954</i>		<i>Dénoncée le 24.05.1974</i>	<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Adoptée à la 2ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.09.1921

53 ratifications

Sainte-Lucie 14.05.1980

				Dénoncée
Brésil	08.06.1936	Mexique	17.08.1948	Pays-Bas 26.03.1925
	<i>Dénoncée le 09.01.1974</i>		<i>Dénoncée le 18.07.1952</i>	<i>Dénoncée le 08.07.1947</i>
Uruguay	06.06.1933			
	<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>			

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Angola	04.06.1976	Argentine	30.11.1933
	<i>Dénoncée le 08.04.1976</i>		<i>Dénoncée le 13.06.2001</i>		<i>Dénoncée le 11.11.1996</i>
Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Belgique	04.02.1925
	<i>Dénoncée le 31.10.2001</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2000</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
Belize	15.12.1983	Bulgarie	16.03.1923	Chili	18.10.1935
	<i>Dénoncée le 06.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 01.02.1999</i>
Chine	02.12.1936	Colombie	20.06.1933	Cuba	06.08.1928
	<i>Dénoncée le 28.04.1999</i>		<i>Dénoncée le 02.02.2001</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Danemark	12.05.1924	Dominicaine, République	04.02.1933	Espagne	20.06.1924
	<i>Dénoncée le 13.11.1997</i>		<i>Dénoncée le 15.06.1999</i>		<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>
Estonie	03.03.1923	Finlande	10.10.1925	Grenade	09.07.1979
	<i>Dénoncée le 15.03.2008</i>		<i>Dénoncée le 13.01.1976</i>		<i>Dénoncée le 14.05.2003</i>
Grèce	16.12.1925	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966
	<i>Dénoncée le 14.03.1986</i>		<i>Dénoncée le 05.03.2009</i>		<i>Dénoncée le 15.04.1998</i>
Hongrie	01.03.1928	Irlande	04.09.1925	Italie	14.07.1932
	<i>Dénoncée le 28.05.1998</i>		<i>Dénoncée le 22.06.1978</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>
Jamaïque	08.07.1963	Japon	07.06.1924	Lettonie	03.06.1926
	<i>Dénoncée le 13.10.2003</i>		<i>Dénoncée le 05.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 02.06.2007</i>
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>		<i>Dénoncée le 09.09.1997</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1988</i>

Maurice	02.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	07.10.1927
	<i>Dénoncée le 30.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 02.11.1981</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>
Papouasie	01.05.1976	Pologne	21.06.1924	Portugal	24.10.1960
Nouvelle-Guinée					
	<i>Dénoncée le 02.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>		<i>Dénoncée le 20.05.1998</i>
Roumanie	08.05.1922	Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
	<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 25.07.2007</i>
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
	<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 07.11.2006</i>
Sri Lanka	02.09.1950	Suède	27.09.1921	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964
	<i>Dénoncée le 11.02.2000</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1990</i>		<i>Dénoncée le 16.12.1998</i>
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944				
	<i>Dénoncée le 15.07.1987</i>				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Australie	28.06.1935	Canada	31.03.1926
	<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>

Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (nauffrage), 1920

Adoptée à la 2ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.03.1923

60 ratifications

Chili	18.10.1935	Colombie	20.06.1933	Costa Rica	23.07.1991
Cuba	06.08.1928	Dominique	28.02.1983	Estonie	03.03.1923
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Grenade	09.07.1979	Iles Salomon	06.08.1985
Iraq	19.04.1966	Jamaïque	08.07.1963	Japon	22.08.1955
Liban	06.12.1993	Mexique	20.05.1937	Nouvelle-Zélande	11.01.1980
Papouasie	01.05.1976	Portugal	19.05.1981	Pérou	04.04.1962
Nouvelle-Guinée					
Roumanie	10.11.1930	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	15.06.1961
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	25.04.1951	Tunisie	14.04.1970
Uruguay	06.06.1933				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	04.03.1930	Argentine	30.11.1933	Australie	28.06.1935
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>
Belgique	04.02.1925	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
	<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 08.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>
Bulgarie	16.03.1923	Canada	31.03.1926	Croatie	08.10.1991
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>

Danemark	15.02.1938	Espagne	20.06.1924	Fidji	19.04.1974
	<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 10.10.2014</i>
Finlande	20.01.1950	France	21.03.1929	Ghana	18.03.1965
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>
Grèce	16.12.1925	Irlande	05.07.1930	Italie	08.09.1924
	<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>
Lettonie	29.08.1930	Luxembourg	16.04.1928	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>
Maurice	02.12.1969	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
	<i>Dénoncée le 30.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 03.02.2015</i>		<i>Dénoncée le 20.12.2013</i>
Nigéria	16.06.1961	Norvège	21.07.1936	Panama	19.06.1970
	<i>Dénoncée le 18.06.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>
Pays-Bas	15.12.1937	Pologne	21.06.1924	Royaume-Uni	12.03.1926
	<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>
Serbie	24.11.2000	Seychelles	06.02.1978	Singapour	25.10.1965
	<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		<i>Dénoncée le 07.01.2014</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2011</i>
Suisse	21.04.1960	Suède	01.01.1935		
	<i>Dénoncée le 21.02.2011</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>		

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

Adoptée à la 2ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1921

41 ratifications

Cameroun	25.05.1970	Chili	18.10.1935	Colombie	20.06.1933
Cuba	06.08.1928	Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982
Estonie	03.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Israël	19.06.1969
Japon	23.11.1922	Liban	06.12.1993	Mexique	01.09.1939
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pérou	04.04.1962	Roumanie	10.11.1930
Slovénie	29.05.1992	Uruguay	06.06.1933		

Dénoncée

Australie 03.08.1925
Dénoncée le 31.08.1998

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 179)

Bulgarie	16.03.1923	Croatie	08.10.1991	Finlande	07.10.1922
	<i>Dénoncée le 12.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 18.11.2005</i>		<i>Dénoncée le 25.05.1999</i>
France	25.01.1928	Nigéria	04.03.2004	Norvège	23.11.1921
	<i>Dénoncée le 27.04.2004</i>		<i>Dénoncée le 22.03.2004</i>		<i>Dénoncée le 11.06.1999</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	06.06.1925	Argentine	30.11.1933	Belgique	04.02.1925
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Danemark	23.08.1938	Espagne	23.02.1931
	<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Grèce	16.12.1925	Italie	08.09.1924	Lettonie	03.06.1926
	<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>
Luxembourg	16.04.1928	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.02.2015</i>		<i>Dénoncée le 20.12.2013</i>
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	09.01.1948	Pologne	21.06.1924
	<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>
Serbie	24.11.2000	Suède	27.09.1921		
	<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>		

Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

55 ratifications

Australie	24.12.1957	Cameroun	25.05.1970	Nouvelle-Zélande	08.07.1947
Sénégal	22.10.1962				

Dénoncée

Panama	19.06.1970
	<i>Dénoncée le 05.07.2001</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	20.03.1957
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 30.04.1984</i>		<i>Dénoncée le 08.04.1976</i>
Argentine	26.05.1936	Autriche	12.06.1924	Bahamas	25.05.1976
	<i>Dénoncée le 11.11.1996</i>		<i>Dénoncée le 18.09.2000</i>		<i>Dénoncée le 31.10.2001</i>
Barbade	02.10.1978	Belgique	13.06.1928	Belize	15.12.1983
	<i>Dénoncée le 04.01.2000</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 06.03.2000</i>
Bulgarie	06.03.1925	Bélarus	06.11.1956	Centrafricaine, République	09.06.1964
	<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 28.06.2000</i>
Chili	18.10.1935	Colombie	13.04.1983	Comores	23.10.1978
	<i>Dénoncée le 01.02.1999</i>		<i>Dénoncée le 02.02.2001</i>		<i>Dénoncée le 17.03.2004</i>
Cuba	22.08.1935	Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	04.02.1933
	<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>		<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 15.06.1999</i>
Espagne	29.08.1932	Estonie	08.09.1922	France	07.06.1951
	<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2008</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>

Gabon	13.06.1961	Grenade	09.07.1979	Guatemala	14.06.1988
	<i>Dénoncée le 25.10.2011</i>		<i>Dénoncée le 14.05.2003</i>		<i>Dénoncée le 27.04.1990</i>
Guinée	12.12.1966	Guyana	08.06.1966	Hongrie	02.02.1927
	<i>Dénoncée le 06.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 15.04.1998</i>		<i>Dénoncée le 28.05.1998</i>
Irlande	26.05.1925	Israël	23.12.1953	Italie	08.09.1924
	<i>Dénoncée le 22.06.1978</i>		<i>Dénoncée le 21.06.1979</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>
Japon	19.12.1923	Luxembourg	16.04.1928	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 05.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1988</i>
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	28.01.1957	Papouasie	01.05.1976
	<i>Dénoncée le 02.11.1981</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>	Nouvelle-Guinée	
					<i>Dénoncée le 02.06.2000</i>
Pays-Bas	28.11.1956	Pologne	21.06.1924	Pérou	01.02.1960
	<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>		<i>Dénoncée le 13.11.2002</i>
Roumanie	10.11.1930	Royaume-Uni	11.07.1963	Russie, Fédération de	10.08.1956
	<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	06.02.1978	Slovaquie	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 25.07.2007</i>		<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 29.09.1997</i>
Sri Lanka	29.11.1991	Suède	27.11.1923	Tchèque, République	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 11.02.2000</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1990</i>		<i>Dénoncée le 26.04.2008</i>
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	06.06.1933		
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>		

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.05.1923

123 ratifications

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	06.06.1925
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Argentine	26.05.1936	Australie	24.12.1957
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	19.07.1926
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	06.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Bélarus	06.11.1956	Bénin	12.12.1960	Cameroun	07.06.1960
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	27.04.1934
Chypre	08.10.1965	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	16.09.1963	Croatie	08.10.1991
Cuba	22.08.1935	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	20.06.1930
Djibouti	03.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	03.07.1954
Equateur	10.03.1969	Espagne	29.08.1932	Estonie	08.09.1922
Ethiopie	04.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	19.06.1923	France	23.03.1929	Gabon	14.10.1960
Ghana	14.03.1968	Grenade	09.07.1979	Grèce	13.06.1952
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guyana	08.06.1966
Iles Cook	12.06.2015	Iles Salomon	06.08.1985	Inde	11.05.1923

Iraq	01.04.1985	Irlande	17.06.1924	Islande	21.08.1956
Italie	08.09.1924	Jamaïque	08.07.1963	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	09.09.1924
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	01.11.1960
Malaisie - Péninsulaire	11.01.1960	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
Mali	22.09.1960	Malte	04.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	20.05.1937
Moldova, République de	04.04.2003	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977
Myanmar	11.05.1923	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Nigéria	16.06.1961	Norvège	11.06.1929	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Ouganda	04.06.1963	Pakistan	11.05.1923	Panama	19.06.1970
Papouasie	01.05.1976	Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	20.08.1926
Nouvelle-Guinée					
Pologne	21.06.1924	Portugal	27.09.1977	Pérou	08.11.1945
Roumanie	10.11.1930	Royaume-Uni	06.08.1923	Russie, Fédération de	10.08.1956
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000	Seychelles	06.02.1978
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	25.08.1952	Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976
Suède	27.11.1923	Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Sénégal	04.11.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962
Tchad	10.11.1960	Tchèque, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960
Tunisie	15.05.1957	Turquie	29.03.1961	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	Zambie	02.12.1964

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.02.1923

77 ratifications

Allemagne	06.06.1925	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Argentine	26.05.1936	Australie	07.06.1960	Autriche	14.06.1954
Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Belgique	26.10.1932
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	06.03.1925	Burundi	11.03.1963	Chili	15.09.1925
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	08.10.1991
Cuba	22.08.1935	Danemark	26.02.1923	Djibouti	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	El Salvador	11.10.1955	Espagne	01.10.1931
Estonie	08.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	20.01.1950	France	04.04.1928	Gabon	13.06.1961
Grenade	09.07.1979	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966
Haïti	19.04.1955	Hongrie	08.06.1956	Iles Salomon	06.08.1985
Irlande	17.06.1924	Italie	01.09.1930	Kenya	13.01.1964

Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Péninsulaire	05.06.1961	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
Malte	04.01.1965	Maroc	20.09.1956	Maurice	02.12.1969
Mexique	01.11.1937	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	04.06.1963
Panama	03.06.1958	Papouasie	01.05.1976	Pays-Bas	20.08.1926
		Nouvelle-Guinée			
Pologne	21.06.1924	Portugal	16.05.1960	Pérou	04.04.1962
Royaume-Uni	06.08.1923	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	27.11.1923	Swaziland	26.04.1978	Sénégal	22.10.1962
Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	15.05.1957
Zambie	02.12.1964				

Dénoncée

Uruguay 06.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

63 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Argentine	26.05.1936
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	19.07.1926
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	06.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960
Bénin	12.12.1960	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	07.06.1960
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	07.07.1928	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Djibouti	03.08.1978
Espagne	20.06.1924	Estonie	08.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	05.04.1929	France	19.02.1926	Gabon	14.10.1960
Grèce	22.12.1926	Guatemala	05.01.1990	Guinée	21.01.1959
Hongrie	08.06.1956	Iraq	19.04.1966	Italie	22.10.1952
Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	Lettonie	09.09.1924	Luxembourg	16.04.1928
Madagascar	01.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	09.06.1988
Maroc	13.06.1956	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	07.01.1938
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	11.06.1929	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1939
Pologne	21.06.1924	Roumanie	04.12.1925	Russie, Fédération de	10.10.1991
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suriname	15.06.1976	Suède	27.11.1923	Sénégal	04.11.1960

Tchad	10.11.1960	Tchèque, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960
Tunisie	12.06.1956	Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	28.04.1933

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1923

120 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	26.05.1936
Arménie	27.01.2006	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.07.1926
Belize	22.06.1999	Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	03.02.1988	Brsil	25.04.1957	Bulgarie	06.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Bélarus	26.02.1968
Bénin	12.12.1960	Cameroun	07.06.1960	Canada	21.03.1935
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	17.05.1934
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	25.09.1984	Croatie	08.10.1991	Cuba	20.07.1953
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	30.08.1935	Djibouti	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Espagne	20.06.1924
Estonie	29.11.1923	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	19.06.1923	France	03.09.1926	Gabon	14.10.1960
Ghana	19.06.1973	Grenade	09.07.1979	Grèce	11.05.1929
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	12.06.1985	Haïti	14.05.1952	Honduras	17.11.1964
Hongrie	08.06.1956	Iles Cook	12.06.2015	Iles Salomon	06.08.1985
Inde	11.05.1923	Iran, République islamique d'	10.06.1972	Iraq	12.05.1960
Irlande	22.07.1930	Israël	26.06.1951	Italie	08.09.1924
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966
Lettonie	09.09.1924	Liban	26.07.1962	Libye	27.05.1971
Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	01.11.1960
Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Mali	22.09.1960	Malte	09.06.1988
Maroc	20.09.1956	Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	07.01.1938	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977
Myanmar	11.05.1923	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	07.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Népal	10.12.1986
Pakistan	11.05.1923	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	14.07.1965
Pologne	21.06.1924	Portugal	03.07.1928	Pérou	08.11.1945
Roumanie	18.08.1923	Russie, Fédération de	22.09.1967	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	16.01.1935

Suriname	15.06.1976	Suède	22.12.1931	Swaziland	26.04.1978
Syrienne, République arabe	10.05.1960	Sénégal	04.11.1960	Tadjikistan	26.11.1993
Tchad	10.11.1960	Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	05.04.1968
Togo	07.06.1960	Tunisie	15.05.1957	Turquie	27.12.1946
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944
Viet Nam	03.10.1994	Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	06.06.1980

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

69 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Cameroun	03.09.1962	Canada	31.03.1926
Inde	20.11.1922	Mauritanie	08.11.1963	Myanmar	20.11.1922
Nouvelle-Zélande	26.11.1959	Sainte-Lucie	14.05.1980		

Dénoncée

Australie 28.06.1935
Dénoncée le 02.04.2002

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936	Belgique	19.07.1926
	<i>Dénoncée le 08.04.1976</i>		<i>Dénoncée le 11.11.1996</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
Belize	15.12.1983	Bulgarie	06.03.1925	Bélarus	06.11.1956
	<i>Dénoncée le 06.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Chili	18.10.1935	Chine	02.12.1936	Chypre	23.09.1960
	<i>Dénoncée le 01.02.1999</i>		<i>Dénoncée le 28.04.1999</i>		<i>Dénoncée le 02.10.1997</i>
Colombie	20.06.1933	Cuba	07.07.1928	Danemark	12.05.1924
	<i>Dénoncée le 02.02.2001</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>		<i>Dénoncée le 13.11.1997</i>
Djibouti	03.08.1978	Espagne	20.06.1924	Estonie	08.09.1922
	<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2008</i>
Finlande	10.10.1925	France	16.01.1928	Ghana	20.05.1957
	<i>Dénoncée le 13.01.1976</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 06.06.2011</i>
Grenade	09.07.1979	Grèce	14.06.1930	Guatemala	13.06.1989
	<i>Dénoncée le 14.05.2003</i>		<i>Dénoncée le 14.03.1986</i>		<i>Dénoncée le 27.04.1990</i>
Guyana	08.06.1966	Hongrie	01.03.1928	Iraq	19.04.1966
	<i>Dénoncée le 15.04.1998</i>		<i>Dénoncée le 28.05.1998</i>		<i>Dénoncée le 13.02.1985</i>
Irlande	05.07.1930	Islande	21.08.1956	Italie	08.09.1924
	<i>Dénoncée le 22.06.1978</i>		<i>Dénoncée le 06.12.1999</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>
Jamaïque	26.12.1962	Japon	04.12.1930	Kenya	13.01.1964
	<i>Dénoncée le 13.10.2003</i>		<i>Dénoncée le 05.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>

Lettonie	09.09.1924	Liban	01.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
	<i>Dénoncée le 02.06.2007</i>		<i>Dénoncée le 10.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>
Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 09.09.1997</i>		<i>Dénoncée le 09.09.1997</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1988</i>
Maroc	14.03.1958	Maurice	02.12.1969	Nicaragua	12.04.1934
	<i>Dénoncée le 06.01.2000</i>		<i>Dénoncée le 30.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 02.11.1981</i>
Nigéria	17.10.1960	Norvège	07.10.1927	Pakistan	20.11.1922
	<i>Dénoncée le 02.10.2002</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>		<i>Dénoncée le 06.07.2007</i>
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	17.06.1931	Pologne	21.06.1924
	<i>Dénoncée le 31.10.2000</i>		<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>
Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	08.03.1926	Russie, Fédération de	10.08.1956
	<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
	<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 07.11.2006</i>
Sri Lanka	25.04.1951	Suisse	21.04.1960	Suède	14.07.1925
	<i>Dénoncée le 11.02.2000</i>		<i>Dénoncée le 17.08.1999</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1990</i>
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Turquie	29.09.1959
	<i>Dénoncée le 16.12.1998</i>		<i>Dénoncée le 03.09.2004</i>		<i>Dénoncée le 30.10.1998</i>
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	06.06.1933	Yémen	14.04.1969
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2000</i>

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

82 ratifications

Albanie	03.06.1957	Azerbaïdjan	19.05.1992	Brésil	08.06.1936
Bélarus	06.11.1956	Cameroun	03.09.1962	Chili	18.10.1935
Chine	02.12.1936	Colombie	20.06.1933	Costa Rica	23.07.1991
Cuba	07.07.1928	Djibouti	03.08.1978	Dominique	28.02.1983
Estonie	08.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Grenade	09.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guinée	12.12.1966	Iles Salomon	06.08.1985
Inde	20.11.1922	Iraq	19.04.1966	Jamaïque	26.12.1962
Japon	07.06.1924	Kirghizistan	31.03.1992	Malaisie - Sabah	03.03.1964
Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Mexique	09.03.1938	Myanmar	20.11.1922
Nouvelle-Zélande	05.12.1961	Pakistan	20.11.1922	Roumanie	18.08.1923
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	13.06.1961	Slovénie	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	Sri Lanka	25.04.1951	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	14.04.1970
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	06.06.1933	Yémen	14.04.1969

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936	Australie	28.06.1935
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983
	<i>Dénoncée le 06.11.2014</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 08.07.2014</i>
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	06.03.1925	Canada	31.03.1926
	<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>
Chypre	23.09.1960	Croatie	08.10.1991	Danemark	23.04.1938
	<i>Dénoncée le 20.07.2012</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>
Espagne	20.06.1924	Finlande	10.10.1925	France	22.03.1928
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>
Ghana	20.05.1957	Grèce	28.06.1930	Hongrie	01.03.1928
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>
Irlande	05.07.1930	Italie	08.09.1924	Kenya	09.02.1971
	<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 31.07.2014</i>
Lettonie	09.09.1924	Luxembourg	16.04.1928	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>
Maurice	02.12.1969	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
	<i>Dénoncée le 30.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 03.02.2015</i>		<i>Dénoncée le 20.12.2013</i>
Nigéria	17.10.1960	Norvège	05.12.1980	Panama	19.06.1970
	<i>Dénoncée le 18.06.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>
Pays-Bas	09.03.1928	Pologne	21.06.1924	Royaume-Uni	08.03.1926
	<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>
Russie, Fédération de	10.08.1956	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Serbie	24.11.2000
	<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>		<i>Dénoncée le 09.11.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>
Seychelles	06.02.1978	Singapour	25.10.1965	Suisse	21.04.1960
	<i>Dénoncée le 07.01.2014</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 21.02.2011</i>
Suède	14.07.1925				
	<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>				

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.04.1927

74 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Autriche	21.08.1936	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
Belgique	03.10.1927	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	05.09.1929	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963
Cabo Verde	03.04.1979	Centrafricaine, République	09.06.1964	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Croatie	08.10.1991	Cuba	06.08.1928
Djibouti	03.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	22.02.1929
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.01.1950	France	17.05.1948

Grèce	13.06.1952	Guinée	12.12.1966	Guinée - Bissau	21.02.1977
Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928	Iraq	05.07.1960
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	06.06.2005	Lettonie	29.05.1928
Liban	01.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Péninsulaire	11.11.1957
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Maurice	02.12.1969
Mauritanie	08.11.1963	Mexique	12.05.1934	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	Myanmar	16.02.1956	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	04.06.1963	Panama	03.06.1958
Pays-Bas	13.09.1927	Philippines	17.11.1960	Pologne	03.11.1937
Portugal	27.03.1929	Royaume-Uni	28.06.1949	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976
Syrienne, République arabe	10.05.1960	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Tchèque, République	01.01.1993
Tunisie	15.05.1957	Zambie	02.12.1964		

Dénoncée

Chili	08.10.1931	Suède	08.09.1926	Uruguay	06.06.1933
	<i>Dénoncée le 08.08.2000</i>		<i>Dénoncée le 17.06.1969</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1978</i>

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.04.1927

68 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928	Angola	04.06.1976
Argentine	24.09.1956	Arménie	18.05.2005	Australie	22.04.1959
Autriche	29.09.1928	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	03.10.1927
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	05.09.1929	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Bénin	12.12.1960	Centrafricaine, République	09.06.1964
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	18.06.1934
Djibouti	03.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.09.1932
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	17.09.1927	France	13.08.1931
Guinée	21.01.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977	Inde	30.09.1927
Iraq	26.11.1938	Italie	22.01.1934	Japon	08.10.1928
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Mali	22.09.1960
Maroc	20.09.1956	Mauritanie	20.06.1961	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Norvège	11.06.1929	Pakistan	30.09.1927
Papouasie	01.05.1976	Pologne	03.11.1937	Portugal	27.03.1929
Nouvelle-Guinée					
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992

Sri Lanka	17.05.1952	Suisse	16.11.1927	Syrienne, République arabe	10.05.1960
Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	12.01.1959	Zambie	22.02.1965
Dénoncée					
Chili	31.05.1933	Hongrie	19.04.1928	Irlande	25.11.1927
	<i>Dénoncée le 08.08.2000</i>		<i>Dénoncée le 25.05.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.03.1937</i>
Pays-Bas	01.11.1928	Royaume-Uni	06.10.1926	Suède	15.10.1929
	<i>Dénoncée le 01.09.1939</i>		<i>Dénoncée le 29.04.1936</i>		<i>Dénoncée le 24.02.1937</i>
Sénégal	04.11.1960	Uruguay	06.06.1933		
	<i>Dénoncée le 10.05.1971</i>		<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>		

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.09.1926

121 ratifications

Afrique du Sud	30.03.1926	Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928
Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Argentine	14.03.1950
Australie	12.06.1959	Autriche	29.09.1928	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	03.10.1927
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	03.02.1988	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	05.09.1929
Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963	Cabo Verde	18.02.1987
Cameroun	03.09.1962	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chili	08.10.1931
Chine	27.04.1934	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Corée, République de	29.03.2001	Croatie	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	31.03.1928
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1948	Espagne	22.02.1929	Estonie	14.04.1930
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974	Finlande	17.09.1927
France	04.04.1928	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grenade	09.07.1979	Grèce	30.05.1936	Guatemala	02.08.1961
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966	Haïti	19.04.1955
Hongrie	19.04.1928	Iles Salomon	06.08.1985	Inde	30.09.1927
Indonésie	12.06.1950	Iran, République islamique d'	10.06.1972	Iraq	30.04.1940
Irlande	05.07.1930	Israël	05.05.1958	Italie	15.03.1928
Jamaïque	26.12.1962	Japon	08.10.1928	Kenya	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	29.05.1928	Liban	01.06.1977
Lituanie	28.09.1934	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Péninsulaire	11.11.1957	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
Mali	17.08.1964	Malte	04.01.1965	Maroc	13.06.1956
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	08.11.1963	Mexique	12.05.1934
Monténégro	03.06.2006	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	11.06.1929	Ouganda	04.06.1963

Pakistan	30.09.1927	Panama	19.06.1970	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976
Pays-Bas	13.09.1927	Philippines	26.04.1994	Pologne	28.02.1928
Portugal	27.03.1929	Pérou	08.11.1945	Royaume-Uni	06.10.1926
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957
Suisse	01.02.1929	Suriname	15.06.1976	Suède	08.09.1926
Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	22.10.1962
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	05.04.1968
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	12.06.1956	Uruguay	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	Yémen	14.04.1969	Zambie	02.12.1964
Zimbabwe	06.06.1980				

Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.05.1928

17 ratifications

Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bulgarie	05.09.1929	Chili	31.05.1933
Colombie	20.06.1933	Cuba	06.08.1928	Espagne	29.08.1932
Estonie	23.12.1929	Israël	26.07.1951	Panama	19.06.1970

Dénoncée

Argentine	17.02.1955	Finlande	26.05.1928	Irlande	15.03.1937
	<i>Dénoncée le 11.03.1981</i>		<i>Dénoncée le 31.03.1983</i>		<i>Dénoncée le 22.12.1980</i>
Luxembourg	16.04.1928	Nicaragua	12.04.1934	Pérou	04.04.1962
	<i>Dénoncée le 02.06.1998</i>		<i>Dénoncée le 19.09.1950</i>		<i>Dénoncée le 18.06.1996</i>
Suède	05.01.1940	Uruguay	06.06.1933		
	<i>Dénoncée le 12.06.1970</i>		<i>Dénoncée le 26.05.1978</i>		

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

Adoptée à la 8ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1927

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Autriche	29.12.1927	Bangladesh	22.06.1972
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Colombie	20.06.1933
Cuba	07.09.1954	Danemark	18.05.1955	Finlande	05.04.1929
Inde	14.01.1928	Irlande	05.07.1930	Japon	08.10.1928
Luxembourg	16.04.1928	Malte	09.06.1988	Mexique	09.03.1938
Myanmar	14.01.1928	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	28.01.1957
Pakistan	14.01.1928	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	13.09.1927
Slovaquie	01.01.1993	Suède	28.01.1957	Tchèque, République	01.01.1993
Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

France	13.01.1932	Royaume-Uni	16.09.1927
---------------	------------	--------------------	------------

Dénoncée

Albanie	17.03.1932	Australie	18.04.1931	Belgique	15.02.1928
	<i>Dénoncée le 30.06.1999</i>		<i>Dénoncée le 02.04.2002</i>		<i>Dénoncée le 14.08.1998</i>
Hongrie	03.02.1931	Nouvelle-Zélande	29.03.1938		
	<i>Dénoncée le 25.05.2010</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1982</i>		

Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926

Adoptée à la 9ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.04.1928

60 ratifications

Brésil	18.06.1965	Chili	18.10.1935	Chine	02.12.1936
Colombie	20.06.1933	Cuba	07.07.1928	Djibouti	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	04.08.1982	Estonie	10.05.1929
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Inde	31.10.1932	Iraq	04.10.1966
Japon	22.08.1955	Mauritanie	08.11.1963	Mexique	12.05.1934
Myanmar	31.10.1932	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	31.10.1932
Papouasie	01.05.1976	Portugal	23.05.1983	Pérou	04.04.1962
Nouvelle-Guinée					
Roumanie	11.10.2000	Sierra Leone	15.06.1961	Slovénie	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	Tunisie	14.04.1970	Uruguay	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	20.09.1930	Argentine	14.03.1950	Australie	01.04.1935
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967
	<i>Dénoncée le 11.02.2008</i>		<i>Dénoncée le 06.11.2014</i>		<i>Dénoncée le 20.06.2013</i>
Belgique	03.10.1927	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
	<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 08.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>
Bulgarie	29.11.1929	Canada	30.06.1938	Croatie	08.10.1991
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>
Espagne	23.02.1931	Finlande	08.04.1947	France	04.04.1928
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>
Ghana	18.03.1965	Irlande	05.07.1930	Italie	10.10.1929
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>
Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>
Maroc	14.03.1958	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
	<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 03.02.2015</i>		<i>Dénoncée le 20.12.2013</i>
Norvège	29.03.1940	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1937
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>
Pologne	08.08.1931	Royaume-Uni	14.06.1929	Serbie	24.11.2000
	<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>
Seychelles	28.10.2005	Singapour	25.10.1965		
	<i>Dénoncée le 07.01.2014</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2011</i>		

Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

Adoptée à la 9ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.04.1928

47 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Chine	02.12.1936	Colombie	20.06.1933
Cuba	07.07.1928	Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982
Estonie	09.07.1928	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Iraq	23.09.1976
Kirghizistan	31.03.1992	Mauritanie	08.11.1963	Nouvelle-Zélande	11.01.1980
Portugal	23.05.1983	Pérou	04.04.1962	Slovénie	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	06.06.1933		

Dénoncée

Mexique 12.05.1934
Dénoncée le 15.03.2002

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.03.1930	Argentine	14.03.1950	Belgique	03.10.1927
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>
Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	29.11.1929
	<i>Dénoncée le 08.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>
Chypre	19.09.1995	Croatie	08.10.1991	Espagne	23.02.1931
	<i>Dénoncée le 20.07.2012</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
France	04.03.1929	Ghana	18.03.1965	Grèce	06.05.1981
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>
Irlande	05.07.1930	Italie	10.10.1929	Libéria	21.06.1977
	<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>
Luxembourg	16.04.1928	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.02.2015</i>		<i>Dénoncée le 20.12.2013</i>
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	05.05.1948	Philippines	17.11.1960
	<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>
Pologne	08.08.1931	Royaume-Uni	03.06.1985	Russie, Fédération de	04.11.1969
	<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>
Serbie	24.11.2000	Suisse	21.04.1960		
	<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.02.2011</i>		

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927

Adoptée à la 10ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	01.11.1930	Chili	08.10.1931
Colombie	20.06.1933	Croatie	08.10.1991	Djibouti	03.08.1978
Equateur	05.02.1962	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	17.05.1948	Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928
Lettonie	29.11.1929	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961
Pays-Bas	15.11.1965	Pologne	29.09.1948	Pérou	08.11.1945
Roumanie	28.06.1929	Royaume-Uni	20.02.1931	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénoncée

Uruguay	06.06.1933
	<i>Dénoncée le 28.07.1978</i>

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

Adoptée à la 10ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

21 ratifications

Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	01.11.1930	Chili	08.10.1931	Colombie	20.06.1933
Croatie	08.10.1991	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Haïti	19.04.1955	Luxembourg	16.04.1928	Monténégro	03.06.2006
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961	Pays-Bas	15.11.1965
Pologne	29.09.1948	Pérou	01.02.1960	Royaume-Uni	20.02.1931
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénoncée

Uruguay 06.06.1933

Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Adoptée à la 11ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.06.1930

105 ratifications

Afrique du Sud	28.12.1932	Albanie	02.08.2001	Allemagne	30.05.1929
Angola	04.06.1976	Argentine	14.03.1950	Arménie	27.01.2006
Australie	09.03.1931	Autriche	15.03.1974	Bahamas	25.05.1976
Barbade	08.05.1967	Belgique	11.08.1937	Belize	15.12.1983
Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954	Bésil	25.04.1957	Bulgarie	04.06.1935
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Bélarus	15.09.1993
Bénin	12.12.1960	Cameroun	07.06.1960	Canada	25.04.1935
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chine	05.05.1930
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Corée, République de	27.12.2001	Costa Rica	16.03.1972	Cuba	24.02.1936
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Equateur	06.07.1954
Espagne	08.04.1930	Fidji	19.04.1974	France	18.09.1930
Gabon	14.10.1960	Ghana	02.07.1959	Grenade	09.07.1979
Guatemala	04.05.1961	Guinée	21.01.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977
Guyana	08.06.1966	Hongrie	30.07.1932	Iles Salomon	06.08.1985
Inde	10.01.1955	Iraq	26.11.1962	Irlande	03.06.1930
Italie	09.09.1930	Jamaïque	08.07.1963	Japon	29.04.1971
Kazakhstan	05.03.2015	Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966
Liban	26.07.1962	Libye	27.05.1971	Luxembourg	03.03.1958
Madagascar	01.11.1960	Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960
Malte	04.01.1965	Maroc	14.03.1958	Maurice	02.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	12.05.1934	Myanmar	21.05.1954

Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961
Norvège	07.07.1933	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	04.06.1963
Panama	19.06.1970	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	Paraguay	24.06.1964
Pays-Bas	10.11.1936	Portugal	10.11.1959	Pérou	04.04.1962
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961
Slovaquie	01.01.1993	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	09.06.1971
Suisse	07.05.1947	Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	10.05.1960
Sénégal	04.11.1960	Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	Tchad	10.11.1960
Tchèquie, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960	Tunisie	15.05.1957
Turquie	29.01.1975	Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944
Zambie	02.12.1964	Zimbabwe	16.09.1993		

Dénoncée

Royaume-Uni 14.06.1929
Dénoncée le 25.07.1985

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

Adoptée à la 12ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.03.1932

66 ratifications

Allemagne	05.07.1933	Angola	04.06.1976	Argentine	14.03.1950
Australie	09.03.1931	Autriche	16.08.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	06.06.1934	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	04.06.1935	Burundi	11.03.1963	Bélarus	11.03.1970
Canada	30.06.1938	Chili	31.05.1933	Chine	24.06.1931
Croatie	08.10.1991	Cuba	07.09.1954	Danemark	01.10.1981
Espagne	29.08.1932	Estonie	18.01.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	08.08.1932	France	29.07.1935	Grèce	30.05.1936
Guinée - Bissau	21.02.1977	Honduras	09.06.1980	Hongrie	06.12.1937
Inde	07.09.1931	Indonésie	12.06.1950	Iraq	21.11.1966
Irlande	05.07.1930	Italie	18.07.1933	Japon	16.03.1931
Kenya	09.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	28.09.1934
Luxembourg	01.04.1931	Maroc	20.09.1956	Mexique	12.05.1934
Monténégro	03.06.2006	Myanmar	07.09.1931	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	01.07.1932	Pakistan	07.09.1931	Panama	19.06.1970
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	Pays-Bas	04.01.1933	Pologne	18.06.1932
Portugal	01.03.1932	Pérou	04.04.1962	Roumanie	07.12.1932
Russie, Fédération de	04.11.1969	République démocratique du Congo	20.09.1960	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	08.11.1934

Suriname	15.06.1976	Suède	11.04.1932	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	17.12.1932	Viet Nam	03.10.1994		

Ratification conditionnelle

Afrique du Sud 21.02.1933

Convention (n°28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

Adoptée à la 12ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.04.1932

4 ratifications

Nicaragua 12.04.1934

Dénoncée

Luxembourg 01.04.1931

Dénoncée le 09.02.1988

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 32)

Espagne 29.08.1932 Irlande 05.07.1930

Dénoncée le 28.07.1934

Dénoncée le 13.06.1972

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 14ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.05.1932

178 ratifications

Afrique du Sud	05.03.1997	Albanie	25.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	13.06.1956	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Australie	02.01.1932	Autriche	07.06.1960	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	08.05.1967	Belgique	20.01.1944	Belize	15.12.1983
Bolivie, Etat plurinational de	31.05.2005	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Botswana	05.06.1997
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	22.09.1932	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Bélarus	21.08.1956	Bénin	12.12.1960
Cabo Verde	03.04.1979	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	07.06.1960
Canada	13.06.2011	Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	31.05.1933
Chypre	23.09.1960	Colombie	04.03.1969	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	20.07.1953	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	11.02.1932
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1955	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982

Equateur	06.07.1954	Erythrée	22.02.2000	Espagne	29.08.1932
Estonie	07.02.1996	Ethiopie	02.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Finlande	13.01.1936	France	24.06.1937
Gabon	14.10.1960	Gambie	04.09.2000	Ghana	20.05.1957
Grenade	09.07.1979	Grèce	13.06.1952	Guatemala	13.06.1989
Guinée	21.01.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	08.06.1966	Géorgie	22.06.1993	Haïti	04.03.1958
Honduras	21.02.1957	Hongrie	08.06.1956	Iles Cook	12.06.2015
Iles Salomon	06.08.1985	Inde	30.11.1954	Indonésie	12.06.1950
Iran, République islamique d'	10.06.1957	Iraq	27.11.1962	Irlande	02.03.1931
Islande	17.02.1958	Israël	07.06.1955	Italie	18.06.1934
Jamaïque	26.12.1962	Japon	21.11.1932	Jordanie	06.06.1966
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	03.02.2000	Koweït	23.09.1968	Lao, République démocratique populaire	23.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	02.06.2006	Liban	01.06.1977
Libye	13.06.1961	Libéria	01.05.1931	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	01.11.1960	Malaisie	11.11.1957
Malawi	19.11.1999	Maldives, République des	04.01.2013	Mali	22.09.1960
Malte	04.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	02.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	12.05.1934	Moldova, République de	23.03.2000
Mongolie	15.03.2005	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	16.06.2003
Myanmar	04.03.1955	Namibie	15.11.2000	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960	Norvège	01.07.1932
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Népal	03.01.2002	Oman	30.10.1998
Ouganda	04.06.1963	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	23.12.1957
Panama	16.05.1966	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	Paraguay	28.08.1967
Pays-Bas	31.03.1933	Philippines	15.07.2005	Pologne	30.07.1958
Portugal	26.06.1956	Pérou	01.02.1960	Qatar	12.03.1998
Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	03.06.1931	Russie, Fédération de	23.06.1956
Rwanda	23.05.2001	République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000
Saint-Marin	01.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	24.11.2000
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Soudan	18.06.1957	Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	05.04.1950
Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976	Suède	22.12.1931
Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	04.11.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Tchad	10.11.1960
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	26.02.1969	Timor-Leste	16.06.2009
Togo	07.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	30.10.1998	Ukraine	10.08.1956
Uruguay	06.09.1995	Vanuatu	28.08.2006	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944
Viet Nam	05.03.2007	Yémen	14.04.1969	Zambie	02.12.1964

Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 103ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.11.2016

2 ratifications

Niger

14.05.2015 Norvège

09.11.2015

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

Adoptée à la 14ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.08.1933

30 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Bolivie, Etat plurinational	15.11.1973
				de	
Bulgarie	22.06.1932	Chili	18.10.1935	Colombie	04.03.1969
Cuba	24.02.1936	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.08.1932
Ghana	19.06.1973	Guatemala	04.08.1961	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Iraq	26.11.1962	Israël	26.06.1951
Koweït	21.09.1961	Liban	01.06.1977	Luxembourg	03.03.1958
Maroc	22.07.1974	Mexique	12.05.1934	Mozambique	06.06.1977
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.06.1953	Panama	16.02.1959
Paraguay	21.03.1966	Syrienne, République arabe	10.05.1960	Uruguay	06.06.1933

Ratification conditionnelle

Autriche 16.02.1933

Dénoncée

Finlande 13.01.1936 Nouvelle-Zélande 29.03.1938
Dénoncée le 23.06.1999 *Dénoncée le 09.06.1989*

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Adoptée à la 16ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.10.1934

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	02.07.1952	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	29.12.1949	Bélarus	11.03.1970	Canada	06.04.1946
Chili	18.10.1935	Chine	30.11.1935	Croatie	08.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Honduras	17.11.1964	Inde	10.02.1947
Irlande	13.06.1972	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Malte	04.01.1965	Maurice	02.12.1969	Monténégro	03.06.2006
Nigéria	16.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	10.02.1947
Panama	04.06.1971	Royaume-Uni	10.01.1935	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	06.06.1933

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 152)

Cuba	07.09.1954	Danemark	22.06.1970	Espagne	28.07.1934
	<i>Dénoncée le 15.10.1982</i>		<i>Dénoncée le 22.12.1989</i>		<i>Dénoncée le 03.03.1982</i>
Finlande	23.08.1949	France	27.05.1955	Italie	30.10.1933
	<i>Dénoncée le 05.12.1981</i>		<i>Dénoncée le 30.07.1985</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>
Mexique	12.05.1934	Norvège	23.06.1956	Pays-Bas	25.08.1964
	<i>Dénoncée le 10.02.1982</i>		<i>Dénoncée le 05.12.1981</i>		<i>Dénoncée le 13.05.1998</i>
Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	04.11.1969	Suède	03.08.1938
	<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 14.07.2004</i>		<i>Dénoncée le 05.12.1981</i>
Tanzanie. Tanganyika	19.11.1962				
	<i>Dénoncée le 30.05.1983</i>				

Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

Adoptée à la 16ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 06.06.1935

25 ratifications

Cameroun	07.06.1960	Mauritanie	20.06.1961
-----------------	------------	-------------------	------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 60)

Espagne	22.06.1934
	<i>Dénoncée le 05.05.1971</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Argentine	14.03.1950	Autriche	26.02.1936	Belgique	06.06.1934
	<i>Dénoncée le 11.11.1996</i>		<i>Dénoncée le 18.09.2000</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
Burkina Faso	21.11.1960	Bénin	12.12.1960	Centrafricaine, République	27.10.1960
	<i>Dénoncée le 11.02.1999</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2001</i>		<i>Dénoncée le 28.06.2000</i>
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Cuba	24.02.1936
	<i>Dénoncée le 17.03.2004</i>		<i>Dénoncée le 26.11.1999</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Djibouti	03.08.1978	France	29.04.1939
	<i>Dénoncée le 07.02.2003</i>		<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>
Gabon	14.10.1960	Guinée	21.01.1959	Madagascar	01.11.1960
	<i>Dénoncée le 25.10.2011</i>		<i>Dénoncée le 06.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 31.05.2000</i>
Mali	22.09.1960	Niger	27.02.1961	Pays-Bas	12.07.1935
	<i>Dénoncée le 11.03.2002</i>		<i>Dénoncée le 04.12.1978</i>		<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>
Sénégal	04.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	07.06.1960
	<i>Dénoncée le 15.12.1999</i>		<i>Dénoncée le 21.03.2005</i>		<i>Dénoncée le 16.03.1984</i>
Uruguay	06.06.1933				
	<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>				

Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.10.1936

11 ratifications

Chili 18.10.1935

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)

Argentine	14.03.1950	Espagne	27.04.1935	Finlande	13.01.1936
	<i>Dénoncée le 19.09.1996</i>		<i>Dénoncée le 05.05.1971</i>		<i>Dénoncée le 22.12.1951</i>
Mexique	21.02.1938	Norvège	04.07.1949	Suède	01.01.1936
	<i>Dénoncée le 01.03.1991</i>		<i>Dénoncée le 29.06.1950</i>		<i>Dénoncée le 18.07.1950</i>
Turquie	27.12.1946				
	<i>Dénoncée le 23.01.1952</i>				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Bulgarie	29.12.1949	Slovaquie	01.01.1993	Tchèque, République	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 24.03.2005</i>		<i>Dénoncée le 25.07.2007</i>		<i>Dénoncée le 09.10.2000</i>

Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	03.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	04.01.1965	Pologne	29.09.1948	Pérou	08.11.1945
Royaume-Uni	18.07.1936				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie III))

Equateur 05.02.1962
Dénoncée le 05.04.1978

Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	03.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	04.01.1965	Pologne	29.09.1948	Pérou	01.02.1960
Royaume-Uni	18.07.1936				

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	03.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pologne	29.09.1948
Pérou	08.11.1945	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie II))

Equateur 05.02.1962
Dénoncée le 05.04.1978

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	03.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pologne	29.09.1948
Pérou	01.02.1960	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.11.1946

8 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pologne	29.09.1948
Pérou	08.11.1945	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie IV))

Equateur 05.02.1962
Dénoncée le 05.04.1978

Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.09.1949

7 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pologne	29.09.1948
Pérou	01.02.1960	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	01.01.1993

Dénoncée

Tchèque, République 01.01.1993
Dénoncée le 27.09.2000

Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.11.1936

38 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Argentine	14.03.1950	Burkina Faso	21.11.1960
Bénin	12.12.1960	Centrafricaine, République	27.10.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Estonie	21.12.1935	Gabon	14.10.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Niger	27.02.1961	Suriname	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	Togo	07.06.1960	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944

Dénoncée

Hongrie	18.12.1936	Myanmar	22.11.1935	Pérou	08.11.1945
	<i>Dénoncée le 15.11.1977</i>		<i>Dénoncée le 30.03.1967</i>		<i>Dénoncée le 13.01.1997</i>
Royaume-Uni	25.01.1937				
	<i>Dénoncée le 04.10.1947</i>				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 89)

Afrique du Sud	28.05.1935	Belgique	04.08.1937	Brésil	08.06.1936
	<i>Dénoncée le 02.03.1950</i>		<i>Dénoncée le 01.04.1952</i>		<i>Dénoncée le 25.04.1957</i>
Congo	10.11.1960	Egypte	11.07.1947	France	25.01.1938
	<i>Dénoncée le 04.06.1971</i>		<i>Dénoncée le 26.07.1960</i>		<i>Dénoncée le 21.09.1953</i>
Grèce	30.05.1936	Guinée	21.01.1959	Inde	22.11.1935
	<i>Dénoncée le 27.04.1959</i>		<i>Dénoncée le 12.12.1966</i>		<i>Dénoncée le 27.02.1950</i>
Iraq	28.03.1938	Irlande	15.03.1937	Madagascar	01.11.1960
	<i>Dénoncée le 17.11.1967</i>		<i>Dénoncée le 14.01.1952</i>		<i>Dénoncée le 10.11.2008</i>
Mauritanie	20.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	22.11.1935
	<i>Dénoncée le 08.11.1963</i>		<i>Dénoncée le 10.11.1950</i>		<i>Dénoncée le 14.02.1951</i>
Pays-Bas	09.12.1935	Sri Lanka	02.09.1950	Suisse	04.06.1936
	<i>Dénoncée le 22.10.1954</i>		<i>Dénoncée le 31.03.1966</i>		<i>Dénoncée le 06.05.1950</i>
Sénégal	04.11.1960				
	<i>Dénoncée le 22.10.1962</i>				

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1936

53 ratifications

Afrique du Sud	26.02.1952	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	29.04.1959	Autriche	26.02.1936	Bahamas	25.05.1976
Barbade	08.05.1967	Belize	15.12.1983	Brésil	08.06.1936
Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963	Comores	23.10.1978
Cuba	22.10.1936	Danemark	22.06.1939	Espagne	24.06.1958
France	17.05.1948	Grèce	13.06.1952	Guyana	08.06.1966
Haïti	19.04.1955	Honduras	17.11.1964	Hongrie	17.06.1935
Iles Salomon	06.08.1985	Inde	13.01.1964	Iraq	25.07.1941
Italie	22.10.1952	Malte	04.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	02.12.1969	Mexique	20.05.1937	Myanmar	17.05.1957
Norvège	21.05.1935	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	16.02.1959
Papouasie	01.05.1976	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	29.04.1936
Nouvelle-Guinée					
Rwanda	18.09.1962	Slovaquie	01.01.1993	Suriname	15.06.1976
Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	27.12.1946		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 121)

Allemagne	17.06.1955	Belgique	03.08.1949	Bolivie, Etat plurinational	19.07.1954
	<i>Dénoncée le 01.03.1972</i>		<i>Dénoncée le 22.04.1970</i>		<i>Dénoncée le 31.01.1977</i>
Chili	14.10.1994	Finlande	20.01.1950	Irlande	15.03.1937
	<i>Dénoncée le 30.09.1999</i>		<i>Dénoncée le 23.09.1968</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1969</i>
Japon	06.06.1936	Luxembourg	03.03.1958	Pays-Bas	01.09.1939
	<i>Dénoncée le 07.06.1974</i>		<i>Dénoncée le 24.07.1972</i>		<i>Dénoncée le 02.08.1966</i>
République démocratique du Congo	20.09.1960	Suède	24.02.1937	Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 05.09.1967</i>		<i>Dénoncée le 17.06.1969</i>		<i>Dénoncée le 28.06.1973</i>

Convention (n°43) des verreries à vitres, 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.01.1938

13 ratifications

Belgique	04.08.1937	Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	03.08.1978
France	05.02.1938	Irlande	15.05.1939	Malte	09.06.1988
Mexique	09.03.1938	Norvège	21.05.1935	Panama	19.06.1970
Slovaquie	01.01.1993	Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	18.03.1954

Royaume-Uni 13.01.1937
Dénoncée le 04.12.1958

Convention (n° 44) du chômage, 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

14 ratifications

Algérie	19.10.1962	Bulgarie	29.12.1949	Chypre	08.10.1965
Djibouti	03.08.1978	Espagne	05.05.1971	France	21.02.1949
Irlande	10.06.1937	Italie	22.10.1952	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pays-Bas	17.01.1966	Pérou	04.04.1962	Royaume-Uni	29.04.1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 168)

Norvège	20.05.1957	Suisse	14.06.1939
	Dénoncée le 19.06.1990		Dénoncée le 17.10.1990

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.05.1937

98 ratifications

Afghanistan	14.05.1937	Afrique du Sud	25.06.1936	Angola	04.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bésil	22.09.1938	Bulgarie	29.12.1949
Bélarus	04.08.1961	Cameroun	03.09.1962	Chine	02.12.1936
Chypre	23.09.1960	Costa Rica	22.03.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	14.04.1936	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Dominicaine, République	12.08.1957
Egypte	11.07.1947	Equateur	06.07.1954	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	Guatemala	07.03.1960	Guinée	12.12.1966
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966	Haïti	05.04.1960
Honduras	20.06.1960	Iles Salomon	06.08.1985	Inde	25.03.1938
Indonésie	12.06.1950	Japon	11.06.1956	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962
Malaisie - Péninsulaire	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	20.09.1956
Mexique	21.02.1938	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.03.1976
Nigéria	17.10.1960	Ouganda	04.06.1963	Pakistan	25.03.1938
Panama	16.02.1959	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	Portugal	18.10.1937
Russie, Fédération de	04.05.1961	Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961

Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Sri Lanka	20.12.1950
Suisse	23.05.1940	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962	Tunisie	15.05.1957
Turquie	21.04.1938	Ukraine	04.08.1961	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944
Viet Nam	03.10.1994				

Dénoncée

Allemagne	15.11.1954	Australie	07.10.1953	Autriche	03.07.1937
	<i>Dénoncée le 25.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 20.05.1988</i>		<i>Dénoncée le 03.04.2008</i>
Belgique	04.08.1937	Canada	16.09.1966	Chili	16.03.1946
	<i>Dénoncée le 30.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 19.05.1978</i>		<i>Dénoncée le 30.05.1997</i>
Djibouti	03.08.1978	Espagne	24.06.1958	Estonie	04.06.1937
	<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 14.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 06.12.2007</i>
Finlande	03.03.1938	France	25.01.1938	Hongrie	19.12.1938
	<i>Dénoncée le 19.09.1997</i>		<i>Dénoncée le 02.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 30.05.2008</i>
Irlande	20.08.1936	Italie	22.10.1952	Luxembourg	03.03.1958
	<i>Dénoncée le 27.05.1988</i>		<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 29.04.1988</i>
Malte	09.06.1988	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pays-Bas	20.02.1937
	<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 23.06.1987</i>		<i>Dénoncée le 29.04.1998</i>
Pologne	15.06.1957	Pérou	08.11.1945	Royaume-Uni	18.07.1936
	<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1997</i>		<i>Dénoncée le 26.05.1988</i>
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.07.1936
	<i>Dénoncée le 20.02.2008</i>		<i>Dénoncée le 18.03.2008</i>		<i>Dénoncée le 15.06.1967</i>
Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	18.03.1954	Zambie	02.12.1964
	<i>Dénoncée le 24.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 26.05.1978</i>		<i>Dénoncée le 03.03.1998</i>
Zimbabwe	06.06.1980				
	<i>Dénoncée le 30.05.2008</i>				

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.06.1957

15 ratifications

Australie	22.10.1970	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	21.08.1956
Corée, République de	07.11.2011	Finlande	23.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992
Lituanie	26.09.1994	Moldova, République de	09.12.1997	Norvège	13.03.1979
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouzbékistan	13.07.1992	Russie, Fédération de	23.06.1956
Suède	11.08.1982	Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	10.08.1956

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1938

12 ratifications

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Croatie	08.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Israël	16.01.1963	Italie	22.10.1952	Monténégro	03.06.2006
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénoncée

Hongrie	10.08.1937	Pays-Bas	06.10.1938	Pologne	21.03.1938
	<i>Dénoncée le 27.10.1983</i>		<i>Dénoncée le 27.07.1999</i>		<i>Dénoncée le 10.08.1973</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 157)

Espagne	08.07.1937
	<i>Dénoncée le 11.09.1986</i>

Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	03.08.1978	France	25.01.1938
Irlande	10.06.1937	Malte	09.06.1988	Mexique	21.02.1938
Norvège	21.07.1936	Slovaquie	01.01.1993	Tchèque, République	01.01.1993

Dénoncée

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
	<i>Dénoncée le 09.06.1989</i>

Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936

Adoptée à la 20ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.09.1939

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
Burundi	11.03.1963	Cameroun	03.09.1962	Fidji	19.04.1974
Ghana	20.05.1957	Grenade	09.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guyana	08.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Japon	08.09.1938
Kenya	13.01.1964	Malaisie	11.11.1957	Malawi	07.06.1966
Nigéria	17.10.1960	Norvège	07.07.1937	Nouvelle-Zélande	08.07.1947
Ouganda	04.06.1963	Royaume-Uni	22.05.1939	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	06.02.1978

Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Swaziland	26.04.1978
Tanzanie,	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Zambie	02.12.1964
République-Unie de					

Dénoncée

Belgique	26.07.1948	Maurice	02.12.1969	Somalie	18.11.1960
	<i>Dénoncée le 13.09.1999</i>		<i>Dénoncée le 02.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 15.09.1981</i>

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Adoptée à la 20ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.09.1939

54 ratifications

Albanie	03.06.1957	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bulgarie	29.12.1949	Burundi	30.07.1971	Bélarus	06.11.1956
Centrafricaine, République	09.06.1964	Colombie	07.06.1963	Comores	23.10.1978
Cuba	20.07.1953	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	22.06.1939
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956	Egypte	03.07.1954
France	23.08.1939	Gabon	13.06.1961	Grèce	13.06.1952
Géorgie	22.06.1993	Israël	22.08.1951	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Liban	26.07.1962	Libye	20.06.1962
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	08.11.1963
Mexique	09.03.1938	Myanmar	21.05.1954	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	03.06.1958	Paraguay	21.03.1966
Pérou	01.02.1960	Slovaquie	01.01.1993	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Sénégal	22.10.1962	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	15.05.1957

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Brésil	22.09.1938	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
	<i>Dénoncée le 23.09.1998</i>		<i>Dénoncée le 12.07.1974</i>		<i>Dénoncée le 07.08.1973</i>
Espagne	05.05.1971	Finlande	23.08.1949	Guinée	12.12.1966
	<i>Dénoncée le 30.06.1972</i>		<i>Dénoncée le 15.01.1990</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>
Hongrie	08.06.1956	Iraq	12.05.1960	Italie	22.10.1952
	<i>Dénoncée le 19.08.1998</i>		<i>Dénoncée le 19.02.1974</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>
Madagascar	10.08.1962	Russie, Fédération de	10.08.1956	Tchad	08.06.1961
	<i>Dénoncée le 08.02.1972</i>		<i>Dénoncée le 06.09.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.12.2000</i>
Tchèque, République	01.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 23.08.1996</i>		<i>Dénoncée le 25.10.2001</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>

Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936

Adoptée à la 21ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1939

37 ratifications

Brésil	12.10.1938	Cuba	05.02.1971	Djibouti	03.08.1978
Egypte	20.05.1939	Estonie	20.06.1938	Etats-Unis	29.10.1938
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Israël	19.06.1969	Libye	15.11.1974
Mauritanie	08.11.1963	Mexique	01.09.1939	Pérou	04.04.1962
Slovénie	29.05.1992	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Turquie	22.04.2005

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	18.11.1988	Argentine	17.02.1955	Belgique	11.04.1938
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Corée, République de	11.04.2003
	<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2014</i>
Croatie	08.10.1991	Danemark	13.07.1938	Espagne	05.05.1971
	<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Finlande	08.04.1947	France	19.06.1947	Irlande	10.06.1985
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>
Italie	22.10.1952	Libéria	09.05.1960	Luxembourg	15.02.1991
	<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>
Malte	19.09.2002	Monténégro	03.06.2006	Norvège	07.07.1937
	<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 03.02.2015</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>
Panama	19.06.1970	Philippines	17.11.1960	Serbie	24.11.2000
	<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>

Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.10.1939

18 ratifications

Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982	Etats-Unis	29.10.1938
Mexique	15.09.1939	Pérou	04.04.1962	Tunisie	14.04.1970
Turquie	17.03.2005				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Belgique	11.04.1938	Belize	15.07.2005	Bulgarie	29.12.1949
	<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 08.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>
Espagne	30.11.1971	France	19.06.1947	Grèce	19.06.1968
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>

Italie	22.10.1952	Libéria	09.05.1960	Luxembourg	15.02.1991
	<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>
Maroc	14.03.1958	Panama	04.06.1971		
	<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.12.1949

20 ratifications

Algérie	19.10.1962	Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Mexique	01.02.1984	Pérou	04.04.1962
Slovénie	29.05.1992				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	12.12.1956	Belgique	03.08.1949	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>
Bulgarie	29.12.1949	Croatie	08.10.1991	Espagne	30.11.1971
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
France	09.12.1948	Luxembourg	15.02.1991	Monténégro	03.06.2006
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.02.2015</i>
Norvège	06.06.1966	Panama	04.06.1971	Royaume-Uni	30.09.1944
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>
Serbie	24.11.2000				
	<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>				

Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

Adoptée à la 22ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.04.1939

51 ratifications

Etats-Unis	29.10.1938	Guatemala	30.10.1961	Liban	06.12.1993
Mauritanie	08.11.1963	Mexique	18.07.1952	Pérou	04.04.1962
Sri Lanka	18.05.1959	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964	Yémen	14.04.1969

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Brésil	12.10.1938
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 30.04.1984</i>		<i>Dénoncée le 28.06.2001</i>
Bélarus	06.11.1956	Cuba	20.07.1953	Djibouti	03.08.1978
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>		<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>

Grenade	09.07.1979	Iraq	30.12.1939	Islande	21.08.1956
	<i>Dénoncée le 14.05.2003</i>		<i>Dénoncée le 13.02.1985</i>		<i>Dénoncée le 06.12.1999</i>
Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964	Pays-Bas	08.07.1947
	<i>Dénoncée le 13.10.2003</i>		<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>		<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>
Sierra Leone	13.06.1961	Tunisie	14.04.1970	Turquie	29.09.1959
	<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 19.10.1995</i>		<i>Dénoncée le 30.10.1998</i>
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Argentine	17.02.1955	Australie	11.06.1992	Belgique	11.04.1938
	<i>Dénoncée le 28.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>
Belize	15.12.1983	Bulgarie	29.12.1949	Canada	10.09.1951
	<i>Dénoncée le 08.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>
Chypre	10.01.1995	Danemark	04.06.1955	Espagne	05.05.1971
	<i>Dénoncée le 20.07.2012</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Fidji	19.04.1974	France	09.12.1948	Ghana	20.05.1957
	<i>Dénoncée le 10.10.2014</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>
Grèce	09.10.1963	Italie	22.10.1952	Japon	22.08.1955
	<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 05.08.2013</i>
Libéria	09.05.1960	Maurice	02.12.1969	Nigéria	16.06.1961
	<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 30.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 18.06.2013</i>
Norvège	07.07.1937	Panama	19.06.1970	Russie, Fédération de	10.08.1956
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>
Seychelles	06.02.1978	Suisse	21.04.1960	Suède	06.01.1939
	<i>Dénoncée le 07.01.2014</i>		<i>Dénoncée le 21.02.2011</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Adoptée à la 23ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.02.1941

36 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Guatemala	13.06.1989	Liban	01.06.1977
Nouvelle-Zélande	08.07.1947	Paraguay	21.03.1966	Pérou	04.04.1962
Tanzanie,	30.01.1962	Yémen	14.04.1969		
République-Unie de					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	03.06.1957	Bulgarie	22.07.1960	Burundi	30.07.1971
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 19.07.2000</i>
Bélarus	06.11.1956	Chine	21.02.1940	Cuba	07.09.1954
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 28.04.1999</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Espagne	05.05.1971	Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957
	<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 03.01.2003</i>		<i>Dénoncée le 06.06.2011</i>

Iraq	05.07.1960	Italie	22.10.1952	Kenya	13.01.1964
	<i>Dénoncée le 13.02.1985</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>
Libye	27.05.1971	Luxembourg	03.03.1958	Maurice	02.12.1969
	<i>Dénoncée le 19.06.1975</i>		<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>		<i>Dénoncée le 30.07.1990</i>
Mongolie	03.06.1969	Nigéria	16.06.1961	Norvège	26.08.1938
	<i>Dénoncée le 16.12.2002</i>		<i>Dénoncée le 02.10.2002</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>
Pakistan	26.05.1955	Philippines	17.11.1960	Roumanie	06.06.1973
	<i>Dénoncée le 06.07.2006</i>		<i>Dénoncée le 04.06.1998</i>		<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>
Russie, Fédération de	10.08.1956	Sierra Leone	15.06.1961	Swaziland	26.04.1978
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 23.10.2002</i>
Tunisie	14.04.1970	Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956
	<i>Dénoncée le 19.10.1995</i>		<i>Dénoncée le 30.10.1998</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Uruguay	18.03.1954				
	<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>				

Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937

Adoptée à la 23ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

11 ratifications

Dénoncée

Nouvelle-Zélande	08.07.1947	Paraguay	21.03.1966
	<i>Dénoncée le 11.07.1961</i>		<i>Dénoncée le 12.12.2001</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bulgarie	29.12.1949	Bélarus	06.11.1956	Cuba	07.09.1954
	<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Espagne	05.05.1971	Italie	22.10.1952	Luxembourg	03.03.1958
	<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>
Russie, Fédération de	10.08.1956	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

Adoptée à la 23ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.07.1942

30 ratifications

Belgique	03.10.1951	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963
Centrafricaine, République	09.06.1964	Egypte	25.03.1982	Espagne	24.06.1958
France	16.12.1950	Grèce	29.08.1984	Guinée	12.12.1966
Honduras	17.11.1964	Irlande	13.06.1972	Malte	09.06.1988
Mauritanie	08.11.1963	Pays-Bas	02.05.1950	Pologne	17.04.1950
Pérou	04.04.1962	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960
Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976	Tunisie	12.01.1959

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 167)

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Colombie	04.03.1969
	<i>Dénoncée le 06.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 18.11.1993</i>		<i>Dénoncée le 06.09.1994</i>
Danemark	30.11.1972	Finlande	08.04.1947	Guatemala	09.01.1973
	<i>Dénoncée le 10.07.1995</i>		<i>Dénoncée le 23.01.1997</i>		<i>Dénoncée le 07.10.1991</i>
Hongrie	08.06.1956	Mexique	04.07.1941	Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 22.05.1989</i>		<i>Dénoncée le 05.10.1990</i>		<i>Dénoncée le 25.05.2005</i>

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Adoptée à la 24ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.06.1940

34 ratifications

Afrique du Sud	08.08.1939	Algérie	19.10.1962	Barbade	08.05.1967
	<i>A l'exclusion des parties II et IV</i>				<i>A l'exclusion de la partie III</i>
Chili	10.05.1957	Cuba	07.09.1954	Djibouti	03.08.1978
	<i>A l'exclusion de la partie III</i>				
Egypte	05.10.1940	France	28.06.1951	Kenya	13.01.1964
	<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>				
Myanmar	24.11.1961	Nicaragua	01.10.1981	Syrienne, République arabe	26.07.1960
	<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>				<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>
Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	Uruguay	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 160)

Allemagne	22.06.1954	Australie	05.09.1939	Autriche	26.11.1958
	<i>Dénoncée le 25.04.1991</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>
Canada	06.04.1946	Danemark	22.06.1939	Espagne	05.05.1971
	<i>Dénoncée le 22.11.1995</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 03.10.1989</i>
Finlande	08.04.1947	Guatemala	04.08.1961	Irlande	09.10.1946
	<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 07.04.1993</i>		<i>Dénoncée le 27.10.1995</i>
Maurice	02.12.1969	Mexique	16.07.1942	Norvège	29.03.1940
	<i>Dénoncée le 14.06.1994</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>
Nouvelle-Zélande	18.01.1940	Panama	15.07.1971	Pays-Bas	09.03.1940
	<i>Dénoncée le 06.11.2001</i>		<i>Dénoncée le 03.04.1996</i>		<i>Dénoncée le 05.10.1991</i>
Portugal	24.02.1983	Royaume-Uni	26.05.1947	Sri Lanka	25.08.1952
	<i>Dénoncée le 08.12.1993</i>		<i>Dénoncée le 27.05.1987</i>		<i>Dénoncée le 01.04.1993</i>
Suisse	23.05.1940	Suède	21.06.1939		
	<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		

Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.07.1948

31 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Burundi	11.03.1963	Cameroun	03.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	09.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guyana	08.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Malaisie	11.11.1957
Malawi	07.06.1966	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	08.07.1947
Ouganda	04.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960	Sainte-Lucie	14.05.1980
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	02.12.1964				

Dénoncée

Belgique	26.07.1948	Maurice	02.12.1969	Somalie	18.11.1960
	<i>Dénoncée le 18.11.1998</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1999</i>		<i>Dénoncée le 11.09.1978</i>

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.07.1948

33 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Cameroun	03.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	09.07.1979
Guatemala	04.08.1961	Guyana	08.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Libéria	25.05.1962
Malaisie	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	27.03.1963
Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	08.07.1947
Ouganda	04.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Swaziland	26.04.1978
Tanzanie,	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
République-Unie de					
Yémen	14.04.1969	Zambie	02.12.1964		

Dénoncée

Maurice 02.12.1969

Dénoncée le 08.07.1999

Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

Adoptée à la 25ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.03.1955

4 ratifications

Centrafricaine,	09.06.1964	Cuba	20.07.1953	Pérou	04.04.1962
République					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 153)

Uruguay 18.03.1954

Dénoncée le 19.06.1989

Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.03.1957

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Egypte	10.08.1982
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996	Portugal	13.06.1952
Pérou	04.04.1962	Turquie	17.03.2005		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Argentine	24.09.1956	Belgique	05.12.1951	Bulgarie	29.12.1949
	<i>Dénoncée le 28.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>
Canada	19.03.1951	Espagne	14.07.1971	France	09.12.1948
	<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>
Grèce	28.08.1981	Irlande	12.06.1956	Italie	22.10.1952
	<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>
Luxembourg	15.02.1991	Norvège	28.01.1957	Panama	04.06.1971
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>
Pays-Bas	17.06.1958	Pologne	13.04.1954	Roumanie	11.10.2000
	<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 24.11.2015</i>
Royaume-Uni	06.08.1953				
	<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>				

Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.1953

38 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992
Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Guinée - Bissau	21.02.1977	Indonésie	30.03.1992	Kirghizistan	31.03.1992
Portugal	13.06.1952	Pérou	04.04.1962	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Australie	29.08.1995	Belgique	05.12.1951	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
	<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>
Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951	Croatie	08.10.1991
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>
Espagne	05.05.1971	France	09.12.1948	Ghana	18.03.1965
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>

Grèce	09.10.1963	Irlande	16.06.1951	Italie	22.10.1952
	<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>
Japon	29.07.1975	Luxembourg	15.02.1991	Monténégro	03.06.2006
	<i>Dénoncée le 05.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.02.2015</i>
Norvège	06.03.1952	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	23.02.1951
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>
Pologne	13.04.1954	Royaume-Uni	29.07.1949	Russie, Fédération de	04.11.1969
	<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>
Serbie	24.11.2000				
	<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>				

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.10.1962

13 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982	France	09.12.1948
Grèce	02.12.1986	Italie	10.04.1962	Liban	06.12.1993
Norvège	04.07.1949	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	27.08.1957
Pérou	04.04.1962				

Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.08.1955

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992
Djibouti	03.08.1978	Egypte	10.08.1982	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Guinée - Bissau	21.02.1977	Kirghizistan	31.03.1992	Liban	06.12.1993
Portugal	13.06.1952	Pérou	04.04.1962	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	08.10.1976	Argentine	17.02.1955	Australie	29.08.1995
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>
Belgique	05.12.1951	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	29.12.1949
	<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>

Canada	19.03.1951	Corée, République de	09.12.1992	Croatie	08.10.1991
	<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2014</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>
Danemark	28.07.1980	Espagne	14.07.1971	Finlande	15.05.1956
	<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>
France	09.12.1948	Grèce	06.05.1981	Irlande	06.06.1986
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>
Italie	22.10.1952	Japon	22.08.1955	Lituanie	19.11.1997
	<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 05.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>
Luxembourg	15.02.1991	Malte	18.05.1990	Monténégro	03.06.2006
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 03.02.2015</i>
Norvège	17.02.1955	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>
Pologne	13.04.1954	Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000
	<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>
Seychelles	28.10.2005	Suède	09.01.1962		
	<i>Dénoncée le 07.01.2014</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>		

Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1951

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Egypte	30.03.1967
Etats-Unis	09.04.1953	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée - Bissau	21.02.1977
Liban	06.12.1993	Portugal	13.06.1952	Slovénie	29.05.1992

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Barbade	08.05.1967	Belgique	05.12.1951	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
	<i>Dénoncée le 20.06.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>
Canada	19.03.1951	Croatie	08.10.1991	Espagne	05.05.1971
	<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
France	09.12.1948	Ghana	18.03.1965	Irlande	21.06.1957
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>
Italie	23.06.1981	Luxembourg	15.02.1991	Malte	19.09.2002
	<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>
Maurice	02.12.1969	Monténégro	03.06.2006	Panama	04.06.1971
	<i>Dénoncée le 30.05.2014</i>		<i>Dénoncée le 03.02.2015</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>
Pays-Bas	14.07.1950	Pologne	13.04.1954	Royaume-Uni	13.05.1952
	<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>
Serbie	24.11.2000				
	<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>				

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

43 ratifications

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	10.04.1979	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bulgarie	29.12.1949	Bélarus	06.11.1956	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Cuba	13.01.1954	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	19.06.1973	El Salvador	15.06.1995	Equateur	18.07.1975
Espagne	05.05.1971	France	28.06.1951	Grèce	28.08.1981
Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957	Hongrie	08.06.1956
Iraq	13.01.1951	Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	01.06.1977	Luxembourg	03.03.1958
Malte	18.05.1990	Nicaragua	01.03.1976	Panama	15.07.1971
Paraguay	21.03.1966	Philippines	17.11.1960	Pologne	11.12.1947
Portugal	23.05.1983	Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	10.08.1956
Slovaquie	01.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	02.11.1984	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

39 ratifications

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bulgarie	29.12.1949
Bélarus	06.11.1956	Cameroun	25.05.1970	Comores	23.10.1978
Cuba	07.09.1954	Djibouti	03.08.1978	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	05.05.1971	France	28.06.1951
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957
Honduras	20.06.1960	Hongrie	08.06.1956	Iraq	05.07.1960
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	01.06.1977	Luxembourg	03.03.1958	Malte	18.05.1990
Nicaragua	01.03.1976	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983	Pérou	04.04.1962
Russie, Fédération de	10.08.1956	Slovaquie	01.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

20 ratifications

Argentine	17.02.1955	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bulgarie	29.12.1949
Bélarus	06.11.1956	Cuba	07.09.1954	Dominicaine, République	22.09.1953
Espagne	05.05.1971	Guatemala	13.02.1952	Israël	23.12.1953
Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	03.03.1958	Paraguay	21.03.1966	Pologne	11.12.1947
Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	10.08.1956	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.05.1947

57 ratifications

Afrique du Sud	19.06.1947	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	25.01.1949	Autriche	31.03.1949	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	03.08.1949	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	13.04.1948
Bulgarie	07.11.1955	Canada	31.07.1947	Chili	03.11.1949
Chine	04.08.1947	Colombie	10.06.1947	Cuba	20.07.1953
Danemark	30.06.1949	Dominicaine, République	29.08.1947	Egypte	07.06.1949
Espagne	24.06.1958	Etats-Unis	24.06.1948	Ethiopie	23.07.1947
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	28.06.1947	France	20.01.1948
Grèce	13.06.1952	Guatemala	01.10.1947	Inde	17.11.1947
Iraq	09.09.1947	Irlande	14.06.1947	Italie	11.12.1947
Japon	27.05.1954	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	29.10.1948
Maroc	20.05.1957	Mexique	20.04.1948	Monténégro	03.06.2006
Norvège	05.01.1949	Nouvelle-Zélande	08.07.1947	Pakistan	25.03.1948
Panama	13.05.1954	Pays-Bas	15.01.1948	Pologne	11.12.1947
Pérou	04.04.1962	Royaume-Uni	28.05.1947	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	19.09.1950
Suisse	22.04.1947	Suède	29.05.1947	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	05.12.1947	Turquie	13.07.1949
Uruguay	18.03.1954	Venezuela, République bolivarienne du	13.09.1948	Viet Nam	03.10.1994

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.04.1950

145 ratifications

Afrique du Sud	20.06.2013	Albanie	18.08.2004	Algérie	19.10.1962
Allemagne	14.06.1955	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	17.02.1955	Arménie	17.12.2004
Australie	24.06.1975	Autriche	30.04.1949	Azerbaïdjan	09.08.2000
				<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	08.05.1967	Belgique	05.04.1957	Belize	15.12.1983
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	11.10.1989
Bulgarie	29.12.1949	Burkina Faso	21.05.1974	Burundi	30.07.1971
Bélarus	25.09.1995	Bénin	11.06.2001	Cabo Verde	16.10.1979
Cameroun	03.09.1962	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chypre	23.09.1960
				<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Colombie	13.11.1967	Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Corée, République de	09.12.1992	Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	07.09.1954	Côte d'Ivoire	05.06.1987	Danemark	06.08.1958
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	22.09.1953	Dominique	28.02.1983
Egypte	11.10.1956	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982
Equateur	26.08.1975	Espagne	30.05.1960	Estonie	01.02.2005
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	28.05.2008	Finlande	20.01.1950
				<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
France	16.12.1950	Gabon	17.07.1972	Ghana	02.07.1959
Grenade	09.07.1979	Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Guinée	26.03.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966
				<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>	
Haïti	31.03.1952	Honduras	06.05.1983	Hongrie	04.01.1994
Iles Salomon	06.08.1985	Inde	07.04.1949	Indonésie	29.01.2004
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Iraq	13.01.1951	Irlande	16.06.1951	Islande	24.03.2009
				<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Israël	07.06.1955	Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Japon	20.10.1953	Jordanie	27.03.1969	Kazakhstan	06.07.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	26.07.2000	Koweït	23.11.1964
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	25.07.1994	Liban	26.07.1962
Libye	27.05.1971	Libéria	25.03.2003	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	03.03.1958	Madagascar	21.12.1971	Malaisie	01.07.1963

Malawi	22.03.1965	Mali	02.03.1964	Malte	04.01.1965
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Maroc	14.03.1958	Maurice	02.12.1969	Mauritanie	08.11.1963
Moldova, République de	12.08.1996	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977
	<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>				
Niger	09.01.1979	Nigéria	17.10.1960	Norvège	05.01.1949
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Nouvelle-Zélande	30.11.1959	Ouganda	04.06.1963	Pakistan	10.10.1953
	<i>A l'exclusion de la partie II</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>		
Panama	03.06.1958	Paraguay	28.08.1967	Pays-Bas	15.09.1951
Pologne	02.06.1995	Portugal	12.02.1962	Pérou	01.02.1960
Qatar	18.08.1976	Roumanie	06.06.1973	Royaume-Uni	28.06.1949
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Russie, Fédération de	02.07.1998	Rwanda	02.12.1980	République démocratique du Congo	19.04.1968
	<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>				
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982	Serbie	24.11.2000
Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	03.04.1956	Suisse	13.07.1949	Suriname	15.06.1976
Suède	25.11.1949	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	26.07.1960
	<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>				
Sénégal	22.10.1962	Tadjikistan	21.10.2009	Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962
				<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>	
Tchad	30.11.1965	Tchèque, République	16.03.2011	Togo	30.03.2012
Trinité-et-Tobago	17.08.2007	Tunisie	15.05.1957	Turquie	05.03.1951
Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973	Venezuela, République bolivarienne du	21.07.1967
Viet Nam	03.10.1994	Yémen	29.07.1976	Zambie	23.12.2013
Zimbabwe	16.09.1993				

Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 82ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.06.1998

11 ratifications

Azerbaïdjan	09.08.2000	Chypre	21.01.2000	Finlande	09.06.1997
Guyana	15.04.1998	Irlande	09.06.1998	Luxembourg	08.04.2008
Moldova, République de	28.04.2000	Norvège	11.06.1999	Russie, Fédération de	02.07.1998
Suède	09.06.1997	Tanzanie. Tanganyika	15.03.1999		

Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1955

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	19.06.1954
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1974

2 ratifications

Royaume-Uni	27.03.1950
--------------------	------------

Dénoncée

Australie	15.06.1973
	<i>Dénoncée le 03.09.2004</i>

Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.07.1953

9 ratifications

Belgique	27.01.1955	Fidji	19.04.1974	France	26.07.1954
Iles Salomon	28.05.1984	Maurice	25.11.1969	Mauritanie	09.02.1987
Nouvelle-Zélande	01.07.1952	Royaume-Uni	27.03.1950	Somalie	29.05.1984

Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.07.1955

11 ratifications

Belgique	27.01.1955	Bénin	12.12.1960	Fidji	19.04.1974
France	26.07.1954	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	Royaume-Uni	27.03.1950
Somalie	18.11.1960	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964	Togo	07.06.1960
Trinité-et-Tobago	24.05.1963				

Dénoncée

Australie 30.09.1954
Dénoncée le 20.01.2006

Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.02.1953

23 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Equateur	03.10.1969
Fidji	19.04.1974	Grenade	09.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guyana	08.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
Maurice	02.12.1969	Ouganda	04.06.1963	Panama	19.06.1970
Royaume-Uni	27.03.1950	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	02.12.1964				

Dénoncée

Australie 15.06.1973
Dénoncée le 06.02.2004

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.07.1950

153 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	20.03.1957	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Argentine	18.01.1960	Arménie	02.01.2006	Australie	28.02.1973
Autriche	18.10.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	23.10.1951
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	04.01.1965	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	22.12.1997	Bulgarie	08.06.1959	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	25.06.1993	Bélarus	06.11.1956	Bénin	12.12.1960
Cabo Verde	01.02.1999	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	07.06.1960
Canada	23.03.1972	Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	01.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	25.06.1952	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	13.06.1951
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	06.11.1957	El Salvador	06.09.2006	Equateur	29.05.1967
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	04.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	20.01.1950	France	28.06.1951	Gabon	14.10.1960
Gambie	04.09.2000	Ghana	02.06.1965	Grenade	25.10.1994
Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	25.09.1967	Géorgie	03.08.1999
Haïti	05.06.1979	Honduras	27.06.1956	Hongrie	06.06.1957
Iles Salomon	13.04.2012	Indonésie	09.06.1998	Irlande	04.06.1955
Islande	19.08.1950	Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958
Jamaïque	26.12.1962	Japon	14.06.1965	Kazakhstan	13.12.2000
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	03.02.2000	Koweït	21.09.1961
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992	Libye	04.10.2000
Libéria	25.05.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958
Madagascar	01.11.1960	Malawi	19.11.1999	Maldives, République des	04.01.2013
Mali	22.09.1960	Malte	04.01.1965	Maurice	01.04.2005
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	01.04.1950	Moldova, République de	12.08.1996
Mongolie	03.06.1969	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	23.12.1996
Myanmar	04.03.1955	Namibie	03.01.1995	Nicaragua	31.10.1967
Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960	Norvège	04.07.1949
Ouganda	02.06.2005	Pakistan	14.02.1951	Panama	03.06.1958
Papouasie	02.06.2000	Paraguay	28.06.1962	Pays-Bas	07.03.1950
Nouvelle-Guinée					
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.02.1957	Portugal	14.10.1977
Pérou	02.03.1960	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	27.06.1949
Russie, Fédération de	10.08.1956	Rwanda	08.11.1988	République démocratique du Congo	20.06.2001
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2001

Sainte-Lucie	14.05.1980	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie	24.11.2000	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	20.03.2014
Sri Lanka	15.09.1995	Suisse	25.03.1975	Suriname	15.06.1976
Suède	25.11.1949	Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Sénégal	04.11.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	18.04.2000
Tchad	10.11.1960	Tchèque, République	01.01.1993	Timor-Leste	16.06.2009
Togo	07.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	18.06.1957
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954	Vanuatu	28.08.2006	Venezuela, République bolivarienne du	20.09.1982
Yémen	29.07.1976	Zambie	02.09.1996	Zimbabwe	09.04.2003

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1950

90 ratifications

Albanie	07.01.2009	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1954
Angola	04.06.1976	Argentine	24.09.1956	Australie	24.12.1949
Autriche	25.09.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bahamas	25.05.1976
Belgique	16.03.1953	Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	25.04.1957	Bélarus	25.09.1995
Canada	24.08.1950	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chypre	23.09.1960
Colombie	31.10.1967	Corée, République de	27.12.2001	Costa Rica	02.06.1960
Cuba	29.04.1952	Danemark	30.11.1972	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	22.09.1953	Egypte	03.07.1954	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	30.05.1960	Ethiopie	04.06.1963
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	23.11.1989	France	15.10.1952
Ghana	04.04.1961	Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952
Guinée - Bissau	21.02.1977	Géorgie	11.09.2002	Hongrie	04.01.1994
Inde	24.06.1959	Indonésie	08.08.2002	Iraq	22.06.1951
Irlande	29.10.1969	Israël	21.08.1959	Japon	20.10.1953
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964	Liban	01.06.1977
Libye	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958
Madagascar	03.06.1998	Malaisie	06.06.1974	Malte	04.01.1965
Maurice	03.09.2004	Moldova, République de	12.08.1996	Mongolie	17.04.2015
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977	Nicaragua	01.10.1981
Nigéria	16.06.1961	Norvège	04.07.1949	Nouvelle-Zélande	03.12.1949
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	07.03.1950	Philippines	29.12.1953
Portugal	23.06.1972	Pérou	06.04.1962	Roumanie	06.06.1973
République démocratique du Congo	16.06.1969	Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982

Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	19.01.1952
Suriname	15.06.1976	Suède	25.11.1949	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962	Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	26.02.1969
Tunisie	11.10.1968	Turquie	14.07.1950	Venezuela, République bolivarienne du	16.11.1964

Dénoncée

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Royaume-Uni	10.08.1949
	<i>Dénoncée le 13.03.1961</i>		<i>Dénoncée le 09.08.1971</i>		<i>Dénoncée le 06.08.1971</i>

Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.02.1951

67 ratifications

Afrique du Sud	02.03.1950	Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	25.04.1957	Burundi	11.03.1963	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Congo	04.06.1971	Costa Rica	02.06.1960
Djibouti	03.08.1978	Egypte	26.07.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	02.07.1959	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Guinée - Bissau	21.02.1977	Inde	27.02.1950
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Iraq	17.11.1967	Kenya	30.11.1965	Koweït	21.09.1961
Liban	26.07.1962	Libye	20.06.1962	Madagascar	10.11.2008
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Malawi	22.03.1965	Mauritanie	08.11.1963	Monténégro	03.06.2006
Pakistan	14.02.1951	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Roumanie	28.05.1957	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960
Serbie	24.11.2000	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	01.12.1949
Sénégal	22.10.1962	Tunisie	15.05.1957		
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	

Dénoncée

Autriche	05.10.1950	Belgique	01.04.1952	Chypre	08.10.1965
	<i>Dénoncée le 26.07.2001</i>		<i>Dénoncée le 27.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 09.07.2001</i>

Cuba	29.04.1952	Dominicaine, République	22.09.1953	Espagne	24.06.1958
	<i>Dénoncée le 30.12.1991</i>		<i>Dénoncée le 06.11.2001</i>		<i>Dénoncée le 27.02.1992</i>
France	21.09.1953	Grèce	27.04.1959	Irlande	14.01.1952
	<i>Dénoncée le 26.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 25.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 26.02.1982</i>
Italie	22.10.1952	Luxembourg	03.03.1958	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 27.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 19.02.1982</i>		<i>Dénoncée le 11.02.1991</i>
Nouvelle-Zélande	10.11.1950	Pays-Bas	22.10.1954	Philippines	29.12.1953
	<i>Dénoncée le 23.03.1981</i>		<i>Dénoncée le 26.02.1972</i>		<i>Dénoncée le 27.02.2012</i>
Portugal	02.06.1964	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
	<i>Dénoncée le 27.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 11.02.2002</i>		<i>Dénoncée le 16.11.2011</i>
Sri Lanka	31.03.1966	Suisse	06.05.1950	Tchèque, République	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 25.01.1982</i>		<i>Dénoncée le 24.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 27.06.2001</i>
Uruguay	18.03.1954	Zambie	22.02.1965		
	<i>Dénoncée le 25.02.1982</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2001</i>		

Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 77ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.06.1990

5 ratifications

Inde	21.11.2003	Madagascar	10.11.2008	Tunisie	21.08.2000
					<i>Dénoncée</i>
Chypre	04.01.1994	Tchèque, République	15.03.1993		
	<i>Dénoncée le 09.07.2001</i>		<i>Dénoncée le 27.06.2001</i>		

Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 12.06.1951

51 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	15.01.1976	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Burundi	30.07.1971	Bélarus	06.11.1956
Cameroun	25.05.1970	Chypre	08.10.1965	Costa Rica	02.06.1960
Croatie	08.10.1991	Cuba	29.04.1952	Dominicaine, République	12.08.1957
Espagne	05.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	30.07.1985
Ghana	04.04.1961	Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Haïti	12.04.1957	Inde	27.02.1950
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	26.07.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958
Mauritanie	08.11.1963	Mexique	20.06.1956	Monténégro	03.06.2006

Norvège	20.05.1957	Pakistan	14.02.1951	Paraguay	21.03.1966
Pays-Bas	22.10.1954	Philippines	29.12.1953	Pologne	26.06.1968
Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	10.08.1956	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	18.05.1959
Swaziland	05.06.1981	Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993
Tunisie	26.04.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 91) des congés payés des marins (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.09.1967

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Belgique	30.08.1962
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Croatie	08.10.1991	Cuba	29.04.1952
Djibouti	03.08.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée - Bissau	21.02.1977
Islande	15.07.1952	Israël	30.03.1953	Mauritanie	08.11.1963
Monténégro	03.06.2006	Norvège	29.06.1950	Pologne	08.10.1956
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.04.1970

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 146)

Brésil	18.06.1965	Espagne	05.05.1971	Finlande	22.12.1951
	<i>Dénoncée le 24.09.1998</i>		<i>Dénoncée le 09.03.1979</i>		<i>Dénoncée le 15.01.1990</i>
France	26.10.1951	Italie	05.05.1971	Pays-Bas	22.12.1961
	<i>Dénoncée le 15.06.1978</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 12.11.1980</i>
Portugal	29.07.1952				
	<i>Dénoncée le 25.06.1984</i>				

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.01.1953

47 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992
Brésil	08.06.1954	Costa Rica	02.06.1960	Cuba	29.04.1952
Egypte	04.08.1982	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée - Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	23.04.1996	Iraq	01.12.1977	Israël	21.08.1980
Kirghizistan	31.03.1992	Moldova, République de	12.12.2005	Portugal	29.07.1952
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005
Ukraine	17.06.1970				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.08.1974	Australie	11.06.1992	Belgique	30.08.1962
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>
Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Chypre	19.09.1995
	<i>Dénoncée le 08.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 20.07.2012</i>
Croatie	08.10.1991	Danemark	30.09.1950	Espagne	14.07.1971
	<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Finlande	22.12.1951	France	26.10.1951	Ghana	18.03.1965
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>
Grèce	02.12.1986	Irlande	21.07.1952	Italie	23.06.1981
	<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>
Libéria	21.06.1977	Luxembourg	15.02.1991	Monténégro	03.06.2006
	<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.02.2015</i>
Norvège	29.06.1950	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>
Pologne	13.04.1954	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	06.08.1953
	<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 24.11.2015</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>
Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000	Suède	18.07.1950
	<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.1952

63 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arménie	18.05.2005
Autriche	10.11.1951	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
Belgique	13.10.1952	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	07.11.1955	Burundi	11.03.1963
Cameroun	03.09.1962	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chypre	23.09.1960
Costa Rica	02.06.1960	Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955
Djibouti	03.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
Espagne	05.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	06.09.2010	Finlande	22.12.1951
France	20.09.1951	Ghana	04.04.1961	Grenade	09.07.1979
Guatemala	13.02.1952	Guinée	12.12.1966	Guyana	08.06.1966
Iles Salomon	06.08.1985	Iraq	25.04.1986	Israël	30.03.1953
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Maroc	20.09.1956
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	08.11.1963	Nigéria	17.10.1960
Norvège	12.02.1996	Ouganda	04.06.1963	Panama	04.06.1971
Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	29.12.1953	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Serbie	10.12.2014	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976	Swaziland	05.06.1981

Syrienne, République arabe	07.06.1957	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Turquie	29.03.1961
Uruguay	18.03.1954	Yémen	14.04.1969		

Dénoncée

Royaume-Uni 30.06.1950
Dénoncée le 20.09.1982

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.09.1952

98 ratifications

Afghanistan	07.01.1957	Albanie	02.08.2001	Algérie	19.10.1962
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Argentine	24.09.1956	Arménie	17.12.2004	Autriche	10.11.1951
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
Belgique	22.04.1970	Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Botswana	05.06.1997	Bésil	25.04.1957	Bulgarie	07.11.1955
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Burkina Faso	21.11.1960	Bélarus	04.08.1961	Bénin	12.12.1960
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Cameroun	07.06.1960	Centrafricaine, République	27.10.1960	Chypre	23.09.1960
Colombie	07.06.1963	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	02.06.1960	Cuba	29.04.1952	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	19.06.1973	Dominique	28.02.1983
Egypte	26.07.1960	Equateur	06.07.1954	Espagne	24.06.1958
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
France	15.10.1952	Gabon	14.10.1960	Grenade	09.07.1979
Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959
Guyana	08.06.1966	Honduras	20.06.1960	Hongrie	08.06.1956
Iles Salomon	06.08.1985	Iran, République islamique d'	10.06.1972	Iraq	12.05.1960
Israël	12.01.1959	Italie	22.10.1952	Kazakhstan	03.02.2015
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	01.06.1977	Libye	20.06.1962

Madagascar	01.11.1960	Malaisie	17.11.1961	Mali	22.09.1960
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
Malte	04.01.1965	Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	27.09.1955	Moldova, République de	12.08.1996	Nicaragua	01.03.1976
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960	Norvège	29.06.1950
Ouganda	04.06.1963	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954
Portugal	24.02.1983	Roumanie	06.06.1973	Russie, Fédération de	04.05.1961
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
République démocratique du Congo	16.06.1969	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	17.09.2009
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie III)</i>		
Somalie	18.11.1960	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	27.10.1983
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	07.06.1957
Sénégal	04.11.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962
Tchad	10.11.1960	Tchèque, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
Tunisie	28.05.1958	Turquie	29.03.1961	Ukraine	04.08.1961
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
Uruguay	18.03.1954	Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982	Yémen	14.04.1969
Zambie	23.10.1979				
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
Dénoncée					
Royaume-Uni	24.09.1951				
<i>Dénoncée le 16.09.1983</i>					

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

42 ratifications

Argentine	19.09.1996	Bangladesh	22.06.1972	Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Costa Rica	02.06.1960	Cuba	03.02.1953	Côte d'Ivoire	28.07.1992
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
Djibouti	03.08.1978	Egypte	26.07.1960	Gabon	13.06.1961
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Ghana	21.08.1973	Guatemala	03.01.1953	Irlande	13.06.1972
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
Libye	20.06.1962	Luxembourg	15.12.1958	Malte	09.06.1988
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
Mauritanie	31.03.1964	Mexique	01.03.1991	Pakistan	26.05.1952
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Sri Lanka	30.04.1958	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	07.06.1957
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Sénégal	22.10.1962	Turquie	23.01.1952		
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>			

Dénoncée

Allemagne	08.09.1954	Bésil	21.06.1957	Finlande	22.12.1951
<i>Dénoncée le 10.07.1992</i>		<i>Dénoncée le 14.01.1972</i>		<i>Dénoncée le 30.06.1992</i>	
Norvège	29.06.1950	Suède	18.07.1950		
<i>Dénoncée le 05.07.2002</i>		<i>Dénoncée le 04.06.1992</i>			

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Algérie	19.10.1962	Belgique	04.07.1958	Espagne	05.05.1971
<i>Dénoncée le 06.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 28.09.2004</i>		<i>Dénoncée le 15.06.1999</i>	
Ethiopie	30.04.1991	France	10.03.1953	Israël	19.06.1961
<i>Dénoncée le 10.05.1999</i>		<i>Dénoncée le 28.10.2015</i>		<i>Dénoncée le 04.10.2012</i>	
Italie	09.01.1953	Japon	11.06.1956	Panama	15.07.1971
<i>Dénoncée le 01.02.2000</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1999</i>		<i>Dénoncée le 10.08.1999</i>	

Pays-Bas	13.02.1992	Pologne	25.10.1954	Portugal	07.06.1985
	<i>Dénoncée le 15.09.1999</i>		<i>Dénoncée le 15.09.2008</i>		<i>Dénoncée le 25.03.2002</i>
Suriname	15.06.1976	Uruguay	07.07.1976		
	<i>Dénoncée le 12.04.2006</i>		<i>Dénoncée le 14.06.2004</i>		

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1952

49 ratifications

Albanie	02.03.2005	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1959
		<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>			
Arménie	27.01.2006	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Belgique	27.07.1953	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Brésil	18.06.1965	Burkina Faso	09.06.1961	Cameroun	03.09.1962
				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Chypre	23.09.1960	Cuba	29.04.1952	Dominique	28.02.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Equateur	05.04.1978	Espagne	21.03.1967	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
France	29.03.1954	Grenade	09.07.1979	Guatemala	13.02.1952
<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Guyana	08.06.1966	Israël	30.03.1953	Italie	22.10.1952
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Jamaïque	26.12.1962	Kenya	30.11.1965	Kirghizistan	10.09.2008
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Madagascar	14.06.2001	Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Maurice	02.12.1969	Moldova, République de	12.12.2005	Monténégro	03.06.2006
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	

Nigéria	17.10.1960	Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe I</i>	
Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	21.04.2009	Portugal	12.12.1978
		<i>A exclu les dispositions des annexes III et III</i>			
Royaume-Uni	22.01.1951	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
<i>A exclu les dispositions des annexes I et III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	10.04.2007	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Uruguay	18.03.1954	Venezuela, République bolivarienne du	09.06.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Zambie	02.12.1964				
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

164 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	08.06.1956	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Argentine	24.09.1956	Arménie	12.11.2003	Australie	28.02.1973
Autriche	10.11.1951	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	10.12.1953
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	22.12.1997	Brésil	18.11.1952	Bulgarie	08.06.1959
Burkina Faso	16.04.1962	Burundi	10.10.1997	Bélarus	06.11.1956
Bénin	16.05.1968	Cabo Verde	03.04.1979	Cambodge	23.08.1999
Cameroun	03.09.1962	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chili	01.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	26.11.1999	Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	29.04.1952	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	15.08.1955
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	22.09.1953	Dominique	28.02.1983
Egypte	03.07.1954	El Salvador	06.09.2006	Equateur	28.05.1959
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	04.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	22.12.1951	France	26.10.1951	Gabon	29.05.1961
Gambie	04.09.2000	Ghana	02.07.1959	Grenade	09.07.1979
Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952	Guinée	26.03.1959

Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	08.06.1966
Géorgie	22.06.1993	Haïti	12.04.1957	Honduras	27.06.1956
Hongrie	06.06.1957	Iles Salomon	13.04.2012	Indonésie	15.07.1957
Iraq	27.11.1962	Irlande	04.06.1955	Islande	15.07.1952
Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962
Japon	20.10.1953	Jordanie	12.12.1968	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	03.02.2000
Koweït	09.08.2007	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992
Liban	01.06.1977	Libye	20.06.1962	Libéria	25.05.1962
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958	Madagascar	03.06.1998
Malaisie	05.06.1961	Malawi	22.03.1965	Maldives, République des	04.01.2013
Mali	02.03.1964	Malte	04.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	03.12.2001	Moldova, République de	12.08.1996
Mongolie	03.06.1969	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	23.12.1996
Namibie	03.01.1995	Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962
Nigéria	17.10.1960	Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	09.06.2003
Népal	11.11.1996	Ouganda	04.06.1963	Ouzbékistan	13.07.1992
Pakistan	26.05.1952	Panama	16.05.1966	Papouasie	01.05.1976
				Nouvelle-Guinée	
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	22.12.1993	Philippines	29.12.1953
Pologne	25.02.1957	Portugal	01.07.1964	Pérou	13.03.1964
Roumanie	26.11.1958	Royaume-Uni	30.06.1950	Russie, Fédération de	10.08.1956
Rwanda	08.11.1988	République démocratique du Congo	16.06.1969	Saint-Kitts-et-Nevis	04.09.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie	24.11.2000
Seychelles	04.10.1999	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	20.03.2014
Soudan	18.06.1957	Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	13.12.1972
Suisse	17.08.1999	Suriname	05.06.1996	Suède	18.07.1950
Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	07.06.1957	Sénégal	28.07.1961
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Tchad	08.06.1961
Tchèque, République	01.01.1993	Timor-Leste	16.06.2009	Togo	08.11.1983
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	15.05.1957	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	23.01.1952	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
Vanuatu	28.08.2006	Venezuela, République bolivarienne du	19.12.1968	Yémen	14.04.1969
Zambie	02.09.1996	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951

Adoptée à la 34ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.08.1953

54 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	25.02.1954	Australie	19.06.1969
Autriche	29.10.1953	Belgique	17.10.1968	Belize	15.12.1983
Brésil	25.04.1957	Cameroun	25.05.1970	Centrafricaine, République	09.06.1964
Colombie	04.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	02.06.1960
Cuba	13.01.1954	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Djibouti	03.08.1978
El Salvador	15.06.1995	Espagne	04.06.1970	France	29.03.1954
Gabon	13.06.1961	Grenade	09.07.1979	Guatemala	04.08.1961
Guinée	12.12.1966	Hongrie	18.06.1969	Iles Cook	12.06.2015
Irlande	22.06.1978	Italie	05.05.1971	Kenya	09.02.1971
Malawi	22.03.1965	Malte	28.11.1969	Maroc	14.10.1960
Maurice	02.12.1969	Mexique	23.08.1952	Moldova, République de	04.04.2003
Nouvelle-Zélande	01.07.1952	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	Paraguay	24.06.1964
Pays-Bas	11.06.1954	Philippines	29.12.1953	Pologne	05.07.1977
Pérou	01.02.1960	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Slovaquie	01.01.1993	Sri Lanka	05.04.1954	Swaziland	05.06.1981
Syrienne, République arabe	10.08.1965	Sénégal	22.10.1962	Tchèque, République	01.01.1993
Tunisie	12.01.1959	Turquie	23.06.1970	Uruguay	18.03.1954
Zambie	20.06.1972	Zimbabwe	16.09.1993		

Dénoncée

Royaume-Uni 09.06.1953

Dénoncée le 16.08.1994

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Adoptée à la 34ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.05.1953

171 ratifications

Afghanistan	22.08.1969	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	03.06.1957
Algérie	19.10.1962	Allemagne	08.06.1956	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.05.2003	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956
Arménie	29.07.1994	Australie	10.12.1974	Autriche	29.10.1953
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bangladesh	28.01.1998
Barbade	19.09.1974	Belgique	23.05.1952	Belize	22.06.1999
Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Botswana	05.06.1997
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	07.11.1955	Burkina Faso	30.06.1969
Burundi	25.06.1993	Bélarus	21.08.1956	Bénin	16.05.1968
Cabo Verde	16.10.1979	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	25.05.1970

Canada	16.11.1972	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chili	20.09.1971
Chine	02.11.1990	Chypre	19.11.1987	Colombie	07.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Corée, République de	08.12.1997
Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991	Cuba	13.01.1954
Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	22.06.1960	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	11.03.1957
Erythrée	22.02.2000	Espagne	06.11.1967	Estonie	10.05.1996
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	14.01.1963	France	10.03.1953	Gabon	13.06.1961
Gambie	04.09.2000	Ghana	14.03.1968	Grenade	25.10.1994
Grèce	06.06.1975	Guatemala	02.08.1961	Guinée	11.08.1967
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985	Guyana	13.06.1975
Géorgie	22.06.1993	Haïti	04.03.1958	Honduras	09.08.1956
Hongrie	08.06.1956	Iles Salomon	13.04.2012	Inde	25.09.1958
Indonésie	11.08.1958	Iran, République islamique d'	10.06.1972	Iraq	28.08.1963
Irlande	18.12.1974	Islande	17.02.1958	Israël	09.06.1965
Italie	08.06.1956	Jamaïque	14.01.1975	Japon	24.08.1967
Jordanie	22.09.1966	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	07.05.2001
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	17.06.2009	Lao, République démocratique populaire	13.06.2008
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992	Liban	01.06.1977
Libye	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	23.08.1967
Madagascar	10.08.1962	Malaisie	09.09.1997	Malawi	22.03.1965
Maldives, République des	04.01.2013	Mali	12.07.1968	Malte	09.06.1988
Maroc	11.05.1979	Maurice	18.12.2002	Mauritanie	03.12.2001
Mexique	23.08.1952	Moldova, République de	23.03.2000	Mongolie	03.06.1969
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977	Namibie	06.04.2010
Nicaragua	31.10.1967	Niger	09.08.1966	Nigéria	08.05.1974
Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	03.06.1983	Népal	10.06.1976
Ouganda	02.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	11.10.2001
Panama	03.06.1958	Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000	Paraguay	24.06.1964
Pays-Bas	16.06.1971	Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954
Portugal	20.02.1967	Pérou	01.02.1960	Roumanie	28.05.1957
Royaume-Uni	15.06.1971	Russie, Fédération de	30.04.1956	Rwanda	02.12.1980
République démocratique du Congo	16.06.1969	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	23.05.1985
Saint-Vincent-et-les Grenadines	04.12.2001	Sainte-Lucie	18.08.1983	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982	Serbie	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999
Sierra Leone	15.11.1968	Singapour	30.05.2002	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970	Soudan du Sud	29.04.2012
Sri Lanka	01.04.1993	Suisse	25.10.1972	Suède	20.06.1962
Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	07.06.1957	Sénégal	22.10.1962
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	26.02.2002	Tchad	29.03.1966
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	08.02.1999	Togo	08.11.1983

Trinité-et-Tobago	29.05.1997	Tunisie	11.10.1968	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	19.07.1967	Ukraine	10.08.1956	Uruguay	16.11.1989
Vanuatu	28.07.2006	Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982	Viet Nam	07.10.1997
Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972	Zimbabwe	14.12.1989

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Adoptée à la 35ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1954

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Autriche	14.06.1954
Barbade	08.05.1967	Belize	15.12.1983	Burundi	30.07.1971
Centrafricaine, République	09.06.1964	Colombie	04.03.1969	Comores	23.10.1978
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	07.09.1954	Djibouti	03.08.1978
Egypte	09.04.1956	Equateur	03.10.1969	Espagne	05.05.1971
France	29.03.1954	Gabon	13.06.1961	Guatemala	04.08.1961
Israël	14.07.1953	Maroc	14.10.1960	Mauritanie	08.11.1963
Nouvelle-Zélande	24.07.1953	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	27.11.1958
Pologne	08.10.1956	Pérou	01.02.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	15.06.1961	Suriname	15.06.1976
Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	22.10.1962
Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962				

Dénoncée

Royaume-Uni 25.06.1956
Dénoncée le 16.08.1994

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Allemagne	05.01.1955	Belgique	20.03.1954	Brésil	25.04.1957
	<i>Dénoncée le 01.10.1975</i>		<i>Dénoncée le 02.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 23.09.1998</i>
Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970	Hongrie	08.06.1956
	<i>Dénoncée le 12.07.1974</i>		<i>Dénoncée le 07.08.1973</i>		<i>Dénoncée le 19.08.1998</i>
Italie	08.06.1956	Madagascar	10.08.1962	Norvège	30.09.1954
	<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 08.02.1972</i>		<i>Dénoncée le 22.06.1973</i>
Suède	12.08.1953	Uruguay	18.03.1954		
	<i>Dénoncée le 07.06.1978</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>		

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Adoptée à la 35ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.04.1955

52 ratifications

Albanie	18.01.2006	Allemagne	21.02.1958	Autriche	04.11.1969
<i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II, IV, V, VII et VIII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	
Barbade	11.07.1972	Belgique	26.11.1959	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II, III et V à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 33 b); 34 3); 41 d); 48 c); 55 d) et 61 d). La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bésil	15.06.2009	Bulgarie	14.07.2008
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II à X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI, VII, VIII et X.</i>	
Chypre	03.09.1991	Costa Rica	16.03.1972	Croatie	08.10.1991
<i>A accepté les parties III, IV, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, la partie X a cessé de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II et V à X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	

Danemark	15.08.1955	Equateur	25.10.1974	Espagne	29.06.1988
<i>A accepté les parties II, IV à VI et IX.</i>		<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à IV et VI.</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	14.06.1974	Grèce	16.06.1955
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II et IV à IX.</i>		<i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>	
Honduras	01.11.2012	Irlande	17.06.1968	Islande	20.02.1961
<i>A accepté les parties II, III, V, VIII, IX and X</i>		<i>A accepté les parties III, IV et X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII et IX.</i>	
Israël	16.12.1955	Italie	08.06.1956	Japon	02.02.1976
<i>A accepté les parties V, VI et X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII et VIII.</i>		<i>A accepté les parties III à VI. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
Jordanie	12.02.2014	Libye	19.06.1975	Luxembourg	31.08.1964
<i>A accepté les parties V, VI, IX et X.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Mauritanie	15.07.1968	Mexique	12.10.1961	Monténégro	03.06.2006
<i>A accepté les parties V à VII, IX et X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
Niger	09.08.1966	Norvège	30.09.1954	Pays-Bas	11.10.1962
<i>A accepté les parties V à VIII.</i>		<i>A accepté les parties II à VII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	

Pologne	03.12.2003	Portugal	17.03.1994	Pérou	23.08.1961
<i>A accepté les parties II, V, VII, VIII et X.</i>		<i>A accepté les parties II à X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VIII et IX. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 48 c) et 55 d).</i>	
Roumanie	15.10.2009	Royaume-Uni	27.04.1954	République démocratique du Congo	03.04.1987
<i>A accepté les parties II, III, V, VII et VIII.</i>		<i>A accepté les parties II à V, VII et X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII, IX et X.</i>	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	25.11.2015	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993
<i>A accepté les parties II, III, V, VI, VIII, IX et X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Slovénie	29.05.1992	Suisse	18.10.1977	Suède	12.08.1953
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties V à VII, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II à IV et VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Sénégal	22.10.1962	Tchad	04.06.2015	Tchèque, République	01.01.1993
<i>A accepté les parties VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties V, VI, VII, IX et X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 27 d) ; 33 b); 34 3); 41 d); 55 d) et 61 d).</i>		<i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Togo	07.06.2013	Turquie	29.01.1975	Uruguay	14.10.2010
<i>A accepté les parties V, VII, VIII et X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement accepte les obligations de la convention pour les parties II et VIII sous réserve des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d) et 48 c).</i>		<i>A accepté les parties II, IV, VII et VIII.</i>	

Venezuela, République 05.11.1982

bolivarienne du

A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

Adoptée à la 35ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.09.1955

41 ratifications

Bahamas	14.06.2001	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Brésil	18.06.1965
				<i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>	
Chili	14.10.1994	Croatie	08.10.1991	Equateur	05.02.1962
Espagne	17.08.1965	Ghana	27.05.1986	Grèce	18.02.1983
				<i>A l'exception des personnes figurant sous l'article 7, paragraphe 1 d)</i>	
Guatemala	13.06.1989	Guinée équatoriale	12.06.1985	Kirghizistan	31.03.1992
Libye	19.06.1975	Mongolie	03.06.1969	Ouzbékistan	13.07.1992
Papouasie	02.06.2000	Pologne	10.03.1976	Russie, Fédération de	10.08.1956
Nouvelle-Guinée					
Saint-Marin	23.09.1998	Sri Lanka	01.04.1993	Tadjikistan	26.11.1993
				<i>A l'exception du travail figurant sous l'article 7, paragraphe 1 c)</i>	
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954	Zambie	23.10.1979

Dénoncée

Venezuela, République 10.08.1982

bolivarienne du

Dénoncée le 28.10.1985

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 183)

Autriche	04.12.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belize	06.03.2000
	<i>Dénoncée le 30.04.2004</i>		<i>Dénoncée le 29.10.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.11.2005</i>
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bélarus	06.11.1956	Cuba	07.09.1954
	<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2004</i>		<i>Dénoncée le 01.06.2004</i>
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Hongrie	08.06.1956	Italie	05.05.1971
	<i>Dénoncée le 03.10.2012</i>		<i>Dénoncée le 04.11.2003</i>		<i>Dénoncée le 07.02.2001</i>
Luxembourg	10.12.1969	Moldova, République de	14.02.1997	Monténégro	03.06.2006
	<i>Dénoncée le 08.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 28.08.2006</i>		<i>Dénoncée le 19.04.2012</i>
Pays-Bas	18.09.1981	Portugal	02.05.1985	Serbie	24.11.2000
	<i>Dénoncée le 15.01.2009</i>		<i>Dénoncée le 08.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 31.08.2010</i>
Slovénie	29.05.1992				
	<i>Dénoncée le 01.03.2010</i>				

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Adoptée à la 38ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.06.1958

26 ratifications

Angola	04.06.1976	Brésil	18.06.1965	Centrafricaine, République	09.06.1964
Colombie	04.03.1969	Cuba	15.08.1957	Dominicaine, République	10.02.1958
Egypte	18.12.1958	El Salvador	18.11.1958	Equateur	03.10.1969
Guatemala	14.06.1988	Guinée - Bissau	21.02.1977	Iran, République islamique d'	13.04.1959
Libye	20.06.1962	Libéria	25.05.1962	Malawi	22.03.1965
Maroc	27.03.1963	Niger	23.03.1962	Nigéria	25.10.1962
Nouvelle-Zélande	28.06.1956	Panama	19.06.1970	Swaziland	05.06.1981
Syrienne, République arabe	07.06.1957	Thaïlande	29.07.1964	Tunisie	17.12.1962
Yémen	22.08.1969				

Dénoncée

Portugal	12.04.1960
	<i>Dénoncée le 07.10.2009</i>

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Adoptée à la 40ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.01.1959

175 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Afrique du Sud	05.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	22.06.1959	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.01.1960
Arménie	17.12.2004	Australie	07.06.1960	Autriche	05.03.1958
Azerbaïdjan	09.08.2000	Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	14.07.1998
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	23.01.1961
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	11.06.1990	Bosnie-Herzégovine	15.11.2000
Botswana	05.06.1997	Brésil	18.06.1965	Bulgarie	23.03.1999
Burkina Faso	25.08.1997	Burundi	11.03.1963	Bélarus	25.09.1995
Bénin	22.05.1961	Cabo Verde	03.04.1979	Cambodge	23.08.1999
Cameroun	03.09.1962	Canada	14.07.1959	Centrafricaine, République	09.06.1964
Chili	01.02.1999	Chypre	23.09.1960	Colombie	07.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Costa Rica	04.05.1959
Croatie	05.03.1997	Cuba	02.06.1958	Côte d'Ivoire	05.05.1961
Danemark	17.01.1958	Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	23.06.1958
Dominique	28.02.1983	Egypte	23.10.1958	El Salvador	18.11.1958
Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	05.02.1962	Erythrée	22.02.2000
Espagne	06.11.1967	Estonie	07.02.1996	Etats-Unis	25.09.1991
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	15.07.2003	Fidji	19.04.1974
Finlande	27.05.1960	France	18.12.1969	Gabon	29.05.1961
Gambie	04.09.2000	Ghana	15.12.1958	Grenade	09.07.1979
Grèce	30.03.1962	Guatemala	09.12.1959	Guinée	11.07.1961
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	08.06.1966
Géorgie	23.09.1996	Haïti	04.03.1958	Honduras	04.08.1958
Hongrie	04.01.1994	Iles Cook	12.06.2015	Iles Salomon	13.04.2012
Inde	18.05.2000	Indonésie	07.06.1999	Iran, République islamique d'	13.04.1959
Iraq	15.06.1959	Irlande	11.06.1958	Islande	29.11.1960
Israël	10.04.1958	Italie	15.03.1968	Jamaïque	26.12.1962
Jordanie	31.03.1958	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	18.02.1999	Kiribati	03.02.2000	Koweït	21.09.1961
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	27.01.1992	Liban	01.06.1977
Libye	13.06.1961	Libéria	25.05.1962	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	06.06.2007	Malawi	19.11.1999
Maldives, République des	04.01.2013	Mali	28.05.1962	Malte	04.01.1965
Maroc	01.12.1966	Maurice	02.12.1969	Mauritanie	03.04.1997
Mexique	01.06.1959	Moldova, République de	10.03.1993	Mongolie	15.03.2005
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977	Namibie	15.11.2000
Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960
Norvège	14.04.1958	Nouvelle-Zélande	14.06.1968	Népal	30.08.2007
Oman	21.07.2005	Ouganda	04.06.1963	Ouzbékistan	15.12.1997
Pakistan	15.02.1960	Panama	16.05.1966	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976

Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	18.02.1959	Philippines	17.11.1960
Pologne	30.07.1958	Portugal	23.11.1959	Pérou	06.12.1960
Qatar	02.02.2007	Roumanie	03.08.1998	Royaume-Uni	30.12.1957
Russie, Fédération de	02.07.1998	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.06.2001
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	01.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sainte-Lucie	14.05.1980	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005
Serbie	10.07.2003	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Slovaquie	29.09.1997	Slovénie	24.06.1997	Somalie	08.12.1961
Soudan	22.10.1970	Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	07.01.2003
Suisse	18.07.1958	Suriname	15.06.1976	Suède	02.06.1958
Swaziland	28.02.1979	Syrienne, République arabe	23.10.1958	Sénégal	28.07.1961
Tadjikistan	23.09.1999	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Tchad	08.06.1961
Tchèque, République	06.08.1996	Thaïlande	02.12.1969	Togo	10.07.1999
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	12.01.1959	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	29.03.1961	Ukraine	14.12.2000	Uruguay	22.11.1968
Vanuatu	28.08.2006	Venezuela, République bolivarienne du	16.11.1964	Yémen	14.04.1969
Zambie	22.02.1965	Zimbabwe	27.08.1998		

Dénoncée

Malaisie	13.10.1958	Singapour	25.10.1965
	<i>Dénoncée le 10.01.1990</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1979</i>

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Adoptée à la 40ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.03.1959

63 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Angola	04.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brsil	18.06.1965	Bulgarie	22.07.1960
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a), c) et d).</i>			

Bélarus	26.02.1968	Cameroun	13.05.1988	Chypre	20.12.1966
----------------	------------	-----------------	------------	---------------	------------

Colombie	04.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	04.05.1959
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Croatie	08.10.1991	Cuba	02.06.1958	Danemark	17.01.1958
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a).</i>			
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	23.06.1958	Egypte	23.10.1958
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Equateur	03.10.1969	Espagne	05.05.1971	Ethiopie	28.01.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	05.05.1971	Gabon	26.04.1973
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Ghana	15.12.1958	Grèce	28.08.1981	Guatemala	09.12.1959
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Guinée - Bissau	21.02.1977	Haïti	04.03.1958	Honduras	20.06.1960
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Indonésie	23.08.1972	Iran, République islamique d'	22.01.1968	Iraq	05.07.1960
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Israël	19.06.1961	Italie	12.08.1963	Jordanie	23.07.1979
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 b), c) et d).</i>			
Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	21.09.1961	Lettonie	08.03.1993
Liban	01.06.1977	Malte	09.06.1988	Maroc	22.07.1974

Mexique	01.06.1959	Monténégro	03.06.2006	Pakistan	15.02.1960
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>	
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	02.05.2001	Portugal	24.10.1960
Pérou	11.07.1988	Russie, Fédération de	22.09.1967	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	27.10.1983
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Suriname	15.06.1976	Syrienne, République arabe	23.10.1958	Tadjikistan	26.11.1993
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Tunisie	28.05.1958	Ukraine	19.06.1968	Uruguay	28.06.1973
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					

Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

Adoptée à la 40ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 02.06.1959

27 ratifications

Angola	04.06.1976	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.11.1958
Cuba	02.06.1958	Dominicaine, République	23.06.1958	Egypte	14.01.1959
El Salvador	18.11.1958	Ghana	15.12.1958	Guinée - Bissau	21.02.1977
Haïti	04.03.1958	Inde	29.09.1958	Iraq	16.07.1986
Malawi	22.03.1965	Pakistan	15.02.1960	Panama	04.06.1971
Syrienne, République arabe	14.01.1959	Tunisie	17.12.1962		

Dénoncée

Portugal 22.11.1960
Dénoncée le 07.10.2009

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 169)

Argentine	18.01.1960	Bolivie, Etat plurinational	12.01.1965	Brésil	18.06.1965
		de			
	<i>Dénoncée le 03.07.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.12.1991</i>		<i>Dénoncée le 25.07.2002</i>
Colombie	04.03.1969	Costa Rica	04.05.1959	Equateur	03.10.1969
	<i>Dénoncée le 07.08.1991</i>		<i>Dénoncée le 02.04.1993</i>		<i>Dénoncée le 15.05.1998</i>
Mexique	01.06.1959	Paraguay	20.02.1969	Pérou	06.12.1960
	<i>Dénoncée le 05.09.1990</i>		<i>Dénoncée le 10.08.1993</i>		<i>Dénoncée le 02.02.1994</i>

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Adoptée à la 41ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.02.1961

64 ratifications

Algérie	13.08.1991	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Barbade	08.05.1967	Belize	15.12.1983	Bulgarie	26.01.1977
Bélarus	28.02.1994	Cameroun	29.11.1982	Canada	31.05.1967
Cuba	30.12.1975	Danemark	26.10.1970	Djibouti	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	Estonie	11.12.1996	Fidji	19.04.1974
Finlande	26.10.1970	Ghana	19.02.1960	Grenade	09.07.1979
Grèce	09.10.1963	Guatemala	28.11.1960	Guinée - Bissau	21.02.1977
Guyana	08.06.1966	Honduras	20.06.1960	Iles Salomon	06.08.1985
Iran, République islamique d'	13.03.1967	Iraq	23.09.1986	Irlande	17.06.1961
Islande	26.10.1970	Italie	12.08.1963	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	08.03.1993	Libéria	08.07.1981	Lituanie	19.11.1997
Malte	04.01.1965	Maroc	15.10.2001	Maurice	02.12.1969
Mexique	11.09.1961	Norvège	26.10.1970	Panama	19.06.1970
Pologne	15.03.1993	Portugal	03.08.1967	Roumanie	20.09.1976
Royaume-Uni	18.02.1964	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980

Conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 2, de la convention, les pêcheurs ne sont pas considérés comme gens de mer aux fins de la présente convention.

Seychelles	06.02.1978	Slovénie	30.01.2003	Sri Lanka	24.11.1995
Suède	26.10.1970	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie. Tanganyika	26.11.1962
Tchèque, République	06.08.1996	Tunisie	26.10.1959	Turquie	07.02.2005
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 185)

Azerbaïdjan	19.05.1992	Brésil	05.11.1963	Espagne	05.05.1971
	<i>Dénoncée le 17.07.2006</i>		<i>Dénoncée le 21.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 26.05.2011</i>
France	08.06.1967	Inde	17.01.2005	Luxembourg	15.02.1991
	<i>Dénoncée le 27.04.2004</i>		<i>Dénoncée le 09.10.2015</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>
Moldova, République de	23.03.2000	Russie, Fédération de	04.11.1969		
	<i>Dénoncée le 28.08.2006</i>		<i>Dénoncée le 26.02.2010</i>		

Convention (n° 110) sur les plantations, 1958**Adoptée à la 42ème session de la CIT****Date d'entrée en vigueur: 22.01.1960****12 ratifications**

Cuba	30.12.1958	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Equateur	03.10.1969
	<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>				
Guatemala	04.08.1961	Mexique	20.06.1960	Nicaragua	01.10.1981
Panama	15.07.1971	Philippines	10.10.1968	Sri Lanka	24.04.1995
				<i>En application de l'article 3, paragraphe 1 b), les parties II, III, V, VI, X et XII ont été exclues</i>	

Uruguay 28.06.1973*A ratifié le Protocole de 1982***Dénoncée**

Brésil	01.03.1965	Libéria	22.07.1959
	<i>Dénoncée le 28.08.1970</i>		<i>Dénoncée le 22.01.1971</i>

Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958**Adoptée à la 68ème session de la CIT****Date d'entrée en vigueur: 18.06.1982****2 ratifications**

Cuba	11.01.1984	Uruguay	17.12.1984
-------------	------------	----------------	------------

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Adoptée à la 42ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1960

172 ratifications

Afghanistan	01.10.1969	Afrique du Sud	05.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	15.06.1961	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.06.1968
Arménie	29.07.1994	Australie	15.06.1973	Autriche	10.01.1973
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	26.09.2000
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974	Belgique	22.03.1977
Belize	22.06.1999	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	05.06.1997	Brésil	26.11.1965	Bulgarie	22.07.1960
Burkina Faso	16.04.1962	Burundi	25.06.1993	Bélarus	04.08.1961
Bénin	22.05.1961	Cabo Verde	03.04.1979	Cambodge	23.08.1999
Cameroun	13.05.1988	Canada	26.11.1964	Centrafricaine, République	09.06.1964
Chili	20.09.1971	Chine	12.01.2006	Chypre	02.02.1968
Colombie	04.03.1969	Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999
Corée, République de	04.12.1998	Costa Rica	01.03.1962	Croatie	08.10.1991
Cuba	26.08.1965	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	22.06.1960
Djibouti	28.02.2005	Dominicaine, République	13.07.1964	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	10.07.1962	Erythrée	22.02.2000	Espagne	06.11.1967
Estonie	17.08.2005	Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	17.04.2002	Finlande	23.04.1970	France	28.05.1981
Gabon	29.05.1961	Gambie	04.09.2000	Ghana	04.04.1961
Grenade	14.05.2003	Grèce	07.05.1984	Guatemala	11.10.1960
Guinée	01.09.1960	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	13.06.1975	Géorgie	22.06.1993	Haïti	09.11.1976
Honduras	20.06.1960	Hongrie	20.06.1961	Iles Salomon	13.04.2012
Inde	03.06.1960	Indonésie	07.06.1999	Iran, République islamique d'	30.06.1964
Iraq	15.06.1959	Irlande	22.04.1999	Islande	29.07.1963
Israël	12.01.1959	Italie	12.08.1963	Jamaïque	10.01.1975
Jordanie	04.07.1963	Kazakhstan	06.12.1999	Kenya	07.05.2001
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	17.06.2009	Koweït	01.12.1966
Lao, République démocratique populaire	13.06.2008	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Liban	01.06.1977	Libye	13.06.1961	Libéria	22.07.1959
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	11.08.1961
Malawi	22.03.1965	Maldives, République des	04.01.2013	Mali	02.03.1964
Malte	01.07.1968	Maroc	27.03.1963	Maurice	18.12.2002
Mauritanie	08.11.1963	Mexique	11.09.1961	Moldova, République de	12.08.1996
Mongolie	03.06.1969	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977
Namibie	13.11.2001	Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962
Nigéria	02.10.2002	Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	03.06.1983
Népal	19.09.1974	Ouganda	02.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992

Pakistan	24.01.1961	Panama	16.05.1966	Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	15.03.1973	Philippines	17.11.1960
Pologne	30.05.1961	Portugal	19.11.1959	Pérou	10.08.1970
Qatar	18.08.1976	Roumanie	06.06.1973	Royaume-Uni	08.06.1999
Russie, Fédération de	04.05.1961	Rwanda	02.02.1981	République démocratique du Congo	20.06.2001
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2001
Sainte-Lucie	18.08.1983	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982
Serbie	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	14.10.1966
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	08.12.1961
Soudan	22.10.1970	Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	27.11.1998
Suisse	13.07.1961	Suède	20.06.1962	Swaziland	05.06.1981
Syrienne, République arabe	10.05.1960	Sénégal	13.11.1967	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie, République-Unie de	26.02.2002	Tchad	29.03.1966	Tchèque, République	01.01.1993
Togo	08.11.1983	Trinité-et-Tobago	26.11.1970	Tunisie	14.09.1959
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967	Ukraine	04.08.1961
Uruguay	16.11.1989	Vanuatu	28.07.2006	Venezuela, République bolivarienne du	03.06.1971
Viet Nam	07.10.1997	Yémen	22.08.1969	Zambie	23.10.1979
Zimbabwe	23.06.1999				

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Adoptée à la 43ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.11.1961

29 ratifications

Australie	15.06.1971	Guatemala	02.08.1961	Libéria	16.05.1960
Mauritanie	08.11.1963	Mexique	09.08.1961	Pérou	04.04.1962
Suriname	15.06.1976				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	11.08.1964	Allemagne	11.02.1963	Belgique	08.05.1963
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 08.04.1976</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
Bulgarie	02.03.1961	Costa Rica	29.12.1964	Cuba	05.02.1971
	<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 11.06.1976</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Danemark	27.02.1962	Equateur	10.03.1969	Espagne	07.08.1961
	<i>Dénoncée le 13.11.1997</i>		<i>Dénoncée le 19.09.2000</i>		<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>
France	08.06.1967	Guinée	07.11.1960	Israël	19.06.1961
	<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 06.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 21.06.1979</i>

Italie	05.05.1971	Kenya	09.02.1971	Norvège	22.01.1963
	<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.02.1965	Pologne	20.06.1966
	<i>Dénoncée le 31.10.2000</i>		<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>
Russie, Fédération de	04.05.1961	Tunisie	14.01.1963	Ukraine	04.08.1961
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 19.10.1995</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Uruguay	28.06.1973				
	<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>				

Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.11.1961

30 ratifications

Allemagne	08.10.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	08.05.1963
Brésil	01.03.1965	Bulgarie	02.03.1961	Costa Rica	29.12.1964
Croatie	08.10.1991	Cuba	05.02.1971	Equateur	10.03.1969
Espagne	07.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	08.06.1967
Guatemala	02.08.1961	Guinée	07.11.1960	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	16.05.1960	Monténégro	03.06.2006	Norvège	05.12.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1988	Pologne	11.01.1980
Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.01.1963
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine 02.06.1993
Dénoncée le 04.02.2010

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.11.1961

23 ratifications

Allemagne	01.07.1964	Belgique	08.05.1963	Chypre	20.12.1966
Costa Rica	29.12.1964	Equateur	05.04.1978	Espagne	07.08.1961
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	08.06.1967	Guatemala	02.08.1961
Guinée	07.11.1960	Italie	10.04.1962	Libéria	16.05.1960
Mauritanie	08.11.1963	Monténégro	03.06.2006	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	08.08.1980	Pérou	04.04.1962	Royaume-Uni	20.12.1974
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.01.1963
Uruguay	28.06.1973				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine 02.06.1993
Dénoncée le 04.02.2010

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Adoptée à la 44ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1962

50 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Argentine	15.06.1978	Azerbaïdjan	19.05.1992
Barbade	08.05.1967	Belgique	02.07.1965	Belize	15.12.1983
Brésil	05.09.1966	Bélarus	26.02.1968	Chili	14.10.1994
Corée, République de	07.11.2011	Danemark	07.02.1974	Djibouti	03.08.1978
Egypte	18.03.1964	Equateur	09.03.1970	Espagne	17.07.1962
Finlande	16.10.1978	France	18.11.1971	Ghana	07.11.1961
Grèce	04.06.1982	Guinée	12.12.1966	Guyana	08.06.1966
Hongrie	08.06.1968	Inde	17.11.1975	Iraq	26.10.1962
Italie	05.05.1971	Japon	31.07.1973	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	08.03.1993	Liban	06.12.1977	Lituanie	27.05.2013
Luxembourg	08.04.2008	Mexique	19.10.1983	Nicaragua	01.10.1981
Norvège	17.06.1961	Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	29.11.1966
Pologne	23.12.1964	Portugal	17.03.1994	Royaume-Uni	09.03.1962
Russie, Fédération de	22.09.1967	Slovaquie	01.01.1993	Sri Lanka	18.06.1986
Suisse	29.05.1963	Suède	12.04.1961	Syrienne, République arabe	15.01.1964
Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	15.11.1968
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	22.09.1992		

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Adoptée à la 45ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.02.1962

77 ratifications

Afrique du Sud	09.08.1963	Allemagne	07.10.1963	Australie	29.10.1963
Autriche	14.11.1963	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bolivie, Etat plurinational de	12.01.1965	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	05.09.1966
Bulgarie	03.10.1969	Burkina Faso	16.04.1962	Bélarus	11.03.1970
Cameroun	29.12.1964	Canada	25.04.1962	Centrafricaine, République	10.06.1963
Chypre	20.07.1964	Colombie	04.03.1969	Croatie	08.10.1991
Cuba	05.02.1971	Côte d'Ivoire	02.01.1963	Danemark	10.07.1962
Egypte	26.03.1962	Equateur	10.03.1969	Espagne	17.07.1962
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	01.06.1964

France	08.06.1967	Ghana	27.08.1963	Guatemala	25.01.1965
Honduras	17.11.1964	Inde	21.06.1962	Iraq	26.10.1962
Irlande	27.02.1963	Israël	24.05.1963	Japon	29.04.1971
Jordanie	04.07.1963	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.04.1963
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	04.03.1964	Madagascar	01.06.1964
Maroc	14.11.1962	Mauritanie	08.11.1963	Mexique	03.11.1966
Monténégro	03.06.2006	Niger	23.03.1962	Nigéria	27.06.1962
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	01.03.1963	Pakistan	17.11.1967
Panama	19.06.1970	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	13.11.1964
Pologne	22.04.1964	Roumanie	09.04.1965	Royaume-Uni	09.03.1962
Russie, Fédération de	04.11.1969	République démocratique du Congo	05.09.1967	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	26.04.1974
Suisse	05.11.1962	Suède	03.04.1962	Syrienne, République arabe	10.08.1965
Sénégal	13.11.1967	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	05.02.1962
Tchèquie, République	01.01.1993	Thaïlande	24.09.1962	Tunisie	15.01.1962
Turquie	02.09.1968	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973
Venezuela, République bolivarienne du	16.11.1964	Viet Nam	03.10.1994		

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

Adoptée à la 46ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.04.1964

33 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
Centrafricaine, République	09.06.1964	Costa Rica	27.01.1966	Equateur	03.10.1969
Espagne	08.05.1973	Ghana	18.06.1964	Guatemala	13.06.1989
Guinée	12.12.1966	Géorgie	21.10.1997	Israël	15.01.1964
Italie	27.12.1966	Jamaïque	04.01.1966	Jordanie	07.03.1963
Koweït	23.04.1963	Madagascar	01.06.1964	Malte	09.06.1988
Moldova, République de	12.08.1996	Nicaragua	01.10.1981	Niger	23.11.1964
Panama	04.06.1971	Paraguay	20.02.1969	Portugal	09.01.1981
Roumanie	06.06.1973	République démocratique du Congo	05.09.1967	Soudan	22.10.1970
Syrienne, République arabe	11.12.1964	Sénégal	13.11.1967	Tunisie	14.04.1970
Ukraine	10.12.2015	Venezuela, République bolivarienne du	06.09.1983	Zambie	02.12.1964

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

Adoptée à la 46ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.04.1964

38 ratifications

Allemagne	19.03.1971	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>		<i>A accepté les branches b), c) et e) à g)</i>	
Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Bésil	24.03.1969	Cabo Verde	08.07.1987
<i>A accepté les branches a) à c) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>	
Centrafricaine, République	08.10.1964	Danemark	17.06.1969	Egypte	12.01.1993
<i>A accepté les branches c), e), g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches a) à h)</i>	
Equateur	09.03.1970	Finlande	15.08.1969	France	13.05.1974
<i>A accepté les branches a) à d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches a), b) et g). Le gouvernement a déclaré que les soins médicaux et les indemnités de maladie sont des prestations prévues aux termes de l'article 2, paragraphe 6 a), tandis que les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont accordées au titre de régimes transitoires, mentionnés à l'article 2, paragraphe 6 b).</i>		<i>A accepté les branches a) à d), f), g) et i)</i>	
Guatemala	04.11.1963	Guinée	11.08.1967	Inde	19.08.1964
<i>A accepté la branche c)</i>		<i>A accepté les branches a) à c), e) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à c)</i>	
Iraq	28.04.1978	Irlande	26.11.1964	Israël	09.06.1965
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g), h) et i)</i>		<i>A accepté les branches c), e) à g) et i)</i>	
Italie	05.05.1967	Jordanie	07.03.1963	Kenya	09.02.1971
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches c), d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à f)</i>	
Libye	19.06.1975	Madagascar	22.06.1964	Mauritanie	15.07.1968
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches b) à d) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g) et i)</i>	
Mexique	06.01.1978	Norvège	28.08.1963	Pakistan	27.03.1969
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches f) et i)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>	
Philippines	26.04.1994	Rwanda	21.09.1989	République démocratique du Congo	01.11.1967
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>		<i>A accepté les branches d), e) et g)</i>	
Suriname	15.06.1976	Suède	25.04.1963	Syrienne, République arabe	18.11.1963
<i>A accepté la branche g)</i>		<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>	
Tunisie	20.09.1965	Turquie	25.06.1974	Uruguay	22.02.1983
<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à c) et g) à i)</i>	

Venezuela, République
bolivarienne du
A accepté les branches a) à g)

05.11.1982

Dénoncée

Pays-Bas

03.07.1964

Dénoncée le 20.12.2004

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Adoptée à la 47ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.04.1965

52 ratifications

Algérie	12.06.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	16.04.1992	Bélarus	11.03.1970	Centrafricaine, République	09.06.1964
Chypre	29.03.1965	Congo	23.11.1964	Croatie	08.10.1991
Danemark	22.12.1989	Dominicaine, République	09.03.1965	Equateur	03.10.1969
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a exclu du champ d'application les machines soumises à l'inspection navale nationale.</i>					
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.08.1969
Ghana	18.03.1965	Guatemala	26.02.1964	Guinée	12.12.1966
Iraq	06.03.1987	Italie	05.05.1971	Japon	31.07.1973
Jordanie	04.05.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.11.1964
Lettonie	08.03.1993	Luxembourg	08.04.2008	Madagascar	01.06.1964
Malaisie	06.06.1974	Malte	09.06.1988	Maroc	22.07.1974
Moldova, République de	04.04.2003	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.10.1981
Niger	23.11.1964	Norvège	10.12.1969	Panama	15.07.1971
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a spécifié à quelles entreprises et à quels navires, embarcations et chalands les dispositions de la convention s'appliquent.</i>					
Paraguay	10.07.1967	Pologne	03.02.1977	Russie, Fédération de	04.11.1969
République démocratique du Congo	05.09.1967	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000

Sierra Leone	21.04.1964	Slovénie	29.05.1992	Suisse	16.06.1992
				<i>En application de l'article 13, le gouvernement n'entend pas faire usage de la possibilité d'étendre aux travailleurs indépendants l'application de ladite convention.</i>	
Suède	29.12.1964	Syrienne, République arabe	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1967	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	02.06.1977				

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

Adoptée à la 48ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1966

51 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	05.12.1973	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	17.05.1978	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
Bulgarie	29.03.1965	Bélarus	26.02.1968	Centrafricaine, République	05.06.2006
Costa Rica	27.01.1966	Cuba	05.02.1971	Danemark	17.06.1970
Djibouti	03.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	16.06.1970
Finlande	23.09.1968	France	06.04.1972	Ghana	21.11.1966
Guatemala	21.10.1975	Guinée	12.12.1966	Indonésie	13.06.1969
Iraq	06.03.1987	Italie	05.05.1971	Japon	21.06.1993
Jordanie	11.03.1965	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	08.03.1993
Liban	01.06.1977	Luxembourg	08.04.2008	Madagascar	21.11.1966
Mexique	18.06.1968	Norvège	06.06.1966	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pologne	26.06.1968	Portugal	24.02.1983
Royaume-Uni	21.04.1967	Russie, Fédération de	22.09.1967	République démocratique du Congo	05.09.1967
Slovaquie	01.01.1993	Suisse	18.02.1966	Suède	11.06.1965
Syrienne, République arabe	10.06.1965	Sénégal	25.04.1966	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	06.09.1995	Venezuela, République bolivarienne du	03.06.1971	Viet Nam	03.10.1994

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I n

Adoptée à la 48ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.07.1967

24 ratifications

Allemagne	01.03.1972	Belgique	22.04.1970	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
				<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Chili	30.09.1999	Chypre	28.07.1966
Croatie	08.10.1991	Equateur	05.04.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
				<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>	
Finlande	23.09.1968	Guinée	11.08.1967	Irlande	09.06.1969
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Japon	07.06.1974	Libye	19.06.1975	Luxembourg	24.07.1972
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Monténégro	03.06.2006	Pays-Bas	02.08.1966	République démocratique du Congo	05.09.1967
				<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>	
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	17.06.1969
Sénégal	25.04.1966	Uruguay	28.06.1973	Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982
				<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>	

Conformément à l'article 31 de la convention, la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66ème session (1980) porte effet à l'égard des Etats Membres: a) parties à la convention avant le 24 juin 1980 qui ont accepté ladite liste ultérieurement ou b) ayant ratifié la convention après cette date. La liste adoptée en 1964 demeure en vigueur pour les Etats Membres parties à la convention qui ne remplissent pas l'une ou l'autre des conditions ci-dessus.

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Adoptée à la 48ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1966

109 ratifications

Albanie	07.01.2009	Algérie	12.06.1969	Allemagne	17.06.1971
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.07.1994	Australie	12.11.1969
Autriche	27.07.1972	Azerbaïdjan	19.05.1992	Barbade	15.03.1976
Belgique	08.07.1969	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	24.03.1969	Bulgarie	09.06.2008	Burkina Faso	28.10.2009
Bélarus	26.02.1968	Cambodge	28.09.1971	Cameroun	25.05.1970
Canada	16.09.1966	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chili	24.10.1968
Chine	17.12.1997	Chypre	28.07.1966	Comores	23.10.1978
Corée, République de	09.12.1992	Costa Rica	27.01.1966	Croatie	08.10.1991
Cuba	05.02.1971	Danemark	17.06.1970	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	29.03.2001	El Salvador	15.06.1995	Equateur	13.11.1972
Espagne	28.12.1970	Estonie	12.03.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	18.01.2010	Finlande	23.09.1968	France	05.08.1971
Gabon	01.10.2009	Grèce	07.05.1984	Guatemala	14.09.1988
Guinée	12.12.1966	Géorgie	22.06.1993	Honduras	09.06.1980
Hongrie	18.06.1969	Inde	17.11.1998	Iran, République islamique d'	10.06.1972
Iraq	02.03.1970	Irlande	20.06.1967	Islande	22.06.1990
Israël	26.01.1970	Italie	05.05.1971	Jamaïque	10.01.1975
Japon	10.06.1986	Jordanie	10.03.1966	Kazakhstan	06.12.1999
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	27.01.1992	Liban	01.06.1977
Libye	27.05.1971	Lituanie	03.03.2004	Madagascar	21.11.1966
Maroc	11.05.1979	Mauritanie	30.07.1971	Moldova, République de	12.08.1996
Mongolie	24.11.1976	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	23.12.1996
Nicaragua	01.10.1981	Norvège	06.06.1966	Nouvelle-Zélande	15.07.1965
Ouganda	23.06.1967	Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	19.06.1970
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	09.01.1967
Philippines	13.01.1976	Pologne	24.11.1966	Portugal	09.01.1981
Pérou	27.07.1967	Roumanie	06.06.1973	Royaume-Uni	27.06.1966
Russie, Fédération de	22.09.1967	Rwanda	05.08.2010	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2010
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Soudan	22.10.1970	Suisse	11.02.2013	Suriname	15.06.1976
Suède	11.06.1965	Sénégal	25.04.1966	Tadjikistan	26.11.1993
Tchad	04.06.2015	Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	26.02.1969
Togo	30.03.2012	Trinité-et-Tobago	19.09.2013	Tunisie	17.02.1966
Turquie	13.12.1977	Ukraine	19.06.1968	Uruguay	02.06.1977
Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982	Viet Nam	11.06.2012	Yémen	30.01.1989
Zambie	23.10.1979				

Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.11.1967

41 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Australie	12.12.1971	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Cameroun	06.11.1970	Chypre	11.04.1967	Equateur	10.03.1969
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Espagne	06.11.1967	Gabon	18.10.1968	Inde	20.03.1975
<i>Age minimum spécifié: pour les apprentis, sous certaines conditions, 16 ans; pour les autres catégories de travailleurs, 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Malaisie	06.06.1974	Mexique	29.08.1968	Mongolie	03.12.1981
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Nigéria	14.05.1974	Ouganda	23.06.1967	Paraguay	10.10.1968
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Rwanda	01.06.1970	Slovaquie	01.01.1993	Swaziland	05.06.1981
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Syrienne, République arabe	26.06.1972	Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	08.12.1992
<i>Age minimum spécifié: 17 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans et interdiction absolue pour les femmes</i>	
Viet Nam	20.02.1995				
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Belgique	17.05.1978	Bulgarie	03.10.1969	Bélarus	11.03.1970
<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>	
Djibouti	03.08.1978	France	18.11.1971	Hongrie	08.06.1968
<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 28.05.1998</i>	
Italie	05.05.1971	Jordanie	06.06.1966	Kenya	20.06.1968
<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 23.03.1998</i>		<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>	
Madagascar	23.10.1967	Panama	24.09.1970	Pays-Bas	08.04.1969
<i>Dénoncée le 31.05.2000</i>		<i>Dénoncée le 31.10.2000</i>		<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>	
Pologne	30.09.1969	Russie, Fédération de	04.11.1969	Suisse	10.11.1966
<i>Dénoncée le 21.08.2000</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 17.08.1999</i>	
Thaïlande	05.04.1968	Tunisie	24.07.1967	Ukraine	17.06.1970
<i>Dénoncée le 11.05.2004</i>		<i>Dénoncée le 19.10.1995</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>	
Zambie	03.04.1967				
<i>Dénoncée le 09.02.1976</i>					

Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.12.1967

41 ratifications

Argentine	20.06.1985	Autriche	08.12.1971	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	06.05.1977	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Brésil	21.08.1970
Bulgarie	03.10.1969	Bélarus	11.03.1970	Chypre	18.01.1967
Djibouti	03.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	30.11.1971
Finlande	23.09.1968	France	05.08.1971	Gabon	18.10.1968
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.06.1989	Hongrie	08.06.1968
Irlande	10.06.1985	Italie	05.05.1971	Jordanie	06.06.1966
Kirghizistan	31.03.1992	Madagascar	23.10.1967	Malte	09.06.1988
Mexique	29.08.1968	Ouganda	23.06.1967	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	08.04.1969	Pologne	26.06.1968
Portugal	02.05.1985	Royaume-Uni	13.12.1966	Russie, Fédération de	04.11.1969
Slovaquie	01.01.1993	Syrienne, République arabe	18.08.1972	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	03.05.1967	Ukraine	17.06.1970
Viet Nam	03.10.1994	Zambie	10.03.1967		

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

Adoptée à la 50ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1969

10 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Belgique	22.07.1969	Brésil	21.08.1970
Djibouti	03.08.1978	France	02.04.1970	Panama	19.06.1970
Sierra Leone	06.11.1967	Syrienne, République arabe	06.05.1969	Sénégal	15.07.1968
Trinité-et-Tobago	14.12.1972				

Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

Adoptée à la 50ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 06.11.1968

23 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	22.07.1969
Brésil	12.04.1994	Danemark	06.06.1978	Djibouti	03.08.1978
Espagne	08.11.1968	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	18.11.1971
Grèce	19.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Monténégro	03.06.2006
Norvège	06.07.1967	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	12.05.1976
Royaume-Uni	13.08.1985	Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	06.11.1967	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	17.06.1970				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine 02.06.1993

Dénoncée le 04.02.2010

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

Adoptée à la 51ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.03.1970

29 ratifications

Algérie	12.06.1969	Brésil	21.08.1970	Bulgarie	21.06.1978
Chili	03.11.1972	Costa Rica	16.03.1972	Equateur	10.03.1969
Espagne	07.06.1969	France	31.05.1973	Guatemala	25.07.1983
Honduras	13.04.2012	Hongrie	04.01.1994	Inde	26.03.2010
Italie	05.05.1971	Liban	01.06.1977	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	08.04.2008	Madagascar	04.01.1971	Malte	09.06.1988
Moldova, République de	09.12.1997	Nicaragua	01.03.1976	Panama	19.06.1970
Pologne	02.05.1973	Portugal	02.10.1985	Pérou	19.06.2008
Roumanie	28.10.1975	Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	14.04.1970
Turquie	13.11.1975	Venezuela, République bolivarienne du	01.02.1984		

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

Adoptée à la 51ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.11.1969

16 ratifications

<p>Allemagne 15.01.1971</p> <p><i>A accepté toutes les parties.</i></p>	<p>Autriche 04.11.1969</p> <p><i>A accepté la partie III. Conformément à l'article 39, paragraphe 1 b), les agents de la fonction publique sont exclus de l'application de la convention.</i></p>	<p>Barbade 15.09.1972</p> <p><i>A accepté les parties II et III.</i></p>	
<p>Bolivie, Etat plurinational de 31.01.1977</p> <p><i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i></p>	<p>Chypre 07.01.1969</p> <p><i>A accepté la partie IV.</i></p>	<p>Equateur 05.04.1978</p> <p><i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i></p>	
<p>Finlande 13.01.1976</p> <p><i>A accepté toutes les parties.</i></p>	<p>Libye 19.06.1975</p> <p><i>A accepté toutes les parties.</i></p>	<p>Norvège 01.11.1968</p> <p><i>A accepté toutes les parties.</i></p>	
<p>Pays-Bas 27.10.1969</p> <p><i>A accepté toutes les parties.</i></p>	<p>Slovaquie 01.01.1993</p> <p><i>A accepté la partie III.</i></p>	<p>Suisse 13.09.1977</p> <p><i>A accepté toutes les parties.</i></p>	
<p>Suède 26.07.1968</p> <p><i>A accepté toutes les parties.</i></p>	<p>Tchèque, République 01.01.1993</p> <p><i>A accepté la partie III.</i></p>	<p>Uruguay 28.06.1973</p> <p><i>A accepté toutes les parties.</i></p>	
<p>Venezuela, République bolivarienne du 01.12.1983</p> <p><i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i></p>			

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Adoptée à la 53ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.01.1972

53 ratifications

Albanie	11.10.2007	Allemagne	26.09.1973	Argentine	20.06.1985
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a) et b)</i>					
Azerbaïdjan	09.08.2000	Belgique	08.09.1997	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Burkina Faso	21.05.1974	Colombie	16.11.1976
Costa Rica	16.03.1972	Croatie	08.10.1991	Côte d'Ivoire	05.06.1987
Danemark	30.11.1972	Egypte	20.06.2003	El Salvador	15.06.1995
Espagne	05.05.1971	Estonie	01.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	18.01.2010	Finlande	03.09.1974	France	28.12.1972
Guatemala	20.05.1994	Guyana	19.01.1971	Hongrie	04.01.1994
Islande	24.03.2009	Italie	23.06.1981	Kazakhstan	06.07.2001
Kenya	09.04.1979	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	08.04.2008
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1 b)</i>					
Madagascar	21.12.1971	Malawi	20.07.1971	Malte	09.06.1988
Maroc	11.05.1979	Moldova, République de	09.12.1997	Monténégro	03.06.2006
Norvège	14.04.1971	Pays-Bas	29.06.1973	Pologne	02.06.1995
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2010
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	29.05.1992
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a), b) et c)</i>					
Suède	14.05.1970	Syrienne, République arabe	18.04.1972	Tchèque, République	16.03.2011
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a), b) et c)</i>					
Togo	30.03.2012	Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973
Zambie	23.12.2013	Zimbabwe	16.09.1993		

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

Adoptée à la 53ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.05.1972

15 ratifications

Allemagne	08.08.1974	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Costa Rica	16.03.1972
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>			
Danemark	06.06.1978	Equateur	05.04.1978	Finlande	03.09.1974
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20; 26 paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>			
Libye	19.06.1975	Luxembourg	03.07.1980	Norvège	15.02.1972
Pays-Bas	17.01.2006	Slovaquie	01.01.1993	Suède	14.05.1970
Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	28.06.1973	Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

Adoptée à la 54ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.04.1972

52 ratifications

Albanie	18.08.2004	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.04.2005
Australie	15.06.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	04.05.1983	Burkina Faso	21.05.1974
Cameroun	06.07.1973	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chili	13.09.1999
Corée, République de	27.12.2001	Costa Rica	08.06.1979	Cuba	05.01.1972
Egypte	12.05.1976	El Salvador	15.06.1995	Equateur	02.12.1970
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	28.12.1972
Guatemala	14.06.1988	Guyana	10.01.1983	Iraq	16.05.1974

Japon	29.04.1971	Kenya	09.04.1979	Kirghizistan	12.01.2007
Lettonie	08.03.1993	Liban	01.06.1977	Libye	27.05.1971
Lituanie	26.09.1994	Malte	09.06.1988	Maroc	16.05.2013
Mexique	18.04.1973	Moldova, République de	23.03.2000	Monténégro	03.06.2006
Nicaragua	01.03.1976	Niger	24.04.1980	Népal	19.09.1974
Pays-Bas	10.10.1973	Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	17.03.1975
Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	18.04.1972	Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983
Ukraine	01.03.2006	Uruguay	02.06.1977	Yémen	29.07.1976
Zambie	20.06.1972				

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Adoptée à la 54ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

36 ratifications

Allemagne	01.10.1975	Arménie	27.01.2006	Belgique	02.06.2003
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours . A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bésil	23.09.1998	Burkina Faso	12.07.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 30 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Cameroun	07.08.1973	Croatie	08.10.1991	Espagne	30.06.1972
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.01.1990	Guinée	02.06.1977
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Hongrie	19.08.1998	Iraq	19.02.1974	Irlande	20.06.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Italie	28.07.1981	Kenya	09.04.1979	Lettonie	10.06.1994
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	

Luxembourg	01.10.1979	Madagascar	08.02.1972	Malte	09.06.1988
<i>Durée du congé spécifiée: 25 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Moldova, République de	27.01.1998	Monténégro	03.06.2006	Norvège	22.06.1973
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Portugal	17.03.1981	Russie, Fédération de	06.09.2010	Rwanda	13.05.1991
<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suisse	09.07.1992
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines pour les travailleurs et 5 semaines pour les travailleurs de moins de 20 ans. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Suède	07.06.1978	Tchad	15.12.2000	Tchèque, République	23.08.1996
<i>Durée du congé spécifiée: 5 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Ukraine	25.10.2001	Uruguay	02.06.1977	Yémen	01.11.1976
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours pour les ouvriers et 30 jours pour les employés. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	

Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

Adoptée à la 55ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.08.1991

32 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bésil	16.04.1992	Côte d'Ivoire	19.06.1972
Guinée	26.05.1977	Israël	21.08.1980	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	06.12.1993	Moldova, République de	12.12.2005	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	24.08.1993	Uruguay	02.06.1977

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.08.1974	Australie	11.06.1992	Belize	15.07.2005
<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 08.07.2014</i>	
Danemark	10.07.2003	Finlande	22.11.1974	France	24.03.1972
<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>	

Grèce	24.09.1986	Italie	23.06.1981	Lettonie	13.01.2006
	<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>
Libéria	08.05.1978	Luxembourg	30.11.2005	Nigéria	12.06.1973
	<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 18.06.2013</i>
Norvège	14.03.1975	Pays-Bas	08.01.1985	Pologne	09.10.1975
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	26.03.1981	Russie, Fédération de	27.08.1990
	<i>Dénoncée le 24.11.2015</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>
Suède	17.02.1972				
	<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>				

Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

Adoptée à la 55ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1973

29 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Brésil	25.07.1996	Costa Rica	08.06.1979
Egypte	04.08.1982	Guinée	26.05.1977	Israël	21.08.1980
Kirghizistan	31.03.1992	Mexique	02.05.1974	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	Turquie	17.03.2005	Uruguay	02.06.1977

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.08.1974	Belize	15.07.2005	Danemark	28.07.1980
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 08.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>
Espagne	30.11.1971	Finlande	22.11.1974	France	27.02.1978
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>
Grèce	08.06.1977	Italie	23.06.1981	Japon	03.07.1978
	<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 05.08.2013</i>
Kenya	06.06.1990	Nigéria	12.06.1973	Norvège	09.03.1976
	<i>Dénoncée le 31.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 18.06.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>
Pologne	26.06.1980	Roumanie	28.10.1975	Russie, Fédération de	05.10.1987
	<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 24.11.2015</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>
Suède	17.02.1972				
	<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>				

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Adoptée à la 56ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

85 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	06.06.2006	Allemagne	26.09.1973
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	23.11.2006	Arménie	29.07.1994
Australie	26.02.1993	Autriche	06.08.1973	Azerbaïdjan	12.08.1993
Barbade	25.04.1977	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	21.05.1974	Burundi	10.10.1997
Bénin	11.06.2001	Cameroun	05.04.1976	Chili	13.09.1999
Chypre	03.01.1996	Corée, République de	27.12.2001	Costa Rica	07.12.1977
Croatie	08.10.1991	Cuba	17.11.1972	Côte d'Ivoire	21.02.1973
Danemark	06.06.1978	Dominique	06.01.2004	Egypte	25.03.1982
El Salvador	06.09.2006	Espagne	21.12.1972	Estonie	07.02.1996
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972
Gabon	13.06.1975	Grèce	27.06.1988	Guinée	26.05.1977
Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972	Iraq	27.07.1972
Italie	23.06.1981	Jordanie	23.07.1979	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	09.04.1979	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	09.10.1979	Mali	12.06.1995
Malte	09.06.1988	Maroc	05.04.2002	Mexique	02.05.1974
Moldova, République de	12.08.1996	Mongolie	08.10.1996	Monténégro	03.06.2006
Nicaragua	01.10.1981	Niger	05.04.1972	Norvège	24.11.1976
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	19.11.1975	Pologne	09.06.1977
Portugal	31.05.1976	Roumanie	28.10.1975	Royaume-Uni	15.03.1973
Russie, Fédération de	06.09.2010	Rwanda	08.11.1988	République démocratique du Congo	20.06.2001
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	17.09.2009
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	16.11.1976	Suriname	15.06.1976
Suède	11.08.1972	Syrienne, République arabe	06.03.1975	Sénégal	24.08.1976
Tanzanie, République-Unie de	19.08.1983	Tchad	07.01.1998	Tchèque, République	09.10.2000
Tunisie	25.05.2007	Turquie	12.07.1993	Ukraine	03.09.2003
Uruguay	08.07.2013	Yémen	29.07.1976	Zambie	24.05.1973
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Adoptée à la 56ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.07.1973

38 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	24.03.1993	Chili	14.10.1994	Colombie	16.11.1976
Croatie	08.10.1991	Cuba	17.11.1972	Côte d'Ivoire	21.02.1973
Equateur	27.03.1975	Espagne	08.05.1973	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972	Grèce	24.01.1977
Guinée	26.05.1977	Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972
Inde	11.06.1991	Iraq	27.07.1972	Israël	21.06.1979
Italie	23.06.1981	Koweït	29.03.1974	Liban	23.02.2000
Luxembourg	08.04.2008	Malte	18.05.1990	Maroc	22.07.1974
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.10.1981	Roumanie	06.11.1975
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suisse	25.03.1975	Syrienne, République arabe	07.02.1977	Tchèque, République	01.01.1993
Uruguay	02.06.1977	Zambie	24.05.1973		

Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973

Adoptée à la 58ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1975

25 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Australie	25.06.1974	Brésil	12.08.1994
Costa Rica	03.07.1975	Cuba	07.01.1975	Egypte	04.08.1982
Espagne	22.04.1975	Finlande	13.01.1976	France	15.02.1977
Guyana	10.01.1983	Iraq	09.03.1978	Italie	23.06.1981
Kenya	09.04.1979	Maurice	18.03.2003	Nicaragua	01.10.1981
Nigéria	22.03.2004	Norvège	21.10.1974	Pologne	22.02.1979
Portugal	09.01.1981	Roumanie	28.10.1975	Russie, Fédération de	14.07.2004
Suède	24.07.1974	Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	Uruguay	31.07.1980

Dénoncée

Pays-Bas 14.09.1976
Dénoncée le 17.02.2006

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Adoptée à la 58ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1976

168 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	16.02.1998
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Algérie	30.04.1984	Allemagne	08.04.1976	Angola	13.06.2001
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Antigua-et-Barbuda	17.03.1983	Arabie saoudite	02.04.2014	Argentine	11.11.1996
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Arménie	27.01.2006	Autriche	18.09.2000	Azerbaïdjan	19.05.1992
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Bahamas	31.10.2001	Bahreïn	07.03.2012	Barbade	04.01.2000
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Belgique	19.04.1988	Belize	06.03.2000	Bolivie, Etat plurinational de	11.06.1997
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Botswana	05.06.1997	Brunéi Darussalam	17.06.2011
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Brésil	28.06.2001	Bulgarie	23.04.1980	Burkina Faso	11.02.1999
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Burundi	19.07.2000	Bélarus	03.05.1979	Bénin	11.06.2001
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Cabo Verde	07.02.2011	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	13.08.2001
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Centrafricaine, République	28.06.2000	Chili	01.02.1999	Chine	28.04.1999
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Chypre	02.10.1997	Colombie	02.02.2001	Comores	17.03.2004
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Congo	26.11.1999	Corée, République de	28.01.1999	Costa Rica	11.06.1976
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Croatie	08.10.1991	Cuba	07.03.1975	Côte d'Ivoire	07.02.2003
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Danemark	13.11.1997	Djibouti	14.06.2005	Dominicaine, République	15.06.1999
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans. Le champ d'application de la convention est limité à l'industrie ou activités économiques énumérées dans l'article 5, paragraphe 3. L'emploi de personnes de douze à quatorze ans à des travaux légers est autorisé dans les conditions prévues par l'article 7 paragraphe 3.</i>	

Dominique	27.09.1983	Egypte	09.06.1999	El Salvador	23.01.1996
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Emirats arabes unis	02.10.1998	Equateur	19.09.2000	Erythrée	22.02.2000
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Espagne	16.05.1977	Estonie	15.03.2007	Ethiopie	27.05.1999
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	03.01.2003	Finlande	13.01.1976
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
France	13.07.1990	Gabon	25.10.2010	Gambie	04.09.2000
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Ghana	06.06.2011	Grenade	14.05.2003	Grèce	14.03.1986
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Guatemala	27.04.1990	Guinée	06.06.2003	Guinée - Bissau	05.03.2009
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Guinée équatoriale	12.06.1985	Guyana	15.04.1998	Géorgie	23.09.1996
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Haïti	03.06.2009	Honduras	09.06.1980	Hongrie	28.05.1998
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Iles Salomon	22.04.2013	Indonésie	07.06.1999	Iraq	13.02.1985
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Irlande	22.06.1978	Islande	06.12.1999	Israël	21.06.1979
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Italie	28.07.1981	Jamaïque	13.10.2003	Japon	05.06.2000
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Jordanie	23.03.1998	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	09.04.1979
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	17.06.2009	Koweït	15.11.1999
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Lao, République démocratique populaire	13.06.2005	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	02.06.2006
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Liban	10.06.2003	Libye	19.06.1975	Lituanie	22.06.1998
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Luxembourg	24.03.1977	Madagascar	31.05.2000	Malaisie	09.09.1997
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Malawi	19.11.1999	Maldives, République des	04.01.2013	Mali	11.03.2002
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Malte	09.06.1988	Maroc	06.01.2000	Maurice	30.07.1990
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Mauritanie	03.12.2001	Mexique	10.06.2015	Moldova, République de	21.09.1999
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans.</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Mongolie	16.12.2002	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	16.06.2003
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Namibie	15.11.2000	Nicaragua	02.11.1981	Niger	04.12.1978
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	

Nigéria	02.10.2002	Norvège	08.07.1980	Népal	30.05.1997
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Oman	21.07.2005	Ouganda	25.03.2003	Ouzbékistan	06.03.2009
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Pakistan	06.07.2006	Panama	31.10.2000	Papouasie	02.06.2000
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans. Age minimum pour le travail maritime et la pêche maritime et pour les mineurs n'ayant pas fin la scolarité obligatoire: 15 ans. Age minimum spécifié pour les travaux souterrains dans les mines: 18 ans. Le champ d'application de la convention no. 138 est limité aux branches d'activité économique ou le types d'entreprises énumérés à l'Article 5, paragraphe 3.</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Paraguay	03.03.2004	Pays-Bas	14.09.1976	Philippines	04.06.1998
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Pologne	22.03.1978	Portugal	20.05.1998	Pérou	13.11.2002
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Qatar	03.01.2006	Roumanie	19.11.1975	Royaume-Uni	07.06.2000
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Russie, Fédération de	03.05.1979	Rwanda	15.04.1981	République démocratique du Congo	20.06.2001
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Saint-Kitts-et-Nevis	03.06.2005	Saint-Marin	01.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	25.07.2006
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Samoa	29.10.2008	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	24.11.2000
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Seychelles	07.03.2000	Sierra Leone	10.06.2011	Singapour	07.11.2005
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Slovaquie	29.09.1997	Slovénie	29.05.1992	Soudan	07.03.2003
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	11.02.2000	Suisse	17.08.1999
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans. L'âge minimum déclaré applicable en vertu de l'article 3 de la convention aux travaux souterrains est 19 ans révolus, et 20 ans révolus pour les apprentis.</i>	
Suède	23.04.1990	Swaziland	23.10.2002	Syrienne, République arabe	18.09.2001
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Sénégal	15.12.1999	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	16.12.1998

Age minimum spécifié: 15 ans. En conformité avec l'article 5, paragraphe 2, de la convention, le Gouvernement a déclaré que cet âge minimum ne s'applique pas aux travaux traditionnels champêtres ou ruraux non rémunérés effectués dans le cadre familial, par des enfants de moins de quinze ans et qui sont destinés à mieux les intégrer dans leur milieu social et dans leur environnement.

Age minimum spécifié: 16 ans

Age minimum spécifié: 14 ans

Tchad Age minimum spécifié: 14 ans	21.03.2005	Tchèque, République Age minimum spécifié: 15 ans	26.04.2007	Thaïlande Age minimum spécifié: 15 ans. Conformément à l'article 5, les dispositions de la Convention doivent s'appliquer aux branches suivantes de l'activité économique: les mines et carrières; la fabrication; la construction; l'électricité ; le gaz et l'eau ; les services sanitaires ; le transport ; le service d'entreposage et communication ; les plantations et toutes autres entreprises agricoles produisant principalement dans un but commercial à l'exception des entreprises familiales et des exploitations agricoles artisanales produisant pour la consommation locale et n'employant pas régulièrement de travailleurs salariés.	11.05.2004
Togo Age minimum spécifié: 14 ans	16.03.1984	Trinité-et-Tobago Age minimum spécifié: 16 ans	03.09.2004	Tunisie Age minimum spécifié: 16 ans	19.10.1995
Turkménistan Age minimum spécifié: 16 ans	27.03.2012	Turquie Age minimum spécifié: 15 ans	30.10.1998	Ukraine Age minimum spécifié: 16 ans	03.05.1979
Uruguay Age minimum spécifié: 15 ans	02.06.1977	Venezuela, République bolivarienne du Age minimum spécifié: 14 ans	15.07.1987	Viet Nam Age minimum spécifié: 15 ans	24.06.2003
Yémen Age minimum spécifié: 14 ans	15.06.2000	Zambie Age minimum spécifié: 15 ans	09.02.1976	Zimbabwe Age minimum spécifié: 14 ans	06.06.2000

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Adoptée à la 59ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1976

39 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	23.08.1976	Argentine	15.06.1978
Belgique	11.10.1996	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	27.06.1990
Corée, République de	07.11.2011	Croatie	08.10.1991	Danemark	06.06.1978
Egypte	25.03.1982	Equateur	27.03.1975	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	04.05.1977	France	24.08.1994	Guinée	20.04.1976
Guyana	10.01.1983	Hongrie	10.06.1975	Iraq	31.03.1978
Irlande	04.04.1995	Islande	21.06.1991	Italie	23.06.1981
Japon	26.07.1977	Liban	23.02.2000	Luxembourg	08.04.2008
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.10.1981	Norvège	14.06.1977
Portugal	03.05.1999	Pérou	16.11.1976	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	28.10.1976
Suède	23.09.1975	Syrienne, République arabe	01.02.1979	Tchèque, République	01.01.1993
Ukraine	17.06.2010	Uruguay	31.07.1980	Venezuela, République bolivarienne du	05.07.1983

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

Adoptée à la 59ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.09.1976

35 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	30.11.1976	Azerbaïdjan	11.03.1993
Belgique	12.01.1993	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	16.04.1992	Chili	13.09.1999	Cuba	30.12.1975
Espagne	18.09.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	24.02.1992
France	20.10.1975	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	09.05.1978	Kenya	09.04.1979
Mexique	17.02.1977	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.10.1981
Pays-Bas	14.09.1976	Pologne	23.04.1979	Royaume-Uni	04.12.1975
Russie, Fédération de	19.09.2014	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975
Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	Tchèque, République	01.01.1993	Ukraine	07.03.2003
Venezuela, République bolivarienne du	06.09.1983	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975

Adoptée à la 60ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.11.1977

40 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Albanie	18.08.2004	Allemagne	05.12.1978
Autriche	18.09.1978	Belgique	19.12.2003	Belize	22.06.1999
Brésil	27.09.1994	Burkina Faso	25.08.1997	Chypre	28.06.1977
Costa Rica	23.07.1991	Cuba	14.04.1977	Danemark	06.06.1978
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	28.04.1978
Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984	Grèce	17.10.1989
Guatemala	13.06.1989	Guyana	10.01.1983	Hongrie	04.01.1994
Inde	18.08.1977	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Kenya	09.04.1979	Mali	12.06.1995	Malte	09.06.1988
Mexique	28.06.1978	Moldova, République de	04.04.2003	Nicaragua	01.10.1981
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	26.01.1977	Philippines	18.06.1979
Pologne	29.11.1991	Royaume-Uni	15.02.1977	Suisse	23.05.1977
Suède	19.07.1976	Uruguay	19.06.1989	Venezuela, République bolivarienne du	05.07.1983
Zambie	04.12.1978				

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Adoptée à la 60ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.07.1977

68 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Algérie	26.01.1984	Allemagne	29.12.1980
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	15.06.1978	Australie	10.09.1985
Autriche	02.03.1979	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	24.11.1981	Burkina Faso	28.10.2009	Bélarus	03.05.1979
Centrafricaine, République	05.06.2006	Chypre	28.06.1977	Corée, République de	21.01.1994
Cuba	05.01.1978	Danemark	05.06.1981	Egypte	25.03.1982
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	16.05.1977
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	21.01.2013	Finlande	14.09.1977
France	10.09.1984	Grèce	17.10.1989	Guinée	05.06.1978
Guyana	10.01.1983	Géorgie	22.06.1993	Hongrie	17.06.1976
Inde	25.03.2009	Iran, République islamique d'	19.03.2007	Iraq	26.07.1978
Irlande	22.06.1979	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Japon	10.06.1986	Jordanie	23.07.1979	Kenya	09.04.1979
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	08.03.1993	Liban	23.02.2000
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001	Mexique	28.06.1978
Moldova, République de	19.12.2001	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	04.11.1977
Niger	28.01.1993	Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	19.06.1979
Pologne	10.10.1979	Portugal	09.01.1981	Royaume-Uni	15.02.1977

Russie, Fédération de	03.05.1979	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	23.05.1977
Suède	19.07.1976	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983
Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	23.02.1989	Turquie	12.07.1993
Ukraine	03.05.1979	Venezuela, République bolivarienne du	08.10.1984		

Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

Adoptée à la 60ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.12.1978

23 ratifications

Albanie	12.09.2006	Arménie	27.01.2006	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Burkina Faso	09.12.1977	Bénin	11.06.1980	Cameroun	04.07.1978
Chypre	28.06.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée	05.06.1978
Italie	23.06.1981	Kenya	09.04.1979	Monténégro	03.06.2006
Norvège	24.01.1979	Ouganda	31.03.1978	Philippines	14.09.2006
Portugal	12.12.1978	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	28.12.1982	Tadjikistan	10.04.2007
Togo	08.11.1983	Venezuela, République bolivarienne du	17.08.1983		

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Adoptée à la 61ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.05.1978

139 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	30.06.1999
Algérie	12.07.1993	Allemagne	23.07.1979	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Argentine	13.04.1987	Arménie	29.04.2005	Australie	11.06.1979
Autriche	02.03.1979	Azerbaïdjan	12.08.1993	Bahamas	16.08.1979
Bangladesh	17.04.1979	Barbade	06.04.1983	Belgique	29.10.1982
Belize	06.03.2000	Bosnie-Herzégovine	11.07.2006	Botswana	05.06.1997
Brésil	27.09.1994	Bulgarie	12.06.1998	Burkina Faso	25.07.2001
Burundi	10.10.1997	Bélarus	15.09.1993	Bénin	11.06.2001
Canada	13.06.2011	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chili	29.07.1992
Chine	02.11.1990	Chypre	28.06.1977	Colombie	09.11.1999
Comores	06.06.2014	Congo	26.11.1999	Corée, République de	15.11.1999
Costa Rica	29.07.1981	Côte d'Ivoire	05.06.1987	Danemark	06.06.1978
Djibouti	28.02.2005	Dominicaine, République	15.06.1999	Dominique	29.04.2002
Egypte	25.03.1982	El Salvador	15.06.1995	Equateur	23.11.1979

Espagne	13.02.1984	Estonie	22.03.1994	Etats-Unis	15.06.1988
Ethiopie	06.06.2011	Ex-République yougoslave de Macédoine	08.12.2005	Fidji	18.05.1998
Finlande	02.10.1978	France	08.06.1982	Gabon	06.12.1988
Ghana	06.06.2011	Grenade	25.10.1994	Grèce	28.08.1981
Guatemala	13.06.1989	Guinée	16.10.1995	Guyana	10.01.1983
Honduras	12.06.2012	Hongrie	04.01.1994	Inde	27.02.1978
Indonésie	17.10.1990	Iraq	11.09.1978	Irlande	22.06.1979
Islande	30.06.1981	Israël	21.01.2010	Italie	18.10.1979
Jamaïque	23.10.1996	Japon	14.06.2002	Jordanie	05.08.2003
Kazakhstan	13.12.2000	Kenya	06.06.1990	Kirghizistan	12.01.2007
Koweït	15.08.2000	Lao, République démocratique populaire	29.10.2010	Lesotho	27.01.1998
Lettonie	25.07.1994	Libéria	25.03.2003	Lituanie	26.09.1994
Madagascar	22.04.1997	Malaisie	14.06.2002	Malawi	01.10.1986
Mali	23.01.2008	Maroc	16.05.2013	Maurice	14.06.1994
Mexique	28.06.1978	Moldova, République de	12.08.1996	Mongolie	10.08.1998
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	23.12.1996	Namibie	03.01.1995
Nicaragua	01.10.1981	Nigéria	03.05.1994	Norvège	09.08.1977
Nouvelle-Zélande	05.06.1987	Népal	21.03.1995	Ouganda	13.01.1994
Pakistan	25.10.1994	Panama	11.06.2015	Pays-Bas	27.07.1978
Philippines	10.06.1991	Pologne	15.03.1993	Portugal	09.01.1981
Pérou	08.11.2004	Roumanie	09.12.1992	Royaume-Uni	15.02.1977
Russie, Fédération de	18.12.2014	République démocratique du Congo	20.06.2001	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000
Saint-Marin	23.05.1985	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2010	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie	13.05.2005	Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	21.01.1985
Singapour	04.10.2010	Slovaquie	10.02.1997	Slovénie	29.06.2011
Sri Lanka	17.03.1994	Suisse	28.06.2000	Suriname	16.11.1979
Suède	16.05.1977	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	28.05.1985
Sénégal	19.11.2004	Tadjikistan	23.01.2014	Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983
Tchad	07.01.1998	Tchèque, République	09.10.2000	Togo	08.11.1983
Trinité-et-Tobago	07.06.1995	Tunisie	11.02.2014	Turquie	12.07.1993
Ukraine	16.05.1994	Uruguay	22.05.1987	Venezuela, République bolivarienne du	17.06.1983
Viet Nam	09.06.2008	Yémen	15.06.2000	Zambie	04.12.1978
Zimbabwe	14.12.1989				

Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 03.05.1979

17 ratifications

Brésil	18.05.1990	Costa Rica	16.06.1981	Cuba	09.02.1979
Egypte	17.03.1983	Iraq	14.11.1979	Portugal	23.05.1983

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Espagne	28.04.1978	Finlande	02.10.1978	France	03.05.1978
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>
Hongrie	08.06.1978	Italie	23.06.1981	Maroc	07.03.1980
	<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>
Norvège	24.01.1979	Pays-Bas	10.01.1979	Pologne	10.10.1979
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>
Suède	06.10.1981				
	<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>				

Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1979

17 ratifications

Brésil	24.09.1998	Cameroun	13.06.1978	Iraq	15.02.1985
	<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 60 jours consécutifs pour les officiers et 3 jours consécutifs par mois pour les matelots</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 36 jours</i>
Portugal	25.06.1984	Turquie	28.07.2005		
	<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.11.2006	Bulgarie	12.06.2003	Espagne	09.03.1979
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Finlande	15.01.1990	France	15.06.1978	Italie	28.07.1981
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>
Kenya	14.09.1990	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	10.07.1980
	<i>Dénoncée le 31.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>
Nicaragua	01.10.1981	Pays-Bas	12.11.1980	Suède	07.06.1978
	<i>Dénoncée le 20.12.2013</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 62ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.11.1981

56 ratifications

Albanie	12.12.2007	Algérie	27.06.2006	Azerbaïdjan	19.05.1992
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Brésil	17.01.1991	Costa Rica	24.06.1981	Dominique	06.01.2004
Egypte	17.03.1983	Estonie	01.12.2004	Etats-Unis	15.06.1988
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Iraq	15.02.1985	Islande	11.05.1999	Israël	06.12.1996
Jordanie	01.04.2004	Kirghizistan	31.03.1992	Liban	06.12.1993
Portugal	02.05.1985	Pérou	06.07.2004	Slovénie	21.06.1999
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Tadjikistan	26.11.1993	Trinité-et-Tobago	03.06.1999	Ukraine	17.03.1994

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.07.1980	Bahamas	03.01.2001	Barbade	16.05.1994
<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>					
Belgique	16.09.1982	Belize	15.07.2005	Bulgarie	24.02.2003
<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>					
Bénin	04.02.2010	Canada	25.05.1993	Chypre	19.09.1995
<i>Dénoncée le 13.06.2011</i>					
Croatie	19.07.1996	Danemark	28.07.1980	Espagne	28.04.1978
<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>					
Finlande	02.10.1978	France	02.05.1978	Ghana	10.05.2005
<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>					
Grèce	18.09.1979	Hongrie	30.03.2005	Inde	26.09.1996
<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>					
Irlande	16.12.1992	Italie	23.06.1981	Japon	31.05.1983
<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>					
Lettonie	12.11.1998	Libéria	08.07.1981	Lituanie	14.07.2006
<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>					
Luxembourg	15.02.1991	Malte	10.01.2002	Maroc	15.06.1981
<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>					
Norvège	24.01.1979	Pays-Bas	25.01.1979	Pologne	02.06.1995
<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>					
Roumanie	15.05.2001	Royaume-Uni	28.11.1980	Russie, Fédération de	07.05.1991
<i>Dénoncée le 24.11.2015</i>					
Seychelles	28.10.2005	Suède	20.12.1978		
<i>Dénoncée le 07.01.2014</i>					
<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>					

Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 84ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.01.2003

24 ratifications

Albanie	12.12.2007	Estonie	01.12.2004	Slovénie	21.07.2004
		<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>			

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003	Belize	15.07.2005
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 08.07.2014</i>
Bulgarie	09.06.2005	Chypre	09.10.2006	Croatie	06.07.2010
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 20.07.2012</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>
Danemark	10.07.2003	Finlande	04.07.2002	France	27.04.2004
	<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>
Grèce	14.05.2002	Hongrie	30.03.2005	Irlande	22.04.1999
	<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>
Lettonie	15.12.2004	Lituanie	14.07.2006	Luxembourg	30.11.2005
	<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>
Malte	10.01.2002	Norvège	27.04.2006	Pays-Bas	16.06.2003
	<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>
Roumanie	15.05.2001	Royaume-Uni	29.06.2001	Suède	15.12.2000
	<i>Dénoncée le 24.11.2015</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

Adoptée à la 63ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

45 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	01.06.1994
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bésil	14.01.1982	Costa Rica	16.06.1981
Croatie	08.10.1991	Cuba	29.12.1980	Danemark	08.01.1988
Egypte	04.05.1988	Equateur	11.07.1978	Espagne	17.12.1980
				<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air et le bruit</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	08.06.1979	France	30.07.1985
Ghana	27.05.1986	Guatemala	22.02.1996	Guinée	08.06.1982
Hongrie	04.01.1994	Iraq	17.04.1985	Italie	28.02.1985
Kazakhstan	30.07.1996	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	08.03.1993
Liban	04.04.2005	Luxembourg	08.04.2008	Malte	09.06.1988
				<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>	
Monténégro	03.06.2006	Niger	28.01.1993	Norvège	13.03.1979

Pologne	02.12.2004	Portugal	09.01.1981	Royaume-Uni	08.03.1979
				<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>	
Russie, Fédération de	03.06.1988	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie,	30.05.1983
				République-Unie de	
				<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>	
Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	05.09.1988	Zambie	19.08.1980

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Adoptée à la 63ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

41 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	17.04.1979	Belgique	29.03.1988
Bélarus	03.05.1979	Congo	24.06.1986	Danemark	05.06.1981
Egypte	03.11.1982	El Salvador	30.01.2013	Equateur	11.07.1978
Fidji	28.05.2008	Finlande	08.06.1979	France	10.09.1984
Ghana	27.05.1986	Grèce	17.03.1987	Guatemala	09.05.1995
Guinée	08.06.1982	Guyana	10.01.1983	Iraq	04.06.1980
Italie	28.02.1985	Jamaïque	04.06.1984	Kenya	06.06.1990
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	08.03.1993	Lituanie	12.06.2007
Luxembourg	08.04.2008	Malawi	01.10.1986	Malte	18.05.1990
Norvège	05.07.1989	Philippines	18.06.1979	Pologne	04.11.1980
Portugal	28.05.1985	Russie, Fédération de	03.05.1979	Seychelles	12.10.1993
Slovénie	30.01.2003	Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie,	30.05.1983	Ukraine	03.05.1979	Uruguay	31.07.1980
République-Unie de					
Venezuela, République bolivarienne du	17.08.1983	Zambie	19.08.1980		

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Adoptée à la 64ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.10.1980

75 ratifications

Albanie	24.07.2002	Algérie	26.01.1984	Allemagne	26.02.1981
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	20.02.2004	Arménie	18.05.2005
Australie	10.09.1985	Belgique	21.10.2011	Belize	06.03.2000
Burkina Faso	03.04.1980	Bélarus	15.09.1993	Bénin	11.06.2001
Cambodge	23.08.1999	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chine	07.03.2002
Chypre	06.07.1981	Congo	24.06.1986	Corée, République de	08.12.1997
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	29.12.1980	Danemark	05.06.1981
Dominicaine, République	15.06.1999	Dominique	26.07.2004	Egypte	05.12.1991
El Salvador	02.02.2001	Espagne	03.03.1982	Etats-Unis	03.03.1995
Ex-République yougoslave de Macédoine	22.07.2013	Finlande	25.02.1980	Gabon	11.10.1979
Ghana	27.05.1986	Grèce	31.07.1985	Guinée	08.06.1982
Guyana	10.01.1983	Iraq	10.07.1980	Israël	07.12.1979
Italie	28.02.1985	Jamaïque	04.06.1984	Jordanie	10.07.2003
Kirghizistan	22.12.2003	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	08.03.1993
Liban	04.04.2005	Libéria	02.06.2003	Luxembourg	21.03.2001
Malawi	19.11.1999	Mali	23.01.2008	Maroc	03.04.2009
Maurice	05.04.2004	Mexique	10.02.1982	Moldova, République de	10.11.2006
Namibie	28.06.1996	Niger	29.06.2015	Norvège	19.03.1980
Pays-Bas	08.08.1980	Portugal	09.01.1981	Roumanie	04.11.2008
Royaume-Uni	19.03.1980	Russie, Fédération de	02.07.1998	République démocratique du Congo	03.04.1987
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	15.03.2013	Seychelles	23.11.1999
Suisse	03.03.1981	Suriname	29.09.1981	Suède	11.06.1979
Tchèque, République	09.10.2000	Togo	30.03.2012	Trinité-et-Tobago	17.08.2007
Tunisie	23.05.1988	Ukraine	10.11.2004	Uruguay	19.06.1989
Venezuela, République bolivarienne du	17.08.1983	Zambie	19.08.1980	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Adoptée à la 64ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.02.1981

53 ratifications

Albanie	30.06.1999	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	21.01.1987
Arménie	29.07.1994	Azerbaïdjan	11.03.1993	Belgique	21.05.1991
Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	31.03.2015	Botswana	22.12.1997
Brésil	15.06.2010	Bélarus	08.09.1997	Chili	17.07.2000
Chypre	06.07.1981	Colombie	08.12.2000	Cuba	29.12.1980
Danemark	05.06.1981	El Salvador	06.09.2006	Espagne	18.09.1984
Ex-République yougoslave de Macédoine	22.07.2013	Finlande	25.02.1980	Gabon	01.10.2009
Ghana	27.05.1986	Grèce	29.07.1996	Guinée	08.06.1982
Guyana	10.01.1983	Géorgie	10.10.2003	Hongrie	04.01.1994
Italie	28.02.1985	Lettonie	27.01.1992	Luxembourg	21.03.2001
Mali	12.06.1995	Maroc	04.06.2013	Moldova, République de	04.04.2003
Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	29.11.1988	Pologne	26.07.1982
Portugal	09.01.1981	Pérou	27.10.1980	Royaume-Uni	19.03.1980
Russie, Fédération de	19.09.2014	Saint-Marin	19.04.1988	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005
Seychelles	23.11.1999	Slovaquie	22.02.2010	Slovénie	20.09.2010
Suisse	03.03.1981	Suriname	29.09.1981	Suède	11.06.1979
Tchad	07.01.1998	Tunisie	11.02.2014	Turquie	12.07.1993
Uruguay	19.06.1989	Zambie	19.08.1980		

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

Adoptée à la 65ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.12.1981

26 ratifications

Allemagne	17.12.1982	Brésil	18.05.1990	Chypre	13.11.1987
Congo	24.06.1986	Cuba	15.10.1982	Danemark	22.12.1989
Egypte	03.08.1988	Equateur	20.05.1988	Espagne	03.03.1982
Finlande	03.07.1981	France	30.07.1985	Guinée	08.06.1982
Iraq	17.04.1985	Italie	07.06.2000	Jamaïque	04.11.2005
Liban	06.09.2004	Mexique	10.02.1982	Moldova, République de	22.01.2007
Norvège	05.12.1980	Pays-Bas	13.05.1998	Pérou	19.04.1988
Russie, Fédération de	14.07.2004	Seychelles	28.10.2005	Suède	13.06.1980
Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

Adoptée à la 65ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.02.1983

9 ratifications

Equateur	20.05.1988	Espagne	07.02.1985	Iraq	17.04.1985
Mexique	10.02.1982	Suisse	04.05.1981	Turquie	17.03.2005
Ukraine	09.06.2008	Uruguay	19.06.1989	Venezuela, République bolivarienne du	05.07.1983

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Adoptée à la 67ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

46 ratifications

Albanie	24.07.2002	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	29.01.1993
Arménie	29.04.2005	Azerbaïdjan	12.08.1993	Belgique	29.03.1988
Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	26.09.2014	Brésil	10.07.1992
Bélarus	08.09.1997	Bénin	10.01.2012	Chypre	16.01.1989
Colombie	08.12.2000	Espagne	11.09.1985	Ex-République yougoslave de Macédoine	22.07.2013
Finlande	09.02.1983	Gabon	06.12.1988	Grèce	17.09.1996
Guatemala	29.10.1996	Hongrie	04.01.1994	Kirghizistan	22.12.2003
Lettonie	25.07.1994	Lituanie	26.09.1994	Maroc	03.04.2009
Maurice	23.11.2011	Moldova, République de	14.02.1997	Niger	05.06.1985
Norvège	22.06.1982	Ouganda	27.03.1990	Ouzbékistan	15.12.1997
Pays-Bas	22.12.1993	Roumanie	15.12.1992	Russie, Fédération de	06.09.2010
Saint-Marin	01.02.1995	Sainte-Lucie	06.12.2000	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005
Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	02.02.2006	Suisse	16.11.1983
Suriname	05.06.1996	Suède	11.08.1982	Tanzanie, République-Unie de	14.08.1998
Tunisie	11.02.2014	Ukraine	16.05.1994	Uruguay	19.06.1989
Zambie	04.02.1986				

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 67ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

64 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	09.02.2004	Algérie	06.06.2006
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	13.01.2014	Australie	26.03.2004
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>	
Bahreïn	09.09.2009	Belgique	28.02.2011	Belize	22.06.1999
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bésil	18.05.1992	Bélarus	30.05.2000
Cabo Verde	09.08.2000	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chine	25.01.2007
Chypre	16.01.1989	Corée, République de	20.02.2008	Croatie	08.10.1991
Cuba	07.09.1982	Danemark	10.07.1995	El Salvador	12.10.2000
				<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>	
Espagne	11.09.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	28.05.2008	Finlande	24.04.1985	Gabon	28.07.2015
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Grenade	26.06.2012	Guyana	17.09.2012	Hongrie	04.01.1994
Irlande	04.04.1995	Islande	21.06.1991	Kazakhstan	30.07.1996
Lesotho	01.11.2001	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001
				<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>	
Maurice	25.07.2014	Mexique	01.02.1984	Moldova, République de	28.04.2000
Mongolie	03.02.1998	Monténégro	03.06.2006	Niger	19.02.2009
Nigéria	03.05.1994	Norvège	22.06.1982	Nouvelle-Zélande	12.06.2007
Pays-Bas	22.05.1991	Portugal	28.05.1985	Russie, Fédération de	02.07.1998
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>	
Syrienne, République arabe	19.05.2009	Tadjikistan	21.10.2009	Tchèque, République	01.01.1993
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Turquie	22.04.2005	Ukraine	04.01.2012	Uruguay	05.09.1988
Venezuela, République bolivarienne du	25.06.1984	Viet Nam	03.10.1994	Zambie	23.12.2013
Zimbabwe	09.04.2003				

Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 90ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.02.2005

10 ratifications

Albanie	09.02.2004	Argentine	13.01.2014	Australie	10.08.2011
El Salvador	22.07.2004	Finlande	09.12.2003	Luxembourg	08.04.2008
Portugal	12.11.2010	Slovénie	01.03.2010	Suède	15.06.2007
Syrienne, République arabe	19.05.2009				

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Adoptée à la 67ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

44 ratifications

Albanie	11.10.2007	Argentine	17.03.1988	Australie	30.03.1990
Azerbaïdjan	29.10.2010	Belgique	10.04.2015	Belize	22.06.1999
Bolivie, Etat plurinational de	01.09.1998	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	03.04.2006
Chili	14.10.1994	Corée, République de	29.03.2001	Croatie	08.10.1991
El Salvador	12.10.2000	Equateur	08.02.2013	Espagne	11.09.1985
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	09.02.1983
France	16.03.1989	Grèce	10.06.1988	Guatemala	06.01.1994
Guinée	16.10.1995	Islande	22.06.2000	Japon	09.06.1995
Kazakhstan	17.01.2013	Lituanie	06.05.2004	Maurice	05.04.2004
Monténégro	03.06.2006	Niger	05.06.1985	Norvège	22.06.1982
Paraguay	21.12.2007	Pays-Bas	24.03.1988	Portugal	02.05.1985
Pérou	16.06.1986	Russie, Fédération de	13.02.1998	Saint-Marin	19.04.1988
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	14.06.2002	Slovénie	29.05.1992
Suède	11.08.1982	Ukraine	11.04.2000	Uruguay	16.11.1989
Venezuela, République bolivarienne du	27.11.1984	Yémen	13.03.1989		

Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982

Adoptée à la 68ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.09.1986

4 ratifications

Espagne	11.09.1985	Kirghizistan	10.09.2008	Philippines	26.04.1994
Suède	18.04.1984				

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Adoptée à la 68ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1985

36 ratifications

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.02.1993	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Cameroun	13.05.1988	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chypre	05.07.1985
Espagne	26.04.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	30.06.1992	France	16.03.1989	Gabon	06.12.1988
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001
Malawi	01.10.1986	Maroc	07.10.1993	Moldova, République de	14.02.1997
Monténégro	03.06.2006	Namibie	28.06.1996	Niger	05.06.1985
Ouganda	18.07.1990	Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000	Portugal	27.11.1995
République démocratique du Congo	03.04.1987	Sainte-Lucie	06.12.2000	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	22.02.2010	Slovénie	29.05.1992	Suède	20.06.1983
Turquie	04.01.1995	Ukraine	16.05.1994	Venezuela, République bolivarienne du	06.05.1985
Yémen	13.03.1989	Zambie	09.02.1990		

Dénoncée

Brésil 05.01.1995
Dénoncée le 20.11.1996

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Adoptée à la 69ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.06.1985

83 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	Allemagne	14.11.1989	Argentine	13.04.1987
Australie	07.08.1990	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahreïn	02.02.1999
Belgique	10.06.2015	Bolivie, Etat plurinational de	19.12.1996	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	26.05.1989	Chili	14.10.1994
Chine	02.02.1988	Chypre	13.04.1987	Colombie	07.12.1989
Corée, République de	15.11.1999	Costa Rica	23.07.1991	Croatie	08.10.1991
Cuba	03.10.1996	Côte d'Ivoire	22.10.1999	Danemark	01.04.1985
Dominicaine, République	20.06.1994	Egypte	03.08.1988	El Salvador	19.12.1986
Equateur	20.05.1988	Espagne	02.08.1990	Ethiopie	28.01.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	01.12.2004	Finlande	24.04.1985
France	16.03.1989	Grèce	31.07.1985	Guatemala	05.04.1994
Guinée	16.10.1995	Hongrie	20.06.1984	Irlande	06.06.1986
Islande	22.06.1990	Italie	07.06.2000	Japon	12.06.1992
Jordanie	13.05.2003	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	26.06.1998

Liban	23.02.2000	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001
Madagascar	03.06.1998	Malawi	01.10.1986	Mali	12.06.1995
Malte	09.06.1988	Maurice	09.06.2004	Mexique	05.04.2001
Mongolie	03.02.1998	Monténégro	03.06.2006	Nigéria	26.08.2010
Norvège	13.08.1984	Ouganda	27.03.1990	Pakistan	25.10.1994
Panama	28.01.1994	Paraguay	02.05.1991	Pays-Bas	15.02.1988
Philippines	23.08.1991	Pologne	02.12.2004	Portugal	03.05.1999
Pérou	16.06.1986	Russie, Fédération de	03.06.1988	Saint-Marin	23.05.1985
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suisse	20.06.1985	Suède	12.06.1984
Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	11.10.2007
Trinité-et-Tobago	03.06.1999	Tunisie	05.09.1989	Turquie	26.06.2000
Ukraine	15.05.2003	Uruguay	13.01.1988	Yémen	18.11.1991
Zambie	05.01.1989	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Adoptée à la 71^{ème} session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.04.1988

49 ratifications

Allemagne	25.04.1991	Arménie	29.04.2005	Australie	15.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Autriche	03.06.1987	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bolivie, Etat plurinational de	14.11.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Brésil	02.07.1990	Bélarus	12.10.1990	Bénin	06.04.2000
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2; les articles 7, 8, et 12 à 15, de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Canada	22.11.1995	Chypre	01.12.1987	Colombie	23.03.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 9(1) et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Corée, République de	08.12.1997	Costa Rica	13.02.2001	Danemark	22.01.1988
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	

El Salvador	24.04.1987	Espagne	03.10.1989	Etats-Unis	11.06.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Finlande	27.04.1987	Grèce	17.03.1993	Guatemala	07.04.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Hongrie	09.04.2010	Inde	01.04.1992	Irlande	27.10.1995
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, l'article 8 de la partie II a été accepté.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 11 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Israël	21.01.2010	Italie	08.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Lettonie	10.06.1994	Lituanie	10.06.1999	Maurice	14.06.1994
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Mexique	18.04.1988	Moldova, République de	10.02.2012	Norvège	06.08.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9, 11, 12, 14 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 13 et 14, paragraphe 1, ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Nouvelle-Zélande	06.11.2001	Panama	03.04.1996	Pays-Bas	05.10.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Pologne	24.04.1991	Portugal	08.12.1993	Royaume-Uni	27.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 8 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Russie, Fédération de	27.08.1990	Saint-Marin	01.07.1988	Slovaquie	01.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Sri Lanka	01.04.1993	Suisse	07.05.1987	Suède	22.09.1986
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Swaziland	22.09.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	

Ukraine 15.08.1991
*En application de l'article 16,
 paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la
 partie II ont été acceptés.*

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

Adoptée à la 71ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1988

32 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Belgique	28.02.2011
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	18.05.1990	Bulgarie	01.03.2012
Burkina Faso	25.08.1997	Bénin	10.11.1998	Chili	30.09.1999
Colombie	25.01.2001	Croatie	08.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	27.04.1987	Gabon	28.07.2015	Guatemala	18.04.1989
Hongrie	24.02.1988	Luxembourg	08.04.2008	Mexique	17.02.1987
Monténégro	03.06.2006	Niger	19.02.2009	Pologne	15.09.2004
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	01.07.1986
Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	22.04.2005	Ukraine	17.06.2010
Uruguay	05.09.1988	Zimbabwe	09.04.2003		

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Adoptée à la 72ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.06.1989

35 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Australie	10.08.2011	Belgique	11.10.1996
Bolivie, Etat plurinational de	11.06.1990	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	18.05.1990
Cameroun	20.02.1989	Canada	16.06.1988	Chili	14.10.1994
Chypre	07.08.1992	Colombie	25.01.2001	Corée, République de	04.04.2007
Croatie	08.10.1991	Danemark	18.12.2006	Equateur	11.04.1990
Espagne	02.08.1990	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.06.1988
Guatemala	18.04.1989	Japon	11.08.2005	Kazakhstan	05.04.2011
Luxembourg	08.04.2008	Maroc	13.04.2011	Monténégro	03.06.2006
Norvège	04.02.1992	Ouganda	27.03.1990	Pays-Bas	15.09.1999
Portugal	03.05.1999	Russie, Fédération de	04.09.2000	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suisse	16.06.1992	Suède	02.09.1987
Uruguay	06.09.1995	Zimbabwe	09.04.2003		

Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 03.10.1990

18 ratifications

Brésil	04.03.1997	Guatemala	03.11.2008	Géorgie	22.06.2004
Mexique	05.10.1990	Slovaquie	01.01.1993	Tchèque, République	01.01.1993

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Bulgarie	01.03.2004	Danemark	16.09.1993	Espagne	03.10.1989
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Finlande	30.06.1992	France	27.04.2004	Hongrie	14.03.1989
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>
Maroc	10.09.2012	Norvège	26.11.1993	Roumanie	11.03.2002
	<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 24.11.2015</i>
Russie, Fédération de	18.10.2006	Suisse	15.11.1989	Suède	21.02.1990
	<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>		<i>Dénoncée le 21.02.2011</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>

Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

15 ratifications

Brésil	04.03.1997	Mexique	05.10.1990	Slovaquie	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	17.03.2005		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	17.10.1994	Bulgarie	24.03.2005	Espagne	03.07.1990
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Finlande	17.01.1995	France	27.04.2004	Hongrie	14.03.1989
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>
Italie	07.11.2002	Maroc	10.09.2012	Norvège	11.06.1999
	<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>
Suède	21.02.1990				
	<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>				

Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 02.07.1992

3 ratifications

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Espagne	02.07.1991	Hongrie	13.12.1989	Philippines	09.11.2004
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>

Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 03.07.1991

14 ratifications

Brésil	04.03.1997	Egypte	28.05.2004	Guyana	10.06.1996
Mexique	05.10.1990	Turquie	17.03.2005		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.11.2006	Australie	29.08.1995	Bulgarie	30.07.2003
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>
Espagne	03.07.1990	France	27.04.2004	Hongrie	14.03.1989
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>
Luxembourg	15.02.1991	Maroc	10.09.2012	Roumanie	11.10.2000
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 24.11.2015</i>

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Adoptée à la 75ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

29 ratifications

Albanie	24.04.2014	Algérie	06.06.2006	Allemagne	18.11.1993
Bolivie, Etat plurinational de	10.02.2015	Brésil	19.05.2006	Bélarus	21.11.2001
Chine	07.03.2002	Colombie	06.09.1994	Danemark	10.07.1995
Dominicaine, République	04.06.1998	Finlande	23.01.1997	Gabon	28.07.2015
Guatemala	07.10.1991	Hongrie	22.05.1989	Iraq	17.09.1990
Italie	12.02.2003	Kazakhstan	18.06.2008	Lesotho	27.01.1998
Luxembourg	08.04.2008	Mexique	05.10.1990	Monténégro	18.09.2015
Norvège	24.06.1991	Panama	31.01.2008	Serbie	16.09.2009
Slovaquie	01.01.1993	Suède	07.10.1991	Tchèque, République	01.01.1993
Turquie	23.03.2015	Uruguay	25.05.2005		

Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

Adoptée à la 75ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.10.1991

8 ratifications

Albanie	04.08.2006	Belgique	21.10.2011	Brésil	24.03.1993
<i>En vertu de l'article 5 de la convention, le gouvernement se prévaut de la dérogation temporaire prévue à l'article 10, paragraphe 4.</i>					
Finlande	19.12.1990	Norvège	19.06.1990	Roumanie	15.12.1992
Suisse	17.10.1990	Suède	18.12.1990		

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

Adoptée à la 76ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.09.1991

22 ratifications

Argentine	03.07.2000	Bolivie, Etat plurinational de	11.12.1991	Brésil	25.07.2002
Centrafricaine, République	30.08.2010	Chili	15.09.2008	Colombie	07.08.1991
Costa Rica	02.04.1993	Danemark	22.02.1996	Dominique	25.06.2002
Equateur	15.05.1998	Espagne	15.02.2007	Fidji	03.03.1998
Guatemala	05.06.1996	Honduras	28.03.1995	Mexique	05.09.1990
Nicaragua	25.08.2010	Norvège	19.06.1990	Népal	14.09.2007
Paraguay	10.08.1993	Pays-Bas	02.02.1998	Pérou	02.02.1994
Venezuela, République bolivarienne du	22.05.2002				

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Adoptée à la 77ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.11.1993

18 ratifications

Allemagne	23.11.2007	Brésil	23.12.1996	Burkina Faso	15.09.1997
Chine	11.01.1995	Colombie	06.09.1994	Corée, République de	11.04.2003
Dominicaine, République	03.01.2006	Finlande	21.01.2014	Italie	03.07.2002
Liban	26.04.2006	Luxembourg	08.04.2008	Mexique	17.09.1992
Norvège	26.11.1993	Pologne	19.05.2005	Suède	04.11.1992
Syrienne, République arabe	14.06.2006	Tanzanie, République-Unie de	15.03.1999	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Adoptée à la 77ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.01.1995

13 ratifications

Albanie	28.06.2004	Belgique	28.05.1997	Brésil	18.12.2002
Chypre	04.01.1994	Dominicaine, République	03.03.1993	Lao, République démocratique populaire	04.06.2014
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	08.04.2008	Madagascar	10.11.2008
Portugal	27.11.1995	Slovaquie	11.02.2002	Slovénie	12.02.2014
Tchèque, République	06.08.1996				

Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

Adoptée à la 78ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.07.1994

15 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Autriche	02.05.1994	Barbade	22.06.1997
Chypre	28.02.1997	Dominicaine, République	04.06.1998	Espagne	07.07.1993
Fidji	28.05.2008	Guyana	20.08.1996	Iraq	09.07.2001
Irlande	09.06.1998	Liban	23.02.2000	Luxembourg	06.03.2003
Mexique	07.06.1993	Suisse	15.02.1994	Uruguay	06.09.1995

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

Adoptée à la 79ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.06.1995

21 ratifications

Albanie	03.02.2005	Arménie	18.05.2005	Australie	08.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Autriche	20.12.1996	Botswana	05.06.1997	Bulgarie	28.09.2004
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III avec pour cette dernière les exceptions suivantes : 1) les associés de la société, 2) les membres des organes de gestion et de contrôle de la société, 3) les époux ou descendants en ligne directe du responsable de la société ou des personnes visées aux points 1) et 2).</i>	

Burkina Faso	11.02.1999	Espagne	16.05.1995	Finlande	20.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>					
<i>A accepté les obligations des parties II (à l'exception du personnel de l'administration publique) et III (à l'exception des domestiques)</i>					
Lettonie	22.02.2002	Lituanie	26.09.1994	Madagascar	03.06.1998
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>					
Mexique	24.09.1993	Portugal	08.11.2012	Russie, Fédération de	20.08.2012
<i>A accepté les obligations de la partie II et III</i>					
Slovaquie	24.09.1998	Slovénie	08.05.2001	Suisse	16.06.1995
<i>A accepté les obligations de la partie II et III</i>					
Tchad	15.12.2000	Ukraine	01.03.2006	Zambie	25.05.1998
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>					

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Adoptée à la 80ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 03.01.1997

18 ratifications

Albanie	03.03.2003	Arabie saoudite	08.10.2001	Arménie	03.01.1996
Belgique	09.06.2004	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Brésil	02.08.2001
Colombie	09.12.1997	Estonie	13.09.2000	Finlande	28.02.2013
Inde	06.06.2008	Liban	04.04.2005	Luxembourg	08.04.2008
Pays-Bas	25.03.1997	Russie, Fédération de	10.02.2012	Slovénie	01.03.2010
Suède	21.12.1994	Ukraine	15.06.2011	Zimbabwe	09.04.2003

Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

Adoptée à la 81ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.02.1998

14 ratifications

Albanie	03.03.2003	Australie	10.08.2011	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010
Chypre	28.02.1997	Finlande	25.05.1999	Guyana	03.09.1997
Hongrie	09.04.2010	Italie	13.04.2000	Luxembourg	21.03.2001
Maurice	14.06.1996	Pays-Bas	05.02.2001	Portugal	02.06.2006
Slovénie	08.05.2001	Suède	10.06.2002		

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Adoptée à la 82ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.06.1998

31 ratifications

Afrique du Sud	09.06.2000	Albanie	03.03.2003	Allemagne	06.09.1998
Arménie	27.04.1999	Autriche	26.05.1999	Belgique	02.10.2012
Bosnie-Herzégovine	04.02.2010	Botswana	05.06.1997	Brésil	18.05.2006
Espagne	22.05.1997	Etats-Unis	09.02.2001	Finlande	09.06.1997
Irlande	09.06.1998	Liban	23.02.2000	Luxembourg	08.04.2008
Maroc	04.06.2013	Mongolie	26.11.2015	Norvège	11.06.1999
Philippines	27.02.1998	Pologne	25.06.2001	Portugal	25.03.2002
Pérou	19.06.2008	Russie, Fédération de	19.07.2013	Slovaquie	03.06.1998
Suède	09.06.1997	Tchèque, République	09.10.2000	Turquie	23.03.2015
Ukraine	15.06.2011	Uruguay	05.06.2014	Zambie	04.01.1999
Zimbabwe	09.04.2003				

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

Adoptée à la 83ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

10 ratifications

Albanie	24.07.2002	Argentine	31.07.2006	Belgique	02.10.2012
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	17.07.2009	Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012
Finlande	17.06.1998	Irlande	22.04.1999	Pays-Bas	31.10.2002
Tadjikistan	29.05.2012				

Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Adoptée à la 84ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

15 ratifications

Albanie	24.07.2002	Brésil	21.12.2007	Pérou	04.10.2006
---------	------------	--------	------------	-------	------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Bulgarie	09.06.2005	Fidji	28.05.2008	Finlande	24.02.1999
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 10.10.2014</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>

France	27.04.2004	Irlande	22.04.1999	Luxembourg	30.11.2005
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>
Maroc	01.12.2000	Nigéria	19.08.2004	Norvège	11.06.1999
	<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 18.06.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>
Pologne	09.08.2002	Royaume-Uni	02.07.2003	Suède	15.12.2000
	<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>

Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

Adoptée à la 84ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

10 ratifications

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Bulgarie	12.06.2003	Croatie	18.11.2005	Finlande	25.05.1999
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>
France	27.04.2004	Irlande	22.04.1999	Maroc	01.12.2000
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>
Nigéria	22.03.2004	Norvège	11.06.1999	Philippines	13.03.1998
	<i>Dénoncée le 18.06.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>
Russie, Fédération de	27.08.2001				
	<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>				

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Adoptée à la 84ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.08.2002

21 ratifications

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Slovénie	21.07.2004				
Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003	Bulgarie	24.02.2003
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>
Danemark	10.07.2003	Espagne	07.01.2004	Finlande	04.07.2002
	<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>
France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002	Irlande	22.04.1999
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.07.2014</i>
Lettonie	13.01.2006	Luxembourg	30.11.2005	Malte	19.09.2002
	<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>
Maroc	01.12.2000	Norvège	22.10.2003	Pays-Bas	16.06.2003
	<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>

Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	20.12.2001	Saint-Vincent-et-les Grenadines	08.02.2002
	<i>Dénoncée le 24.11.2015</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 09.11.2010</i>
Seychelles	28.10.2005	Suède	15.12.2000		
	<i>Dénoncée le 07.01.2014</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>		

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Adoptée à la 85ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.05.2000

31 ratifications

Albanie	30.06.1999	Algérie	06.06.2006	Belgique	28.09.2004
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	24.03.2005	Espagne	15.06.1999
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012	Fidji	21.01.2013
Finlande	25.05.1999	France	28.10.2015	Géorgie	27.08.2002
Hongrie	19.09.2003	Israël	04.10.2012	Italie	01.02.2000
Japon	28.07.1999	Lituanie	19.03.2004	Maroc	10.05.1999
Moldova, République de	19.12.2001	Mongolie	17.04.2015	Niger	14.05.2015
Panama	10.08.1999	Pays-Bas	15.09.1999	Pologne	15.09.2008
Portugal	25.03.2002	Serbie	15.03.2013	Slovaquie	22.02.2010
Suriname	12.04.2006	Tchèque, République	09.10.2000	Uruguay	14.06.2004
Zambie	23.12.2013				

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Adoptée à la 87ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.11.2000

180 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	Afrique du Sud	07.06.2000	Albanie	02.08.2001
Algérie	09.02.2001	Allemagne	18.04.2002	Angola	13.06.2001
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arabie saoudite	08.10.2001	Argentine	05.02.2001
Arménie	02.01.2006	Australie	19.12.2006	Autriche	04.12.2001
Azerbaïdjan	30.03.2004	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	23.03.2001
Bangladesh	12.03.2001	Barbade	23.10.2000	Belgique	08.05.2002
Belize	06.03.2000	Bolivie, Etat plurinational de	06.06.2003	Bosnie-Herzégovine	05.10.2001
Botswana	03.01.2000	Brunéi Darussalam	09.06.2008	Brésil	02.02.2000
Bulgarie	28.07.2000	Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	11.06.2002
Bélarus	31.10.2000	Bénin	06.11.2001	Cabo Verde	23.10.2001
Cambodge	14.03.2006	Cameroun	05.06.2002	Canada	06.06.2000
Centrafricaine, République	28.06.2000	Chili	17.07.2000	Chine	08.08.2002
Chypre	27.11.2000	Colombie	28.01.2005	Comores	17.03.2004
Congo	23.08.2002	Corée, République de	29.03.2001	Costa Rica	10.09.2001

Croatie	17.07.2001	Cuba	28.09.2015	Côte d'Ivoire	07.02.2003
Danemark	14.08.2000	Djibouti	28.02.2005	Dominicaine, République	15.11.2000
Dominique	04.01.2001	Egypte	06.05.2002	El Salvador	12.10.2000
Emirats arabes unis	28.06.2001	Equateur	19.09.2000	Espagne	02.04.2001
Estonie	24.09.2001	Etats-Unis	02.12.1999	Ethiopie	02.09.2003
Ex-République yougoslave de Macédoine	30.05.2002	Fidji	17.04.2002	Finlande	17.01.2000
France	11.09.2001	Gabon	28.03.2001	Gambie	03.07.2001
Ghana	13.06.2000	Grenade	14.05.2003	Grèce	06.11.2001
Guatemala	11.10.2001	Guinée	06.06.2003	Guinée - Bissau	26.08.2008
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	15.01.2001	Géorgie	24.07.2002
Haïti	19.07.2007	Honduras	25.10.2001	Hongrie	20.04.2000
Iles Salomon	13.04.2012	Indonésie	28.03.2000	Iran, République islamique d'	08.05.2002
Iraq	09.07.2001	Irlande	20.12.1999	Islande	29.05.2000
Israël	15.03.2005	Italie	07.06.2000	Jamaïque	13.10.2003
Japon	18.06.2001	Jordanie	20.04.2000	Kazakhstan	26.02.2003
Kenya	07.05.2001	Kirghizistan	10.05.2004	Kiribati	17.06.2009
Koweït	15.08.2000	Lao, République démocratique populaire	13.06.2005	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	02.06.2006	Liban	11.09.2001	Libye	04.10.2000
Libéria	02.06.2003	Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	21.03.2001
Madagascar	04.10.2001	Malaisie	10.11.2000	Malawi	19.11.1999
Maldives, République des	04.01.2013	Mali	14.07.2000	Malte	15.06.2001
Maroc	26.01.2001	Maurice	08.06.2000	Mauritanie	03.12.2001
Mexique	30.06.2000	Moldova, République de	14.06.2002	Mongolie	26.02.2001
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	16.06.2003	Myanmar	18.12.2013
Namibie	15.11.2000	Nicaragua	06.11.2000	Niger	23.10.2000
Nigéria	02.10.2002	Norvège	21.12.2000	Nouvelle-Zélande	14.06.2001
Népal	03.01.2002	Oman	11.06.2001	Ouganda	21.06.2001
Ouzbékistan	24.06.2008	Pakistan	11.10.2001	Panama	31.10.2000
Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000	Paraguay	07.03.2001	Pays-Bas	14.02.2002
Philippines	28.11.2000	Pologne	09.08.2002	Portugal	15.06.2000
Pérou	10.01.2002	Qatar	30.05.2000	Roumanie	13.12.2000
Royaume-Uni	22.03.2000	Russie, Fédération de	25.03.2003	Rwanda	23.05.2000
République démocratique du Congo	20.06.2001	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	15.03.2000
Saint-Vincent-et-les Grenadines	04.12.2001	Sainte-Lucie	06.12.2000	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	10.07.2003	Seychelles	28.09.1999
Sierra Leone	10.06.2011	Singapour	14.06.2001	Slovaquie	20.12.1999
Slovénie	08.05.2001	Somalie	20.03.2014	Soudan	07.03.2003
Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	01.03.2001	Suisse	28.06.2000
Suriname	12.04.2006	Suède	13.06.2001	Swaziland	23.10.2002
Syrienne, République arabe	22.05.2003	Sénégal	01.06.2000	Tadjikistan	08.06.2005
Tanzanie, République-Unie de	12.09.2001	Tchad	06.11.2000	Tchèque, République	19.06.2001
Thaïlande	16.02.2001	Timor-Leste	16.06.2009	Togo	19.09.2000
Trinité-et-Tobago	23.04.2003	Tunisie	28.02.2000	Turkménistan	15.11.2010
Turquie	02.08.2001	Ukraine	14.12.2000	Uruguay	03.08.2001

Vanuatu	28.08.2006	Venezuela, République bolivarienne du	26.10.2005	Viet Nam	19.12.2000
Yémen	15.06.2000	Zambie	10.12.2001	Zimbabwe	11.12.2000

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Adoptée à la 88ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.02.2002

30 ratifications

Albanie	18.08.2004	Autriche	30.04.2004	Azerbaïdjan	29.10.2010
<i>Durée du congé de maternité: 365 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Les femmes ont droit à un congé de grossesse et de maternité payé d'une durée de 126 jours calendaires (70 jours avant l'accouchement et 56 jours après). En cas de « naissance anormale » ou de naissances multiples, les femmes ont droit à un congé d'une durée de 140 jours calendaires (70 jours avant l'accouchement et 70 jours après). Les femmes travaillant dans l'agriculture ont droit à un congé de grossesse et de maternité d'une durée de 140 jours calendaires (70 jours avant l'accouchement et 70 jours après), de 156 jours calendaires en cas de « naissance anormale » (70 jours avant l'accouchement et 86 jours après) et de 180 jours calendaires lors de naissances multiples (70 jours avant l'accouchement et 110 jours après).</i>	
Belize	09.11.2005	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	06.12.2001
<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 28 jours avant la date de l'accouchement et une période totale d'une année sont garantis (pour les jumeaux et les enfants suivantes, la période totale est de 18 mois).</i>		<i>Durée du congé de maternité: 135 jours</i>	
Burkina Faso	04.03.2013	Bélarus	10.02.2004	Bénin	10.01.2012
<i>Période de congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours</i>		<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>	
Chypre	12.01.2005	Cuba	01.06.2004	Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012
<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 18 semaines</i>		<i>Le congé de maternité est de 9 mois dans le cas d'un enfant et de 12 mois dans le cas de deux ou plusieurs enfants</i>	

Hongrie	04.11.2003	Italie	07.02.2001	Kazakhstan	13.06.2012
<i>Durée du congé de maternité: 24 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: cinq mois</i>		<i>Le congé de maternité est de 18 semaines (20 semaines en cas d'accouchement obstrué ou en cas de naissance de deux enfants ou plus)</i>	
Lettonie	09.02.2009	Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	08.04.2008
<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Mali	05.06.2008	Maroc	13.04.2011	Moldova, République de	28.08.2006
<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>	
Monténégro	19.04.2012	Norvège	09.11.2015	Pays-Bas	15.01.2009
<i>La période de congé de maternité est de 365 jours dès la naissance de l'enfant</i>		<i>Une salariée enceinte aura droit à un congé allant jusqu'à 12 semaines pendant la grossesse, et que la mère aura ensuite droit à six semaines de congé après son accouchement, sauf si elle produit un certificat médical indiquant qu'il est préférable pour elle de reprendre le travail. Les parents auront également droit à un congé de 12 mois au total.</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Portugal	08.11.2012	Roumanie	23.10.2002	Serbie	31.08.2010
<i>Les travailleuses ont droit à un congé parental initial de 120 ou 150 jours consécutifs.</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Slovaquie	12.12.2000	Slovénie	01.03.2010	Suisse	04.06.2014
<i>Durée du congé de maternité: 28 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 105 jours</i>		<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines dès la naissance de l'enfant</i>	

Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

Adoptée à la 89ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.2003

16 ratifications

Argentine	26.06.2006	Belgique	10.11.2015	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010
Burkina Faso	28.10.2009	Fidji	28.05.2008	Finlande	21.02.2003
Ghana	06.06.2011	Kirghizistan	10.05.2004	Luxembourg	08.04.2008
Moldova, République de	20.09.2002	Portugal	08.11.2012	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005
Slovaquie	14.06.2002	Suède	09.06.2004	Ukraine	01.12.2009
Uruguay	25.05.2005				

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Adoptée à la 91ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.02.2005

30 ratifications

Albanie	11.10.2007	Azerbaïdjan	17.07.2006	Bahamas	14.12.2006
Bangladesh	28.04.2014	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Brésil	21.01.2010
Congo	14.05.2014	Corée, République de	04.04.2007	Croatie	06.09.2011
Espagne	26.05.2011	France	27.04.2004	Géorgie	03.02.2015
Hongrie	30.03.2005	Iles Marshall	24.08.2011	Inde	09.10.2015
Indonésie	16.07.2008	Jordanie	09.08.2004	Kazakhstan	17.05.2010
Kiribati	06.06.2014	Luxembourg	20.09.2011	Madagascar	06.06.2007
Maldives, République des	05.01.2015	Moldova, République de	28.08.2006	Nigéria	19.08.2004
Pakistan	21.12.2006	Philippines	19.01.2012	Russie, Fédération de	26.02.2010
Turkménistan	12.02.2014	Vanuatu	28.07.2006	Yémen	06.10.2008

Application provisoire (article 9)

Lituanie 14.08.2006

Le gouvernement a notifié, le 14 août 2006, qu'il applique provisoirement la convention, en vertu de son article 9.

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Adoptée à la 94ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.08.2013

70 ratifications

Afrique du Sud	20.06.2013	Allemagne	16.08.2013	Antigua-et-Barbuda	11.08.2011
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de maternité.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie et prestations de chômage.</i>	
Argentine	28.05.2014	Australie	21.12.2011	Bahamas	11.02.2008
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité et prestations d'invalidité.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>	

Bangladesh	06.11.2014	Barbade	20.06.2013	Belgique	20.08.2013
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>	
Belize	08.07.2014	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	12.04.2010
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité et prestations d'invalidité.</i>	
Bénin	13.06.2011	Cabo Verde	06.10.2015	Canada	15.06.2010
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>	
Chine	12.11.2015	Chypre	20.07.2012	Congo	26.03.2014
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; prestations de chômage ; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de maternité.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>	
Corée, République de	09.01.2014	Croatie	12.02.2010	Danemark	23.06.2011

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de maternité.

Espagne	04.02.2010	Fidji	10.10.2014	Finlande	09.01.2013
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.les prestations d'invalidité et les prestations de survivant.	
France	28.02.2013	Gabon	25.09.2014	Ghana	16.08.2013
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.	
Grèce	04.01.2013	Hongrie	31.07.2013	Iles Marshall	25.09.2007
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de vieillesse et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de survivant.	

Inde	09.10.2015	Iran, République islamique d'	11.06.2014	Irlande	21.07.2014
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; prestations de vieillesse et prestations de survivant.</i>	
Italie	19.11.2013	Japon	05.08.2013	Kenya	31.07.2014
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité, prestations d'invalidité et prestations de survivant..</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de maternité.</i>	
Kiribati	24.10.2011	Lettonie	12.08.2011	Libéria	07.06.2006
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.</i>	
Lituanie	20.08.2013	Luxembourg	20.09.2011	Malaisie	20.08.2013
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité, prestations de survivant et prestations de dépendance.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie and prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.</i>	

Maldives, République des	07.10.2014	Malte	22.01.2013	Maroc	10.09.2012
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>	
Maurice	30.05.2014	Mongolie	01.09.2015	Monténégro	03.02.2015
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>	
Nicaragua	20.12.2013	Nigéria	18.06.2013	Norvège	10.02.2009
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité et prestations d'invalidité.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations de maternité.</i>	
Palaos	29.05.2012	Panama	06.02.2009	Pays-Bas	13.12.2011
<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; prestations de vieillesse et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: pour le schéma 1, prestations de vieillesse; prestations d'invalidité et prestations de survivant. Pour le schéma 2, soins médicaux ; indemnités de maladie ; prestations de vieillesse; prestations de maternité ; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>		<i>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</i>	
Philippines	20.08.2012	Pologne	03.05.2012	Roumanie	24.11.2015

<p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</p>	<p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</p>	<p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : prestations de chômage; prestations de vieillesse et prestations familiales.</p>
<p>Royaume-Uni 07.08.2013</p> <p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</p>	<p>Russie, Fédération de 20.08.2012</p> <p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</p>	<p>Saint-Kitts-et-Nevis 21.02.2012</p> <p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</p>
<p>Saint-Vincent-et-les Grenadines 09.11.2010</p> <p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de maternité et prestations de survivant.</p>	<p>Samoa 21.11.2013</p> <p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.</p>	<p>Serbie 15.03.2013</p> <p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle</p>
<p>Seychelles 07.01.2014</p> <p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.</p>	<p>Singapour 15.06.2011</p> <p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.</p>	<p>Suisse 21.02.2011</p> <p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.</p>
<p>Suède 12.06.2012</p> <p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.</p>	<p>Togo 14.03.2012</p> <p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.</p>	<p>Tuvalu 16.02.2012</p> <p>Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.</p>

Viet Nam 08.05.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; prestations de vieillesse et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Adoptée à la 95ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.02.2009

38 ratifications

Albanie	24.04.2014	Allemagne	21.07.2010	Argentine	13.01.2014
Autriche	20.05.2011	Bosnie-Herzégovine	09.03.2010	Canada	13.06.2011
Chili	27.04.2011	Chypre	14.05.2009	Corée, République de	20.02.2008
Cuba	05.08.2008	Danemark	28.01.2009	Dominicaine, République	15.09.2015
Espagne	05.05.2009	Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012	Finlande	26.06.2008
France	29.10.2014	Indonésie	31.08.2015	Iraq	21.12.2015
Japon	24.07.2007	Kazakhstan	03.02.2015	Malaisie	07.06.2012
Maurice	19.11.2012	Moldova, République de	12.02.2010	Monténégro	18.09.2015
Niger	19.02.2009	Norvège	09.11.2015	Royaume-Uni	29.05.2008
Russie, Fédération de	24.02.2011	Serbie	16.09.2009	Singapour	11.06.2012
Slovaquie	22.02.2010	Slovénie	12.02.2014	Suède	10.07.2008
Tchèque, République	13.10.2008	Togo	30.03.2012	Turquie	16.01.2014
Viet Nam	16.05.2014	Zambie	23.12.2013		

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Adoptée à la 96ème session de la CIT

Pas en vigueur

6 ratifications

Afrique du Sud	20.06.2013	Argentine	15.09.2011	Bosnie-Herzégovine	04.02.2010
Congo	14.05.2014	France	28.10.2015	Maroc	16.05.2013

Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011

Adoptée à la 100ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.09.2013

22 ratifications

Afrique du Sud	20.06.2013	Allemagne	20.09.2013	Argentine	24.03.2014
Belgique	10.06.2015	Bolivie, Etat plurinational de	15.04.2013	Chili	10.06.2015
Colombie	09.05.2014	Costa Rica	20.01.2014	Dominicaine, République	15.05.2015
Equateur	18.12.2013	Finlande	08.01.2015	Guyana	09.08.2013
Irlande	28.08.2014	Italie	22.01.2013	Maurice	13.09.2012
Nicaragua	10.01.2013	Panama	11.06.2015	Paraguay	07.05.2013
Philippines	05.09.2012	Portugal	17.07.2015	Suisse	12.11.2014
Uruguay	14.06.2012				

Partie III. Profils par pays

Les «profils par pays» qui suivent rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes, pour chaque pays sous forme de tableaux*.

La section relative aux ratifications indique les conventions fondamentales, de gouvernance ou autres conventions ratifiées par un pays au 31 décembre 2015. Les conventions dénoncées ou qui ne sont pas entrées en vigueur n'apparaissent pas.

La section sur les rapports demandés indique le nombre de rapports demandés à un pays en 2015 et le nombre de rapports reçus. En vertu des articles 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres doivent soumettre, à intervalles réguliers, des rapports sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées ou qu'ils ont déclarées applicables à leurs territoires non métropolitains. Quand le rapport demandé est un premier rapport détaillé (rapport demandé suite à la ratification d'une convention), le numéro de la convention apparaît entre parenthèses. Une section est consacrée aux cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985 ainsi qu'aux cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale.

La section relative à la soumission indique les sessions de la Conférence internationale du Travail dont les instruments adoptés ont, ou n'ont pas, été soumis par le gouvernement aux autorités compétentes, conformément à l'article 19 de la Constitution. En 1947, lors de sa 103^e session, le Conseil d'administration du BIT a décidé que, à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement constitutionnel de 1946, le mandat de la commission d'experts serait étendu aux questions relatives à l'obligation constitutionnelle de soumission aux autorités compétentes prévue par l'article 19 de la Constitution de l'OIT. La commission d'experts a commencé d'exercer le contrôle du respect de cette disposition de la Constitution à partir de 1948 en ce qui concerne les instruments adoptés par la Conférence au cours de sa 31^e session. Le numéro des conventions, recommandations ou protocoles est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre «C», «R» ou «P» lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Lorsque la ratification d'une convention a été enregistrée, la convention et la recommandation correspondante sont considérées comme ayant été soumises.

* Des informations complémentaires issues des profils par pays contenus dans la base de données NORMLEX sont disponibles à l'adresse suivante: www.ilo.org/global/Standards.

Afghanistan

19 conventions en vigueur (sur 19 ratifiées)

Membre depuis 1934

Conventions Fondamentales

C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C013 **C014** C041 C045 **C095** **C106** C137 **C139** **C140** **C141** **C142** **C159**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 13, 45, 100, 105, 111, 138, 139, 144, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1987
C111 1999, 2000

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95	96,99-101,103

Afrique du Sud

23 conventions en vigueur (sur 27 ratifiées)

Membre depuis 1994

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C004 C019 C026 C027 C041 C042 C045 C063 C080 C089 C116 **C155** **C176**
C188 **C189**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 63, 81, 87, 98, 144, MLC, 2006, 189

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81,82(C176,R183),83-92,94-96,99-101	103

Albanie

48 conventions en vigueur (sur 53 ratifiées)

Membre depuis 1991

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C010 C011 C016 C021 C026 C052 C058 C059 **C077** **C078** C088
C095 C097 C102 C112 C131 C135 C141 C143 C147 C150 C151 C154 C155 C156
C167 C168 C171 C173 C174 C175 C176 C177 C178 C181 C183 C185 C187

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 16, 81, 88, 100, 111, 129, 147, 155, 174, 176, 181

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C182 2015

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-81,82(C176,R183),83,84(C178,P147,R186),85,87,88,90(P155),91,95(C187,R197)	78,82(P081),84(C179,C180,R185,R187),86,89,90(R193,R194),92,94,95(R198),96,99-101,103

Algérie

53 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C006 C010 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C024 C032 C042 C044 C056
C058 C062 C063 C068 C069 C070 C071 C072 C073 C074 **C077** **C078** C080 C088
C089 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097** C099 C101 C108 C119 **C120** C127 **C135**
C142 C147 C150 C155 C167 C181

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

14 rapports reçus: Conventions nos. 13, 63, 81, 87, 88, 97, 100, 111, 119, 120, 127, 144, 155, 181

1 rapports non reçus: Conventions nos. 167

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C013 1987
C087 2014, 2015
C127 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3104

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-92,94-96,100,103	99,101

Allemagne

59 conventions en vigueur (sur 85 ratifiées)

Membre depuis 1951

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C015 C016 C017 C018 C019 C022
C023 C024 C025 C026 C027 C042 C045 C053 C056 C062 C063 C073 C088 C092
C096 **C097** C099 C101 **C102** C112 C113 C114 **C115** C116 **C118** **C120** **C121** C125
C126 **C128** **C130** C132 C133 C134 **C135** C136 **C139** **C140** **C141** **C142** **C146** **C147**
C148 **C150** **C152** **C159** **C160** **C161** **C162** **C164** **C166** **C167** **C170** **C172** **C176** **C180**
C187 **C189**

28 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 88, 98, 105, 115, 120, 128, 129, 135, 136, 138, 139, 140, 144, 148, 150, 159, 160, 161, 162, 167, 170, 176, 182, MLC, 2006, 187, 189

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002
C087 1985, 1994
C111 1988
C122 1985

Commission d'enquête en 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
34-56,58-72,74-76,77(C170,R177),78-92,94-96,99-101	77(C171,P089,R178),103

Angola

32 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C007 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C045 C068 C069
C073 C074 C088 C089 C091 C092 C104 **C106** C107 C108

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 45, 68, 69, 73, 74, 81, 87, 88, 89, 91, 92, 100, 105, 106, 107, 108, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990, 1991

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-78,79(C173),80,81,82(R183,C176),83-85,87-90	79(R180),82(P081),86,91,92,94-96,99-101,103

Antigua-et-Barbuda

29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 **C014** C017 C019 **C094** C101 C108 **C131** **C135** **C142** **C150** **C151** **C154**
C155 C158 **C161**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 100, 111, 144, 155, 161

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-82,84,87,94,100	83,85,86,88-92,95,96,99,101,103

Arabie saoudite

16 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions Fondamentales

C029 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)C001 **C014** C030 C045 C089 C090 **C106** C123 **C174****Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985**

C029 2014
C081 2011
C100 1994
C111 1993, 2005, 2013

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-92,94-96,99-101	103

Argentine**61 conventions en vigueur (sur 80 ratifiées)****Membre depuis 1919****Conventions Fondamentales**C029 **C087** C098 C100 C105 C111 C138 C182**Conventions De gouvernance (prioritaires)**

C081 C129 C144

Convention du travail maritime**Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)**

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C026 C027 C030 C031 C032
C033 C034 C035 C036 C041 C042 C045 C050 C052 C053 C058 C068 C071 C073
C077 **C078** C079 C080 C088 C090 **C095** C096 C107 **C115** **C124** **C135** **C139** **C142**
C150 **C151** **C154** **C155** **C156** **C159** **C169** **C177** **C184** **C187** **C188** **C189**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

16 rapports reçus: Conventions nos. 2, 13, 45, 81, 87, 88, 96, 100, 111, 115, 139, 144, 154, 159, 169, 184
1 rapports non reçus: Conventions nos. 129

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C053 1995
C087 1998, 2005, 2007
C095 1996
C098 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2817, 2987, 2997, 3078, 3115, 3120, 3141, 3165

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-90,92,94-96,99-101	91,103

Arménie

29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C017 C018 C026 C094 C095 C097 C131 C132 C135 C143 C150 C151 C154
C160 C173 C174 C176

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 100, 111, 174, 176

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	103

Australie

41 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C015 C016 C018 C019 C021 C022 C026
C027 C042 C045 C047 C058 C063 C069 C073 C080 C083 C085 C086 C088 C092
C099 C112 C116 C123 C131 C133 C135 C137 C142 C150 C155 C156 C158 C159
C160 C162 C166 C173 C175

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 88, 100, 111, 155, 159, 162

Ile Norfolk 1 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 100

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1999, 2004
C087 2006
C098 1998, 2000, 2005, 2006, 2007

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3118

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Autriche

44 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C005 C006 C010 C011 C012 C013 C017 C018 C019 C021 C024
 C025 C026 C027 C030 C033 C042 C045 C063 C080 C088 C089 **C094** **C095** C099
 C101 **C102** C103 C116 **C124** **C128** **C135** **C141** **C142** **C160** **C172** **C173** **C176** **C183**
C187

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 81, 88, 100, 111, 176, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99	100,101,103

Azerbaïdjan

56 conventions en vigueur (sur 57 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C013 **C014** C016 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C069 C073 **C077** **C078**
 C079 C088 C090 C092 **C095** C103 **C106** C108 C113 **C115** C116 C119 **C120** **C124**
 C126 **C131** C133 C134 **C135** **C140** **C142** **C147** **C148** **C149** **C151** **C154** **C156** **C159**
C160 **C183** **C185**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 45, 81, 88, 100, 111, 115, 119, 120, 129, 148, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79(C173),80-82,85-88,91,92	79(R180),83,84,89,90,94-96,99-101,103

Bahamas**30 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)****Membre depuis 1976****Conventions Fondamentales**

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime**Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)**C005 C007 C010 C011 C012 **C014** C017 C019 C022 C026 C042 C045 C050 C064
C065 C086 C088 **C094** **C095** **C097** C103 C117 **C147** **C185****7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015**

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 45, 81, 88, 100, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985C029 1988
C081 1988
C105 1988
C144 1985**Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-84,87,91,94	85,86,88-90,92,95,96,99-101,103

Bahreïn**10 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées)****Membre depuis 1977****Conventions Fondamentales**

C029 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C089 C155 C159

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 111, 155, 159

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2882

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72,74-87	88-92,94-96,99-101,103

Bangladesh

33 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1972

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C011 **C014** C015 C016 C018 C019 C021 C022 C027 C032 C045
C059 C080 C089 C090 C096 **C106** C107 C116 **C118** **C149** **C185**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

8 rapports reçus: Conventions nos. 45, 81, 87, 96, 100, 107, 111, 149

1 rapports non reçus: Conventions nos. 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1990, 1998
C081 2014
C087 1995, 1997, 1999, 2008, 2013, 2015
C098 1987, 1994, 2004, 2006
C107 1985, 1986, 1987, 1989
C111 2007

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008
C098 2006
C107 1986, 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72,74-76,77(C171,R178),78,80,84,85(C181),87,91,94	

Barbade

34 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1967

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C010 C011 C012 C017 C019 C022 C026 C042 C050 C063 C065 C074
C086 C090 **C094** **C095** **C097** C101 **C102** C108 **C115** **C118** **C128** **C135** **C147** **C172**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

10 rapports reçus: Conventions nos. 29, 63, 81, 105, 108, 115, 122, 135, 138, 182

3 rapports non reçus: Conventions nos. 100, 111, MLC, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56,58-72,74-92,94-96,99	100,101,103

Bélarus

42 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C010 C011 **C014** C015 C016 C026 C027 C032 C045 C047 C052 C058 C059 C060
C077 **C078** C079 C088 C090 **C095** C103 **C106** C108 **C115** C116 C119 **C120** C123
C124 **C142** **C149** **C150** **C151** **C154** **C155** **C160** **C167** **C183**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45, 81, 87, 88, 100, 111, 115, 119, 120, 155, 167

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1997, 2001, 2002, 2003, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2013, 2014, 2015

C098 2006, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2003, 2005, 2006, 2007, 2013, 2014

C098 2006

Commission d'enquête en 2003

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Belgique

67 conventions en vigueur (sur 106 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015
 C016 C017 C018 C019 C021 C022 C023 C026 C027 C032 C033 C041 C042 C043
 C045 C050 C053 C054 C055 C056 C057 C058 C062 C064 C068 C069 C073 C074
C077 C080 C082 C084 C085 C088 C089 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097** C099
 C101 **C102** C107 C112 C113 C114 **C115** **C120** **C121** C123 **C124** C125 C126 C132
C139 **C140** **C141** **C147** **C148** **C149** **C150** **C151** **C154** **C155** **C156** **C159** **C161** **C162**
C168 **C171** **C174** **C176** **C177** **C180** **C181** **C184** **C189**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 62, 81, 88, 100, 111, 115, 120, 129, 139, 148, 154, 155, 161, 162, 174, 176, 181, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Belize

35 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1981

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C010 C011 C012 **C014** C015 C016 C019 C022 C023 C026 C042
 C055 C058 C088 C089 C092 **C094** **C095** **C097** C099 C101 C103 C108 **C115** C133

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 16, 22, 23, 29, 55, 58, 81, 88, 92, 100, 105, 108, 111, 115, 133, 134, 135, 138, 147, 150, 151, 154, 155, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-76,84,87,88,94	77-83,85,86,89-92,95,96,99-101,103

Bénin**28 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)****Membre depuis 1960****Conventions Fondamentales**

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime**Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)**C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C018 C026 C033 C041 C085 **C095** **C135** **C143**
C147 **C150** **C154** **C160** **C161** **C183****5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015**

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 81, 100, 111, 161

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Bolivie, Etat plurinational de**47 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)****Membre depuis 1919****Conventions Fondamentales**

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)C001 C005 **C014** C017 C019 C020 C026 C030 C042 C045 **C077** **C078** C088 C089
C090 **C095** C096 **C102** C103 **C106** C107 C116 C117 **C118** **C120** **C121** C123 **C124**
C128 **C130** **C131** C136 **C156** **C159** **C160** **C162** **C167** **C169** **C189****13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015**

9 rapports reçus: Conventions nos. 45, 88, 96, 100, 111, 136, 138, 159, 162

4 rapports non reçus: Conventions nos. 81, 120, 129, 189

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005	1988, 1992
C077	2004
C081	1990, 1992
C087	1993, 1995, 1997, 1998
C107	1988
C122	1992
C129	1992
C131	1985
C138	2015

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-79,80(C174),81(C175),82(C176),83(C177),84(C178),C179,C180),85(C181),87,88(C183),89(C184),91,100	80(R181),81(R182),82(P081,R183),83(R184),84(P147,R185,R186,R187),85(R188),86,88(R191),89(R192),90,92,94-96,99,101,103

Bosnie-Herzégovine

64 conventions en vigueur (sur 83 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 C014 C016 C017 C018 C019 C022 C023
C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
C090 C091 C092 C094 C097 C102 C103 C106 C109 C113 C114 C116 C119 C121
C126 C131 C132 C135 C136 C139 C140 C142 C143 C148 C151 C154 C155 C156
C158 C159 C161 C162 C174 C175 C176 C177 C181 C183 C184 C185 C187 C188

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 45, 81, 88, 100, 111, 119, 129, 136, 139, 148, 155, 159, 161, 162, 174, 176, 181, 184, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005, 2006, 2007

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3155

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99,101	100,103

Botswana

15 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 C095 C151 C173 C176

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 100, 111, 151, 176

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-72,74-92,94-96,99,100	101,103

Brésil

80 conventions en vigueur (sur 96 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C007 C011 C012 **C014** C016 C019 C021 C022 C026 C041
C042 C045 C052 C053 C058 C080 C088 C089 C091 C092 C093 **C094** **C095** C096
C097 C099 C101 **C102** C103 C104 **C106** C107 C108 C109 **C110** C113 **C115** C116
C117 **C118** C119 **C120** **C124** C125 C126 C127 **C131** C132 C133 C134 **C135** C136
C137 **C139** **C140** **C141** **C142** **C145** **C146** **C147** **C148** **C151** **C152** **C154** **C155** C158
C159 **C160** **C161** **C162** **C163** **C164** **C166** **C167** **C168** **C169** **C170** **C171** **C174** **C176**
C178 C185

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45, 81, 88, 100, 111, 115, 117, 119, 120, 127, 136, 137, 139, 140, 148, 155, 159, 161, 162, 167, 169, 170, 174, 176

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1989, 1990, 1991, 1992
C029 1992, 1993, 1996, 1997
C094 1990
C098 1989, 1991, 1998
C105 1993, 1996
C107 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1993, 1996, 1999
C111 1993, 1994, 1995, 2000

C122 1988

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Brunéi Darussalam

2 conventions en vigueur (sur 2 ratifiées)

Membre depuis 2007

Conventions Fondamentales

C138 C182

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

1 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	96,99-101,103

Bulgarie

64 conventions en vigueur (sur 100 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C027 C030
C032 C034 C035 C036 C037 C038 C039 C040 C042 C043 C044 C045 C049 C052
C053 C054 C055 C056 C057 C058 C059 C060 C062 C068 C069 C071 C072 C073
C075 **C077** **C078** C079 C080 C088 **C094** **C095** **C102** **C106** C108 C112 C113 C116
C120 C123 **C124** C127 **C146** **C147** **C156** **C161** **C163** **C164** **C166** **C173** **C177** **C178**
C179 **C180** **C181** **C183**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 45, 62, 81, 100, 111, 120, 127, 161, 181

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008

C111 1990

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Burkina Faso

39 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C026 C033 C041 C052
C095 **C097** C101 C116 **C131** C132 **C135** **C141** **C142** **C143** **C150** **C159** **C161** **C170**
C173 **C183** **C184**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 29, 81, 100, 111, 129, 144, 159, 161, 170, 183, 184

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986, 1991

C098 1986

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96	99-101,103

Burundi

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C011 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C042 C050 C052 C059
C062 C064 C089 C090 **C094** C101 **C135**

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 11, 12, 14, 17, 19, 26, 27, 29, 42, 52, 62, 64, 81, 87, 89, 90, 94, 98, 100, 101, 105, 111, 135, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005

C182 2010

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-92,95	94,96,99-101,103

Cabo Verde

13 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1979

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C017 C019 **C118** C155

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 100, 105, 111, 138, 155, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72,74-92,94-96,99-101	103

Cambodge

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées)

Membre depuis 1969

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C006 C013 **C150**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 87, 100, 111, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2007, 2010, 2011, 2013, 2014

C182 2015

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2318, 3064, 3121

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56,58-72,74-92,94-96	99-101,103

Cameroun

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C009 C010 C011 C013 **C014** C015 C016 C019 C026 C033
C045 C050 C052 C064 C065 **C077** **C078** C089 C090 **C094** **C095** **C097** C099 C101
C106 C108 C116 C123 **C131** C132 **C135** **C143** **C146** C158 **C162**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 45, 81, 87, 100, 111, 122, 162, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990
C078 1995
C087 1986, 1994, 1996, 1998, 1999, 2000, 2003
C098 1994
C182 2015

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1999, 2000, 2003

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3134, 3142

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56,58-72,74-92,94-96,101	99,100,103

Canada

22 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C100 C105 C111 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C007 C008 **C014** C015 C016 C022 C026 C027 C032 C045 C058 C063 C068
C069 C073 C074 C080 C088 C108 C116 **C147** **C160** **C162** **C187**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

5 rapports reçus: Conventions nos. 88, 100, 111, 162, 187

2 rapports non reçus: Conventions nos. 108, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1987, 1999, 2004, 2010, 2013

C122 1985, 1992

C162 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3003, 3107, 3143, 3151

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Centrafricaine, République

43 conventions en vigueur (sur 46 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C004 C005 C006 C010 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C026 C033
C041 C052 C062 C067 C088 **C094** **C095** C099 C101 C104 C116 C117 **C118** C119
C120 **C131** **C142** **C150** **C155** C158 **C169**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

2 rapports reçus: Conventions nos. 81, 169

8 rapports non reçus: Conventions nos. 13, 62, 88, 100, 111, 119, 120, 155

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1989, 1990

C041 1991

C052 1991, 1992

C081 1990

C087 1985, 1986, 1987, 1988, 1989

C095 2006

C098 1986

C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990

C118 1991, 1992, 1993

C119 1989, 1991, 1993

C138 2010
C169 2014

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1988, 1989
C138 2010

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96	99-101,103

Chili

51 conventions en vigueur (sur 62 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 C014
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C022 C024 C025 C026 C027 C030 C032 C034
C035 C036 C037 C038 C042 C045 C063 C080 C103 C115 C121 C127 C131 C135
C136 C140 C151 C156 C159 C161 C162 C169 C187 C189

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

12 rapports reçus: Conventions nos. 2, 13, 100, 111, 115, 127, 136, 159, 161, 162, 169, 187

2 rapports non reçus: Conventions nos. 35, 37

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001 1985, 1987
C003 1989
C020 1988
C030 1985, 1987
C035 1987, 1992, 1993, 1995, 2001, 2009
C036 1987
C037 1987
C038 1987
C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1992
C122 1985, 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3017, 3053, 3108, 3116

Commission d'enquête en 1974

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-82,87,95(C187,R197),100	83-86,88-92,94,95(R198),96,99,101,103

Chine

22 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C100 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C007 C011 **C014** C015 C016 C019 C022 C023 C026 C027 C032 C045 C059 C080
C150 C155 C159 C167 C170

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45, 100, 111, 155, 159, 167, 170

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1994

C122 2009

C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Chine - Région administrative spéciale de Hong-kong

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C005 C007 C008 C010 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C022
C023 C032 C042 C045 C050 C058 C059 C064 C065 C074 C090 C092 **C097** C101
C108 **C115** **C124** C133 **C141** **C142** **C147** **C148** **C150** **C151** **C155** **C160**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 81, 115, 144, 148

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Chine - Région administrative spéciale de Macao

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C006 **C014** C017 C018 C019 C022 C023 C026 C027 C068 C069 C073 C074
C080 C088 C092 **C106** C108 **C115** **C120** **C148** **C150** **C155** **C167**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 88, 100, 111, 115, 120, 148, 155, 167

Chypre

50 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 C015 C016 C019 C023 C044 C045 C058 C088 C089 C090 C092 **C094**
C095 **C097** **C102** **C106** C114 C116 C119 **C121** C123 **C124** **C128** **C135** **C141** **C142**
C143 **C147** **C150** **C151** **C152** **C154** **C155** C158 **C159** **C160** **C162** **C171** **C172** **C175**
C183 C187

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45, 81, 88, 100, 111, 119, 155, 159, 162, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990
C151 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Colombie

55 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C030 C052
C062 C080 C088 **C095** C099 C101 C104 **C106** C107 C116 C136 **C151** **C154** **C159**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 12, 13, 17, 18, 81, 88, 100, 111, 129, 136, 159, 161, 162, 167, 169, 170, 174

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003	1985, 1988, 1990
C009	1985
C017	1985, 1992
C022	1985
C081	2014
C087	1985, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1995, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2008, 2009
C098	1991, 1992, 1994, 1996
C111	1985

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1989, 1990, 2001
-------------	------------------

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos.	2761, 2824, 2830, 2958, 3027, 3061, 3074, 3090, 3091, 3092, 3097, 3103, 3112, 3114, 3131, 3133, 3137, 3144, 3149, 3150, 3157
-----------------	--

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Comores

30 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C006 C010 C011 C012 C013 C014 C017 C018 C019 C026 C033 C042
C052 C077 C078 C089 C095 C099 C101 C106

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 6, 11, 12, 13, 14, 17, 19, 52, 81, 87, 89, 99, 100, 101, 106, 111, 122

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72,74-78,87	79-86,88-92,94-96,99-101,103

Congo

23 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C026 C033 C041 C089 **C095** C119 **C149** **C150**
C152 C185 C188

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 13, 29, 81, 87, 100, 105, 111, 119, 138, 150, 182, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1988

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-53,54(C131,C132),55,56,58(C138,R146),59,60(C142,R150),61,62,63(C148,C149,R157),64-66,67(C154,C155,C156),68(C158),71(C160,C161),74,75(C167,C168),76,84,87,91,94,96	54(R135,R136),58(C137,R145),60(C141,C143,R149,R151),63(R156),67(R163,R164,R165),68(C157,P110,R166),69,70,71(R170,R171),72,75(R175,R176),77-83,85,86,88-90,92,95,99-101,103

Corée, République de

27 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1991

Conventions Fondamentales

C100 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C019 C026 C047 C053 C073 C088 **C115** **C131** **C135** **C139** **C142** **C150** **C155**
C156 C159 C160 C162 C170 C185 C187

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

5 rapports reçus: Conventions nos. 111, 144, 150, 160, 185

2 rapports non reçus: Conventions nos. 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2004

C111 2009, 2013, 2014, 2015

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2620, 3047, 3138

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101,103	

Costa Rica

49 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre depuis 1944

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C008 C011 **C014** C016 C026 C045 C088 C089 C090 C092 **C094** **C095** C096
C099 C101 **C102** **C106** C107 C112 C113 C114 C117 **C120** C127 **C130** **C131** C134
C135 C137 **C141** **C145** **C147** **C148** **C150** **C159** **C160** **C169** **C189**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45, 81, 88, 96, 100, 111, 120, 127, 129, 148, 159, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1993, 1997

C098 1999, 2001, 2002, 2004, 2006, 2009, 2010

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3122, 3162

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103(P029)	103)

Côte d'Ivoire

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C018 C019 C026 C033 C041 C045 C052
C095 C096 C099 **C110** C116 C133 **C135** C136 **C159**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

8 rapports reçus: Conventions nos. 13, 45, 81, 100, 111, 129, 135, 136

2 rapports non reçus: Conventions nos. 96, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	2002
C052	1992
C087	1995
C135	1995, 1998
C136	1994

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99-101,103

Croatie

46 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 **C008** **C009** **C011** **C012** **C013** **C014** **C016** **C017** **C018** **C019** **C022** **C023** **C024**
C025 **C027** **C032** **C045** **C048** **C053** **C056** **C069** **C073** **C074** **C090** **C091** **C092** **C102**
C103 **C106** **C109** **C113** **C116** **C119** **C121** **C132** **C135** **C136** **C139** **C147** **C148** **C155**
C156 **C159** **C161** **C162** **C179** **C185**

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 13, 14, 29, 45, 81, 87, 98, 100, 103, 105, 106, 111, 119, 122, 129, 132, 136, 138, 139, 148, 155, 159, 161, 162, 182, 185, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098	1995, 2014
C102	1998
C162	2003, 2006, 2008

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3130

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-85,87,91,94	86,88-90,92,95,96,99-101,103

Cuba

75 conventions en vigueur (sur 90 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015
 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C026 C027 C030 C032 C033 C042
 C045 C046 C052 C053 C058 C059 C060 C063 C067 C072 **C077** **C078** C079 C080
 C088 C089 C090 C091 C092 C093 **C094** **C095** C096 **C097** C099 C101 C103 C104
C106 C107 C108 **C110** C112 C113 C116 **C120** **C131** **C135** C136 C137 **C140** **C141**
 C142 **C145** **C148** **C150** **C151** **C152** **C155** **C159** **C183** **C187**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 45, 81, 88, 96, 100, 111, 120, 136, 148, 155, 159, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1993
C087 1991, 1992, 1993, 2003
C111 1991, 1992, 1994, 1995, 1996
C122 1992

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Danemark

53 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C006 C007 C008 C009 C011 C012 **C014** C015 C016 C018 C019 C021
 C027 C032 C042 C052 C053 C058 C062 C063 C073 C080 C088 C092 **C094** **C102**
C106 C108 C112 **C115** C116 **C118** C119 **C120** C126 **C130** C133 C134 **C135** **C139**
C141 **C142** **C147** **C148** **C149** **C150** **C151** **C152** **C155** **C159** **C160** **C162** **C163** **C167**
C169 **C180** **C187**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 88, 100, 111, 115, 119, 120, 129, 139, 148, 155, 159, 162, 167, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087	1985, 1986
C098	1985, 1986, 1989
C151	1986

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103(P029)	103(R203)

Djibouti

58 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C005 C006 C009 C010 C011 C012 C013 C014 C015 C016 C017 C018
C019 C022 C023 C024 C026 C033 C035 C036 C037 C038 C043 C044 C045 C049
C052 C053 C055 C056 C058 C063 C069 C071 C073 C077 C078 C088 C089 C091
C094 C095 C096 C099 C101 C106 C108 C115 C120 C123 C124 C125 C126

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 13, 29, 63, 81, 88, 96, 100, 111, 115, 120, 124, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026	2006
C087	1999, 2000, 2001, 2007

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2753

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-72,74-92,94-96,99-101,103	

Dominicaine, République

32 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre depuis 1924

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C007 C010 C019 C026 C045 C052 **C077** C079 C080 C088 C089 C090
C095 C104 **C106** C107 C119 **C150** **C159** **C167** **C170** **C171** **C172** **C183** **C187** **C189**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 45, 81, 88, 100, 111, 119, 159, 167, 170

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C010 1991
C081 1990
C087 1989, 1991
C095 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991
C098 1987, 1988, 1989, 1991
C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992
C111 2004, 2008, 2013, 2014

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C095 1987, 1988, 1989
C098 1987, 1988
C105 1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3068

Commission d'enquête en 1981

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95,99,100	96,101,103

Dominique

26 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C008 **C011** **C012** **C014** **C016** **C019** **C022** **C026** **C094** **C095** **C097** **C108** **C135** **C147**
C150 **C169**

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 14, 16, 19, 22, 29, 81, 87, 94, 97, 98, 100, 105, 108, 111, 135, 138, 144, 147, 150, 169, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-79,87	80-86,88-92,94-96,99-101,103

Egypte

63 conventions en vigueur (sur 64 ratifiées)

Membre depuis 1936

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C009 C011 **C014** C017 C018 C019 C022 C023 C026 C030 C041 C045
C052 C053 C055 C056 C062 C063 C068 C069 C071 C073 C074 C080 C088 C089
C092 **C094** **C095** C096 C101 C104 **C106** C107 **C115** C116 **C118** **C131** C134 **C135**
C137 **C139** **C142** **C145** **C147** **C148** **C149** **C150** **C152** **C159** **C166**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 45, 62, 74, 81, 88, 96, 100, 105, 111, 115, 129, 139, 148, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2008, 2010, 2013

C098 1985

C111 1991, 1993

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

El Salvador

31 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C012 **C077** **C078** C088 C099 C104 C107 **C131** **C135** **C141** **C142** **C149** **C150** **C151**
C155 **C156** **C159** **C160**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 87, 88, 100, 111, 129, 144, 149, 155, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2015

C105 1990

C111 2004

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2897, 2923, 2957, 3007, 3117, 3136, 3154, 3161, 3167

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-61,63(C149),64,67(R164,R165,C155,C156),69(R168,C159), 71,72,74-81,87,90(P155)	62,63(R156,R157,C148),65,66,67(R163,C154),68,69(R167),70,82-86, 88,89,90(R193,R194),91,92,94-96,99-101,103

Emirats arabes unis

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Membre depuis 1972

Conventions Fondamentales

C029 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C089

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2003

C138 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72,74-92,95,96	94,99-101,103

Equateur

56 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1934

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 C024 C026 C035 C037 C039 C045 **C077** **C078** C086 C088 **C095** **C097**
C101 **C102** C103 C104 **C106** C107 **C110** C112 C113 C114 **C115** C116 C117 **C118**
C119 **C120** **C121** C123 **C124** C127 **C128** **C130** **C131** C136 **C139** **C141** **C142** **C148**
C149 **C152** C153 **C156** **C159** **C162** **C169** **C189**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45, 81, 87, 88, 98, 100, 111, 115, 119, 120, 127, 136, 139, 148, 152, 156, 159, 162, 189

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C077 1985, 2005

C078	1985, 2005
C087	1985, 1987, 1988, 1989, 1992, 1993, 1998
C098	1985, 1987, 1999, 2014
C103	1985, 1986, 1991
C105	1987, 1988, 1989, 1993
C153	2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1987, 1988, 1989
C098	1987
C105	1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3148

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103(P029)	103(R203)

Erythrée

7 conventions en vigueur (sur 7 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 100, 105, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2015

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	103

Espagne

87 conventions en vigueur (sur 133 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C028	C030
C031	C032	C033	C034	C042	C044	C045	C046	C048	C052	C053	C055	C056	C058
C059	C060	C062	C063	C068	C069	C070	C073	C074	C077	C078	C079	C080	C088
C089	C090	C091	C092	C094	C095	C096	C097	C099	C101	C102	C103	C106	C108
C109	C112	C113	C114	C115	C116	C117	C119	C120	C123	C124	C126	C127	C131
C132	C134	C135	C136	C137	C140	C141	C142	C145	C146	C147	C148	C150	C151
C152	C153	C154	C155	C156	C157	C158	C159	C160	C162	C163	C164	C165	C166
C169	C172	C173	C176	C180	C181	C185	C187						

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 88, 98, 122, 150, 151, 158, 159, 160, 181, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	1992
C097	2001
C122	1985, 1988, 1995, 2013, 2015
C136	1992
C155	2007
C158	1994

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3093

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Estonie

33 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C019
C020 C022 C023 C027 C041 C045 C053 C108 **C135** **C147** **C174**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 13, 81, 100, 111, 129, 174

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101,103	

Etats-Unis

12 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions Fondamentales

C105 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C053 C054 C055 C057 C058 C074 C080 **C147** C150 C160 C176

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 53, 55, 58, 74, 147, 150, 160

Guam 6 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 53, 55, 58, 74, 144, 147

Iles Mariannes du Nord 1 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 147

Iles Vierges américaines 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 53, 55, 58, 74, 147

Porto Rico 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 53, 55, 58, 74, 147

Samoa américaines 4 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 53, 55, 58, 147

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 2002

C144 2005, 2007

C182 2006, 2014

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

66-72,74-92,94-96,99-101,103

Ethiopie

21 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 **C014** C080 C088 C096 **C106** C116 **C155** **C156** C158 **C159** C181

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 88, 100, 111, 155, 159, 181

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1992, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2007, 2009
C098 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Ex-République yougoslave de Macédoine

75 conventions en vigueur (sur 77 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 C014 C016 C017 C018 C019 C022 C023
C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
C090 C091 C092 C094 C097 C102 C103 C106 C109 C113 C114 C116 C119 C121
C126 C131 C132 C135 C136 C139 C140 C142 C143 C148 C150 C151 C154 C155
C156 C158 C159 C161 C162 C177 C181 C183 C187

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 53, 56, 69, 73, 74, 87, 92, 98, 122, 142, 150, 151, 154

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-83,85,87,88,95(C187,R197)	84,86,89-92,94,95(R198),96,99-101,103

Fidji

33 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre depuis 1974

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C008 C011 C012 C019 C026 C045 C050 C058 C059 C064 C065 C084 C085
 C086 C108 **C142 C149 C155 C159 C169 C172 C178 C181 C184**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45, 81, 87, 100, 111, 129, 142, 155, 159, 181, 184

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2013
C098 1996, 2002
C111 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2013

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2723

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
59-72,74-82,84,85,87,89,92,94	83,86,88,90,91,95,96,99-101,103

Finlande

72 conventions en vigueur (sur 102 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C007 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C017 C018 C019 C020
 C021 C022 C027 C030 C032 C034 C042 C045 C047 C052 C053 C062 C063 C072
 C073 C075 C080 C088 C091 C092 **C094** C096 C108 **C115** C116 **C118** C119 **C120**
C121 C124 C128 C130 C132 C133 C134 **C135** C136 C137 **C139 C140 C141 C142**
C145 C146 C147 C148 C149 C150 C151 C152 C154 C155 C156 C158 **C159 C160**
C161 C162 C163 C164 C167 C168 C170 C173 C174 C175 C176 C177 C178 C179
C180 C181 C184 C187 C189

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 81, 88, 100, 111, 115, 119, 120, 129, 136, 139, 148, 155, 159, 161, 162, 167, 174, 176, 181, 184, MLC, 2006, 187

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

France

80 conventions en vigueur (sur 127 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015
C016 C017 C018 C019 C021 C022 C023 C024 C026 C027 C032 C033 C035 C036
C037 C038 C041 C042 C043 C044 C045 C049 C052 C053 C054 C055 C056 C058
C062 C063 C068 C069 C070 C071 C072 C073 C074 C075 **C077** **C078** C080 C082
C084 C085 C088 C089 C090 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097** C099 C101 **C102**
C106 C108 C109 C112 C113 C114 **C115** C116 **C118** **C120** C123 **C124** C125 C126
C127 **C131** C133 C134 **C135** C136 C137 **C139** **C140** **C141** **C142** **C145** **C146** **C147**
C148 **C149** **C152** **C156** C158 **C159** **C163** **C164** **C166** **C178** **C179** **C180** **C181** **C185**
C187 **C188**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

16 rapports reçus: Conventions nos. 13, 62, 81, 88, 96, 100, 111, 115, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 185, MLC, 2006

1 rapports non reçus: Conventions nos. 159

Nouvelle-Calédonie 10 rapports demandés

9 rapports reçus: Conventions nos. 13, 81, 88, 100, 111, 115, 120, 127, 129

1 rapports non reçus: Conventions nos. MLC, 2006

Polynésie française 9 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 81, 88, 100, 111, 115, 120, 127, 129

Terres australes et antarctiques françaises 20 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 53, 58, 68, 69, 73, 74, 87, 92, 98, 108, 111, 133, 134, 146, 147

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C118 1997

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103

Gabon

36 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C010 C011 C012 C013 **C014** C019 C026 C033 C041 C045
C052 **C095** C096 C099 C101 **C106** C123 **C124** **C135** **C150** **C151** **C154** **C155** C158
C161 **C167**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

7 rapports reçus: Conventions nos. 13, 29, 45, 87, 96, 105, 144
2 rapports non reçus: Conventions nos. 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1991
C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-81,82(C176),83(C177),84,85(C181),87,89(C184),91,9 4	82(P081,R183),83(R184),85(R188),86,88,89(R192),90,92,95,96,99-1 01,103

Gambie

8 conventions en vigueur (sur 8 ratifiées)

Membre depuis 1995

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82-92,94-96	99-101,103

Géorgie

17 conventions en vigueur (sur 17 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C052 **C088** **C117** **C142** **C151** **C163** **C181** **C185**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 88, 105, 138, 181, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2008, 2010

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	103

Ghana

40 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C008 C011 **C014** C015 C016 C019 C022 C023 C026 C030 C045 C050 C058
C059 C064 C065 C069 C074 C088 C089 C090 C092 **C094** C096 C103 **C106** C107
C108 **C115** C116 C117 C119 **C120 C147 C148 C149 C150 C151 C184**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

17 rapports reçus: Conventions nos. 29, 45, 87, 88, 96, 105, 108, 115, 119, 120, 138, 144, 148, 150, 151, 182, 184

1 rapports non reçus: Conventions nos. MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1989

C030 1989

C087 1991

C111 1986

C119 1990

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Grèce

51 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C011 C013 **C014** C015 C016
C017 C019 C023 C027 C041 C042 C045 C052 C055 C058 C062 C068 C069 C071
C073 **C077** **C078** C080 C088 C089 C090 C092 **C095** **C102** C103 **C106** C108 **C115**
C124 C126 C133 C134 **C135** C136 **C141** **C142** **C147** **C149** **C150** **C151** **C154** **C156**
C159 C160 C180

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 29, 45, 62, 88, 95, 105, 115, 136, 138, 144, 159, 182, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989
C087 1985, 1987, 1989, 1995
C090 1985
C098 1989, 1991, 2011, 2013
C102 2014

Commission d'enquête en 1968

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Grenade

27 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1979

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C010 C011 C012 **C014** C015 C016 C019 C026 C050 C058 C064
C065 C086 **C094** **C095** **C097** C099 C108 **C155**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 16, 29, 81, 87, 98, 105, 108, 138, 144, 155, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94,95	96,99-101,103

Guatemala

68 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C010 C011 C013 **C014** C015 C016 C019 C026 C030 C045 C050 C058 C059
C062 C063 C064 C065 **C077** **C078** C079 C080 C086 C088 C089 C090 **C094** **C095**
C096 **C097** C099 C101 C103 C104 **C106** C108 C109 **C110** C112 C113 C114 C116
C117 **C118** C119 **C120** **C124** C127 **C131** **C141** **C148** **C149** **C154** **C156** **C159** **C160**
C161 **C162** **C163** **C167** **C169**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 29, 45, 87, 88, 96, 105, 119, 120, 127, 138, 144, 148, 159, 161, 162, 167, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1993, 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2009, 2010, 2011, 2013, 2015
C098 1985, 1986, 2003, 2006, 2007
C105 1986, 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985, 2011
C098 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2203, 2445, 2609, 2673, 2811, 2869, 2927, 2948, 2967, 2978, 2989, 3035, 3042, 3062, 3089, 3094, 3139

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Guinée

50 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1959

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C010 C011 C013 **C014** C016 C017 C018 C026 C033 C041
C045 C052 C062 C089 C090 **C094** **C095** C099 C112 C113 C114 **C115** C117 **C118**

C119 C120 C121 C132 C133 C134 C135 C136 C139 C140 C142 C143 C148 C149
 C150 C151 C152 C156 C159

44 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

34 rapports reçus: Conventions nos. 3, 13, 16, 62, 81, 87, 89, 90, 98, 100, 111, 113, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 132, 133, 134, 136, 139, 140, 142, 143, 144, 148, 149, 150, 156, 159, 182
 10 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 14, 29, 45, 94, 105, 135, 138, 151, 152

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1985
 C111 1985
 C139 1989, 1991

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3169

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
43-56,58-72,74-83,87	84-86,88-92,94-96,99-101,103

Guinée - Bissau

31 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C007 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C045 C068 C069
 C073 C074 C088 C089 C091 C092 C104 **C106** C107 C108

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 27, 29, 45, 68, 69, 73, 74, 81, 88, 91, 92, 98, 105, 107, 108, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72,74-88,94	89-92,95,96,99-101,103

Guinée équatoriale

14 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1981

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 **C014** C030 C068 C092 C103

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, 68, 87, 92, 98, 100, 103, 105, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67-72,74-79,84,87	80-83,85,86,88-92,94-96,99-101,103

Guyana

44 conventions en vigueur (sur 47 ratifiées)

Membre depuis 1966

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C010 C011 C012 C015 C019 C026 C042 C045 C050 C064 C065
C086 **C094** **C095** **C097** C108 **C115** **C131** **C135** C136 C137 **C139** **C140** **C141** **C142**
C149 **C150** **C151** **C155** **C166** **C172** **C175** **C189**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 2, 11, 12, 29, 45, 87, 94, 98, 100, 105, 111, 115, 131, 135, 136, 137, 138, 139, 141, 142, 144, 150, 155, 166, 182, 189

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C042 1992

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56,58-72,74-92,94,95,100	96,99,101,103

Haïti

24 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C012 **C014** C017 C019 C024 C025 C030 C042 C045 **C077** **C078** C090
C106 C107

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 12, 14, 17, 24, 25, 29, 30, 42, 45, 81, 87, 98, 100, 105, 106, 107, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990
C087 1988, 1989
C098 1989
C105 1985, 1986, 1987, 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C105 1985

Commission d'enquête en 1981

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-66,67(C156,R165),69-72,74,75(C167),87	67(C154,C155,R163,R164),68,75(C168,R175,R176),76-86,88-92,94-96,99-101,103

Honduras

25 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1955

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C027 C032 C042 C045 C062 **C078** **C095** **C102** **C106** C108 C116 C127 **C169**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 45, 62, 81, 105, 127, 138, 144, 169, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2015
C087 1985, 1986, 1991, 1992

C098 2013
C122 1997, 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3032, 3135, 3152

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
38-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Hongrie

51 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées)

Membre depuis 1922

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C004 C006 C007 C010 C012 C013 C014 C015 C016 C017 C018 C019
C021 C024 C026 C027 C041 C042 C045 C048 C052 C062 C077 C078 C088 C095
C099 C101 C103 C115 C123 C124 C127 C132 C135 C136 C139 C140 C141 C142
C145 C147 C148 C151 C154 C155 C159 C160 C161 C163 C164 C165 C166 C167
C175 C181 C183 C185

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 29, 87, 88, 105, 115, 127, 136, 138, 139, 140, 144, 148, 155, 159, 161, 167, 181, 182, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C122 2000

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99-101,103

Iles Cook

5 conventions en vigueur (sur 5 ratifiées)

Membre depuis 2015

Conventions Fondamentales

C029 C105

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C014 C099

Iles Marshall

2 conventions en vigueur (sur 2 ratifiées)

Membre depuis 2007

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C185

1 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 185

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	99-101,103

Iles Salomon

22 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1984

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C008 C011 C012 C014 C016 C019 C026 C042 C045 C084 C094 C095 C108

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

9 rapports reçus: Conventions nos. 8, 45, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

2 rapports non reçus: Conventions nos. 16, 108

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
74,87	70-72,75-86,88-92,94-96,99-101,103

Inde

42 conventions en vigueur (sur 45 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C100 C105 C111

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C005 C006 C011 **C014** C015 C016 C018 C019 C021 C022 C026
 C027 C032 C041 C042 C045 C080 C088 C089 C090 C107 C108 **C115** C116 **C118**
 C123 C127 C136 **C141** **C142** **C147** **C160** **C174** **C185**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 45, 81, 88, 105, 107, 115, 127, 136, 144, 174

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2000, 2001, 2003, 2008
C081 2015
C100 1988, 1991, 2010
C107 1986, 1988, 1990, 1991, 1993, 1997
C111 2007
C141 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1994

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3100, 3125

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Indonésie

18 conventions en vigueur (sur 19 ratifiées)

Membre depuis 1950

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C019 C027 C045 C069 C088 **C106** **C120** **C185** **C187**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 45, 69, 88, 105, 120, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004
C098 1986, 1991, 1993, 1994, 1995, 1997, 1998
C105 2008

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3124, 3176

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

Iran, République islamique d'

14 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C100 C105 C111 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 C095 C104 C106 C108 C142

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 108, 122, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987

C095 2005, 2007

C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1990, 1993, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2003, 2006, 2008, 2009, 2010, 2013

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1985, 1996, 1997, 2009

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2508

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

31-56,58-72,74-89,90(R193,R194),91,92,94-96

90(P155),99-101,103

Iraq

59 conventions en vigueur (sur 67 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C008 C011 C013 **C014** C015 C016 C017 C018 C019 C022 C023 C026 C027
 C030 C041 C042 C052 C058 C059 **C077** **C078** C080 C088 C089 C092 C093 **C094**
C095 **C106** C107 C108 C109 **C115** C116 **C118** C119 **C120** **C131** C132 **C135** C136
 C137 **C139** **C140** **C142** **C145** **C146** **C147** **C148** **C149** **C150** **C152** C153 **C167** **C172**
 C187

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

13 rapports reçus: Conventions nos. 13, 29, 88, 105, 115, 119, 120, 136, 138, 139, 144, 148, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 167

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1989, 1990, 1992

C098 2008

C105 1989, 1991, 1992

C111 1993

C118 1993, 1994

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-87,89	88,90-92,94-96,99-101,103

Irlande

47 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 **C004** **C005** **C006** **C007** **C008** **C010** **C011** **C012** **C014** **C015** **C016** **C018** **C019**
C020 **C021** **C022** **C023** **C026** **C027** **C028** **C032** **C041** **C042** **C043** **C044** **C045** **C049**
C053 **C062** **C063** **C068** **C069** **C073** **C074** **C080** **C088** **C089** **C092** **C096** **C099** **C102**
C108 **C116** **C118** **C121** **C124** **C132** **C139** **C142** **C147** **C155** **C159** **C160** **C172** **C176**
C177 **C178** **C179** **C180** **C189**

31 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 16, 22, 23, 29, 53, 62, 68, 69, 73, 74, 81, 87, 88, 92, 96, 98, 105, 108, 138, 139, 144, 147, 155, 159, 160, 176, 178, 179, 180, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C023 1985, 1991

C100 1985

C105 1985, 1991

C122 1985

C144 1985

C159 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-87,94,100	88-92,95,96,99,101,103

Islande

22 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 C015 C058 C091 **C102** C108 **C139** **C147** **C155** **C156** **C159**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 29, 105, 138, 139, 144, 147, 155, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

C159 2013

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Israël

45 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1949

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C009 C010 **C014** C019 C020 C030 C048 C052 C053 **C077** **C078** C079
C088 C090 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097** C101 **C102** **C106** C112 C116 C117
C118 C133 C134 C136 **C141** **C142** **C147** **C150** **C160** **C181**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 88, 105, 136, 138, 144, 181, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C097 2009

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Italie

75 conventions en vigueur (sur 113 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015
C016 C018 C019 C022 C023 C026 C027 C032 C035 C036 C037 C038 C039 C040
C042 C044 C045 C048 C052 C053 C055 C058 C059 C060 C068 C069 C071 C073
C074 **C077** **C078** C079 C080 C088 C089 C090 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097**
C099 C101 **C102** C103 **C106** C108 C109 C112 C114 **C115** C117 **C118** C119 **C120**
C123 **C124** C127 C132 C133 C134 **C135** C136 C137 **C139** **C141** **C142** **C143** **C145**
C146 **C147** **C148** **C149** **C150** **C151** **C152** **C159** **C160** **C164** **C167** **C170** **C175** **C181**
C183 **C189**

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 13, 29, 105, 115, 119, 120, 122, 127, 136, 138, 139, 144, 148, 159, 160, 167, 170, 181, 182, MLC, 2006, 189

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1988
C122 1991, 2007, 2015
C143 2009
C147 1995

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Jamaïque

26 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C007 C008 C011 C015 C016 C019 C026 C050 C058 C064 C065 C086 **C094** **C097**
C117 **C149** **C150** **C152**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 105, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	1990, 1993
C087	1985, 1987
C098	1987
C100	1987, 1991

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-91	92,94-96,99-101,103

Japon

38 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1951

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C008 C009 C010 C015 C016 C018 C019 C021 C022 C026 C027
C042 C045 C050 C058 C069 C073 C080 C088 C096 C102 C115 C116 C119 C120
C121 C131 C134 C139 C142 C147 C156 C159 C162 C181 C187

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 45, 88, 115, 119, 120, 138, 139, 144, 159, 162, 181, 182, MLC, 2006, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087	1985, 1987, 1989, 1993, 1995, 2001, 2008
C098	1985, 1987, 2002
C100	1993, 1994, 2007
C156	2004

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2177, 2183

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Jordanie

24 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C102 C106 C116 C117 C118 C119 C120 C123 C124 C135 C142 C147 C150 C159
C185

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 119, 120, 138, 144, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1985, 1990

C119 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-91,94	92,95,96,99-101,103

Kazakhstan

24 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C026 C088 C095 C135 C148 C155 C156 C162 C167 C183 C185 C187

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 100, 105, 111, 138, 144, 156, 182, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2015

C111 2014

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82(C176,R183),87,88,91	80,81,82(P081),83-86,89,90,92,94-96,99-101,103

Kenya

41 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C026 C027 C032 C045 C050
C058 C059 C063 C064 C065 C086 C088 C089 **C094** **C097** C099 C112 **C118** C123
C131 C132 C134 **C135** C137 **C140** **C141** **C142** **C143** **C146** **C149**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 63, 105, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1990, 1991, 1994

C138 2001, 2003, 2006, 2013

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Kirghizistan

53 conventions en vigueur (sur 53 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 **C014** C016 C017 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C069 C073 **C077** **C078**
C079 C090 C092 **C095** **C097** C103 **C106** C108 C113 **C115** C116 C119 **C120** **C124**
C126 **C131** C133 C134 **C142** **C147** **C148** **C149** **C150** **C154** **C157** **C159** **C160** **C184**

28 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 16, 23, 29, 45, 69, 73, 81, 92, 97, 105, 108, 111, 115, 119, 120, 133, 134, 138, 142, 144, 147, 148, 150, 154, 159, 160, 182, 184

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87,89	79-86,88,90-92,94-96,99-101,103

Kiribati

10 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées)

Membre depuis 2000

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C185

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

2 rapports reçus: Conventions nos. 87, 98

6 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 182, 185, MLC, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
94	88-92,95,96,99-101,103

Koweït

19 conventions en vigueur (sur 19 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C030 C052 C089 **C106** C116 C117 C119 C136 **C159**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1992, 1995, 1996, 2000

C106 1992

C111 2009

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-76,78,79,80(C174),81-85,87,88,90,91	77,80(R181),86,89,92,94-96,99-101,103

Lao, République démocratique populaire

9 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions Fondamentales

C029 C100 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C006 C013 C171

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56,58-72,74-81,82(R183,C176),83-92,94-96,99,100,103	82(P081),101

Lesotho

22 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 C014 C019 C026 C045 C064 C065 C135 C150 C155 C158 C167

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

7 rapports reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 144, 150, 155, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 135

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1994

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94-96	99-101,103

Lettonie

42 conventions en vigueur (sur 52 ratifiées)

Membre depuis 1991

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C003 C005 C006 C007 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C017
C018 C019 C024 **C106** C108 **C115** C119 **C120** **C131** C132 C133 **C135** **C142** **C147**
C148 **C149** **C150** **C151** **C154** **C155** C158 **C160** **C173** **C180** **C183**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 108, 138, 144, 150, 160, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101,103	

Liban

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C008 C009 **C014** C015 C017 C019 C026 C030 C045 C052 C058 C059 C071
C073 C074 **C077** **C078** C088 C089 C090 **C095** **C106** C109 **C115** **C120** C127 **C131**
C133 C136 **C139** **C142** **C147** **C148** **C150** **C152** **C159** **C170** **C172** **C174** **C176**

30 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

3 rapports reçus: Conventions nos. 14, 122, 142

27 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 9, 29, 45, 58, 71, 73, 74, 81, 88, 98, 105, 115, 120, 127, 133, 136, 138, 139, 147, 148, 150, 159, 170, 174, 176, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56,58-72,74-92,94-96	99-101,103

Libéria

16 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C105 C111 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C022 C023 C053 C055 C058 C065 C092 C104 C108 **C110** C112 C113 C114 C133
C147 C150

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

5 rapports reçus: Conventions nos. 81, 144, 150, 182, MLC, 2006

5 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 105, 108

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987
C055 1988, 1990
C087 1985, 1987, 1990
C098 1990

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3081

Commission d'enquête en 1962

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-76,77(C170,C171,R177,R178),78-81,82(C176,R183), 83-87,91,94	77(P089),82(P081),88-90,92,95,96,99-101,103

Libye

28 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1952

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C003 **C014** C026 C052 C053 C059 C088 C089 **C095** C096 **C102** C103 C104
C118 **C121** **C128** **C130** **C131**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

4 rapports reçus: Conventions nos. 29, 88, 105, 130

8 rapports non reçus: Conventions nos. 53, 96, 100, 111, 122, 128, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003	1985
C029	1992
C081	1988, 1991, 1992
C095	1996, 2006
C105	1987, 1990, 1991, 1992
C118	1992, 1999, 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C118	2003
-------------	------

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56,58-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99-101,103

Lituanie

40 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1991

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C011 **C014** C019 C024 C027 C047 C073 C079 C080 C088 C090
C108 **C115** C116 C127 **C131** **C135** **C142** **C147** **C149** **C154** **C156** **C159** **C160** **C171**
C173 **C181** **C183** **C185**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 108, 115, 138, 144, 160, 182, MLC, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101,103	

Luxembourg

69 conventions en vigueur (sur 100 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C129

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C021	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C028
C030	C042	C045	C053	C055	C056	C059	C060	C068	C069	C073	C074	C077	C078
C079	C080	C088	C089	C090	C092	C096	C102	C103	C108	C115	C116	C119	C120
C121	C127	C130	C132	C133	C135	C136	C139	C142	C146	C147	C148	C149	C150
C151	C155	C158	C159	C161	C162	C166	C167	C170	C171	C172	C174	C175	C176
C178	C180	C183	C184	C185									

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

14 rapports reçus: Conventions nos. 29, 81, 87, 105, 129, 135, 138, 139, 148, 150, 162, 170, 174, 182

2 rapports non reçus: Conventions nos. 185, MLC, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Madagascar

37 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C012 C013 **C014** C019 C026 C033 C041 C052 C088 C089
C095 **C097** C101 C116 C117 **C118** C119 **C120** C123 **C124** C127 C132 **C159** **C171**
C173 **C185**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 29, 81, 87, 88, 98, 105, 117, 119, 120, 122, 127, 129, 138, 144, 159, 182, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986

C127 1992

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-89,91,100	90,92,94-96,99,101,103

Malaisie

16 conventions en vigueur (sur 17 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C050 C064 C065 C088 **C095** C119 C123 **C187**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

5 rapports reçus: Conventions nos. 29, 88, 98, 100, 138

3 rapports non reçus: Conventions nos. 144, 182, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1991, 1992
C012 1991, 1992
C019 1996, 1998
C029 2013, 2014
C097 1996, 1997, 1998
C098 1985, 1992, 1994, 1999
C105 1990
C138 2009

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3126

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56,58-72,74-92,94,95(C187,R197)	95(R198),96,99-101,103

Malaisie - Péninsulaire

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 C017 C019 C045

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C019 2011
C105 1986

Malaisie - Sabah

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C015 C016 C086 **C094** **C097**

Malaisie - Sarawak

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

Malawi**29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)****Membre depuis 1965****Conventions Fondamentales**

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)C011 C012 C019 C026 C045 C050 C064 C065 C086 C089 **C097** C099 C104 C107
C149 C150 C158 C159**11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015**

5 rapports reçus: Conventions nos. 81, 99, 105, 129, 149

6 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 45, 138, 144, 150, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1986

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-92,94-96	99-101,103

Maldives, République des**10 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées)****Membre depuis 2009****Conventions Fondamentales**

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Convention du travail maritime**Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)**

C185

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3076

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	99-101,103

Mali

28 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C026 C033 C041 C052 **C095**
C135 C141 C150 C151 C159 **C183**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 144, 150, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-83,84(C178,C179,C180,R185,R186,R187),85,87-89,90(R193,R194),91	84(P147),86,90(P155),92,94-96,99-101,103

Malte

47 conventions en vigueur (sur 62 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C129

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C005 C007 C008 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C019
C021 C022 C026 C032 C035 C036 C042 C043 C045 C049 C053 C062 C073 C074
C077 **C078** C088 C089 **C095** C096 C099 **C106** C108 C117 C119 **C124** C127 **C131**
C132 **C135** C136 **C141** **C147** **C148** **C149** **C159** **C180**

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

1 rapports reçus: Conventions nos. MLC, 2006

21 rapports non reçus: Conventions nos. 2, 13, 29, 62, 81, 87, 88, 96, 98, 105, 108, 117, 119, 127, 129, 135, 136, 138, 148, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-92,94,95	96,99-101,103

Maroc

49 conventions en vigueur (sur 62 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C004 C011 C012 C013 **C014** C015 C017 C018 C019 C022 C026 C027 C030
C041 C042 C045 C052 C055 C065 C080 **C094** C099 C101 C104 **C106** C108 C116
C119 **C131** **C135** C136 **C145** **C146** **C147** **C150** **C151** **C154** C158 **C162** **C163** **C164**
C166 **C176** **C178** **C179** **C180** **C181** **C183** **C188**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 108, 131, 138, 144, 150, 151, 176, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1992
C029 1992
C052 1989
C098 1987, 1988, 1994, 1997, 1998
C105 1992
C136 1988, 1993
C182 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C098 1997

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

39-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103

Maurice

38 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1969

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C008 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C026 C032 C042
C050 C058 C059 C063 C064 C065 C074 C084 C086 C088 **C094** **C095** **C097** C099
C108 C137 **C150** **C154** **C155** **C156** **C159** **C160** **C175** **C187** **C189**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 29, 105, 108, 138, 144, 150, 160, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008 1987
C026 1985
C098 2015

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3153

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Mauritanie

40 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 **C004** **C005** **C006** **C011** **C013** **C014** **C015** **C017** **C018** **C019** **C022** **C023** **C026**
C033 **C041** **C052** **C053** **C058** **C062** **C084** **C089** **C090** **C091** **C094** **C095** **C096** **C101**
C102 **C112** **C114** **C116** **C118**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 3, 13, 14, 22, 23, 29, 33, 52, 53, 58, 62, 81, 87, 89, 96, 98, 100, 101, 102, 105, 111, 112, 114, 122, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1990, 2002, 2003, 2005, 2010, 2015
C081 1986, 2000, 2013
C087 1986, 1987, 1993
C095 1995
C100 2009
C111 1993
C122 2014

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 2003

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-80,81(C175),82(C176,R183),83,84(C178,C179,C180, R185,R186,R187),85-91	81(R182),82(P081),84(P147),92,94-96,99-101,103

Mexique

67 conventions en vigueur (sur 79 ratifiées)

Membre depuis 1931

Conventions Fondamentales

C029 C087 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C006 C007 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C019 C021 C022 C023
C026 C027 C030 C032 C034 C042 C043 C045 C046 C049 C052 C053 C054 C055
C056 C058 C062 C063 C080 C090 **C095** C096 C099 **C102** **C106** C107 C108 C109
C110 C112 **C115** C116 **C118** **C120** C123 **C124** **C131** C134 **C135** **C140** **C141** **C142**
C150 **C152** C153 **C155** **C159** **C160** **C161** **C163** **C164** **C166** **C167** **C169** **C170** **C172**
C173

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 29, 53, 55, 56, 58, 87, 105, 108, 134, 144, 150, 155, 160, 163, 164, 166, 167, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1995, 2015
C102 1999
C111 2006
C155 1996, 2010, 2011
C169 1995, 2000
C182 2008

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3156, 3163

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95(R198),99,101	95(C187,R197),96,100,103

Moldova, République de

41 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C047 C088 C092 **C095** **C097** C099 C103 C108 C117 C119 C127 **C131** C132
C133 **C135** **C141** **C142** **C150** **C151** **C152** **C154** **C155** C158 **C160** **C181** **C183** **C184**
C185 C187

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

6 rapports reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 144, 150, 182

4 rapports non reçus: Conventions nos. 92, 133, 160, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 2002

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-91,95(C187,R197)	92,94,95(R198),96,99-101,103

Mongolie

15 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1968

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C059 C088 C103 C123 C135 C155 C159 C176 C181

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

8 rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 105, 135, 138, 155, 182

3 rapports non reçus: Conventions nos. 103, 144, 159

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
52-56,58-72,74-81,82(C176,R183),83-92,94-96,99-101	82(P081),103

Monténégro

57 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées)

Membre depuis 2006

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 C014 C016 C017 C018 C019 C022 C023
C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
C090 C091 C092 C097 C102 C103 C106 C113 C114 C116 C119 C121 C126 C131
C132 C135 C136 C139 C140 C142 C143 C148 C155 C156 C158 C159 C161 C162

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

5 rapports reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 144, 182

12 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 53, 56, 69, 73, 74, 91, 92

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3140

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
96,99-101,103	

Mozambique**18 conventions en vigueur (sur 18 ratifiées)****Membre depuis 1976****Conventions Fondamentales**

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)C001 C011 **C014** C017 C018 C030 C088**5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015**

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99-101,103

Myanmar**20 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)****Membre depuis 1948****Conventions Fondamentales**

C029 C087 C182

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)C001 C002 C004 C006 C011 **C014** C015 C016 C017 C018 C019 C021 C022 C026
C027 C041 C042 C052 C063**5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015**

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 16, 22, 29, 63, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985**C029** 1992, 1995, 1996, 1999, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011

C052 1987
C087 1987, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009, 2010, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1995, 1996, 1999
C087 1993, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009, 2010, 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3171

Sessions spéciales de la Commission de la Conférence

C029 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012

Commission d'enquête en 1996

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Namibie

11 conventions en vigueur (sur 11 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C150 **C158**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 144, 150, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72,74-92,94-96,99-101	103

Népal

11 conventions en vigueur (sur 11 ratifiées)

Membre depuis 1966

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

1 rapports reçus: Conventions nos. 169

5 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985**C100** 1997**C144** 2005**Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Nicaragua**50 conventions en vigueur (sur 62 ratifiées)****Membre depuis 1957****Conventions Fondamentales**

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Convention du travail maritime**Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)**

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
 C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C027 C028
 C030 C045 C063 **C077 C078** C088 **C095 C110 C115** C117 C119 C127 **C131 C135**
 C136 C137 **C139 C140 C141 C142 C146 C169 C189**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

6 rapports reçus: Conventions nos. 29, 63, 138, 144, 182, 189

4 rapports non reçus: Conventions nos. 4, 105, 169, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985**C087** 1985, 1987, 1989**C098** 1989**Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale****Cas Nos.** 3177**Commission d'enquête en** 1987**Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Niger

34 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C018 C026 C033 C041 C065 **C095** **C102** C104
C116 C117 C119 **C131** **C135** **C142** **C148** **C150** **C154** **C155** **C156** C158 **C161** **C181**
C187

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 29, 87, 98, 105, 119, 135, 138, 148, 154, 155, 161, 182, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004
C138 2014
C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-82,85,87,88,90(P155),95(C187,R197),103	83,84,86,89,90(R193,R194),91,92,94,95(R198),96,99-101

Nigéria

30 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C008 C009 C011 C015 C016 C019 C026 C032 C045 C050 C058 C059 C064 C065
C088 **C094** **C095** **C097** C104 C116 C123 C133 C134 C137 **C155** **C159** **C178** **C179**
C185

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

9 rapports reçus: Conventions nos. 81, 87, 88, 100, 111, 138, 155, 159, 182

10 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 11, 16, 29, 45, 98, 105, 144, 185, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2009
C087 1986, 1991, 1995, 1996, 1997, 2011

C105 1990
C134 1989

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1995, 1996, 1997

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94,95,100	96,99,101,103

Norvège

74 conventions en vigueur (sur 109 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 C014 C015 C016 C018 C019
C021 C022 C024 C025 C026 C027 C030 C032 C034 C042 C043 C044 C047 C049
C050 C053 C056 C058 C059 C063 C068 C069 C071 C073 C075 C080 C088 C090
C091 C092 C094 C095 C096 C097 C101 C102 C108 C109 C112 C113 C115 C116
C118 C119 C120 C126 C128 C130 C132 C133 C134 C135 C137 C139 C141 C142
C143 C145 C147 C148 C149 C150 C151 C152 C154 C155 C156 C159 C160 C162
C163 C164 C167 C168 C169 C170 C176 C178 C179 C180 C183 C187 C188

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 71, 105, 108, 137, 138, 144, 150, 160, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3147

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Nouvelle-Zélande

51 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C008 C009 C010 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C021 C022 C023
C026 C030 C032 C041 C042 C044 C045 C047 C049 C050 C052 C053 C058 C059
C060 C063 C064 C065 C068 C069 C074 C080 C082 C084 C088 C089 C092 **C097**
C099 C101 C104 C116 C133 C134 **C145** **C155** **C160**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 29, 53, 58, 68, 69, 74, 92, 105, 133, 134, 144, 145, 160, 182

Tokélaou 2 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1997
C026 1998
C081 1996
C088 1985
C100 1994
C122 1993

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Oman

4 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées)

Membre depuis 1994

Conventions Fondamentales

C029 C105 C138 C182

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-92,95(R197,R198),99	94,95(C187),96,100,101,103

Ouganda

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 C012 C017 C019 C026 C045 C050 C064 C065 C086 **C094** **C095** C123
C124 **C143** **C154** C158 **C159** **C162**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

7 rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 159, 162

7 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 19, 45, 111, 122, 144, 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 2014

C029 2006

C081 1989, 1990, 2001, 2003, 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-80,87	81-86,88-92,94-96,99-101,103

Ouzbékistan

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C047 C052 C103 **C135** **C154**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 98, 105, 122, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C182 2010, 2011, 2013

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C182 2011, 2013

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101,103	

Pakistan

33 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C011 **C014** C015 C016 C018 C019 C021 C022 C027 C032 C041
C045 C059 C080 C089 C090 C096 **C106** C107 C116 **C118** **C159** **C185**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 16, 22, 81, 87, 98, 144, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C022 1992
C029 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1996, 1997, 1999
C081 2013, 2014
C087 1985, 1987, 1988, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2001, 2009, 2011
C096 1985, 1986, 1987
C098 1992, 2003, 2006
C105 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1992, 2000, 2002
C107 1989
C111 1987, 1993, 1995

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1986, 1987, 1988
C087 1987, 1988
C105 1986, 1987, 1988
C111 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2889, 2902, 3018

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-80,87,91	81-86,88-90,92,94-96,99-101,103

Palaos

1 conventions en vigueur (sur 1 ratifiées)

Membre depuis 2012

Convention du travail maritime

1 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. MLC, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	101,103

Panama

56 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C015	C016	C017	C019	C020	C021	C022
C023	C026	C027	C030	C032	C042	C043	C045	C052	C053	C055	C056	C058	C063
C064	C065	C068	C069	C071	C073	C074	C077	C078	C080	C086	C088	C089	C092
C094	C095	C096	C104	C107	C108	C110	C112	C113	C114	C116	C117	C119	C120
C123	C124	C125	C126	C127	C159	C160	C167	C181	C189				

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 71, 87, 98, 108, 117, 122, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008	1987
C022	1985, 1987
C023	1985
C029	1992, 1995
C032	1987
C053	1985, 1987
C055	1987, 1988, 1992
C068	1985, 1987
C087	1989, 1991, 1992, 2001, 2003, 2005, 2009, 2011
C092	1987
C098	1991, 2000
C126	1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1991
C098	1991

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3048, 3106, 3166

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-87,88(R191),89(R192),90(R193,R194),92,94,95(R197,R198),96(R199),99-101,103(R203)	88(C183),89(C184),90(P155),91,95(C187),96(C188),103

Papouasie-Nouvelle-Guinée

24 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C007 C008 C010 C011 C012 C018 C019 C022 C026 C027 C042 C045 C085
C099 C103 C158

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

4 rapports reçus: Conventions nos. 2, 45, 100, 111

6 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 22, 85, 87, 98, 122

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-87	88-92,94-96,99-101,103

Paraguay

37 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C011 **C014** C026 C030 C052 C059 C060 **C077** **C078** C079 C089 C090 **C095**
C099 C101 **C106** C107 **C115** C116 C117 C119 **C120** C123 **C124** **C156** **C159** **C169**
C189

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 122, 189

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1996
C029 2008, 2013
C079 2002
C081 1992
C087 1985, 1992, 1993
C090 2002
C098 1985, 1993
C169 2003, 2006
C182 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3019, 3110, 3123, 3127, 3146, 3158

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56,58-72,74-92,94-96,100	99,101,103

Pays-Bas

67 conventions en vigueur (sur 106 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016
C017 C018 C019 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C027 C032 C033 C041 C042
C044 C045 C048 C058 C062 C063 C068 C069 C070 C071 C073 C074 C080 C088
C089 C090 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097** C099 C101 **C102** C103 **C106** C112
C113 C114 **C115** C116 **C118** **C121** C123 **C124** C126 **C128** **C130** **C131** C133 **C135**
C137 **C140** **C141** **C142** **C145** **C146** **C147** **C150** **C151** **C152** **C154** **C155** **C156** **C159**
C160 **C162** **C169** **C174** **C175** **C177** **C180** **C181** **C183**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 71, 81, 105, 129, 138, 144, 150, 155, 160, 182

Aruba 17 rapports demandés

14 rapports reçus: Conventions nos. 8, 9, 22, 23, 29, 69, 74, 105, 138, 144, 145, 146, 147, 182

3 rapports non reçus: Conventions nos. 122, 140, 142

Curaçao 3 rapports demandés

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 105, 144

Partie caribéenne des Pays-Bas 9 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 22, 23, 29, 58, 69, 74, 105

Sint-Maarten 10 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 22, 23, 29, 58, 69, 74, 105, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989

C087 1985, 1987, 1989, 1991

C103 2004

C122 1986

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
---	---

Pérou

66 conventions en vigueur (sur 74 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C004	C008	C009	C010	C011	C012	C014	C019	C020	C022	C023	C024	C025
C026	C027	C032	C035	C036	C037	C038	C039	C040	C041	C044	C045	C052	C053
C055	C056	C058	C059	C062	C067	C068	C069	C070	C071	C073	C077	C078	C079
C080	C088	C090	C099	C101	C102	C106	C107	C112	C113	C114	C127	C139	C147
C151	C152	C156	C159	C169	C176	C178							

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 22, 23, 53, 55, 56, 58, 68, 69, 71, 73, 81, 87, 98, 122, 144, 147, 169, 178

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001	1985
C024	1985
C025	1985
C029	1992, 1993, 1999
C035	1994, 1996
C036	1996
C037	1996
C038	1996
C039	1996
C040	1996
C068	1985, 1986, 1988
C087	1990, 1991
C098	1991, 2001
C102	1997, 2002, 2005
C105	1985, 1990, 1992
C122	1994, 1998
C139	1992
C169	2009, 2010

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2982, 3069, 3132, 3160, 3168, 3170, 3173, 3174

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Philippines

30 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C017 C019 C023 C053 C059 **C077** C088 C089 C090 C093 **C094** **C095** **C097** C099
C110 C118 C141 C143 C149 **C157** C159 C165 C176 C179 C185 C189

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 122, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989, 1991, 2007, 2009
C095 1990
C176 2015
C182 2006

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3119, 3159

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Pologne

66 conventions en vigueur (sur 91 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C017
C018 C019 C022 C023 C024 C025 C027 C035 C036 C037 C038 C039 C040 C042
C045 C048 C062 C068 C069 C070 C073 C074 **C077** **C078** C079 C080 C090 C091
C092 **C095** C096 C099 C101 **C102** C103 C108 C112 C113 **C115** C116 C119 **C120**
C123 **C124** C127 C133 C134 **C135** C137 **C140** **C141** **C142** **C145** **C147** **C148** **C149**
C151 **C159** **C160** **C161** **C170** **C176** **C178** **C181**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 91, 98, 108, 122, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1987, 1988, 1989
C029 1987
C087 1987, 1988, 1989
C095 2004
C098 1987, 1988, 1989
C111 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3111

Commission d'enquête en 1982

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Portugal

72 conventions en vigueur (sur 82 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C007 C008 C011 C012 C014 C017 C018 C019 C022 C023 C026
C027 C045 C063 C068 C069 C073 C074 C077 C078 C088 C089 C091 C092 C095
C096 C097 C102 C103 C104 C106 C107 C108 C109 C115 C117 C120 C124 C127
C131 C132 C135 C137 C139 C142 C143 C145 C146 C147 C148 C149 C150 C151
C155 C156 C158 C159 C160 C162 C171 C173 C175 C176 C181 C183 C184 C189

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 22, 23, 68, 69, 73, 74, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 115, 122, 139, 145, 146, 147, 148, 150, 155, 160, 162, 183, 184

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1995
C019 1988
C081 1985
C095 1986, 1988, 1989
C098 1987
C122 1986, 2001, 2003, 2014

Commission d'enquête en 1961

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Qatar

6 conventions en vigueur (sur 6 ratifiées)

Membre depuis 1972

Conventions Fondamentales

C029 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2015

C081 2014

C111 2002

C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72,74-92,94-96,99-101	103

République démocratique du Congo

36 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C011 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C042 C050 C062 C064 C088
C089 **C094** **C095** **C102** C116 C117 **C118** C119 **C120** **C121** **C135** **C150** C158

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 11, 29, 62, 81, 88, 100, 105, 111, 119, 120, 135, 138, 144, 150, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2011, 2014

C119 2007

C182 2009

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3067

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99-101,103

Roumanie

50 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C013 **C014** C015
C016 C022 C024 C027 C059 C068 C088 C089 C092 **C095 C102** C108 C116 C117
C127 **C131** C133 C134 **C135** C136 C137 **C147 C150 C154 C163 C166 C168 C180**
C183

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 68, 87, 92, 98, 108, 122, 133, 134, 147, 150, 163, 166, 180

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1990

C081 1988, 2005

C087 1987, 1989, 2007

C098 2011

C111 1993, 1994

C129 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3129

Commission d'enquête en 1989

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

55 conventions en vigueur (sur 87 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C004	C005	C006	C007	C008	C010	C011	C012	C015	C016	C017	C018	C019
C021	C022	C023	C024	C025	C026	C032	C035	C036	C037	C038	C039	C040	C041
C042	C043	C044	C045	C050	C056	C063	C064	C065	C068	C069	C070	C074	C080
C082	C083	C084	C085	C086	C088	C092	C094	C095	C097	C099	C101	C102	C108
C114	C115	C116	C120	C124	C126	C133	C135	C140	C141	C142	C147	C148	C150
C151	C160	C178	C180	C187									

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

7 rapports reçus: Conventions nos. 87, 98, 108, 122, 150, 160, MLC, 2006

1 rapports non reçus: Conventions nos. 100

Anguilla 9 rapports demandés

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 22, 23, 58, 85, 87, 98, 108, 148

Bermudes 4 rapports demandés

3 rapports reçus: Conventions nos. 87, 98, 108

1 rapports non reçus: Conventions nos. MLC, 2006

Gibraltar 6 rapports demandés

4 rapports reçus: Conventions nos. 87, 98, 150, 160

2 rapports non reçus: Conventions nos. 108, MLC, 2006

Guernesey 13 rapports demandés

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 7, 8, 16, 22, 56, 63, 69, 74, 87, 98, 108, 122, 150

Ile de Man 7 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 108, 122, 150, 160, MLC, 2006

Iles Falkland (Malvinas) 7 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 22, 23, 58, 87, 98, 108

Iles Vierges britanniques 7 rapports demandés

6 rapports reçus: Conventions nos. 8, 23, 58, 85, 98, 108

1 rapports non reçus: Conventions nos. 87

Illes Caïmans 1 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. MLC, 2006

Jersey 11 rapports demandés

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 7, 8, 16, 22, 56, 69, 74, 87, 98, 108, 160

Montserrat 7 rapports demandés

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 16, 58, 85, 87, 98, 108

Sainte-Hélène 9 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 16, 58, 63, 85, 87, 98, 108, 150

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	2000
C087	1985, 1987, 1988, 1989, 1991, 1992, 1995, 1997, 2007
C098	1994, 1996
C100	1986, 1988, 2006
C122	1985, 1987, 1993
C144	1993
C180	2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Russie, Fédération de

54 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C010 C011 C013 **C014** C015 C016 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C058 C059
C060 C069 C073 **C077** **C078** C079 C090 C092 **C095** C103 **C106** C108 C112 C113
C115 C116 C119 **C120** C123 **C124** C126 C132 C133 C134 **C135** C137 **C140** **C142**
C147 **C148** **C149** **C150** **C151** **C152** **C154** **C155** **C156** **C159** **C160** **C162** **C163** **C173**
C174 C176 C179 C185 C187

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 122, 142, 150, 160, 176, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087	1985, 1987, 2005
C095	1995, 1998, 1999
C108	1999
C111	2010
C182	2009

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3145

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

Rwanda

28 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C011 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C042 C050 C062 C064 C089 **C094**
C118 C123 C132 **C135**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

3 rapports reçus: Conventions nos. 62, 100, 111

4 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 89, 98, 122

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-79,81,87	80,82-86,88-92,94-96,99-101,103

Sainte-Lucie

28 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C026 C050 C064 C065
C094 **C095** **C097** C101 C108 **C154** C158

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 7, 8, 16, 87, 98, 100, 108, 111, 154, 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2000

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67(C154,R163),68(C158,R166),87	66,67(C155,C156,R164,R165),68(C157,P110),69-72,74-86,88-92,94-96,99-101,103

Saint-Kitts-et-Nevis

10 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées)

Membre depuis 1996

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Convention du travail maritime

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 100, 111, 144, MLC, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
84,87,94	83,85,86,88-92,95,96,99-101,103

Saint-Marin

23 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C088 C103 C119 C140 C142 C143 C148 C150 C151 C154 C156 C159 C160 C161

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

4 rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 88, 98

19 rapports non reçus: Conventions nos. 100, 103, 105, 111, 119, 138, 140, 142, 143, 144, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-92,94-96,99-101	103

Saint-Vincent-et-les Grenadines

21 conventions en vigueur (sur 27 ratifiées)

Membre depuis 1995

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C010 C011 C012 C016 C019 C026 **C094** **C095** C101 **C102** C108 **C180**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

4 rapports reçus: Conventions nos. 87, 98, 100, 111

4 rapports non reçus: Conventions nos. 108, 122, 144, MLC, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
84,86,87,94	82,83,85,88-92,95,96,99-101,103

Samoa

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Membre depuis 2005

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Convention du travail maritime

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

4 rapports reçus: Conventions nos. 87, 98, 100, 111

1 rapports non reçus: Conventions nos. MLC, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
94	95,96,99-101,103

Sao Tomé-et-Principe

21 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C017 C018 C019 C088 **C106** **C135** **C151** **C154** **C155** **C159** **C184**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

11 rapports reçus: Conventions nos. 87, 88, 98, 100, 111, 135, 144, 151, 154, 159, 184

1 rapports non reçus: Conventions nos. 155

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-92,94-96,99-101	103

Sénégal

33 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C010 C011 C012 C013 **C014** C018 C019 C026 C033 C041 C052
C089 **C095** C096 C099 C101 **C102** C116 C117 **C120** **C121** C125 **C135**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 122, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C182 2013

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Serbie

62 conventions en vigueur (sur 76 ratifiées)

Membre depuis 2000

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023
C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
C090 C091 C092 **C094** **C097** **C102** C103 **C106** C109 C113 C114 C116 C119 **C121**
C126 **C131** C132 **C135** C136 **C139** **C140** **C142** **C143** **C148** **C150** **C155** **C156** C158
C159 **C161** **C162** **C167** **C181** **C183** **C187**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 111, 122, 150, 158, 162, 181, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2003, 2004, 2011

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
89-92,94-96,99-101,103	

Seychelles

26 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C008 C010 C011 C015 C016 C022 C026 C050 C058 C064 C065
C073 C099 C108 **C147** **C148** **C149** **C150** **C151** **C152** **C155** **C161** **C180**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 108, 150

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72,74-88,94	89-92,95,96,99-101,103

Sierra Leone

30 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C015 C016 C017 C019 C022 C026 C032 C045 C050 C058 C059
C064 C065 C086 C088 **C094** **C095** C099 C101 C119 C125 C126

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 16, 17, 19, 22, 26, 32, 45, 81, 87, 88, 94, 95, 98, 99, 100, 101, 111, 119, 125, 126, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C059 1986
C081 1986
C119 1988

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-61,62(C145,C147,R153,R155)	62(C146,R154),63-72,74-92,94-96,99-101,103

Singapour

20 conventions en vigueur (sur 27 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C011 C012 C015 C016 C019 C022 C032 C045 C050 C064 C065
C086 C088 **C094** **C187**

1 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1987, 1992, 1993
C008 1987
C098 1994

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Slovaquie

70 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C010 C011 C012 C013 **C014** C017 C018 C019 C021 C026 C027 C034
C037 C038 C039 C040 C042 C043 C045 C049 C052 **C077** **C078** C080 C088 C089
C090 **C095** C099 **C102** **C115** C116 **C120** C123 **C124** **C128** **C130** **C135** C136 **C139**
C140 **C142** **C148** **C151** **C154** **C155** **C156** C158 **C159** **C160** **C161** **C163** **C164** **C167**
C171 C173 **C176** **C181** **C183** **C184** **C187**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 122, 160, 163, 164

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2006

C122 2004

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101,103	

Slovénie

79 conventions en vigueur (sur 82 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023
C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
C090 C091 C092 **C095** **C097** **C102** C103 **C106** C108 C109 C113 C114 C116 C119
C121 C126 **C131** C132 **C135** C136 **C139** **C140** **C142** **C143** **C147** **C148** **C149** **C151**
C154 **C155** **C156** C158 **C159** **C161** **C162** **C171** **C173** **C174** **C175** **C180** **C183** **C187**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 53, 56, 69, 73, 74, 87, 91, 92, 98, 108, 122, 147, 180

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101,103	

Somalie

17 conventions en vigueur (sur 19 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C105 C111 C182

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C016 C017 C019 C022 C023 C045 C050 C064 C065 C084 C085 **C094** **C095**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 16, 17, 19, 22, 23, 29, 45, 84, 85, 94, 95, 105, 111

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3113

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74,75,87	76-86,88-92,94-96,99-101,103

Soudan

14 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C019 C026 **C095** C117

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 98, 122

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989, 1992, 1993, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2010

C098 1994

C105 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1992, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-80,87	81-86,88-92,94-96,99-101,103

Soudan du Sud

7 conventions en vigueur (sur 7 ratifiées)

Membre depuis 2012

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	101,103

Sri Lanka

31 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C007 C008 C010 C011 C015 C016 C018 C026 C041 C045 C058
C063 C080 C089 C090 **C095** C096 C099 C103 **C106** C108 **C110** **C115** C116 **C131**
C135 C160

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 16, 58, 87, 98, 108, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1997, 1999, 2007
C098 1985, 1987
C099 1985
C103 2011
C131 1985
C144 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Suède

66 conventions en vigueur (sur 93 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C017 C018 C019
C020 C021 C027 C032 C034 C042 C045 C047 C058 C063 C073 C075 C080 C088
C092 C096 C101 **C102** C108 **C115** C116 **C118** C119 **C120** **C121** **C128** **C130** C132
C133 C134 **C135** C137 **C139** **C140** **C141** **C142** **C143** **C145** **C146** **C147** **C148** **C149**
C150 **C151** **C152** **C154** **C155** **C156** **C157** C158 **C159** **C160** **C161** **C162** **C163** **C164**
C167 C168 C170 C174 C175 C176 C178 C180 C184 C187

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 108, 122, 150, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2008
C098 1993

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,101	100,103

Suisse

47 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C004 C005 C006 C008 C011 C014 C015 C016 C018 C019 C023 C026 C027
C041 C044 C045 C058 C062 C063 C080 C088 C089 C102 C115 C116 C119 C120
C123 C128 C132 C136 C139 C141 C142 C150 C151 C153 C154 C159 C160 C162
C163 C168 C172 C173 C183 C189

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 122, 150, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2006
C100 1986, 1988
C128 1993

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2265, 3023, 3109

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Suriname

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C105 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C013 **C014** C017 C019 C027 C041 C042 C062 C088 **C094** **C095** C096 C101
C106 C112 **C118** **C135** **C150** **C151** **C154** **C181**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 87, 98, 122, 150

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-89	90-92,94-96,99-101,103

Swaziland

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1975

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 C012 **C014** C019 C026 C045 C050 C059 C064 C065 C086 C089 C090
C094 **C095** C096 C099 C101 C104 C123 **C131** **C160**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45, 87, 96, 98, 100, 111, 144, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2005, 2009, 2010, 2011, 2013, 2014, 2015

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1997, 2009, 2010, 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2949

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
60-72,74-92,94-96	99-101,103

Syrienne, République arabe

51 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C011	C014	C017	C018	C019	C026	C030	C045	C052	C053	C063	C080
C088	C089	C094	C095	C096	C099	C101	C104	C106	C107	C115	C116	C117	C118
C119	C120	C123	C124	C125	C131	C135	C136	C139	C155	C170			

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

10 rapports reçus: Conventions nos. 2, 53, 63, 88, 96, 98, 105, 115, 117, 144

2 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 107

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	1992
C087	1985, 1986, 1992, 1996
C098	1992
C106	1988

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-65,67,68,69(C159,R167),71,72,74-76,77(C170,R177),84,87-89,90(P155),94	66,69(R168),70,77(C171,P089,R178),78-83,85,86,90(R193,R194),91,92,95,96,99-101,103

Tadjikistan

50 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions Fondamentales

C029	C087	C098	C100	C105	C111	C138	C182
-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081	C122	C144
-------------	-------------	-------------

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011	C014	C016	C023	C027	C032	C045	C047	C052	C069	C073	C077	C078	C079
C090	C092	C095	C097	C103	C106	C108	C113	C115	C116	C119	C120	C124	C126
C133	C134	C142	C143	C147	C148	C149	C155	C159	C160	C177			

47 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

41 rapports reçus: Conventions nos. 14, 16, 23, 27, 29, 32, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 92, 95, 97, 98, 100, 103, 105, 106, 108, 111, 113, 115, 122, 126, 133, 134, 138, 142, 143, 147, 149, 159, 160, 177, 182

6 rapports non reçus: Conventions nos. 45, 119, 120, 124, 148, 155

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-92,94-96,99-101	103

Tanzanie, République-Unie de

34 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 C015 C016 C017 C019 C026 C050 C059 C063 C064 C065 C086 **C094**
C095 **C131** C134 **C135** C137 **C140** **C142** **C148** **C149** **C152** **C154** **C170**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 16, 63, 87, 98, 134, 135

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1990, 1991, 1992

C081 1987

C105 1987, 1990, 1991, 1992, 2000

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
46-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Tanzanie. Tanganyika

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C032 C045 C088 C101 C108

Tanzanie. Zanzibar

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C058 C085 **C097**

Tchad

23 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C026 C033 C041 C052 **C095** **C102** C116 C132
C135 **C151** **C173**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 81, 100, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1993, 1999
C087 1993
C144 2013

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96	99-101,103

Tchèque, République

64 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C010 C011 C012 C013 C014 C017 C018 C019 C021 C026 C027 C034
C037 C038 C039 C040 C042 C043 C045 C049 C052 C077 C078 C080 C088 C089
C090 C095 C099 C102 C108 C115 C116 C120 C123 C124 C128 C130 C132 C135
C136 C139 C140 C142 C148 C150 C155 C159 C160 C161 C163 C164 C167 C171
C176 C181 C187

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

16 rapports reçus: Conventions nos. 13, 81, 88, 115, 120, 122, 129, 135, 136, 139, 148, 155, 159, 167, 176, 187

4 rapports non reçus: Conventions nos. 100, 111, 161, 181

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989
C111 1985, 1988, 1990, 2008, 2010

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101,103(P029)	103

Thaïlande

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C100 C105 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 C080 C088 C104 C116 C123 C127 C159

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

4 rapports reçus: Conventions nos. 88, 100, 122, 159

1 rapports non reçus: Conventions nos. 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1987, 1990, 1991, 1992, 1994, 1995

C105 1992

C122 2006, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1991

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3164

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99-101,103

Timor-Leste

4 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées)

Membre depuis 2003

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C182

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 87, 98, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
92,94-96	99-101,103

Togo

26 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C026 C033 C041 C085 **C095** **C102** C143 C150
C187

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 102, 122, 150

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56,58-72,74-87,89,94,95(C187,R197)	88,90-92,95(R198),96,99-101,103

Tonga

Ninguna conventions en vigueur (sur 0 ratifiées)

Membre depuis 2016

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

Trinité-et-Tobago

21 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C015 C016 C019 C050 C065 C085 **C097** C125 **C147** **C150** C159

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 16, 87, 98, 122, 147, 150

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Tunisie

56 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004	C006	C008	C011	C012	C013	C014	C016	C017	C018	C019	C022	C023	C026
C045	C052	C055	C058	C059	C062	C065	C073	C077	C088	C089	C090	C091	C095
C099	C104	C106	C107	C108	C112	C113	C114	C116	C117	C118	C119	C120	C123
C124	C127	C135	C142	C150	C151	C154	C159						

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 13, 16, 22, 23, 45, 55, 62, 73, 87, 88, 98, 100, 108, 111, 119, 120, 122, 127, 135, 150, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1985
C087	1985
C127	1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2994, 3095

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99-101	103

Turkménistan

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C185

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 185

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-92,94-96,99,100	101,103

Turquie

53 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C011	C014	C015	C026	C034	C042	C045	C053	C055	C058	C059	C068	C069
C073	C077	C080	C088	C092	C094	C095	C096	C099	C102	C108	C115	C116	C118
C119	C123	C127	C133	C134	C135	C142	C146	C151	C152	C153	C155	C158	C159
C161	C164	C166	C167	C176	C187								

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

19 rapports reçus: Conventions nos. 53, 55, 68, 69, 73, 81, 87, 92, 98, 108, 122, 133, 134, 146, 151, 155, 161, 164, 166

1 rapports non reçus: Conventions nos. 135

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026	1995
C087	1997, 2005, 2007, 2009, 2010, 2011
C095	1985
C098	1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1991, 1993, 1994, 1995, 1996, 1998, 2000, 2013
C111	1985, 1987, 1990, 1991
C122	2002
C155	2015
C158	2001

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111	1989
-------------	------

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3098

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Tuvalu

1 conventions en vigueur (sur 1 ratifiées)

Membre depuis 2008

Convention du travail maritime

1 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. MLC, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	99-101,103

Ukraine

61 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C010 C011 **C014** C015 C016 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C058 C059
C060 C069 C073 **C077** **C078** C079 C090 C092 **C095** C103 **C106** C108 C112 C113
C115 C116 C117 C119 **C120** C123 **C124** C126 **C131** C132 C133 **C135** **C139** **C140**
C142 **C147** **C149** **C150** C153 **C154** **C155** **C156** C158 **C159** **C160** **C161** **C173** **C174**
C176 C184

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

12 rapports reçus: Conventions nos. 16, 23, 69, 73, 87, 92, 108, 122, 133, 147, 150, 160

1 rapports non reçus: Conventions nos. 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1997, 2000, 2001, 2003, 2010

C138 2004

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Uruguay

81 conventions en vigueur (sur 109 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C027 C030
C032 C033 C042 C043 C045 C052 C054 C058 C059 C060 C062 C063 C067 C073
C077 **C078** C079 C080 C089 C090 C093 **C094** **C095** C096 **C097** C099 C101 **C102**
C103 **C106** C108 **C110** C112 C113 C114 **C115** C116 **C118** C119 **C120** **C121** **C128**
C130 **C131** C132 C133 C134 **C135** C136 C137 **C139** **C141** **C148** **C149** **C150** **C151**
C153 **C154** **C155** **C156** **C159** **C161** **C162** **C167** **C172** **C176** **C181** **C184** **C189**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 63, 73, 87, 98, 108, 122, 133, 134, 135, 150, 181

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	2002
C098	2011
C128	1988
C131	1991, 1998, 2003

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3175

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-89,90(R193,R194),91,92,95(R197,R198),100	90(P155),94,95(C187),96,99,101,103

Vanuatu

8 conventions en vigueur (sur 8 ratifiées)

Membre depuis 2003

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C185

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

1 rapports reçus: Conventions nos. 185

2 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	91,92,94-96,99-101,103

Venezuela, République bolivarienne du

50 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre depuis 1958

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C011 C013 C014 C019 C021 C022 C026
C027 C041 C045 C080 C088 C095 C097 C102 C103 C116 C117 C118 C120 C121
C127 C128 C130 C139 C140 C141 C142 C143 C149 C150 C153 C155 C156 C158
C169

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 22, 87, 98, 111, 122, 144, 150, 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 2014

C087 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2009, 2010, 2015

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2000, 2001, 2002

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2254, 3016, 3059, 3082, 3172

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56,58-72,74-92,94-96,99-101,103	

Viet Nam

20 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions Fondamentales

C029 C100 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C006 C014 C027 C045 C080 C116 C120 C123 C124 C155 C187

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 122, MLC, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101,103	

Yémen

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

**C014 C015 C016 C019 C058 C059 C064 C065 C086 C094 C095 C104 C131 C132
C135 C156 C158 C159 C185**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 16, 58, 87, 98, 122, 158, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1991, 1993
C098 1985, 1991, 1993
C182 2014

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985
C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-87,88(C183),89(C184),91,95(C187)	88(R191),89(R192),90,92,94,95(R197,R198),96,99-101,103

Zambie

44 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 C012 C017 C018 C019 C026 C045 C050 C064 C065 C086 C089 C095
C097 C099 C103 C117 C123 C124 C131 C135 C136 C141 C148 C149 C150 C151
C154 C155 C158 C159 C173 C176 C181 C187

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

17 rapports reçus: Conventions nos. 19, 81, 87, 98, 122, 129, 135, 136, 148, 150, 151, 154, 155, 159, 176, 181, 187

1 rapports non reçus: Conventions nos. 173

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1987, 1989, 1990
C122 1995
C138 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-92,94-96	99-101,103

Zimbabwe

25 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 C026 C045 C099 **C135 C140 C150 C155 C159 C161 C162 C170 C174**
C176

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2015

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 150

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2006, 2007, 2008, 2011, 2013

C098 2002, 2003, 2004, 2005

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008

C098 2003

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3128

Commission d'enquête en 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94-96,99-101,103	

Annexe. Liste des conventions et protocoles adoptés par session

Liste des conventions et protocoles adoptés par session

- | | |
|---|--|
| ★ | Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs. |
| ● | Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte. |
| ◆ | Convention ou Protocole pas en vigueur. |
| ■ | Convention retirée. |

1ère session de la CIT, 1919

- C001 Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
- C002 Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
- ★ C003 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- ★ C004 Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
- ★ C005 Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
- ★ C006 Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

2e session de la CIT, 1920

- ★ C007 Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
- ★ C008 Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufnage), 1920
- ★ C009 Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

3e session de la CIT, 1921

- ★ C010 Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
- C011 Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
- ★ C012 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- C013 Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
- C014 Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
- ★ C015 Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921
- ★ C016 Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

7e session de la CIT, 1925

- ★ C017 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C018 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C019 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- C020 Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

8e session de la CIT, 1926

- C021 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

9e session de la CIT, 1926

- ★ C022 Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
- ★ C023 Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

10e session de la CIT, 1927

- ★ C024 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C025 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

11e session de la CIT, 1928

- C026 Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

12e session de la CIT, 1929

- C027 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929
- C028 Convention (n°28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

14e session de la CIT, 1930

- C029 **Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930**
- C030 Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

15e session de la CIT, 1931

- C031 Convention (n°31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931

16e session de la CIT, 1932

- C032 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932
- C033 Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

17e session de la CIT, 1933

- C034 Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933
- C035 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933
- C036 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
- C037 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933
- C038 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
- C039 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933
- C040 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

18e session de la CIT, 1934

- C041 Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934
- ★ C042 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
- C043 Convention (n°43) des verreries à vitres, 1934
- C044 Convention (n° 44) du chômage, 1934

19e session de la CIT, 1935

- C045 Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935
- C046 Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935
- C047 Convention (n° 47) des quarante heures, 1935
- C048 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935
- C049 Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

20e session de la CIT, 1936

- C050 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- C051 Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
- C052 Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

21e session de la CIT, 1936

- ★ C053 Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
- ★ C054 Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
- ★ C055 Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
- ★ C056 Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
- ★ C057 Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936

22e session de la CIT, 1936

- ★ C058 Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

23e session de la CIT, 1937

- ★ C059 Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
- ★ C060 Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937
- C061 Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
- C062 Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

24e session de la CIT, 1938

- C063 Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

25e session de la CIT, 1939

- C064 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C065 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- C066 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- C067 Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

28e session de la CIT, 1946

- ★ C068 Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
- ★ C069 Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
- ★ C070 Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
- C071 Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
- ★ C072 Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
- ★ C073 Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
- ★ C074 Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
- ★ C075 Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
- ★ C076 Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946

29e session de la CIT, 1946

- C077 Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
- C078 Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C079 Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C080 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

30e session de la CIT, 1947

- ★ C081 *Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947*
- ★ C082 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C083 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C084 Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
- C085 Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C086 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

31e session de la CIT, 1948

- C087 **Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948**
- C088 Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
- ★ C089 Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
- C090 Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

32e session de la CIT, 1949

- ★ C091 Convention (n° 91) des congés payés des marins (révisée), 1949
- ★ C092 Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
- ★ C093 Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
- C094 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- ★ C095 Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
- C096 Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
- C097 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C098 **Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949**

34e session de la CIT, 1951

- C099 Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
- C100 **Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951**

35e session de la CIT, 1952

- ★ C101 Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
- ★ C102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- C103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

38e session de la CIT, 1955

- C104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

40e session de la CIT, 1957

- C105 **Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957**
- C106 Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
- C107 Convention (n° 107) relative aux populations aborigènes et tribales, 1957

41e session de la CIT, 1958

- C108 Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
- ★ C109 Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958

42e session de la CIT, 1958

- ★ C110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C111 **Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958**

43e session de la CIT, 1959

- ★ C112 Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
- C113 Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
- C114 Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

44e session de la CIT, 1960

C115 Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

45e session de la CIT, 1961

C116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

46e session de la CIT, 1962

C117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

C118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

47e session de la CIT, 1963

C119 Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

48e session de la CIT, 1964

C120 Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

C121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]

C122 *Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964*

49e session de la CIT, 1965

★ C123 Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

C124 Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

50e session de la CIT, 1966

C125 Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

C126 Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

51e session de la CIT, 1967

C127 Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

C128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

53e session de la CIT, 1969

C129 *Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969*

C130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

54e session de la CIT, 1970

C131 Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

C132 Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

55e session de la CIT, 1970

★ C133 Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

★ C134 Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

56e session de la CIT, 1971

- C135 Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
- C136 Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

58e session de la CIT, 1973

- C137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
- C138 **Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973**

59e session de la CIT, 1974

- C139 Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
- C140 Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

60e session de la CIT, 1975

- C141 Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
- C142 Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975
- C143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

61e session de la CIT, 1976

- C144 *Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976*

62e session de la CIT, 1976

- ★ C145 Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
- ★ C146 Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
- ★ C147 Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

63e session de la CIT, 1977

- C148 Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
- C149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

64e session de la CIT, 1978

- C150 Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
- C151 Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

65e session de la CIT, 1979

- C152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
- C153 Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

67e session de la CIT, 1981

- C154 Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981
- ★ C155 Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
- C156 Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

68e session de la CIT, 1982

- C157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C158 Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982
- P110 Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

69e session de la CIT, 1983

- C159 Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

71e session de la CIT, 1985

- C160 Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
- C161 Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

72e session de la CIT, 1986

- C162 Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

74e session de la CIT, 1987

- ★ C163 Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
- ★ C164 Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
- ★ C165 Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
- ★ C166 Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

75e session de la CIT, 1988

- C167 Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
- C168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

76e session de la CIT, 1989

- C169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

77e session de la CIT, 1990

- C170 Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
- C171 Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990
- P089 Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

78e session de la CIT, 1991

- C172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

79e session de la CIT, 1992

- C173 Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

80e session de la CIT, 1993

- C174 Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

81e session de la CIT, 1994

C175 Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

82e session de la CIT, 1995

C176 Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995
P081 Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

83e session de la CIT, 1996

C177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

84e session de la CIT, 1996

- ★ C178 Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996
- C179 Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996
- ★ C180 Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996
- P147 Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

85e session de la CIT, 1997

C181 Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

87e session de la CIT, 1999

C182 Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

88e session de la CIT, 2000

C183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

89e session de la CIT, 2001

C184 Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

90e session de la CIT, 2002

P155 Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

91e session de la CIT, 2003

C185 Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

94e session de la CIT, 2006

MLC Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

95e session de la CIT, 2006

C187 Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

96e session de la CIT, 2007

- ◆ C188 Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

100e session de la CIT, 2011

C189 Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques,
2011

103e session de la CIT, 2014

◆ P029 Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930